

25 MARS 1974

Les Temps Modernes

Directeur **JEAN-PAUL SARTRE**

29^e année

Mars 1974

N° 332

ROSSANA ROSSANDA. — Les intellectuels révolutionnaires et l'Union soviétique 830

•
EDOUARD KOUZNETSOV. — Journal d'un condamné à mort

•
DOSSIER

LES PRISONNIERS POLITIQUES OUEST-ALLEMANDS ACCUSENT

VIKTOR KLEINKRIEG. — Les combattants anti-impérialistes face à la torture 1

SJEF TEUNS. — La torture par privation sensorielle XXX. — Les méthodes scientifiques de torture 2

CHRISTIAN SIGRIST. — De Heidelberg au Cap Vert 3

KLAUS CROISSANT. — La Justice et la torture par l'isolement 4

— Des détenus politiques témoignent —

•
CHRONIQUES

Le sexisme ordinaire

RENEE SAUREL. — « Nicomède » ou « Nucléa » :

Lettre ouverte à Roger Planchon. — « Odin-Teatret » à Rome

CHRISTIAN ZIMMER. — Têtes de Turcs et têtes de Bretons



Les Temps Modernes

revue mensuelle

COMITÉ DE DIRECTION

Simone de BEAUVOIR — Jacques-Laurent BOST — André GORZ
Claude LANZMANN — Jean POUILLON — Jean-Paul SARTRE

★

La revue n'est pas responsable des manuscrits qui lui sont adressés
La rédaction reçoit sur rendez-vous

★

REDACTION, ADMINISTRATION
Vente au numéro
26, rue de Condé, Paris-6°. Tél. 326-47-81

★

Diffusion aux Librairies
S.O.D.I.S. 128, avenue du maréchal-de-Lattre-de-Tassigny
77 - Lagny

★

SERVICE DES ABONNEMENTS
26, rue de Condé, Paris-6°

TARIF D'ABONNEMENT

	<u>1 an</u>	<u>6 mois</u>
France et Etranger	100,00 F	55,00 F
(supplément port recommandé)	36,00 F	18,00 F

Envoi par avion : nous consulter.

ABONNEMENT POUR ETUDIANTS

Pour bénéficier de ce tarif réduit on est prié
de s'adresser directement à l'administration de
la Revue et de justifier de sa qualité d'étudiant 60,00 F 30,00 F

Les abonnements peuvent se régler par chèque bancaire
mandat-carte, mandat-poste, chèque postal (compte Paris 6999-04)
— POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE —
Envoyer la dernière bande et joindre la somme de 0,60 F

Les Temps Modernes

Rossana Rossanda

LES INTELLECTUELS REVOLUTIONNAIRES ET L'UNION SOVIETIQUE *

Le rapport avec les pays socialistes — les révolutions survenues « ailleurs » — fait partie depuis cinquante ans de l'histoire de la gauche européenne, qui n'a pas eu sa révolution. Un rapport fait d'espoirs et de déceptions, d'alliances et d'abjurations, d'utopies enthousiasmantes et de déprimants réalismes. Presque toujours subalterne, il est devenu un aspect de la défaite de la gauche dans les « pays de capitalisme développé ». Et, comme un rapport d'amour-haine, d'espérance-désillusion est toujours d'une certaine manière dérisoire et se transforme toujours en faiblesse, la gauche européenne a plus d'une fois tenté de s'en libérer, en le refusant comme problème : quels que soient la nature et le destin des « autres » révolutions, elles n'ont rien à voir avec moi, la mienne sera « toute différente ». Mais il ne s'agit plus que d'un exorcisme. Les « autres » révolutions existent. Elles déterminent le monde dans lequel nous vivons. Elles nous déterminent, que cela nous plaise ou non. On ne peut y échapper.

Et pour deux bonnes raisons. La première est que l'unité de la scène mondiale est devenue évidente : le capitalisme

* Ce texte a aussi paru dans *Kursbuch* (Berlin).

a créé un système, un mécanisme dans lequel les interactions entre le centre et la périphérie sont de plus en plus rapides et contraignantes. Le deuxième est que l'appareil conceptuel du marxisme — malgré toutes les déformations qu'il a subies dans la « vulgate » des partis communistes (ou peut-être grâce à elles), malgré son aveulement dans la version réformiste, ou les altérations de la culture bâtarde, mais marxisante, du « radicalisme américain » ou autre « nouvelle culture » — a fourni un lexique politique commun, une grille de lecture et d'interprétation qui, elle aussi, accélère le procès d'unification. Ainsi, toute rupture du bloc impérialiste, ou du front capitaliste, ou du « camp socialiste » est perçue — aussi loin qu'en soit l'épicentre — non seulement comme problème qui agite tous les fronts du mouvement, mais comme questionnement immédiatement reconnaissable parce que commun à nous tous : c'est toujours et partout *de te fabula narratur*. L'histoire *des révolutions* apparaît de nouveau comme pure phénoménologie de l'histoire de *la révolution*.

Donc, nous en sommes investis. La gauche ne peut éluder ni le jugement de fait sur les pays socialistes, ni le jugement de valeur. Si l'on pense à l'histoire et aux crises du mouvement ouvrier européen, on y trouvera, inextricablement liées à l'histoire de *l'engagement*, les questions relatives aux pays socialistes. Faut-il les accepter, et dans quelle mesure ? Les repousser, et avec quels corollaires ? Ces questions ont toujours eu une conséquence directe sur la manière de comprendre la révolution et sur les alliances politiques immédiates.

Dans la gauche marxiste ceux qui ont refusé, ou tenté de refuser la nécessité de se mesurer sur ce terrain s'en sont trouvés stérilisés. Partant de positions opposées, les sociaux-démocrates et les trotskystes ont mis entre parenthèses les pays socialistes. La II^e Internationale, tant qu'elle eut en son sein quelqu'un qui pensait pour elle, ne s'est pas aperçue que les révolutions survenaient. Lorsqu'elle ne put plus ignorer leur présence encombrante, elle en prit acte, comme d'un accident : l'histoire avait engendré des monstres. Marx n'avait-il pas prévu l'avènement du socialisme comme rupture, bien sûr, mais également comme couronnement du capitalisme au sommet de son développement, quand les impétueuses forces pro-

ductives seraient entrées en contradiction avec les vieux rapports de production ? Si tel est bien le schéma de la révolution socialiste, octobre 1917 n'a pas les papiers en règle, de la Chine mieux vaut ne pas parler, quant à Cuba, il s'agit de tout autre chose. Ni substance, ni accident, ce sont des phénomènes auxquels le marxiste de la II^e Internationale ne reconnaît pas de légitimité, et qui donc ne le dérangent pas. Au besoin, il pourra tirer des difficultés internes des pays socialistes de quoi justifier sa vocation gradualiste, son intégration ; et lorsque celle-ci sera achevée, il est évident que toute réflexion sur les « socialismes » sera dédramatisée. Pour qui ne croit pas à la révolution, les révolutions ne font pas problème.

Le courant trotskyste — avec tout le respect dû à certaines exceptions — a, lui aussi, décroché, mais par une méthode inverse. Non par indifférence, mais par excès de dramatisation. Octobre 1917 est, sans conteste, la révolution ; mais elle s'est transformée en une fatale dégénérescence bureaucratique. Dès lors, l'histoire est vue comme une erreur, une non-histoire (ce qui, du point de vue politique, revient à peu près au même). Je souhaite ne pas heurter la susceptibilité des trotskystes en remarquant que la querelle qu'ils cherchent aux pays de l'Est est la même depuis quarante ans. Comme tous les refus, leur attitude ne parvient ni à abattre la réalité ennemie ni à l'analyser, en soi, dans ses rapports objectifs avec ce qui l'entoure, dans son devenir. Si, pour eux, l'U.R.S.S. est la patrie du léninisme trahi, la révolution chinoise est tout bonnement incompréhensible (et la révolution culturelle aberrante) ; ce n'est pas non plus sur le terrain des purs principes qu'ils fondent leur sympathie pour Cuba — sympathie qui d'ailleurs ne leur est pas retournée. Il en ressort une vision du monde dans lequel les révolutions, celles qui se sont réalisées ou les autres, sont en permanence compromises ; ce qui reste est un élément théoriquement imprécis et garde un visage confus (l'Etat ouvrier dégénéré, bureaucratique).

C'est pour les militants des partis communistes ou pour leurs plus ou moins lointains compagnons de route que le rapport avec les pays socialistes est inscrit dans leur vie et dans leur sang. Il a une histoire, des étapes, des blessures. Il a comporté une problématique réelle, elle-même en devenir.

Et, plus clairement que pour les autres, il a fini par devenir un symbole, un condensé dans lequel se reflète, chaque fois, le point de leur réflexion sur la révolution.

i

Je ne tenterai pas d'en ébaucher une histoire. L'écrire sérieusement demande un travail bien différent, car elle n'est ni simple ni linéaire. Elle ne l'est même pas pour les dirigeants communistes, qui ont pourtant réussi à ce que leur rapport tourmenté avec l'Internationale d'abord, puis avec les pays socialistes, filtre le moins possible à l'extérieur. Par ailleurs, je pense que même la recherche la plus minutieuse ne transformerait pas les conclusions qu'il est aujourd'hui possible de tirer de cette histoire.

Dans le rapport aux pays socialistes, c'est le poids accordé à leur *existence* et à leur *rôle international* qui l'a emporté de façon absolue sur le jugement à porter sur leur nature *interne*. Aussi paradoxal que cela paraisse — étant donné que les partis communistes n'ont pas critiqué l'Union soviétique avant 1956 — ce fait devint très vite évident, précisément dans les partis eux-mêmes. Je ne connais de près que l'histoire du parti communiste italien, et de certains militants d'autres partis ; mais elle est suffisamment éloquente. En Italie, Antonio Gramsci, après l'échec des conseils et des occupations d'usines, écrit très lucidement, dès 1923, que, dans le reflux de la grande expérience européenne, Octobre, l'Etat ouvrier socialiste n'est pas tant et seulement l'image d'une espérance réalisée, mais la garantie, la seule, que le mouvement ouvrier n'est pas battu. Il s'en suit un changement de priorité dans sa pensée politique. Et quand, en 1926, il écrira à Staline sa célèbre lettre de condamnation pour avoir, en rompant avec Trotsky, brisé l'unité du groupe dirigeant (pour Gramsci, Trotsky a sûrement tort, mais il est une composante vitale de la révolution soviétique) c'est à l'avenir des communistes dans le monde entier qu'il pense. Togliatti lui répondra — avec une dureté de ton qui restera caractéristique de tout l'attitude des partis communistes — que le problème n'est pas de savoir si Staline

plaît ou non, mais que Staline est désormais l'Union soviétique, et que l'Union soviétique est la seule garantie que la classe n'est pas défaite¹.

Il importe peu ici de savoir si Togliatti avait ou non raison ; certes il n'y a pas eu de révolution qui n'ait eu à se définir par rapport aux pays socialistes. Mais cela n'épuise pas la question, comme nous le verrons plus loin. Remarquons simplement ici que le rapport avec l'U.R.S.S. a été très tôt d'avantage une choix stratégique que la reconnaissance d'une identité. L'adhésion inconditionnelle des partis communistes à l'Etat soviétique, l'incapacité d'en donner dans leur presse une image sinon critique, du moins problématique, le refus de toute analyse autre qu'apologétique de la « patrie du socialisme » et plus tard des démocraties populaires, correspondent — plus qu'à une certitude concernant l'identité entre les fins de la révolution d'Octobre et la réalité concrète de l'Etat soviétique — à une décision délibérée de ne pas aborder ce problème. L'U.R.S.S. est le premier pays socialiste, encerclé de surcroît : un point c'est tout. L'urgence, tant pour elle que pour les partis communistes, c'est de la sauver. Toute l'histoire de l'Internationale peut donc être lue comme subordination des partis communistes à l'U.R.S.S. Elle peut être lue également comme ancrage des révolutions manquées en Europe à la seule réalité antagoniste au capital existant *en tant qu'Etat*, et donc susceptible d'ouvrir une potentialité objectivement nouvelle à la lutte de classe à l'échelle mondiale.

Les itinéraires de Paul Nizan, ou d'Ernst Fischer, ou de Jean-Paul Sartre — pour prendre trois intellectuels différemment impliqués dans le camp communiste, Nizan militant et journaliste du P.C.F., Fischer permanent de l'Internationale, Sartre totalement indépendant de toute discipline d'organisation — montrent que cette grille d'interprétation politique a été fondamentale, et pas seulement pour les bureaucraties des partis communistes.

Nizan n'est-il pas le symbole de l'intellectuel militant communiste foudroyé, au cours d'une journée — le 24 août 1939 —, par la découverte du fossé existant entre les raisons du front

1. Cf. l'échange de lettres publié dans *Rinascita*, hebdomadaire du P.C.I., en mai 1964.

antifasciste mondial et les raisons de l'Union soviétique ? Après une longue période de militantisme, qui, pour tout intellectuel, mais pour lui en particulier, avait été aussi un dépassement de lui-même, de ses origines, de ses défauts et de ses inclinations culturelles — avec la satisfaction, toujours un peu morbide, de « servir le peuple » à travers l'obéissance au parti —, Nizan démissionne sur l'heure, part volontaire, obtensiblement, pour cette guerre que l'U.R.S.S. ne veut pas faire, et mourra moins d'un an après, à Dunkerque. Cette mort a toute l'apparence d'un suicide (même si elle n'en est pas un) tant elle est emblématique, survenant lorsque Nizan a cessé de « vivre », puisque sa vie s'était entièrement identifiée à l'engagement politique.

Après sa mort, Nizan restera un symbole, celui de la bassesse que peuvent atteindre les partis communistes quand ils veulent détruire un des leurs. Il n'était pas encore mort que Maurice Thorez écrivait : « Paul Nizan, indicateur de police, se faisait le champion d'un communisme national. » Et, après la guerre, Henri Lefebvre et Louis Aragon ont fait de lui l'image même de la trahison². Bien qu'ils aient été mis de nombreuses fois au défi de fournir les preuves d'une telle accusation, les communistes français ne l'ont jamais retirée.

Cependant, le drame de Nizan n'a pas été la déception sur la nature de la société soviétique. Qu'elle ne fût pas le paradis sur terre, il devait l'avoir découvert depuis longtemps. La boultade ambiguë que rapporte Simone de Beauvoir le montre aussi : après son retour d'U.R.S.S. — écrivant, d'une part, des panégyriques dans la presse de parti et, de l'autre, éludant, avec ses amis, tout jugement sincère — il avait laissé échapper : « C'était un séjour extrêmement corrupteur ». De quel point de vue, corrupteur ? Redoutait-il, en tant qu'intellectuel, d'avoir à accepter définitivement l'U.R.S.S. comme « religion positive » ? Les procès — sur lesquels il n'écrivit pas — ne le bouleversèrent pas réellement. La dureté de la situation, les difficultés,

2. Lefebvre le décrit ainsi dans son *Existentialisme* : « Paul Nizan avait peu d'amis et nous nous demandions quel était son secret, le secret de son obsession et de son tourment. Nous le savons aujourd'hui. Tous ses livres tournaient autour de l'idée de la trahison. » Quant à Aragon, il dépeint Nizan, dans son roman *Les communistes*, sous les traits de Patrice Orfilat, traître, vendu, avec naturellement une certaine sympathie pour les trotskystes que le personnage positif (Politzer) définit comme des « flics ».

l'isolement de la révolution russe, ses dramatiques conditions de départ, fonctionnaient comme contre-poids et atténuaient les erreurs, quelque tragiques qu'elles fussent : une fois écartée la thèse de Trotsky, selon laquelle tout ce qui se passait à Moscou était la trahison délibérée des idées de 1917, tout ce qui se passait à Moscou pouvait être mis sur le compte du prix, lourd mais inévitable, à payer, compensé par des conquêtes autrement importantes. Les communistes deviennent vite réalistes — et il n'est pas dit que ce soit leur pire défaut. D'autant plus qu'il y avait, pour alimenter leurs raisons, tous les « retours d'U.R.S.S. » pleins de désillusions et qui faisaient régulièrement passer les déçus de l'autre côté de la barricade. Dans les années trente et devant la montée du fascisme, cela devenait de moins en moins acceptable pour l'intellectuel honnête. Du procès de Dimitrov aux drapeaux rouges du Front populaire, en passant par le VII^e congrès de l'Internationale, le mouvement de masse contre le danger fasciste, impulsé et soutenu par l'Internationale, suffisait à faire oublier, ou à faire ne pas voir — que l'on pense à Romain Rolland — les procès de Staline. Ce ne furent pas seulement les permanents, mais aussi les meilleurs hommes de l'anti-fascisme européen qui se laissèrent persuader qu'il fallait tout mettre entre parenthèses devant la menace de Hitler.

Mais lorsque l'attitude de l'U.R.S.S. devant cette menace semble se modifier, c'est-à-dire en août 1939, rien ne tient plus pour Nizan. Bien qu'il tente, pendant un certain nombre de mois, de garder espoir en l'Union soviétique, qui reste objectivement l'ennemie stratégique du fascisme, et qu'il dirige donc sa polémique contre les communistes français plus que contre Staline, Nizan aboutira à la conclusion que cette distinction entre la nature objective à long terme et les choix subjectifs immédiats, non seulement représente une acrobatie intolérable, mais qu'elle ne peut s'opérer sans que quelque chose de profond, de premier, ne se gâte ou ne se perde irrémédiablement. Si « pour comprendre ce qui se passe — écrit-il à sa femme — nous devons désormais nous référer plutôt à l'histoire de Charles II qu'aux œuvres complètes de Marx »³, cela signifie

3. Paul Nizan, *intellectuel communiste*, présentation et choix par J.-J. Brochier. Paris, Maspero, 1970. Vol. II, page 110,

que l'U.R.S.S. en tant que « puissance » traditionnelle l'a désormais indiscutablement emporté sur l'U.R.S.S. « Etat socialiste ». Ce qui entraîne sans doute pour conséquence que l'équation « défense de l'U.R.S.S. = défense du communisme » ne tient plus. Nizan n'arrive pas, du moins explicitement, à cette conclusion. Il hésite même probablement devant elle, il attend : « Par le temps qui court, écrit-il dans une de ses dernières lettres, je ne reconnais qu'une vertu ; ni le courage, ni la volonté du martyr, ni l'abnégation, ni l'aveuglement, mais seulement la volonté de comprendre. Le seul honneur qui nous reste est celui de l'entendement. ⁴. »

Comprendre ? Oui mais que faire une fois que l'on a compris ? Nous ignorons comment Nizan aurait répondu à cette question ; il est probable que — sans les infamies dont son parti s'est hâté de le couvrir — après la guerre, comme beaucoup d'autres militants qui s'étaient éloignés en 1939, il aurait réadhéré. La fameuse poignée de mains entre Staline et Ribbentrop aurait été rachetée, et même enterrée par Stalingrad, par les millions de morts, par la prise de Berlin. Toutes les questions qui semblaient se poser lors du drame de 1939 — le rapport entre révolution et pouvoir d'Etat, entre Etats socialistes et mouvements communistes, entre défense stratégique de l'U.R.S.S. et tactique sur l'échiquier international — tout cet enchevêtrement confus et difficile à démêler, tout cela tomba

4. *Ibid.*, p. 115. Le 30 septembre, c'est-à-dire peu de jours après sa démission, il écrit à sa femme : « Lu le texte complet de l'accord du Kremlin. Il me semble que je comprends le jeu de Iossif Vissarionovitch : le moins que l'on puisse dire est qu'il est double et cousu de fil rouge... » Et le 22 octobre : « Ce n'est pas parce que je croyais « mal » de la part de l'U.R.S.S. son accord avec Berlin que j'ai pris la décision que j'ai prise. C'est précisément parce que j'ai pensé que les communistes français ont manqué du cynisme politique nécessaire et du pouvoir politique de mensonge qu'il eût fallu pour tirer les bénéfices les plus grands d'une opération politique dangereuse. » Le P.C.F. devait en somme, tout en donnant raison à l'U.R.S.S., s'en dissocier pour ne pas subir le contre-coup de ce qui a été pour Staline un choix obligé, alors qu'« imiter fidèlement les Russes à la lettre était les méconnaître totalement dans l'esprit », c'était n'être que de « fidèles imitateurs ». Pourtant, l'invasion de la Pologne lui semble intolérable : « la politique de Staline me dégoûte ». D'octobre 1939 à mai 1940, la contradiction lui apparaît insurmontable. Le livre présenté par Brochier est à cet égard très riche de documents inédits.

avec la guerre. La crise de Nizan ne fut que l'ébauche d'un conflit entre politique et morale dont il n'eut ni le temps ni la possibilité de se libérer.

*
**

L'itinéraire d'Ernst Fischer n'est-il pas, d'un certain point de vue, la contre-épreuve de ce que nous affirmons ? Fischer était, intellectuellement, encore moins enclin que Nizan au stalinisme : sa culture était toute faite de subtilités, d'attentifs distinguos ; il avait un esprit profondément critique, totalement étranger aux séductions rhétoriques qui agissent sur l'intellectuel français et qui constituent, pour les communistes, un alibi commode pour l'intelligence. Nizan avait été attiré, avant de devenir communiste, par la révolte de droite ; Fischer avait toujours été, avant d'adhérer au parti autrichien, démocrate et socialiste. Il entre au P.C. et en devient rapidement le délégué à l'Internationale. En relisant, dans les *Erinnerungen*, son expérience à Moscou et plus encore en parlant avec lui durant les dernières années de sa vie, je fus frappée par le fait qu'il ait accepté de participer jusqu'au bout à une expérience si totalement, intrinséquement incompatible avec son échelle de valeurs, avec sa note la plus constante et la plus personnelle : cette tolérance finement critique, ce refus fondamental du manichéisme. Il avait suffi que, discutant quelquefois avec Togliatti ou avec Dimitrov, dans lesquels il reconnaissait le même refus de la défaite, on lui ait dit : « Ici, en Russie, cela ne pouvait se passer différemment ; « notre » socialisme sera autre chose, mais l'U.R.S.S. et elle seulement nous le garantit » pour qu'il adapte sa conduite à cette *Realpolitik* pour laquelle il n'était vraiment pas fait. Pourquoi ? Parce qu'il y avait le poids de l'échec des révolutions en Europe ; aussi parce qu'il y avait Hitler.

Pendant ces années-là, l'U.R.S.S. ne représente pas seulement le dernier retranchement. Paradoxalement, au moment où sa situation est la plus grave, sa politique — le VII^e congrès de l'Internationale, le « frontisme » — constitue pour les partis communistes européens, aux abois, une grande proposition opérationnelle, un cadre leur permettant de croître fortement. De

même, la victoire de 1945, avec les déplacements de forces qui s'ensuivent, apparaîtra longtemps — beaucoup plus que comme la sanction d'une division du monde qui ne laisse aucun espace à la révolution en Europe — comme la garantie d'une réorganisation du mouvement, de son indestructibilité. La *Realpolitik* des temps difficiles semble payante. Ainsi Ernst Fischer ne rompra pas avec le parti à cause des procès des années trente, ni à cause du pacte germano-soviétique, ni en 1948, ni à cause des procès de Prague, ni en 1956. Fischer rompt en 1968 quand l'Etat soviétique, envoyant ses chars à Prague, accomplit une action dans laquelle on ne peut plus reconnaître la moindre intention de défendre le socialisme ou ses principes mais uniquement une logique de puissance, qui ne se distingue en rien de celle des puissances conventionnelles, et qui en obtient le consensus tacite. Il rompt au moment où être du côté de l'U.R.S.S. ne signifie plus se placer en opposition au système. En fait, derrière la rupture avec l'U.R.S.S. en 1968, il y a pour Fischer bien sûr la Tchécoslovaquie, mais surtout dix années au cours desquelles est apparue, au sein même du camp socialiste, une critique, explicite comme dans le cas de la Chine, ou indirecte comme dans le cas de Cuba et des mouvements révolutionnaires, du rôle international de l'Union Soviétique. Il y a aussi l'attitude ambiguë de Krouchtchev vis-à-vis du Viêt-nam. Il y a encore, dans les années soixante, l'épuisement de ce qui, même dans la politique de Staline et malgré son nationalisme, faisait de l'U.R.S.S. l'espérance d'une alternative possible.

Quand cette distinction entre l'Etat soviétique et les autres Etats disparaît totalement dans la conscience d'un communiste, alors — mais alors seulement — le rapport se brise. Tant qu'il n'en est pas ainsi, le lien qui l'unit aux pays socialistes tient bon, réduit à un seul élément, mais extrêmement solide : l'altérité du camp. Ce lien peut être accompagné de mille distinctions, critiques, prises de distance, voire condamnations, mais elles sont émises *du même côté de la barricade*. (Voir — car elle est partagée par une grande partie de la gauche, même non communiste — l'attitude du parti communiste italien à l'égard de l'U.R.S.S., le plus autonome dans ce sens.) Avec une conséquence. Une fois que le rapport est placé sur ce terrain, la rupture devient très difficile. En fait, s'il est facile

de reconnaître que l'U.R.S.S. *ne peut* être identifiée à la révolution (crise de conscience de la gauche avant la guerre), et s'il est désormais acquis que l'U.R.S.S. ne peut même plus s'identifier de façon spécifique à une contradiction antagoniste à l'impérialisme (crise de conscience de la gauche après la guerre, surtout dans les années soixante), il est autrement difficile de nier sa *différence* par rapport au capitalisme et à l'impérialisme. Il est donc toujours possible de découvrir une ligne de démarcation qui justifie un alignement. (Seuls les Chinois essaient de l'effacer en la réduisant à une « contradiction interimpérialiste », c'est-à-dire entre impérialisme et social-impérialisme : mais l'emploi d'une locution différente suffit à laisser une brèche ouverte, d'autant plus que leur analyse de quand, comment et pourquoi l'U.R.S.S. a changé de nature est loin d'être satisfaisante.)

Le caractère objectif de cette différence est d'une grande importance, les pays socialistes l'invoquant continuellement. L'Union soviétique, qui en fit grand usage dans les années trente, continue toujours d'accompagner ses présomptueuses affirmations de force, de la thèse, toujours payante, de la fermeté à défendre contre l'attaque ennemie. Il suffit de penser à l'extraordinaire confusion que réussit à semer, précisément dans l'extrême gauche, l'invasion de la Tchécoslovaquie, considérée par plus d'un groupe comme une intervention de « gauche » contre les menées allemandes. C'est certainement Cuba qui utilise le plus cet argument : petite et isolée face au géant américain, qui la liquiderait volontiers, elle s'estime de ce fait irréfutable. Une bonne partie de la gauche européenne, pour ce qui concerne Cuba, cède à cet argument. Seule la Chine — pourtant dure dans la polémique — évite d'avoir recours au thème : « Je suis encerclée, tout ce que je fais est juste. Vous devez donc approuver. »

Ainsi, la gauche européenne peut devenir extrêmement sceptique à propos des pays socialistes, tout en choisissant malgré tout de rester à leur côté, en tant qu'ils demeurent en contradiction avec l'impérialisme. Par exemple : si l'U.R.S.S. n'est plus le rempart de la révolution, il est cependant vrai qu'elle représente un barrage contre le processus de fascisation en Europe, et qu'il vaut mieux un accord avec les social-démocraties que l'extension du fascisme. Ou bien : il est vrai que

l'U.R.S.S. n'a pas empêché les Américains d'attaquer le Viêt-nam ; mais sans l'aide soviétique, le Viêt-nam aurait-il pu tenir ? De plus, par une astuce de l'Histoire, ce sont ceux qui dans la gauche craignaient l'U.R.S.S. de la bolchévisation qui s'accommodent aujourd'hui d'une U.R.S.S. garante des équilibres en Europe, au moment où celle-ci peut tirer parti de la crise de l'impérialisme américain de l'après-guerre. Ainsi, l'O.S. italien — non pas le vieux communiste, mais l'ouvrier jeune, plus avancé, plus radicalement combatif et plus radicalement sceptique à l'égard de Brejnev — s'échauffe peu dans la dénonciation de l'U.R.S.S., parce qu'il reconnaît, froidement, l'importance politique que conserve son existence aux frontières de l'Europe et le rapport d'égal à égal établi avec les Etats-Unis, face au gouvernement italien, face aux « patrons ».

Mais n'est-ce pas là le produit extrême de la séduction ambiguë du « factuel » que Merleau-Ponty reprochait à Sartre ? Car, dans l'itinéraire de Sartre — qui est le dernier que nous prendrons comme exemple — ce type de rapport réaliste avec l'Union soviétique est le plus exemplaire, parce que librement assumé, en dehors de toute discipline de parti et des obligations morales correspondantes. Sartre, qui arrive tard à la politique militante, pendant la Deuxième Guerre mondiale, n'a jamais été membre du P.C.F. et n'a jamais tenté de l'être⁵. C'est en 1952 qu'il se rapproche le plus des communistes, non quand le parti triomphe, mais quand il semble atteindre le comble de l'isolement et de la crise. Le 28 mai. La guerre froide bat son plein. Le P.C.F. a appelé les masses à manifester contre Ridgway ; le gouvernement a interdit la manifestation. Les masses ont reculé et ne sont pas descendues dans la rue. Tout *l'establishment* gouvernemental exulte, bien sûr, mais également une

5. De même le P.C.F. ne lui a jamais fait la cour. Dans « Matérialisme et révolution », paru dans *Les Temps Modernes* de juin et juillet 1946, Sartre raconte que Jean Kanapa lui avait proposé une rencontre avec Garaudy et Mougin, au domicile de René Maublanc. Sartre, qui tenait alors à de bons rapports avec les communistes, y alla. Mais il fut, à sa stupeur, accueilli par une violente attaque de Garaudy et la rencontre ne prit à aucun moment la tournure, peut-être souhaitée par le jeune Kanapa, d'une conquête de Sartre au parti. Cela ne s'est produit par la suite, bien que Sartre ait toujours tenu à se définir comme un compagnon de route et que ses attaques contre le P.C.F. aient été rares.

certaine gauche qui voit dans cette abstention une libération de la classe ouvrière française de l'emprise du parti communiste et de l'Union soviétique. C'est alors que Sartre prend violemment la parole, revendiquant, non seulement pour lui, mais pour l'ensemble de la classe, la nécessité d'une coalition avec l'ensemble du mouvement communiste — Etats et partis — comme son intérêt propre et indestructible. Il l'écrira dans *Les communistes et la paix*⁶, dont Merleau-Ponty dira, malicieusement, que ce texte est la justification, la défense la plus éloquente des partis communistes, avec, malheureusement, des arguments dont ceux-ci ne veulent pas. Historiquement, affirme Sartre, l'être politique de la classe — c'est-à-dire l'idée et l'espérance du socialisme — est lié à la révolution d'Octobre et à l'Etat soviétique (ce n'est pas un hasard si sa référence est le Lénine du *Mieux vaut moins, mais mieux*, dans lequel est fondée la distinction entre l'inéluctabilité de la victoire du socialisme « car le capitalisme porte sa mort en lui », et cela même si l'Etat des soviets était détruit — proposition de principe — et la défense du socialisme du point de vue historique concret)⁶. Ainsi, ceux qui aujourd'hui se battent contre l'U.R.S.S. et contre le P.C., quelles qu'en soient les raisons, se battent contre la classe et contre la révolution. Le socialisme soviétique peut plaire ou non, les partis communistes peuvent plaire ou non : ils représentent le seul élément actuel d'antagonisme dans un monde, qui, sans eux, serait *entièrement* bourgeois. Voilà le seul discriminant authentique ; s'en éloigner, au nom d'une autre idée de la révolution, du Parti, de la classe — qui pour le moment n'existent pas et ne constituent donc ni l'objet ni le sujet de l'affrontement avec le système — cela veut dire abandonner le vrai terrain de la lutte.

6. Cf. *Les Temps Modernes* de juillet et octobre-novembre 1952 ; puis en avril 1953, la polémique qui s'ensuivit avec Claude Lefort.

6. « La Russie n'est pas l'unique chemin pour parvenir à l'issue finale. Née des antagonismes qui provoquèrent la guerre de 1914, elle peut disparaître : les antagonismes lui survivront et les nations capitalistes finiront par s'effondrer. En ce sens bien précis, la sauvegarde de l'U.R.S.S. n'est pas la condition *nécessaire* de la Révolution mondiale. Mais ces considérations ne sont pas *historiques* : historiquement, la chance du prolétariat, son « exemple » et la « force de pénétration révolutionnaire », c'est l'U.R.S.S. » J.-P. Sartre, « Les communistes et la paix », I, *Les Temps Modernes*, juillet 1952.

La force de la position de Sartre dans le débat qui s'instaure avec Merleau-Ponty d'une part et Lefort de l'autre, tient toute entière dans cette argumentation. Tous deux sont, du point de vue érudit, plus ferrés que lui en marxisme. Seulement, la lucidité théorique qui conduit Lefort à rétablir de façon plus correcte sur le plan des principes le rapport parti/classe, le conduit également, à mettre entre parenthèses ce qu'il nomme, dans sa propre analyse, l'« impropre » cristallisation de la classe que sont les partis, cette « impropre » réalité sociale qu'est le socialisme de la révolution soviétique. Ce faisant non seulement il déserte un front de lutte mais, dira Sartre, il fait objectivement le jeu des ennemis de classe, du gouvernement. Qu'il le veuille ou non. Merleau-Ponty, plus habile que Lefort, cherchera à sortir de cette tenaille, mais il ne s'en tirera pas mieux. Il tentera en fait de dissocier le communisme *tel qu'il est* du communisme *tel qu'il devrait être*, tout en refusant d'attaquer le communisme *tel qu'il est* pour ne pas se ranger objectivement du côté des patrons⁷. C'est sa proposition d'*a-communisme* qui doit le sauver de l'anti-communisme et le situer aux côtés du mouvement ouvrier. Mais cette opération ne sera pas plus convaincante que celle que Sartre reprochera à Camus : « Vous blâmez le prolétariat

7. Merleau-Ponty caractérise rapidement ainsi le dilemme : « L'attitude de Sartre est d'abord un rappel aux faits. Il est vrai qu'aujourd'hui la partie la plus active de la classe ouvrière adhère au P.C. et à la C.G.T. Il est donc vrai que tout échec du P.C. diminue le poids de la classe ouvrière dans la lutte politique, que ceux qui célèbrent l'échec d'une grève ordonnée par le P.C. comme une victoire de la classe ouvrière abandonnent la classe ouvrière qui existe et qui est en majorité communiste. L'anti-communiste de gauche s'en tire en appelant lucidité la fatigue de la classe ouvrière, esprit révolutionnaire son dégoût. Il chemine avec un prolétariat imaginaire vers une révolution enfin libérée de la tutelle communiste, et décore du nom de politique prolétarienne une politique qui triomphe ou pâtit en même temps que le gouvernement de M. Pinay... Si vous acceptez de traiter le P.C. comme l'ennemi numéro un et de penser votre politique en conséquence, votre ennemi numéro deux, le capitalisme, est relativement votre allié ; si vous vous occupez d'abord d'affaiblir le parti communiste, le temps vous manquera, et le goût, pour affaiblir ses adversaires... Tout cela est vrai, et devait être dit. » (Cf., « Sartre et l'ultrabolchévisme », in *Les aventures de la dialectique*, Gallimard, 1953, pp. 140-141, où est développé tout le raisonnement que nous avons sommairement rapporté ici.)

européen parce qu'il n'a pas publiquement marqué sa réprobation aux soviets, mais vous blâmez aussi les gouvernements de l'Europe parce qu'ils vont admettre l'Espagne à l'UNESCO ; dans ce cas, je ne vois plus qu'une solution pour vous : les îles Galapagos.⁸ »

Ce sera toutefois Merleau-Ponty qui donnera la définition la plus lucide de l'*impasse* à laquelle aboutit toute une gauche qui se veut marxiste face à l'Union Soviétique et à la pratique des partis communistes. Elle est condamnée — écrit-il — à osciller, de façon dérisoire, entre une double impossibilité de rester fidèle à Marx : d'une part l'acceptation d'une *réalité de fait* (cette révolution, ce parti, ce type de contradiction qu'ils entretiennent avec la bourgeoisie) qui lui permet de militer effectivement, mais en sacrifiant les raisons de principes qui justifient le militantisme ; d'autre part le refuge dans une tranquille stérilité philosophique, dans le maintien des principes, ce qui constitue également une trahison de Marx, parce qu'un marxisme coupé de toute capacité immédiate d'action n'est que philosophie « au pire sens du terme ».

Mais le deuxième terme du dilemme — un marxisme qui ne reste que « pensé », un prolétariat imaginaire — ne renvoie à rien d'autre qu'à la critique de son insuffisance, à sa transformation en pure « idéologie », alors que le premier terme n'est qu'une manière de reproduire une série de problèmes non résolus. Le « fait » des révolutions, soviétique, ou cubaine, ou chinoise, peut-il être défini seulement par la négation, parce qu'elles *ne sont pas* ? S'il s'agissait d'une pure négativité, comment pourraient-elles constituer une contradiction politique, objet et sujet d'affrontement et d'histoire ? Mais alors, qu'est-ce que cette réalité de fait bâtarde, ces mouvements qui ne sont pas « la » révolution ni la « non-révolution » ces sociétés qui ne sont ni « le » socialisme ni le capitalisme, ces partis qui ne sont ni l'expression politique de la classe, ni une expression politique de la bourgeoisie ? Que sont-ils par rapport au mécanisme du capital, à la lutte des classes, à la formation de la conscience prolétarienne ? Comment s'intègrent-ils dans l'his-

8. Cf. « Réponse à Albert Camus », in *Les Temps Modernes*, août 1952.

toire. Quels sont les mécanismes qui les provoquent ou les dévient, quels mécanismes eux-mêmes provoquent-ils, sur quoi vont-ils déboucher ?

Sartre n'a pas besoin de tenter une réponse, comme dans *Les communistes et la paix*, pour échapper à la tenaille dont parle Merleau-Ponty. Sa formation profondément existentialiste (sa veine la plus authentique) lui suffit pour en faire abstraction. Elle le fait reculer devant la tentation d'exorciser la réalité, le fait, au nom d'une idée. Il l'admettra toujours — il lui suffit que *cela soit*. C'est ce qui le poussera, lui qui est pourtant bien loin, intellectuellement, des communistes, à se rapprocher autant de leur réalisme. C'est ce qui en fera un compagnon de route, peu commode, mais sûr. C'est ce qui le sépare, sans hésitation, tant de la social-démocratie — dont la « réalité de fait » est claire immédiatement, tant elle se trouve de l'autre côté de la barrière — que du trotskysme, dans lequel il ne voit que pur talmudisme. C'est ce qui a fait de son rapport avec les pays socialistes le rapport le moins passionné, le moins dramatisé, si on le compare à celui des autres intellectuels européens. Il a rarement tenté de les idéaliser, il y a rarement cherché une vraie réponse, il ne s'est pas perdu dans la recherche d'une pureté soit originelle — la révolution trahie — soit à redécouvrir, davantage à Cuba qu'en U.R.S.S., ou en Chine plutôt qu'à Cuba. Il les a objectivés (ce dont ils lui sont rarement reconnaissants) en tant qu'expériences *qui existent*, et en tant que réalités antagoniques à l'impérialisme — tant que la contradiction lui est parue évidente.

Sa séparation réelle d'avec l'« historicité » des communistes n'est survenue qu'en 1968. Mais non, comme chez Fischer, pour avoir atteint le comble d'une intolérable désillusion en août, à Prague, mais au contraire pour avoir vu dans le mois de mai, à Paris, une espérance nouvelle, portée par la classe ouvrière et la jeunesse, qui pourrait remplacer celle des partis communistes, un nouveau front où renouer avec le militantisme. Une réalité minoritaire, aux contours incertains, insuffisante, mais très différente de la solution purement idéologique d'un Lefort : un embryon *réel* de classe. Une autre réalité de fait. Dès lors, le rapport avec les pays socialistes et les partis communistes devient secondaire. Ils restent une donnée dans le cadre mon-

dial, mais leur nature antagonique s'estompe, quand elle n'est pas, comme à Paris en 1968, totalement réduite à néant. Ils ne représentent plus l'écueil inévitable, le « c'est à prendre ou à laisser » du militant.

Cependant, le problème semble résolu pour peu de temps. Peu de temps parce que dure peu — comme mouvement de masse, capable de déplacer les équilibres de fond et d'ouvrir une nouvelle période historique — la vague de mai. Peu, surtout car dès que se dessine le reflux, ce qui en reste perd de sa nouveauté et de son innocence. Après avoir balayé, apparemment, tous les vieilles conceptions du rapport entre avant-garde et classe, tactique et stratégie, dans une totale réinvention de la politique, ce que la vague laisse sur le terrain, comme conscience stratégique, tend inévitablement à se resituer dans les schémas conceptuels du passé, de façon lourdement répétitive. En mai, et dans le mouvement des étudiants, une œuvre d'épuration et de réappropriation de l'histoire du communisme semblait s'accomplir, à travers certaines options exemplaires : Lénine, Rosa, Trotsky, Guevara, Ho Chi-minh, Mao Tsé-toung. Chacun représentait le symbole d'un besoin immédiat : chez les trois premiers, la rigueur révolutionnaire avec trois accentuations différentes (l'organisation, la spontanéité, l'intransigeance), chez Guevara, l'exaltation de la subjectivité, chez Ho, la preuve d'une possible victoire des pauvres, chez Mao, l'égalitarisme. L'expérience communiste théorique et pratique, avait semblé en somme récupérable, sans traumatismes, sans trop se heurter aux impasses concrètes du passé, à travers une sélection positive. Mais avec le reflux du mouvement de 1968, ce rapprochement est devenu plus compliqué, et s'est appauvri. Lénine, Rosa, Trotsky, Mao ont été de nouveau l'objet de disputes théoriques et de choix organisationnels, au sein des groupes minoritaires, dans lesquels on retrouve les vices les plus notoires du mouvement communiste — sans même la justification de sa grandeur — et souvent en retrait de cinquante ans par rapport à l'histoire.

Sartre a tenté en vain, cette fois-ci, d'exorciser cette réalité. Il a cherché à découvrir, sous les catégories idéologiques affichées, des catégories nouvelles, celles qui en fait lui conviennent parfaitement : la redécouverte de la violence, la priorité

donnée à la praxis exemplaire, l'identification entre la politique et la morale⁹. En vérité, il s'agit, plus que d'un portrait convaincant des « maos de France », de trois aspects de son retour personnel à l'éthique du geste, à la moralité plus qu'à la politique — signe inhabituel d'inconfort, besoin d'indiquer en quelque chose, en quelqu'un, une graine, un germe inarticulé et de s'y rallier. En vingt ans, depuis 1952, cette opération le pousse à réduire, terriblement, ce qui reste de « non-bourgeois » dans un monde qui est donc totalement intégré. La classe et ses organisations ne portent plus cette marque d'antagonisme qu'il avait reconnu dans *Les communistes et la paix*. Le grand optimisme de mai 1968 s'est retourné en une absence d'espérance, comme jamais peut-être.

Et, dans ce vide, le « factuel », insaisissable et désormais ennemi, reprend le dessus : les révolutions « telles qu'elles sont », les partis communistes qui recouvrent leur audience. Ce qui reste de mouvement révolutionnaire — maintenant que ne fleurissent plus les drapeaux sur les facultés et les usines occupées et que ne suffisent plus les lumineux schématismes des slogans — sait bien qu'il faudra faire les comptes, non plus avec l'image et les paroles de Guevara, mais avec Cuba des années 70, que la crise économique a précipité dans le giron des soviétiques ; avec un Viêt-nam qui arrive, après vingt terribles années, à une négociation difficile et qui, s'il l'emporte finalement, n'en aura pas fini avec la lutte pour la survie ; avec la Chine d'après la révolution culturelle, qui voit l'ennemi principal à gauche. Les raisons de l'histoire ont encore une fois balayé les illusions de l'idéologie. L'Europe se retrouve devant les mêmes problèmes qu'avant, avec une expérience en plus : les problèmes et les impasses dont on pensait qu'ils étaient ceux des autres se révèlent être, au moment du soulèvement comme à celui du repli, les nôtres. Rien n'a été dépassé, mais seulement — pendant un court moment — renvoyé à l'espérance d'une révolution dans nos pays, à notre mesure.

9. Cf. Son avant-propos au livre de Michèle Manceaux, *Les maos en France*, Gallimard, 1972.

II

Nous pourrions évoquer ici d'autres itinéraires, d'autres protagonistes. Le résultat serait certes plus riche et plus complexe. Mais nous doutons que les conclusions de ce travail puissent être autre chose que la constatation d'une double impasse. Pour revenir au dilemme de Merleau-Ponty, ceux qui, au nom de Marx ont refusé l'historicité des pays socialistes et des partis communistes, se sont d'abord retrouvés en dehors de l'histoire, puis se sont fait ensuite « rouler » par elle. Mais ceux, qui, au nom de cette lumière du marxisme, des sociétés socialistes (et donc des partis communistes, les deux choses allant de pair) se sont trouvés pris dans l'engrenage d'une logique incontrôlable, coercitive et décevante, et replacés en fin de compte devant le problème qu'ils pensaient avoir éludé.

En fait, les pays socialistes ne se laissent liquider ni par le trotskyste idéologique, ni par le communiste orthodoxe, aujourd'hui relativiste et sceptique. Au premier, ils opposent le poids de leur existence, et ce qui en résulte depuis le début du siècle ; au deuxième, ils présentent périodiquement l'état non seulement de leur position internationale mais aussi de leur nature interne. Le Togliatti des dernières années a beau tenter de sauver ce qui peut l'être en agitant la « pluralité des voies au socialisme », selon laquelle chaque société post-révolutionnaire n'aurait à se mesurer qu'avec elle-même, ne représenterait aucun modèle et pourtant se reconnaîtrait dans un front commun, ce n'est qu'une hypostase « réaliste » que la réalité se charge de faire voler en éclats. Car la « nature » de chaque pays socialiste détermine non seulement son être interne, mais également les rapports avec les autres pays socialistes, avec le mouvement révolutionnaire, avec les autres Etats. De plus, elle exprime une optique totalisante et tendanciellement globale, qu'il est impossible de faire coexister en relativité avec les autres ; elle peut donc constituer un puissant facteur de désagrégation du « camp ». Il est difficile d'être en même temps avec Brejnev et avec Mao, avec Dubcek et Husak, avec Castro

et Tito, avec la guérilla et avec Allende. Le problème *du socialisme* — et non seulement *des socialismes* — s'est approfondi, avec tous ses contrastes et ses épreuves, il agit sur le bouleversement des équilibres du monde de l'après-guerre, et cela au moment où la gauche achevait, avec sa thèse des « voies nationales au socialisme », de s'en laver les mains.

En d'autres termes, la tentative de séparer l'alliance avec les pays socialistes de l'analyse de leur révolution, n'a pas survécu à la guerre froide. Lorsque les deux questions ont tendu à se recomposer, il n'est plus resté à la gauche, communiste et non-communiste, qu'à prendre acte de son propre désarroi politique et théorique — qui se traduit chaque fois dans la tentative de fuir, d'une manière ou d'une autre, l'analyse historique et politique des révolutions. On pourrait dire que cette insuffisance, critique et théorique, n'est que la conséquence de sa révolution manquée : la gauche européenne, politiquement désarmée, manquerait d'instruments d'enquête adéquats. Mais le contraire peut également être vrai : cette sorte de blocage intellectuel — dont on rend trop facilement responsable la « vulgate » communiste — est elle-même un frein ou un alibi à l'incapacité de penser sa propre révolution. Elle est à son tour une « idéologie », prise au sens de fausse conscience.

L'extraordinaire incapacité — après Lénine et Rosa Luxembour — de repenser les mécanismes de l'impérialisme (si nous entendons aussi par incapacité la tentative navrante des groupes révolutionnaires de remplacer toute recherche, toute analyse par quelques schémas stériles) peut bien être la preuve que, pour ceux qui sont dans la forteresse impérialiste, il n'est sans doute pas aussi urgent de mieux connaître le monstre pour l'abattre. La gauche occidentale hoche la tête devant l'insuffisance des thèses péremptoires qui viennent du tiers monde — même s'il lui arrive d'y rechercher, périodiquement, une régénération. Mais au moins ces thèses reflètent-elles un besoin de libération, qui les pousse peut-être à des définitions trop rapides, alors que la paresse de la gauche occidentale reflète une longue familiarité avec les avantages de la fausse conscience. De même, personne ne nous enlèvera cette certitude que si la révolution tarde tant en Occident c'est parce que dans la crise qui le travaille la part de l'intégration est égale à celle

de la révolte, l'exigence communiste a pour contre-partie l'acceptation passive du modèle de consommation occidental, et les deux se forment et s'opposent dans un cadre où la subsistance est plus qu'assurée. Nous sommes ainsi enclins à croire que les multiples déchirements et le manque d'analyses sérieuses qu'ont provoqués le rapport avec les pays socialistes traduisent aussi une fuite inconsciente, une complicité inavouée.

Quelle autre explication donner à la rareté des hypothèses d'interprétation sur les sociétés socialistes depuis cinquante ans ? Une fois éliminé l'arsenal anti-communiste, lui aussi très peu renouvelé, on comprend que toute la réflexion de la gauche européenne se soit ou bien orientée vers les thèses trotskystes (au sens large) ou bien ne se soit orientée vers rien du tout. Toute, ou presque toute, son analyse peut se résumer ainsi : l'Union soviétique n'est pas l'expression, directe et indiscutable, du pouvoir du prolétariat. Question : pourquoi ? Réponse : parce que, une fois le capitalisme aboli et construites les bases du socialisme, le pouvoir de l'expression politique de la classe a dégénéré. Deuxième question : pourquoi a-t-il dégénéré ? Réponse : à cause d'un défaut subjectif (avec de multiples variantes tautologiques, qui la rendent très proche de : parce qu'il a dégénéré. Parce que le pouvoir n'a pas été démocratique, parce qu'il s'est centralisé, parce qu'il s'est bureaucratisé, parce qu'il est tombé dans des mains dangereuses, ou inaptes, ou insuffisamment armées du point de vue idéologique. Parce que le pouvoir est le pouvoir, et que ceux qui le détiennent ne le lâchent pas). Corollaire final, au choix : à gauche (maoïstes et trotskystes) : la situation peut se redresser si le pouvoir est restitué aux bases ; au centre (les communistes) : la situation peut se redresser, et se redressera nécessairement, parce que le développement même des forces productives entraînera un élargissement du pouvoir en direction des masses ; à droite (les sociaux-démocrates) : la situation est irrémédiable parce que les masses ne peuvent exercer aucun pouvoir, si ce n'est à travers les institutions de la bourgeoisie moderne.

On ne peut en sortir. Et de ce point de vue, il est surprenant que la démarche de Trotsky corresponde, conceptuellement, à celle des partis communistes, même de ceux au pouvoir. Si l'on relit *Ma vie* ou *La révolution trahie* on constate que non seulement l'accent se porte entièrement sur la phénoménologie

du pouvoir, au niveau psycho-sociologique¹⁰, mais que, dans la suite même de l'analyse, c'est délibérément que cette vision de l'histoire prévaut, en opposition aux conquêtes qui font de l'U.R.S.S., pour le reste, un Etat assurément prolétarien. Un seul « dessous social » est pris en considération : l'appareil du pouvoir, c'est-à-dire la caste bureaucratique, s'empare, pour ses propres fins, des leviers de commande de la répartition des biens — et, ce faisant, cette caste se met elle-même en contradiction avec la nature socialiste de l'Etat, créant ainsi une situation d'instabilité, qui entraîne soit l'adaptation de la répartition aux « normes socialistes » qui régissent déjà la propriété, soit l'adaptation de la propriété aux « normes bourgeoises » de la répartition.

La critique faite à Staline au XX^e Congrès et le rapport secret ne se fondent pas sur un raisonnement fondamentalement différent, même s'ils taisent le problème de l'enrichissement de la bureaucratie, et s'ils s'étendent beaucoup sur les violations de la légalité socialiste. Ce n'est pas fondamentalement différent

10. Voir in *Ma vie* le chapitre XLI, « La mort de Lénine et le déplacement du pouvoir ». « Les cadres dirigeants du Parti sortis de la clandestinité étaient animés par des tendances révolutionnaires que les leaders de la première période de la révolution formulèrent le plus clairement et le mieux, qu'ils mirent en pratique le plus complètement et avec le plus de succès. C'est cela qui, précisément, fit d'eux les leaders du Parti et, par l'intermédiaire du Parti, les leaders de la classe ouvrière, les conducteurs du pays. C'est par cette voie que certains hommes concentrèrent le pouvoir entre leurs mains. » « Mais les idées de la première période de la révolution perdaient insensiblement leur influence sur l'esprit de la sphère du Parti qui possédait le pouvoir immédiat pour gouverner le pays. Dans le pays même, des processus avaient lieu que l'on peut englober sous le terme général de réaction. Ces processus atteignirent plus ou moins la classe ouvrière et notamment les éléments ouvriers du Parti. La sphère qui composait l'appareil du pouvoir eut alors des desseins nouveaux, distincts, auxquels elle s'efforça de subordonner la révolution. Entre les leaders qui traçaient la ligne historique de la classe et qui savaient voir par-dessus l'appareil et cet appareil lui-même — énorme, lourd, de composition hétérogène, absorbant facilement le communiste moyen — une disjonction commença à s'esquisser... » Et, plus loin : « Je me borne ici au côté psychologique de l'affaire, laissant de côté les dessous sociaux, c'est-à-dire les modifications anatomiques de la société révolutionnaire. En fin de compte ce sont, bien entendu, ces modifications qui décident. Mais on est obligé de prendre un contact immédiat avec leur reflet psychologique. » Dans le reste du livre, il ne reviendra plus sur les « dessous sociaux ».

parce que l'apparition de la déformation stalinienne est entièrement ramenée à la subjectivité de l'homme, ou du groupe « anti-parti », et donc de l'appareil que ceux-ci ont construit. C'est en somme une affaire qui se déroule entièrement dans la sphère « politique », au sens étroit du terme, et à laquelle il peut être remédié par la modification des mécanismes « politiques », c'est-à-dire formels, du pouvoir — à savoir le rétablissement de la « légalité » socialiste et de la « collégialité », la « démocratisation » de l'Etat. Il y a une même préoccupation chez Trotsky, chez Krouchtchev et chez le Mao des essais de 1956, ceux de « L'expérience historique de la dictature du prolétariat » (si ce sont bien les siens, comme on l'affirme), et c'est d'autant plus intéressant que les trois personnages n'ont rien d'autre en commun. Les trois séparent ces éléments politiques dégénérés, d'un corps social dont la base n'a pas été modifiée puisqu'elle est devenue *socialiste* avec la prise du pouvoir politique et l'abolition de la propriété privée des moyens de production.

Seuls les Chinois ont rompu, récemment, avec ce schéma, et non sans une contradiction de fond, comme nous le verrons sous peu. Tout le reste du mouvement communiste et la plus grande partie de la gauche européenne l'accepte. Elle l'accepte avant le XX^e Congrès, ce qui lui permet de considérer que l'on peut racheter la pire époque du stalinisme non seulement, comme on l'a vu, en raison de la fonction internationale de l'Union soviétique contre le fascisme, mais également par une correction des mécanismes de pouvoir, lesquels restent étrangers à la nature du système. (Trotsky lui-même n'a jamais renoncé à sa défense de l'U.R.S.S. comme Etat prolétarien, ouvrier, malade seulement d'une dégénérescence bureaucratique.) Lorsqu'en 1956, au XX^e Congrès, se développe cette critique, toute fondée sur la constatation du décalage (dont le stalinisme est seul responsable) entre la base économique socialiste et la superstructure qui ne le serait pas encore, la gauche européenne accueille favorablement le diagnostic du mal et le pronostic de guérison, et attend avec anxiété le processus de « libéralisation », de « démocratisation politique ». Même ceux qui ne se font pas d'illusions sur Krouchtchev rêvent, un moment, après l'octobre polonais, d'une démocratisation plus radicale, du rétablissement des « conseils » ouvriers, d'un nouveau « soviétisme »,

que l'on pourrait atteindre par un simple transfert du pouvoir, du sommet vers les instances de base.

Il y a plus. Toute la gauche acceptera la thèse soviétique qui, du reste, remonte aux années vingt, selon laquelle il y a une cause presque fatale aux difficultés et aux retards de la démocratisation : « la rareté » des ressources, le retard socio-économique de la Russie de 1917, ont nécessairement entraîné une phase d'autoritarisme, de centralisation, d'hyper-étatisation, dans laquelle il fallait — pour que survive la jeune révolution — donner la priorité aux objectifs de la « construction matérielle » du socialisme, à son renforcement économique et, en conséquence, à l'appareil d'Etat qui en est le garant. Une fois de niveau atteint, on aurait pu passer à l'objectif n° 2, les transformations socialistes. On retrouvera cette thèse chez le Sartre de 1952. Elle apparaîtra même chez Guevara beaucoup plus tard : une certaine dose de stalinisme est le prix à payer pour sortir de l'arriération. Et le XX^e Congrès est tout entier de la même veine : « *Maintenant* que l'U.R.S.S. a atteint ce niveau de forces productives, il est possible, et ce ne l'était pas avant, de couronner notre œuvre en transformant, dans un sens socialiste, les rapports humains ». C'est même devenu presque obligatoire, car l'excessive centralisation du pouvoir n'est plus un moteur mais un frein au développement de l'initiative des masses. Krouchtchev dira, au XXII^e Congrès, que les choses ont tant avancé que l'on peut désormais se passer d'un pouvoir centralisé (nécessairement semblable à celui de l'Etat bourgeois) et même de la dictature du prolétariat — l'Etat appartenant déjà à « tout le peuple » et l'autogouvernement des travailleurs pouvant se réaliser d'ici à 1980.

Et pourtant, depuis le XX^e Congrès, nous avons assisté à une telle alternance de timides tentatives de « libéralisation » et de forts retours en arrière en matière de répression, que nous pouvons aisément déclarer (presque vingt ans se sont passés) que l'hypothèse construite sur le XX^e Congrès du P.C.U.S. était tout à fait irréaliste. Le nouveau cours, et l'invasion de la Hongrie qui a suivi, en sont le symbole le plus dramatique. Mais d'autres signes, moins évidents, confirment la tendance : la Pologne, où la lutte des classes a atteint un niveau plus élevé que dans les autres pays socialistes et où la répression prend

des formes plus habiles et complexes ; la Yougoslavie qui, au prix d'une crise verticale de la Ligue, met un frein aux manifestations d'un processus de désagrégation déjà accompli. Même dans le cas — tout à fait spécifique — de Cuba, l'alternative entre la centralisation et l'extension de la démocratie est récurrente ; l'exemple le plus significatif politiquement a été, après l'échec de la *zafra* de 1970, le discours auto-critique de Castro qui a semblé, un moment, investir toute l'histoire et la structure du pouvoir à Cuba, et qui, peu de mois après, a promu une gestion où, lentement mais sûrement, la ligne soviétique a prévalu.

Il faudra donc se demander ce qui ne va pas dans ce type d'interprétation. Pourquoi la superstructure ne réussit-elle pas à devenir « socialiste » sur une base qui le serait déjà ? Pourquoi n'y réussit-elle ni quand le développement de la révolution est entravé par l'arriération, ni quand elle l'a dépassée ?

Des perspectives intéressantes peuvent s'ouvrir si l'on tente de répondre à ces questions. Nous nous bornerons à avancer quelques éléments comme premiers jalons d'une recherche ultérieure, plus sérieuse. Tout d'abord, il est frappant que dans la plus grande partie des analyses sur la dégénérescence ou les difficultés ou les retards (selon l'optimisme variable de ceux qui en parlent) des sociétés socialistes, on accepte totalement la séparation entre la sphère économique, la base (socialiste) et la sphère des rapports entre les hommes, ou superstructure (qui ne l'est pas encore). Laissons de côté une première contradiction, que tous les défenseurs de cette thèse survolent rapidement : c'est malgré tout une superstructure (le parti, l'avant-garde révolutionnaire) qui a modifié, dans un sens socialiste, cette base ; et comme il est communément admis que le pouvoir et l'Etat sont désormais entre les mains de cette avant-garde, il s'ensuivrait que dans les sociétés socialistes, la superstructure serait en retard, et en même temps en avance par rapport à la base. Même si le parti, l'Etat, les institutions de la culture, la presse, la radio, etc... sont « socialistes » — comme l'affirmera tout communiste — il en résulte qu'il n'y a qu'un domaine où cette nature socialiste ne peut s'étendre : les rapports entre le citoyen et l'Etat, ce que l'on appelle généralement les rapports entre gouvernants et gouvernés. Si l'on suit cette logique, on devrait donc plutôt parler d'une superstructure *divisée* que

d'une superstructure arriérée. Pour les partis communistes il s'ensuit, quand même, que cette disparité et ce retard partiel de la superstructure est ce qui empêche la démocratie directe et implique « un renforcement de l'Etat, jusqu'au moment de son extinction » ; affirmation peu claire, pour le moins, en vogue depuis les années vingt, et que Mikoyan répétait encore, imperperturbablement, au XXII^e Congrès du P.C.U.S., qui prévoyait le passage au communisme d'ici à 1980.

Mais même si l'on accepte cette vision d'une société divisée en morceaux socialistes et morceaux qui ne le seraient pas, pourquoi y a-t-il une résistance dans la progression vers une totalité socialiste, à quoi correspondent les « rapports non encore socialistes » dans la sphère politique, quelles sont leurs bases sociales ? Trotsky, on l'a vu, ne pense pas que la dégénérescence bureaucratique, non socialiste, du pouvoir soviétique vienne des vieilles classes. Elle naît à l'intérieur de l'avant-garde elle-même, comme crise de mortalité. Au sein du parti bolchévik, cette résistance a été tout d'abord ramenée à la persistance des intérêts des classes antérieures. Mais, en 1936, Staline déclare, position de principe, que ce type de lutte des classes est terminé, étant donné l'hégémonie du secteur socialiste. Et lorsqu'en 1952, il reviendra sur le problème des conflits de classes, il tendra à le réduire à l'existence d'éléments résiduels et marginaux de résistance du passé. La révolution culturelle chinoise, pendant toute une période, parlera plutôt d'une résistance causée par les « vieilles idées », renvoyant ainsi la superstructure à la superstructure.

Il ressort de cette interprétation, qui se retrouve toujours dans les discussions de la gauche, que le socialisme serait une formation historico-sociale fortement caractérisée par le déséquilibre entre la superstructure et la base : la première reste en retard par rapport à la deuxième pendant des décennies et des décennies, comme conscience qui désormais n'est plus l'expression d'un être social mais qui tire d'elle-même une extraordinaire capacité de reproduction. Il serait donc plus facile de liquider le capitalisme que sa projection dans les coutumes et les rapports entre les hommes. Et cela malgré le fait qu'une grande partie de la superstructure — l'Etat, le pouvoir législatif, les instruments pédagogiques et de propagande — sont entre les mains d'une avant-garde considérée comme garante

de la « socialisation » de la structure. L'invraisemblance, d'un point de vue marxiste, de cette série de corrélations saute aux yeux. Et en fait, Marx, largement utilisé dans l'étude des mécanismes des sociétés capitalistes, est le plus souvent mis de côté dès que l'on parle des sociétés de transition : on étudie l'économie en termes classiques, quantitatifs ou techniques, et la sphère politique à travers une sorte de sociologie du pouvoir qui, dans le meilleur des cas, ne devient rien de plus que l'histoire des choix et de l'idéologie des groupes dirigeants. Le *Manuel d'histoire du PC (b)* ne fait pas exception à la règle.

Le passe-partout théorique, la perte d'identité marxiste que représente ce discours sur les sociétés socialistes — avec les paradoxes que nous avons rapidement mentionnés — résulte à notre avis de la prémisse, généralement acceptée, de l'avènement de la « socialisation » de la base au moment de la prise du pouvoir politique à travers l'abolition de la propriété privée des moyens de production¹¹.

Même ceux — et il s'agit des dirigeants des partis communistes — qui reconnaissent que la prise du pouvoir politique n'est pas le moment « initial » de la révolution, pensent implicitement que la transformation de la propriété signifie essentiellement l'abolition du capitalisme comme mode de production. Il y a au fond une identification entre la « structure » et la « propriété des moyens de productions » — lecture en fait déformée et réductrice de Marx. Marx a beau dire que le capital n'est pas une chose mais un rapport entre les hommes médiatisé par les choses ; il a beau écrire — dans cette fameuse préface à *l'Introduction à la critique de l'économie politique* qui est la

11. Voir aussi le débat sur le livre de Roy Medvedev, *Le stalinisme*, Le Seuil, 1972, publié dans *Le Monde* du 3 novembre. Notamment Jean Ellenstein, pour le P.C.F., répète : « Cela tient au fait que l'U.R.S.S. possédait une économie socialiste, que la société y était socialiste et qu'en même temps, au niveau des superstructures quant au gouvernement des hommes et à la gestion des choses, le retard était considérable... » Il est évident — et nous ne nous arrêterons pas sur ce problème — que tout jugement sur Staline est ramené à un phénomène superstructurel. Tant par ceux qui cherchent des justifications (les communistes insistent sur les retards culturels de la société russe ; Isaac Deutcher, qui n'est pas communiste, justifie la centralisation et donc les excès par l'arriération sociale générale) que par ceux qui n'en cherchent pas (comme Medvedev ou les trotskystes orthodoxes, pour lesquels le progrès aurait pu, sans Staline, être moins sanglant et plus rapide).

source de tant d'erreurs dans l'interprétation du rapport structure-superstructure — que la structure est formée des « rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté » que les hommes entretiennent entre eux et que « ces rapports de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles » ; il a beau dire que c'est « l'ensemble de ces rapports » qui forme « la structure économique de la société, le fondement réel sur lequel s'élève un édifice juridique et politique et qui répondent à des formes déterminées de la conscience sociale » ; en somme, il a beau affirmer que la structure et la superstructure sont deux niveaux distincts de rapports entre les hommes dont les premiers — ceux qui se nouent dans la « production sociale de leur existence » — sont prééminents, la lecture courante a été toute différente. La base a été assimilée au système de propriété des moyens de production, le capitalisme à leur propriété *privée* et le mode de production capitaliste à une pure conséquence, destinée à tomber ou à perdre sens avec la disparition de ce mode de propriété. Avec ce résultat que les sociétés post-révolutionnaires ont cru que la nature *socialiste* de la base était garantie par une gestion non plus privée mais de la classe ouvrière, à travers sa représentation politique — le parti pour Lénine, les « conseils » pour les luxembourgistes — du même système organisationnel et technique de la production que le capitalisme avait créé et lui laissait en héritage (et, cela va sans dire, des mêmes forces productives). Toute la discussion des années vingt en Union soviétique, malgré certaines allusions importantes de Lénine au « capitalisme d'Etat », semble se mouvoir dans ces limites théoriques.

Mais le capitalisme, en tant que formation historique et comme système de production, ne peut être assimilé à l'existence d'une classe de propriétaires. C'est toute une civilisation productive née autour d'un certain type d'accumulation et de reproduction, qui a donné naissance au tissu de rapports le plus complexe et en même temps le plus déformé que l'histoire connaisse. Le fait que le détenteur du capital ne soit plus une personne privée et que — pratiquement — la partie du profit qui n'alimente pas le fond d'accumulation, change de destination, ne change pas la substance et les mécanismes du système productif. C'est chez Marx tout bonnement implicite, tant c'est,

sur le plan logique, évident. Tout l'intérêt de Marx se concentre précisément sur ce système global de rapports, dans lequel la propriété privée des moyens de production (comme en général tous les rapports de propriété, cf. *L'introduction à la Contribution à la critique de l'économie politique*) n'en est qu'un aspect. Un examen particulièrement approfondi du *Capital* n'est pas indispensable pour s'en rendre compte ; les pages les plus célèbres des *Grundrisse*, les *Formen*, suffisent. Marx y retrace l'histoire de la perte et de la réappropriation par l'homme de son travail, du produit de son travail, donc de lui-même, et il y indique la complexité des relations qui désignent « la civilisation productive » introduite par le capital, le monde capitaliste de production — un rapport extrêmement étroit entre le caractère matériel du fait productif, le rapport inter-humain entre producteur, salariat et détenteur ou gestionnaire du capital, l'« objectivité » du système d'accumulation et de reproduction du capital, l'histoire politique et sociale qui en découle. Il en ressort que l'enjeu de la « révolution socialiste » est bien différent du pur et simple changement de propriété des moyens de production, avec répartition plus équitable du profit qui s'ensuit et sans que soient touchés tous les autres rapports marchands et de réification. C'est d'une totale décomposition et recombinaison des rapports entre les hommes, entre les hommes et les choses, du révolutionnement du « mode de production social de leur existence », qu'il s'agit. C'est en somme la fin tendancielle de l'image actuelle de l'ouvrier, de l'aliénation, de la séparation entre le travail et le produit du travail, de l'existence des deux en tant que marchandise.

Sans cela, la prise du pouvoir et l'abolition d'une classe de propriétaires ne représentent qu'une condition préliminaire et incomplète à la lutte contre le mode de production capitaliste, qui continue à fonctionner sous une gestion différente. On a longtemps refusé ce type d'affirmation. Trotsky le refuse quand il affirme que la bureaucratie n'est pas une classe parce qu'elle n'a pas la *propriété* des moyens de production et qu'elle ne peut donc pas la transmettre. Dans les plus récentes et intéressantes recherches sur les sociétés socialistes, beaucoup la refusent également¹². Et pourtant, si l'on relit (et si l'on réfléchit sur)

12. La question a été par contre affrontée globalement dans le débat

le débat qui a suivi la mort de Lénine, c'est sous cet éclairage que le développement de la société soviétique prend tout son sens. Nous ne nous arrêterons ici que sur un exemple : la discussion sur *l'accumulation socialiste*, car on y comprend clairement que la résistance, presque inéluctable, du mode de production hérité du passé ne peut être surmontée que si les prémisses sont remises en question. Dans les pages les plus lucides de Préobrajensky — que Staline, après avoir assimilé ses thèses, a liquidé — *l'impasse* théorique est évidente¹³. Une accumulation, dit-il, est nécessaire ; et elle le serait même si la révolution n'avait pas comporté une énorme perte de ressources. Mais comment réaliser l'accumulation ? Le capitalisme le fait de trois manières : à travers un prélèvement sur le travail ouvrier dans l'industrie (plus-value, surproduit), à travers la « spoliation brutale » des campagnes, décrite par Marx, à travers la spoliation encore plus brutale de tous les secteurs productifs des colonies par les métropoles. La jeune république des soviets n'a pas de colonies. Elle doit donc accumuler — soutient Préobrajensky — sur le travail ouvrier et sur les campagnes. « La source de cette accumulation — reconnaît-il sur le premier point — est la même que sous le capitalisme, c'est-à-dire le travail de la classe ouvrière dont le salaire doit être plus bas que la valeur globale des produits créés par cette classe ouvrière. » Avec une « série de différences majeures... *dans les formes d'utilisation de la force ouvrière et de sa rémunération* » (souligné par nous), c'est-à-dire dans la *limite* posée à son exploitation, du point de vue physique et salarial. Or, comme on a hérité d'un secteur industriel entièrement à reconstruire et qui est structurellement arriéré, l'accumulation devra se réaliser — plus qu'à partir d'un prélèvement sur le travail ouvrier qui suffirait à peine à reconstituer les ressources — à partir d'un prélèvement massif sur les campagnes, que Préobrajensky, appelle de façon significative « nos colonies ». Ce qui a été

fondamental entre Paul Sweezy et Charles Bettelheim, avec deux analyses différentes, débat publié récemment chez Maspero ; et en général dans les analyses du *Centres d'Etudes et de Planification socialiste* que dirige le même Bettelheim.

13. *La loi fondamentale de l'accumulation primitive socialiste*. Ce texte de Préobrajensky a été publié dans *Vestnik Kommunisticeskoj Akademii*, VIII, 1924. Avec quelques variantes, il constitue un chapitre de la *Nouvelle Economique*, Paris. 1966.

appelé la « brutale spoliation » exercée par le capitalisme est ici élégamment nommé : « transfert des ressources du secteur pré-socialiste au secteur socialiste » ; le processus est le même. Cette précaution idéologique est purement formelle : l'industrie est un secteur « socialiste » parce qu'y a été abolie la propriété privée des moyens de production ; les campagnes ne le sont pas encore parce que subsiste la propriété de la terre, ce qui justifie le prélèvement (qui, comme on le sait d'ailleurs, se produit et continue à se produire sur *toutes* les formes de propriété de la terre, même si le phénomène est moins important aujourd'hui en raison de la tenace résistance paysanne). En réalité, il s'agit d'une accumulation qui correspond à un modèle de développement des forces productives forgé par la révolution industrielle, forme historique de la production capitaliste et qui lui est indissolublement liée. On ne peut y échapper. Avec toutes les conséquences que cela implique : l'aggravation de la séparation entre ville et campagne, la stratification sociale, le faible taux de mobilité sociale, l'accumulation des retards de région à région, la sélection culturelle et des rôles, c'est-à-dire la reproduction de l'inégalité *structurelle* propre au développement capitaliste.

Le problème théorique qui se pose est évident. En effet, comment une révolution politique, c'est-à-dire la simple prise du pouvoir d'Etat et la transformation de la propriété privée en propriété d'Etat, peut-elle modifier une organisation des forces productives déjà modelée, dont la destruction implique la famine (et donc la rapide défaite de la révolution) et dont le maintien comporte la reproduction des mécanismes obligés de la production capitaliste ? En d'autres termes, que peut et doit détruire une révolution socialiste, que peut-elle, et pendant combien de temps, conserver, quels mécanismes doit-elle mettre en mouvement si elle ne veut rester prisonnière ni de la destruction ni de la conservation du mode de production capitaliste ? La question est d'importance et renvoie à une ambiguïté présente dans toute la pensée marxienne, qui voit la révolution comme *couronnement* et en même temps comme *renversement* du développement capitaliste. Il nous semble que le seul à l'avoir affrontée est le cœur de la pensée maoïste de la révolution chinoise, le Mao du discours de 1956 sur « Les dix grandes relations », du « grand bond en avant », du début de la révolution culturelle. Ce maoïsme est entièrement attaché à affronter,

pour le dépasser, le défi des forces productives et de leur organisation, héritée et rendue obligatoire par le capital et par la structure pré-capitaliste, et en même temps pour en refuser toutes les conséquences internes, pour en bloquer la logique naturelle, la forcer en vue de créer l'ébauche d'une « rationalité » économique différente, pouvant même déboucher sur la fin du modèle de développement né avec le machinisme industriel et pouvant formuler un nouveau rapport entre l'industrie et l'agriculture au niveau productif.

Mais, cela dit — et qui est à notre avis le problème théorique central de la construction du socialisme —, c'est l'aspect politique qui saute aux yeux. Si l'accumulation « socialiste » doit se réaliser, comme elle s'est réalisée en pratique, à travers la persistance de l'exploitation ouvrière¹⁴ et un « prélèvement » sur l'ensemble de la campagne — deux mesures dictées par la volonté de réorganiser les ressources pour permettre l'accélération du modèle de développement caractéristique du capitalisme le plus avancé — il en découle une « centralisation » étatique. Ces priorités économiques interdisent la construction d'un auto-gouvernement ouvrier et paysan, elles en ôtent les bases sociales : on peut ainsi expliquer l'impossibilité, dans les années vingt, de la survie des soviets. Personne ne peut délibérément présider à sa propre spoliation. Mao Tsé-toung l'a bien compris quand il a refusé de miser sur une industrialisation accélérée aux dépens de la campagne ; quand il a choisi un développement équilibré, au niveau de toute la vie économique, *en même temps* qu'une lutte contre tout mécanisme de rationalité capitaliste, un développement fondé sur un rapport qui accordait une large place à l'agriculture par rapport à l'industrie, à l'industrie légère par rapport à l'industrie lourde. Par cela, Mao a évité de dresser une partie de la société contre l'autre (l'industrie contre l'agriculture, alors que le vrai conflit se situe classe contre classe). Et il a en même temps permis que ces deux secteurs (et plus facilement les campagnes) gardent une partie du pouvoir, qu'elles s'orientent vers des solutions d'auto-gouvernement (les communes), dans lesquelles la préémi-

14. Préobrajensky tente de corriger cette dure réalité en soutenant que, dans le cours de la révolution, la classe ouvrière n'est plus *objet mais sujet de l'exploitation* car elle est en mesure de décider, à partir de son être et de sa pratique politique, de s'exploiter elle-même.

nence de la centralisation étatique s'organise sur d'autres bases. Tout cela est possible dans la mesure où l'on se fonde sur une rationalité autre de la *base*. Ce n'est pas par hasard si, sur cette orientation, la révolution culturelle a montré, en se développant, l'opposé de ce que l'on affirme d'ordinaire. Il ne s'agissait pas seulement, en Chine ou en U.R.S.S., d'abattre les « vieilles idées », mais la « voie capitaliste », le mode de production capitaliste qui, en persistant et en se reproduisant, reproduit également les formes superstructurelles de l'*Etat bourgeois* et constitue ainsi une remise en question permanente de la dictature du prolétariat.

De ce point de vue, les retards, les difficultés et la dégénérescence *politique* des Etats socialistes, l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent de réaliser les idéaux de liberté et d'égalité pour lesquels ils sont nés, la persistance du caractère subalterne de la classe, la nature séparée des appareils de pouvoir apparaissent comme la projection *nécessaire* de la structure qui n'est que partiellement socialisée. Il n'y a pas de décalage entre la base et la superstructure mais une correspondance. La société socialiste est une société de *transition* au plein sens du terme ; c'est une forme historique où des éléments du capital continuent à exister, mêlés à d'autres, et à exercer une pression décisive sur la sphère politique, sur le rapport entre les hommes, sur le rapport entre gouvernants et gouvernés. A leur tour, ces éléments du mode de production passé (ou présent) renvoient aux forces productives ; la révolution *sociale* apparaît comme un processus ininterrompu, à peine commencé par la révolution politique, que cette dernière ne garantit pas nécessairement. L'histoire de l'U.R.S.S. le montre, mais aussi celle de Cuba et de la Chine — la révolution culturelle en est une indication extraordinaire, avec le niveau qu'elle a atteint et aussi le reflux qu'elle a connu.

Mais s'il en est ainsi, le rapport entre la gauche européenne et les pays socialistes doit être doublement réenvisagé. Elle peut se dégager de cette alternative entre espérance et désillusions, entre utopie et réalisme dans laquelle elle a toujours sombré, pour fournir une saine et lucide analyse des processus de transition. Elle peut ainsi toujours distinguer les moments d'avancée des moments de reflux, l'ordre des contradictions, les équilibres de classe — mais de classe au sens plein du terme et donc

également le degré d'antagonisme atteint, global, partiel ou nul, par la lutte du système au niveau international. C'est le remplacement d'un rapport entre religion et apostasie par un rapport « laïque ». Ce type d'analyse des pays socialistes est ensuite, et en réalité, un type de réflexion sur la *révolution socialiste* et devient immédiatement un point de référence pour notre militantisme en Occident. La difficulté d'assumer ce rapport différent ne révèle-t-elle pas une curieuse déformation « idéologique », la difficulté que nous avons à nous couper de la racine la plus profonde de l'évolutionnisme de la Deuxième Internationale ? Celle de concevoir un *autre* modèle de développement, de forces productives, de société, qui ne soit pas le modèle capitaliste dans lequel nous vivons et que, de façon non désintéressée, nous transférons dans les sociétés « socialistes », en leur demandant néanmoins de les accompagner d'un système de rapports politiques et sociaux ? N'est-ce pas là que réside l'extrême ambiguïté du marxisme occidental et sa veine la plus authentiquement révisionniste, partagée par les militants et d'autres — le vice politique et théorique qui a bloqué jusqu'à présent la révolution en Occident ? Ce cordon ombilical tenace, qui lie notre manière de penser la révolution à la matrice capitaliste de nos sociétés, la Chine l'a incisé au moment le plus fécond du maoïsme, pendant la révolution culturelle. L'Europe aussi, dans le « refus » des étudiants de 1967-1968 et par certaines luttes ouvrières italiennes contre l'organisation capitaliste du travail. Dans le feu de la lutte et dans la clarté d'un antagonisme radical a été comprise, intuitivement, la nécessité de cette révolution non seulement dans le monde mais en nous-mêmes, cette re-fondation totale dont parle Marx dans l'*Idéologie allemande* : une révolution où nous ne sauverons rien si ce n'est les idées de liberté et d'égalité, finalement retrouvées dans leurs racines et leurs garanties matérielles — une autre façon pour les hommes d'organiser leur existence.

Rossana ROSSANDA.

Eté 1972

(Traduit de l'italien par Alexandre Bilous.)

Edouard Kouznetsov

JOURNAL D'UN CONDAMNÉ A MORT

Le 16 décembre 1970, onze accusés — neuf de nationalité juive ou s'en réclamant, un Russe et un Ukrainien — comparaissaient devant le tribunal de Léninegrad : ils avaient formé projet de détourner un avion pour s'enfuir en Suède, d'où la plupart comptaient gagner Israël. Arrêtés avant tout commencement d'exécution, ils n'en furent pas moins condamnés à de très lourdes peines, dont deux peines capitales.

L'un des deux condamnés à mort était Edouard Kouznetsov.

La rigueur des verdicts souleva à l'étranger une émotion d'autant plus vive qu'au même moment, en Espagne franquiste, à Burgos, le procès des séparatistes basques faisait éclater la même disproportion des délits et des peines. Plusieurs gouvernements — le gouvernement français entre autres — entreprirent des démarches. Moscou comprit la bétise. Les deux condamnations à mort furent commuées en quinze ans de travaux forcés. Edouard Kouznetsov purge actuellement sa peine dans un bagne de Mordovie, près de Potma. Il « en a » pour douze ans encore. A moins que la publication — voulue par lui — de ce Journal en Samizdat ne lui vaille une « rallonge ».

Suite, au jour le jour, de tableaux de la captivité, de documents bruts, de notes de lectures et, surtout, de méditations, le Journal d'un condamné à mort, qui doit paraître incessamment aux Editions Gallimard¹, est pourtant beaucoup plus

1. Traduit et préfacé par Jean Cathala. (N.D.L.R.)

qu'un écrit clandestin. Il s'agit d'une œuvre au plein sens du terme. Ici, la littérature du silence rejoint la littérature tout court.

Jean CATHALA

Léningrad, 22 novembre

Il m'est venu une idée. Mais comment faire ? Impossible de recourir aux bons offices de l'avocat. Lors de notre unique entretien tête à tête, comme j'abordais un sujet, à son avis, scabreux, il m'en a prévenu d'une œillade significative aux prises de courant vissées sur le mur. Un garçon aussi parfaitement adapté aux conditions d'existence en ce pays ne prendra pas mon message. D'ailleurs, avant toute rencontre avec lui, je serai mis tout nu pour la fouille. Reste que je réussisse à souffler mon idée à Iourka Fédorov pendant l'audience. L'accusation de trahison formulée contre nous repose sur l'hypothèse — confirmée par rien, comme il va de soi — que, si l'occasion nous en avait été fournie, nous nous serions conduits en ennemis de l'Etat soviétique. Or, une des preuves qu'aucune ambition politique ne me dévore, c'est qu'une fois arrivé dans l'enfer capitaliste, je me préparais à solliciter en tout premier lieu l'autorisation pour ma mère de sortir d'U.R.S.S. C'est la vérité, mais j'ai décidé de ne pas parler et, de surcroît, toutes les preuves que je pourrais apporter ne serviront de rien : Dieu seul est maître, et, dans des affaires comme la nôtre, les verdicts sont décidés à Moscou. L'argument peut toutefois servir à Iourka ou à Alik Mourjenko. Pas en cours de procès — la règle ci-dessus s'applique à tous les inculpés —, mais après la condamnation, si l'on nous prête vie, dans l'éventualité d'un recours en appel. Les juges, j'en suis sûr, vont en effet leur coller le maximum (encore qu'en bonne justice Alik, par exemple, devrait écoper moins que les autres), puisque ce sont les seuls non-Juifs sur le banc des accusés. Ainsi, et sur leur dos, pourra-t-on, une fois de plus, proclamer à la face du monde qu'il n'y a pas de discrimination en U.R.S.S.

Moi aussi d'ailleurs, ils peuvent me déclarer russe : du moment que Dymshitz et moi, nous serons sûrement salés au même tardif, ça fera un Juif et un Russe. En cours d'instruction,

j'avais exigé qu'on réclamât à la Milice municipale de Strounino ma demande de changement de passeport¹, avec modification de la mention portée au paragraphe « nationalité ». Ce qui me fut, bien entendu refusé : par la Milice comme à l'instruction. Allez maintenant convaincre vos juges qu'un sang-mêlé a droit de se considérer comme juif alors qu'à l'origine il a été enregistré comme russe... Le chef de la Milice de Strounino me l'avait bien dit : « Sans blague ? C'est la première fois que je rencontre un cas pareil. Des Juifs qui veulent devenir russes, ça se comprend. Mais l'inverse ! Je peux pas t'autoriser : demande à Moscou ». Loi non écrite, mais limpide : tu veux être russe, je t'en prie (qui-de-droit saura quand même quel sang coule dans tes veines), mais pour t'inscrire juif, rien à faire.

24 novembre

... Lors de ma dernière rencontre avec Krougl'ov (quand il m'avait convoqué pour ce clou découvert dans la cellule), au cours de sa diatribe contre les Juifs, ces mauvais citoyens, il m'explique que c'est bien leur faute s'il en a tant péri pendant la guerre : ils n'avaient pas résisté aux Allemands. Je lui objecte qu'il s'agissait de civils, qu'il faut tenir compte de la psychologie des masses, que la religiosité propre aux Juifs a joué son rôle, que l'homme se refuse à croire que la mort va lui tomber dessus sans rime ni raison, et, surtout, qu'il n'y avait aucun espoir d'être aidé par la population, qu'on était sûr, au contraire, qu'elle vous livrerait aux Allemands... Il me réplique textuellement ceci :

— Tout ça c'est des phrases. Le peuple russe, lui, n'a jamais flanché.

Je tente de lui rétorquer le million d'hommes de l'armée Vlassov. Car, enfin, où a-t-on vu un million de soldats passer à l'ennemi ? Il m'intime l'ordre de cesser ces « attaques anti-soviétiques ».

... Il est stupide d'accepter une discussion de ce genre, mais je manque d'humour. Plus d'une fois je me suis maudit d'avoir

1. Il s'agit du passeport « intérieur » qui comporte mention obligatoire de la nationalité au sens soviétique (russe, ouzbèque, juive, etc.) (N.d.T.)

l'épiderme trop sensible, de me jeter, tout feu tout flamme, dans un débat avec un idiot que je prends au sérieux. Rien à faire : je ne sais pas afficher mon mépris. En ce moment-même, je transcris avec une joie mauvaise cette description par Karamzine de la marche d'Edigueï¹ sur Moscou :

« *Il n'y eut pas la moindre résistance. Les Russes semblaient un troupeau de moutons aux prises avec des loups voraces. Bourgeois et laboureurs tombaient, la face contre terre, devant les barbares, et résignés à leur destin. Les Mongols leurs coupaient la tête ou les perçaient de flèches par manière d'amusement (...) Quant aux prisonniers (...), il arrivait qu'un seul Tartare en poussât une quarantaine devant soi.* »

Camarade Krouglov, évitez les jugements à l'emporte-pièce sur les peuples qui vous sont étrangers, et que vous mettez plus bas que le vôtre, simplement parce qu'ils sont étrangers...

29 novembre

... Je crois que je viens de comprendre pourquoi on a si soudainement reporté le procès à décembre : le 25 novembre, l'Assemblée générale de l'O.N.U. a adopté une résolution condamnant les détournements d'avions. Atout magnifique pour les démagogues, et qui leur permet de dissiper tous les doutes quant au bien-fondé de notre condamnation. Un atout grâce auquel on peut nous envoyer au poteau. Ce n'est peut-être pas seulement pour m'effrayer que, pendant l'instruction, ils m'ont menacé d'une condamnation à mort. Du moins me semble-t-il maintenant que le capitaine Savéliév, le dernier des trois policiers instructeurs chargés de me préparer au baptême de zek (ou de macchabée ?), ne bluffait pas en me disant :

— Quand il s'agit de nos ennemis, aucune condamnation ne peut être trop dure. Nos lois prévoient la peine de mort. Je vous conseille de ne pas l'oublier.

Au début, ils avaient essayé de m'amadouer en assurant que je n'attraperais pas plus de douze ans. Puis le sous-chef des services d'instruction de la Sûreté pour la région de Lénin-grad, le lieutenant-colonel V.P. Eliéssine — petit bonhomme,

1. Emir tartare de la Horde d'Or (1352-1419). Assiégea Moscou en 1408. (N.d.T.)

la figure pointillée de taches de son, l'air du paysan finaud qui joue au sans-malice — m'a menacé deux fois d'être passé par les armes si je ne voulais pas entendre raison et me montrer coopératif. Je pensais rédiger une plainte pour torture psychologique, mais je me suis ravisé. A quoi bon ? Il n'y avait pas là acte d'arbitraire, mais démarche réfléchie, entièrement conforme aux règles secrètes de leur jeu.

13 décembre

Procès après-demain. Pris hier matin décision soudaine : rédiger le brouillon de ma déclaration aux juges, si je me résous à en faire une. Passé deux jours à écrire. Il va être dix heures : je viens seulement de terminer. Je n'ai pas pour autant arrêté la conduite que je vais tenir devant le tribunal. Mais ce que je viens d'écrire, du seul fait que je l'ai écrit, me donne envie de prendre la parole.

14 décembre

Résolu de transcrire au net mon brouillon. Ce qui me permettra de l'écheniller. Arrondir les angles. Biffer tout ce qui est, politiquement, trop acerbe. Ne garder que le minimum.

Avant de passer à l'exposé des circonstances qui ont précédé ma tentative de franchir illégalement les frontières de l'U.R.S.S., je voudrais attirer l'attention du Tribunal sur le caractère spécifique de l'infraction commise par mes amis et moi. Les mobiles qui nous ont poussés sont d'un ordre assez inhabituel, et il ne peut être question de comprendre la présente affaire sans démêler l'enchevêtrement des motivations qui nous ont amenés à l'aérodrome, le matin du 15 juin.

Je sollicite la patience du Tribunal, car j'ai l'intention d'entrer dans le maximum de détails.

Pour éviter les affirmations gratuites, je me tiendrai au libellé de l'acte d'accusation. Il y est dit : « Du fait de son état d'esprit antisoviétique Kouznetsov ourdit un complot criminel avec Butmann en 1969-1970. » On lit un peu plus loin : « Du fait de son état d'esprit d'hostilité à l'encontre du pouvoir soviétique... » Et, plus loin encore : « Ayant été condamné en 1962

du fait de ses activités antisoviétiques, il recommença à s'adonner à des activités antisoviétiques, une fois sa peine purgée. » *Dès l'instant que ce du fait de... revient avec une insistance d'incantation chamanique, les auteurs de l'acte d'accusation n'ont sûrement pas employé la formule au hasard, et je voudrais au moins partiellement décrypter la réalité que brouille une locution riche de sous-entendus inquiétants.*

Je suis né en 1939. En 1956, ayant terminé mes études secondaires, j'ai travaillé en usine comme ajusteur, fait mon service militaire, puis suivi les cours de la Faculté de philosophie à l'Université de Moscou jusqu'à ce qu'en 1961 le K.B.G. m'arrête, estimant mes activités publiques incompatibles avec l'ordre établi, et fixe à sept ans de détention le montant de la différence entre ma conduite et son attente. Naïf et peu raisonnable comme on l'est à cet âge, j'ai été d'abord, je l'avoue, fort attristé qu'on eût évalué avec tant de rigueur le danger que je représentais : produit de l'éducation soviétique, je n'avais jamais mis le pouvoir soviétique en question dans les critiques que je lui adressais. Victime de rêveries d'adolescent à la recherche de son Moi, victime aussi, à quelque égard, d'emballlements d'étudiant et de postulats philosophiques tout scolaires, j'étais, de surcroît, la victime tragi-comique de tout un système de mythes. Du moins ne saurais-je expliquer autrement mon incompréhension de la rigueur du verdict. La prise de conscience de l'injustice intrinsèque dudit verdict a joué un rôle qui n'est pas négligeable dans la formation de mes idées, qu'à la suite de l'acte d'accusation je m'accorde à reconnaître antisoviétiques. Il est significatif qu'au camp de concentration l'œil vigilant d'une soi-disant justice ne m'a pas non plus laissé en paix. Je ne vise pas ici les innombrables journées de cachot ni les deux ans passés à la prison de Vladimir. Je parle de la violation d'un principe qui constitue le fondement de toute législation, à savoir l'interdiction de juger deux fois pour le même crime. Au printemps de 1963, la cour de Moscou a réexaminé mon dossier, sur appel d'on ne sait qui, et, « compte tenu de la personnalité du délinquant », m'a condamné à la détention jusqu'à la fin de ma peine dans un « camp spécial »¹, alors que le premier

1. Appellation substituée en 1948 à celle de bagne (*katorga*), rétablie en 1943. C'est la forme la plus rigoureuse des travaux forcés. (N.d.T.)

verdict ne prévoyait qu'un « camp à régime renforcé », différence substantielle, oserai-je dire. Neuf mois plus tard, on s'aperçut que c'était une infraction à environ une demi-douzaine d'articles du Code. La décision fut donc annulée, et l'on me mit au « régime sévère »¹, en violation également de la même demi-douzaine d'articles. Mais, à ce moment-là, je ne cherchais plus de logique — une logique humaine, celle du sens commun — dans les actes des organismes de répression. Et il convient ici de résumer en quelques mots les idées que j'ai exposées de façon plus circonstanciée à l'instruction : le Tribunal, à ce sujet, peut se reporter au dossier.

J'ai depuis longtemps dépassé le refus actif de l'ordre établi. Considérant « l'âme nationale » comme une catégorie à quelque égard intemporelle ou, à tout le moins, dont les structures essentielles sont pratiquement immuables, j'estime que la culture politique du peuple russe appartient au type dit despotique. Les variations historiques de ce type structurel ont été de faible amplitude : Ivan le Terrible et Pierre I^{er} en délimitent le cadre. Et je vois dans le pouvoir soviétique l'héritier naturel de ces deux souverains — chacun idéal en son genre — de la Russie. Me considérant comme Juif, aussi peu enclin à exercer un pouvoir qu'à m'y soumettre docilement, ayant abandonné l'espoir d'une démocratisation radicale, dans un avenir à notre portée, d'un régime qui fut de tout temps répressif, et, en ma qualité de citoyen de ce pays, me tenant pour responsable — serait-ce indirectement — de toutes ses turpitudes, j'ai décidé de quitter l'U.R.S.S. Quant à combattre ce pouvoir soviétique, je tiens l'entreprise pour plus inutile encore qu'irréalisable, ledit pouvoir répondant parfaitement aux aspirations profondes de la plus grande partie — mais non, hélas, la meilleure — de la population.

Ma mère, Zinaïda Vassilievna Kouznetsov, est russe. Mon père, Samuel Herzon, mort en 1941, était juif. Fort significativement, ce fut en 1953 que ma mère changea son nom — et, en même temps, le mien, puisque j'étais mineur — pour reprendre son nom de jeune fille, qui avait été Kouznetsov. Quand j'eus seize ans et reçus mon passeport, pouvais-je deviner, komsomol

1. Moins rigoureux que le « régime spécial », mais plus dur que le « régime renforcé ». (N.d.T.)

godiche, la situation équivoque où j'allais me mettre en cédant aux instances de ma mère pour que je m'y déclare russe ? C'est en constatant les manifestations de l'antisémitisme viscéral des masses et leur coïncidence avec certains aspects de la politique de l'Etat, après avoir assez mûri pour penser par moi-même, que, vis-à-vis de moi-même, je tins pour mon devoir de rallier les persécutés.

J'ai grandi dans une famille russe. De la culture juive — je ne parle pas de ce qu'en reflètent à peu près toutes les cultures —, je n'ai que des notions extrêmement rudimentaires. C'est pourquoi, à l'origine, en choisissant d'être un Juif, j'obéis à des mobiles affectifs plus qu'à une motivation profonde et raisonnée. Un peu dans l'esprit de ce que dit Tsvétaïéva : « N'est-il pas cent fois plus noble de devenir le Juif Errant ? Quiconque n'est pas une crapule, le progrom le concerne. »

Deux mois avant ma libération de la maison centrale de Vladimir, j'envoyai au chef de la prison une demande comme quoi je sois inscrit comme Juif dans les papiers qui me seraient remis à ma sortie. Ce qui me fut refusé, sous prétexte que le passeport qui m'avait été retiré à mon arrestation portait une autre nationalité. Plus tard, je demandai à la Milice d'y modifier la mention indiquée à la rubrique « nationalité ». On me le refusa, au début parce que j'étais sous surveillance légale, ensuite parce que les effets de ma condamnation n'étaient pas effacés et qu'ils ne pourraient l'être qu'au terme de huit ans. Me considérer comme Juif et m'inscrire comme Russe fait, on le conçoit, fort bien l'affaire dans une politique d'assimilation.

Après avoir parcouru pendant sept ans tous les cercles de l'univers concentrationnaire, j'étais, je ne le cache pas, moralement las et n'avais qu'un rêve à ma libération : qu'on me laisse en paix. J'étais loin de compte : filatures, surveillance, convocations au K.B.G. ou à la Milice, obligation de loger dans des gîtes de fortune... On m'avait domicilié à Strounino, dans la région de Vladimir. Parfois, la Milice de Strounino me délivrait l'autorisation écrite d'aller un dimanche voir ma mère à Moscou. Mais la Milice de Moscou m'ayant fortement conseillé de « ne pas me faire remarquer », au cours de ces rares voyages-éclair — et pourtant autorisés —, je devais me cacher et passer la nuit chez des amis. Avec la perspective qu'il en serait ainsi pendant huit ans ! N'est-il pas vrai que cela projette quelque

lumière sur les motifs de ma tentative d'émigration, motifs que la formule « du fait de son esprit antisoviétique » camoufle avec une malveillance grossière ?

En janvier 1970, je déménageai à Riga, chez ma femme. En février, nous reçûmes une invitation en provenance d'Israël. Il fallait maintenant rassembler les autres papiers requis par l'O.V.I.R.¹ quand on lui présente une demande de départ pour l'étranger. Et le problème N° 1, c'est d'obtenir une kharaktéristika² pour un départ définitif en Israël. Qui a bien pu inventer les formules de l'habituelle kharaktéristika du lieu de travail ? « S'acquitte (ou : ne s'acquitte pas) de son travail... Participe (ou : ne participe pas) à la vie sociale... Moralité solide (ou : douteuse). Idéologiquement à toute épreuve (ou : vulnérable) ». Est-ce vexation machinale de la part d'un appareil administratif parvenu au degré suprême de la bureaucratization ? Ou le chef-d'œuvre personnel d'un rond-de-cuir du Parti ? En tout cas, j'en connais, de ces citoyens à face d'enterrement qui ne peuvent pas dire trois mots sans que kharaktéristika y figure ! Quant aux motifs pour la refuser... Tantôt, c'est parce que vous faites votre service militaire (le cas de Wulf) et, tantôt. (Izraïl)³, parce que vous êtes étudiant. (A peine, d'ailleurs, l'étudiant aura-t-il sollicité sa kharaktéristika qu'il se verra exclu de l'établissement et incorporé dans l'armée ; or, ni pendant le service militaire, ni dans les trois années qui suivent, il ne peut être question d'aller à l'étranger.) Tantôt (le cas de Silva), c'est parce

1. Initiales (en russe) du « Service des visas et de l'enregistrement », organisme du ministère de l'Intérieur chargé de la délivrance des passeports pour l'étranger, ainsi que des permis de séjour et de déplacement pour les étrangers. (N. d. T.)

2. Toute demande de voyage à l'étranger doit être accompagnée d'une invitation en provenance du pays où l'intéressé veut se rendre, d'un certificat de la gérance de l'immeuble d'habitation, de l'autorisation — s'il y a lieu — du conjoint restant, d'un curriculum vitae manuscrit, d'une « enquête » (questionnaire à remplir) comportant notamment toutes indications sur les liens de famille du solliciteur, et d'une kharaktéristika, sorte d'attestation de civisme délivrée par l'administration du lieu de travail et contresignée par la section syndicale ainsi que par la cellule du parti. Si l'autorisation est accordée, un versement de 400 roubles (environ 2 440 F) est exigé pour le visa de sortie (en cas de voyage en pays capitaliste, court séjour compris). Ceux qui partent pour Israël doivent en outre renoncer à la citoyenneté soviétique pour la somme de 500 roubles. Le remboursement des études supérieures n'était pas encore institué au moment du procès de Kouznetsov. (N.d.T.)

3. L'un et l'autre, frères de Silva Salmanson, femme de Kouznetsov.

qu'on a terminé depuis trop peu de temps ses études supérieures. Et, tantôt, tout simplement, parce que c'est comme ça. Le plus souvent, toutefois, l'employeur invoque l'absence d'une demande écrite de l'O.V.I.R. Lequel se refuse à envoyer ladite demande. En vous expliquant : « C'est pas nous qui avons besoin d'attestation : c'est vous ». Je sais des gens — ils sont nombreux — pour qui obtenir ce papier est devenu idée fixe. Mais j'en sais d'encore plus nombreux qui, voulant partir pour l'étranger, n'ont pas le courage d'exprimer publiquement ce vœu. La peur qui joue là trouve aliment dans le souvenir d'un passé récent : c'est la peur que l'histoire recommence ses sinistres pitreries. Mais, surtout, la plupart sont au courant des mesures de répression — oh, pas si ouverte que naguère — qui attendent fatalement le « traître » potentiel à sa patrie. (Ce qui n'empêche pas que, dans un tramway, on lui lancera à la face, sous les sourires approbateurs de la voiture entière : « F...-moi le camp dans ton Israël ».) En tout cas, dès que ton désir d'émigrer est devenu de notoriété publique — à ton lieu de travail, à la Milice et pour tes co-locataires —, on t'en fera souvenir ! Si bien que, pour quelques-uns, c'est devenu un geste rituel : dès qu'on prononce le mot « Israël », ils bloquent avec un crayon le disque du téléphone¹. Ce n'est pas sans raison, oh non, si l'on rit si jaune de la fameuse boutade : « Voyageurs pour Israël, votre train part de la gare du Grand-Nord ».

A mon lieu de travail, je ne pus obtenir de kharaktéristika : on me dit que mon embauche à Riga était trop récente. Je partis pour Moscou, puis pour Strounino, espérant y avoir travaillé assez longtemps. Quand j'eus expliqué au chef du personnel que je venais de Riga tout exprès pour avoir une kharaktéristika, il me répondit, assez étonné, qu'on me l'aurait expédiée par la poste. « C'est que, voyez-vous, expliquai-je, plutôt gêné, l'administration à laquelle je dois remettre ce document, exige qu'il y soit précisé : « En vue de départ définitif pour Israël » (Précaution compréhensible : une attestation pour tout autre motif s'obtient sans grand peine). Je passe sur les réactions du chef du personnel : elles furent aussi passionnelles que démagogiques. Et, sur son ordre, je me présentai le lendemain au prési-

1. Dans l'idée d'empêcher le fonctionnement du microphone de surveillance qu'on croit dissimulé dans l'appareil téléphonique. (N.d.T.)

dent de la section syndicale, qui, après une série de questions anodines — « Pourquoi tu vas en Israël ? » ou « Qu'est-ce que tu feras là-bas ? » — m'en asséna une qui me laissa pantois :

— Et si, demain, on envoie mon fils défendre les Arabes, tu lui tireras dessus ?

Comment ne pas lui répondre : « Je ne savais pas votre fils déjà revenu de Tchécoslovaquie » ? Ce que je fis. Et, bien entendu, on ne me délivra pas ma kharaktéristika.

Face à des brimades évidentes, les réactions diffèrent. On peut attendre des années — les exemples fourmillent —, assis sur ses valises, recommencer, tous les ans¹, si l'on en a la force, rassembler les papiers requis par l'O.V.I.R., rédiger des notes explicatives rappelant que vous avez des parents en Israël, que ce pays est votre patrie véritable, que ce sont des considérations d'ordre intellectuel autant que national qui vous guident... A chaque coup, vous recevrez une réponse du genre : « Etant donné que vous avez un travail, un logement, et que vous ne dépendez pas matériellement de vos parents habitant en Israël, il n'y a pas motif à autoriser votre départ. » Ce n'était pas dans mon caractère. Me considérant comme lésé dans mon droit à l'émigration, j'en ai conclu que j'avais, moralement, celui de réagir devant cette série d'illégalités par une infraction aux lois, en franchissant illégalement la frontière, ce qui, aux termes de l'article 83 du Code criminel de la R.S.F.S.R., est passible d'une peine de détention pouvant aller jusqu'à trois ans.

C'est pourquoi je m'inscrivis en faux contre la qualification de l'acte dont la tentative nous est imputable. On nous accuse d'attentat prémédité contre la sûreté de l'Etat soviétique. Or il tombe sous le sens que l'unique dessein de chacun de nous était de partir pour l'étranger. En cours d'instruction, je me suis employé avec une obstination fastidieuse à me faire expliquer par les trois officiers instructeurs qui se sont successivement occupés de moi, ainsi que par le procureur Ponomariov, ce qu'il fallait entendre en l'occurrence par attentat à la sûreté de l'Etat soviétique. En dépit de l'indigence de leur imagination, j'ai fini par comprendre qu'il s'agissait essentiellement du dommage

1. Les refus de passeport sont généralement accompagnés de la formule : « Vous pourrez renouveler votre demande dans un an ». (N.d.T.)

causé au prestige de l'U.R.S.S., puisque notre évasion serait mensongèrement exploitée par la propagande ennemie. Mais, tout d'abord, il est peu sérieux d'apprécier un acte quelconque en fonction de l'exploitation dénigrante qu'en peuvent bien faire nos prétendus ennemis, et, de surcroît, l'idée que cette évasion serve à consolider le prestige de l'U.R.S.S. ne nous aurait pas arrêté non plus. Ni l'U.R.S.S. ni son prestige n'entraient en ligne de compte dans nos actions ni nos intentions.

Je n'ai de la jurisprudence qu'une connaissance de rencontre : c'est seulement la deuxième fois que je passe en jugement. Et, au quartier des isolés, on a refusé catégoriquement de me donner des ouvrages de droit : je n'ai même pas pu obtenir la constitution de l'U.R.S.S. ! Aussi ne puis-je appuyer mes dires des références et citations appropriées. Je voudrais toutefois attirer l'attention du Tribunal sur un livre publié je ne sais plus où, en 1965 je crois, et intitulé Des crimes d'Etat particulièrement dangereux. Il y est précisé en effet que le crime de trahison de la patrie suppose l'intention de nuire à la sûreté de l'Etat soviétique. L'existence de cette intention de notre part n'a pas été prouvée par l'instruction. Dans le cas présent, on peut seulement parler d'éventualité intentionnelle, ce qui, à mon avis, ne constitue pas un élément du crime de trahison.

Je considère que tout Etat ayant ratifié la Déclaration universelle des Droits de l'Homme — et l'U.R.S.S. l'a ratifiée — a le devoir de garantir à chacun de ses citoyens l'exercice réel des droits qui y sont proclamés. Entre autres, aux articles 13, 14 et 15. C'est seulement en réponse au déni flagrant de mes droits d'être humain que je me suis rabattu sur la solution du désespoir : fuir à l'étranger.

Nous n'avons pas recueilli de renseignements sur le potentiel de guerre soviétique. Nous n'avons pas dressé de croquis de ponts (de ponts en bois : chez nous, on n'a pas accès aux autres). Nous n'avons pas été fouiner dans les secrets d'Etat. Et l'on ne peut pas nous juger sur des hypothèses : à savoir comment nous nous serions conduits à l'étranger, ou comment les services de propagande de tel ou tel Etat auraient utilisé notre évasion. Quant au prestige de l'U.R.S.S., aucun doute n'est possible : la responsabilité du tort qui lui a été causé incombe à ceux qui, en nous empêchant de partir dans les formes légales, nous ont incités à une tentative de départ illégal et, en nous accusant

aujourd'hui de trahison nationale, portent, du seul fait de cette accusation, le coup le plus sensible au prestige de l'U.R.S.S. Car tous les pays civilisés considèrent la fuite à l'étranger comme une simple contravention aux lois. Tout Etat possède le droit incontestable de punir pour un acte qu'il tient pour hostile, mais en considération seulement de l'acte concret imputable et non de la qualification qui sera attribuée audit acte.

De l'ouvrage intitulé le Procès des juges nazis à Nuremberg (Editions de littérature juridique, 1970), il appert que les fonctionnaires de l'appareil juridique et judiciaire de Hitler ont été déférés devant la Cour de Nuremberg pour avoir, notamment, condamné à mort des personnes qui avaient essayé de s'évader du III^e Reich. Walter Broem, ex-substitut du procureur général d'empire près la Chambre de Justice du Peuple, a avoué que ces tentatives de fuite avaient été jugées sur l'hypothèse gratuite que leurs auteurs, une fois à l'étranger, s'engageraient dans des forces armées ennemies. Or cela se passait en temps de guerre ! En d'autres termes, le verdict a été prononcé sur l'hypothèse que les accusés se conduiraient en ennemis du Reich dès que la possibilité leur en serait fournie. La Cour de Nuremberg a pris acte que l'interprétation élargie donnée par le III^e Reich au crime de haute trahison avait permis aux juges nazis de prononcer des condamnations à mort pour des actes que le reste de l'humanité considère comme délits mineurs. Et elle a taxé de crime de guerre et de crime contre l'humanité cette interprétation élargie du crime de haute trahison.

Je ne nie pas, en tant que fait, la tentative de fuite à l'étranger qui nous est imputée. Mais je m'oppose catégoriquement à sa qualification comme trahison de la patrie. Et je tiens cette qualification pour contraire au droit, s'agissant d'une interprétation élargie du crime de trahison de la patrie.

Passons maintenant à l'article 93, paragraphe 1, du Code criminel de la R.S.F.S.R., concernant les cas particulièrement graves d'appropriation de biens de l'Etat. Personne parmi nous n'avait dessein de s'approprier l'avion, et nous sommes certains qu'il aurait été restitué à l'Etat propriétaire. Il ne peut donc être question ici d'appropriation mais, seulement, de tentative de détournement provisoire d'une propriété d'Etat, ce qui est tout autre chose. Si un komsomol, pour arriver à l'heure à une réunion de sa cellule, s'empare d'une voiture et, parvenu à des-

tion, la laisse sur la voie publique, persuadé que le véhicule sera bientôt découvert et restitué à son propriétaire, il n'y a pas les éléments d'un vol. Certes, jusqu'à une époque récente, ce genre de délit était puni comme vol, mais, par la suite, un article a été introduit dans le Code, qui traite à part le délit de détournement de véhicule automobile. Dans notre cas, on peut seulement parler de détournement d'avion, délit de même nature que le détournement de véhicule automobile, si l'on se fonde sur le critère du rapport entre sujet et objet d'un acte délictueux. On peut m'objecter qu'il n'existe pas encore d'article sur les détournements d'avions, mais que, quand il y en aura un... Et s'il s'agissait d'un navire, d'une locomotive ou d'une vedette de l'espace ? Soit ! un tel article n'existe pas encore. Mais il ne s'ensuit pas qu'on puisse en appliquer un autre par analogie : la loi soviétique l'interdit depuis peu, au reste ; et la pratique qui consistait à punir le détournement d'auto comme un vol a même été expressément qualifiée d'erronée. La situation est du même ordre en ce qui nous concerne. Certes, il n'y a pas d'article au sujet des détournements d'avions et l'on devrait appliquer ici le célèbre adage du droit romain : « La où il n'y a pas de loi, il n'y a pas de crime ». Je demande en tout cas qu'on nous juge sur ce qui a été commis — une tentative de détournement d'avion — et non sur une appropriation, acte auquel nous n'avons jamais songé.

On m'accuse d'avoir détenu et diffusé deux ouvrages : les Mémoires¹ de Litvinov et Portraits d'hommes politiques de David Shub. Dans ma bibliothèque, j'avais aussi Lénine. On ne m'accuse pourtant pas d'avoir diffusé ses œuvres à dessein de consolider le régime établi. Oui, j'ai lu Lénine, j'ai lu Litvinov, j'ai lu Shub, j'en ai lu bien d'autres, je l'avoue, et je les ai lus pour moi, parce je suis, par nature, curieux de m'instruire, et non pas pour saper ni consolider quoi que ce soit. Si l'on tient ces ouvrages pour calomnieux, on ne peut m'en imputer la détention, la lecture et la diffusion que sur la base de l'article 190, paragraphe 1 du Code criminel de la R.S.F.S.R., et non aux termes de l'article 70, paragraphe 2 dudit Code, ni de l'article 65, paragraphe 2 du Code criminel letton. Quoique n'ayant jamais eu sous les yeux l'index des livres interdits,

1. Ouvrage apocryphe. (Note de Samizdat.)

j'accepte, d'ailleurs, de considérer celui de Shub comme anti-soviétique : dans la mesure où est antisoviétique tout ouvrage sur les apôtres, les saints et les bienheureux de la Révolution. Quant aux Mémoires de Litvinov, je les classerais plutôt à l'index des ouvrages (il y en a de tels, paraît-il !) dont la lecture n'est pas recommandée aux fidèles, et c'est pourquoi je suggérerais au Tribunal de m'appliquer seulement l'équivalent letton de l'article 190, paragraphe 1 du Code de la R.S.F.S.R., différent de l'article 70 en ce qu'il concerne seulement l'éventualité de l'intention subversive. Mais je ne tiens pas ces ouvrages pour réellement antisoviétiques. Ce que confirme partiellement le fait que j'en ai retapé le texte sur une machine à écrire dont je savais que, par ordre du lieutenant du K.B.G. Fédotov, le modèle des caractères avait été relevé par le nommé Prokhorov (Anatolie Vassiliévitch ; nom de code : « l'Etudiant »), domicilié (jusqu'à novembre 1969) 74 rue Ordjonikidzé à Strounino.

En résumé, je ne reconnaîtrai pour équitable qu'un jugement fondé sur les articles 83 et 72 du Code criminel de la R.S.F.S.R., ainsi que sur l'équivalent, dans le Code criminel de la Lettonie, de l'article 190, paragraphe 1, dudit code. L'appel lancé par l'O.N.U. pour lutter contre la piraterie aérienne ne peut qu'être approuvé, mais à condition que tous les Etats membres de cette organisation laissent leurs ressortissants libres de se rendre dans un autre pays, au moins en temps de paix. Dans notre esprit, la définition de la piraterie aérienne comporte nécessairement la capture de l'avion en vol, ce qui implique un grave danger pour l'équipage et les passagers. Notre intention était de nous emparer de l'avion au sol, de neutraliser l'équipage et de décoller sans tierces personnes à bord, en restant entre soi (entre traîtres à la patrie).

19 décembre

... Après notre libération, Alik n'a pas été moins persécuté que moi. Est-ce tout à fait à dessein qu'ils empoisonnent l'existence des ex-détenus ? Ou est-ce l'indifférence d'une gigantesque machine à ordinateur, qui exécute son programme sans en pouvoir corriger les effets imprévus ? Je ne parle ni des

voleurs ni des gouapes : leur nom est légion ; instantanément, ils s'amalgament à la foule qui se presse aux portes des usines, n'en diffèrent guère quant au fond, et leur prise en tutelle est fort lâche. J'ai en vue ceux qui, sous une forme ou une autre, ont douté de l'absolue perfection du Grand Frère, sans jamais aller au confessionnal trahir les autres ou soi-même. Au camp, le dressage du zek récalcitrant se ramène, pour l'essentiel, à deux méthodes de contrainte : lui rogner sa ration de pain et le flanquer au cachot. En liberté, la persécution dispose d'un clavier incomparablement plus étendu : le droit de séjour, le logement, le travail, la famille, les voisins, les amis. Au camp, ou bien l'homme est brisé, ou bien il tient : en renonçant à sa libération anticipée, c'est-à-dire à collaborer avec les casquettes bleues. En liberté, ou bien il s'étirole, ou bien on le remet en prison. Il vous suffit de rencontrer deux fois une fille : la voilà convoquée au K.G.B., interrogée et nantie de consignes. Au bout du compte, on vit en ours, on soupçonne un chacun, la gratuité de ces doutes vous accable et, vous refusant à jouer le jeu que ces gens vous imposent, vous le jouez sans le savoir. Pour quelqu'un d'important, susceptible de mettre vraiment l'Etat en danger, la surveillance policière fait partie du personnage. Mais si vous voulez seulement qu'on vous foute la paix, vite, très vite, la tutelle tchékiste vous porte à tel point sur les nerfs qu'on s'exclame en toute sincérité : « Au camp, c'était mieux ! » En liberté, l'homme n'est pas brisé : il s'étirole. Ou on le remet en prison s'il a l'audace de dire ce qu'il pense aussi franchement qu'il en a pris l'habitude au camp. Car la Russie possède également son Hyde-Park : la Mordovie. Là, derrière les barbelés, vous pouvez raconter n'importe quoi : au pire, ça coûte quinze jours de mitard, une année d'isolement, ou deux, voire trois de prison. Ça, c'est la vraie démocratie socialiste : vous êtes libres de débiter ce qui vous passe par la tête, et eux sont libres de vous coincer pour ça. Si l'on t'a porté sur la liste des ennemis du régime, personne n'essaiera de t'amender mais, seulement, d'aénantir en toi la personne humaine, ce qui est, dans leur idée, façon d'amender. Ils n'ont pas besoin que tu deviennes marxiste-léniniste : ça, non, non, et non ! Dieu les préserve de tout ce qui ressemble à un attachement à des principes, quels qu'ils soient ! Inutile donc que tu avoues que deux multiplié par deux égale cinq : accepte tout bonnement

que deux multiplié par deux égale le chiffre qui convient au Parti. Et, là, tous les moyens sont bons. Pour illustrer l'une des méthodes les plus répandues de rééducation des libre-penseurs, il y a un proverbe de bagnards fort expressif, quoique peu appétissant : « On te cogne dessus tant que tu n'as pas conchié ton froc, et puis on te re-tabasse à cause qu'y a de la merde dedans ».

20 décembre

... Qu'il est aisé de se montrer sage quand on n'est pas dans le coup ! Et, plus encore, quand le coup a manqué et qu'on se retrouve en cellule. Si l'on m'avait demandé, il y a deux ans : « Te risquerais-tu dans une affaire avec douze bonshommes au parfum ? » j'aurais répondu non. Comme aujourd'hui. D'abord, parce que douze plus moi, ça fait treize. Ensuite, parce que, quand on est si nombreux et même compte non tenu des provos et des indics, les fuites sont assurées. Enfin parce que, à part moi, ex-criminel d'Etat non amendé par sept ans de détention, la plupart de ces douze doivent être sous surveillance permanente. On ne naît pas ennemi du peuple : on le devient. Avant de parvenir à cet état, mes bonshommes ont dû déjà attirer l'attention, pour commencer du citoyen soviétique moyen, et, ensuite, de notre chère flicaille. (Ce qui explique notamment que les cas de « trahison de la Patrie » soient relativement rares parmi les marins au long cours, les unités de la frontière et les forces d'occupation.) Avec cette quantité de complices, on ne peut escompter la réussite que d'un crime crapuleux. C'est immoral. Mais la recherche d'un profit illicite est d'un tout autre ordre que les actes inspirés par ce que l'emphase du XIX^e siècle appelait des idées. Dans le premier cas, vous savez que votre dessein est répréhensible ; et c'est pourquoi, en règle générale, on sait se taire. Dans le second, les acteurs, parce qu'ils en sont arrivés à penser avec leur tête et parce que leur pensée exige irrésistiblement de se traduire en actes, tiennent cette action — le plus souvent future — pour noble désintéressement, relevé par l'épice d'une romantique vocation du sacrifice ; et c'est difficile, très difficile, de dissimuler aux autres sa propre grandeur d'âme. L'inégalité des conditions

au départ tient aussi à ce que les penchants criminels et leurs manifestations sont très largement répandus, alors que l'administration chargée de les diagnostiquer, de les prévenir et de les guérir (du moins ce qu'on y appelle guérir) manque un peu de sérieux. Le K.G.B., c'est du solide.

... Votre philosophie de l'existence ne tombe pas du ciel. Et, quand elle en tombe, ce n'est pas drôle. Mieux vaut voler, violer ou assassiner que ne pas broncher alors que la « ligne générale du parti » bronche sans cesse. C'est miracle qu'arriver à comprendre la nécessité d'une opinion personnelle. Pour commencer, on vous conditionne le subcortex, et vous piaillez des balivernes du genre :

*« Je suis un petit garçon
Qui joue et chante des chansons.
Lénine, je ne l'ai pas vu :
Je l'aime sans l'avoir connu. »*

Ensuite, on canalise votre soif de savoir dans un parc à moutons protégé du monde extérieur par la barrière d'une sagesse marxiste à l'usage du commun et, de temps en temps, rafistolée. Finalement, on t'enseigne la vénération de telle — ou autre — incarnation d'une Vérité, d'une Justice et d'une Sainteté absolues. L'école unique fournit de colossales possibilités pour manipuler les cerveaux et cultiver dans les masses les mêmes réflexes. Une telle formation n'encourage nullement une attitude personnelle critique envers le monde des idées : elle prépare seulement à se vouloir éminemment réceptif à toutes les formes de propagande. Ajoutez à cela la difficulté (et, hier encore, l'interdiction sous les peines les plus sévères) d'accès aux sources étrangères d'information, et vous comprendrez avec quelle gratitude satisfaite l'on apprend de la bouche d'un quelconque capitaine Joutchkov, commissaire politique de compagnie, que « l'imbécile soviétique est plus intelligent que le plus calé des Américains ». Mais gare à toi si, malgré tout ça, tu aspirés par miracle à d'autres vérités ! Une opinion à soi (ou, pour commencer, le choix d'une opinion propre dans le fonds universel des philosophies) ne se fait pas sans peine. Cela s'accompagne de doutes, de débats intérieurs, d'énoncés à vide. Et, tandis que mûrit ta vocation d'hérétique, ton nom est coché

sur une liste noire. Dès lors, te voilà pareil à l'épouse du chah dont la conduite suspecte retient le regard vigilant du fidèle eunuque. Ne serait-elle pas déjà sur la pente du plus horrible des forfaits ? « Pourquoi, lui demande-t-il, ne fonds-tu pas de gratitude quand le Maître t'invite à partager sa couche ? Pourquoi baisses-tu les yeux ? Pourquoi guignes-tu à la dérobee du côté du royaume de ténèbres et de grincements de dents qui s'étend au-delà des murailles du jardin du monarque ? N'aurais-tu pas un amant ? » — « Hélas, répond la pauvrete, je rêve à la liberté ! » Un amant, l'eunuque comprendrait : il ne pardonnerait pas, mais il comprendrait. Qu'on puisse rêver à la liberté dépasse son entendement et, pour ce motif, lui paraît doublement odieux.

... Tant que l'individu n'est pas devenu une personne, il ne peut pas s'opposer efficacement au régime établi. Devenu une personne, il ne le peut pas non plus, ayant été pris sous tutelle permanente par les gardiens de l'infailibilité de l'Etat en matière d'idéologie comme de politique.

... Ce n'est pas encore tout, loin de là, mais c'est assez déjà pour me rendre perplexe. Comment ai-je pu quand même consentir à ce mode d'évasion, sachant que rien ne pouvait être entrepris en compagnie des gens figurant sur la liste ? Soyons encore plus clair : comptais-je réussir ? En bonne logique et sur la base de mon expérience, non : c'eût été miracle que réussir. De même que le suicide est très souvent un appel au secours, de même cette sorte de suicide qu'était pour moi une évasion en groupe avait valeur de SOS clamé par un être aux abois. C'est la réponse la plus valable. On peut trouver d'autres explications à mon comportement ; elles se situent toutes à un autre niveau, et il les faut assortir d'un point d'interrogation. Toute ma vie n'est-elle pas faite de tentatives d'évasion périodiques ? Est-ce signe d'infantilisme chronique que cet espoir d'éliminer la tension intérieure par un déplacement dans l'espace ? Une façon de se dérober devant le problème prétendument éternel du conflit avec la société dans laquelle on est né ? Un refus viscéral de se soumettre, sublimé en protestation politique et sociale ? Mais n'y a-t-il pas finalement paralogisme à accuser une société quelconque de s'opposer consciemment à ceux qui cherchent, aux formes inofficielles de l'expression du Moi ? Il est en effet une autre interprétation, et qui paraît

sérieuse. D'une existence exclusivement biologique émerge un jour une pensée qui se pose des problèmes du type dit éternel. Les écarter est impossible. Les résoudre dépasse les moyens dont on dispose. La seule dérobade qui sauve la face consiste à accuser les structures politiques et sociales de vous empêcher — et intentionnellement — de résoudre ces problèmes. Vouloir changer le monde (une façon comme une autre d'échapper à ses propres problèmes) est pardonnable quand on est jeune. Adulte, on tente de s'évader dans un autre pays, croyant que le climat y est plus favorable. Vieux, on se rend compte que les problèmes qu'on se pose restent également insolubles sur tous les continents, sans que la structure de l'Etat y soit pour quelque chose... L'interprétation paraît de bon aloi. N'était son côté penseur en chambre. Et que, comme bien d'autres, elle ne rend compte que d'une partie de la vérité... Ne nous hâtons pas de conclure. Pour l'instant, une constatation suffit : pendant l'été de 1970, les théories et les pratiques d'un soi-disant marxisme me donnaient la nausée ; convaincu qu'elles sentaient irrémédiablement la baraque de baigne, je rêvais de m'établir en Israël, tout en sachant que l'insuccès de mes démarches pour obtenir l'autorisation de partir n'était pas l'effet d'un hasard. Les vingt mois qui séparent ma sortie de prison de ma nouvelle arrestation, je les ai passés en état de crise nerveuse permanente.

... J'aimerais une conduite un peu plus concertée devant les juges. Chacun a certes le droit de tenter sa chance. Et le reproche serait ici déplacé, car les efforts pour tenter ladite chance ne portent atteinte au sort de personne : ils ne reposent que sur des illusions. Pour moi, j'estime que ce qui va se décider aujourd'hui dépasse mon destin propre, que je suis prêt à ne pas trop faire entrer en ligne de compte. D'autres pensent autrement et se comportent en conséquence. Pourquoi ne pas recruter les gens en fonction de leur conduite probable devant un tribunal ? Ce serait peut-être de beaucoup le plus juste critère de choix.

... Ceux qui tombent pour la première fois entre les mains du K.B.G. présentent une particularité curieuse : ils ne croient vraiment pas qu'on va les condamner. Quand l'Etat masque la cruauté, l'arbitraire, le vide de l'âme et de l'esprit qui constituent sa nature profonde, quand le lavage des cerveaux a été organisé en grand, quand l'écrasante majorité des citoyens dudit Etat

s' imagine que la Terre — sans aucune ironie — commence au Kremlin (et y finit), seule une douloureuse série de directs à l'estomac peut aider à se faire une idée saine de l'envers des mythes. A peine soulevé le rideau aux couleurs d'arc-en-ciel, au premier regard dans les ténèbres des coulisses, on est saisi d'horreur : ça n'a rien à voir avec ce qui se joue sur la scène. Et il vous vient une âme d'accusateur réquérant au nom de la vérité comme de la justice (l'une et l'autre, bien entendu, parfaitement abstraites jusque dans leur matérialité). Vous croyez avoir tout compris, en avoir pour jamais fini avec le destin du benêt docile à la loi. Mais vous n'êtes qu'un romantique, et ce pouvoir, cruel par nature et trois fois plus cruel envers celui qui a décelé son hypocrisie, vous vous dressez contre lui, le cœur encore sur la main. C'est pourquoi, au fond de ce cœur, vous ne croyez pas d'abord qu'on vous invite à l'échafaud. On vous a trop longtemps bourré de professions de fois d'humanisme, de démocratie et d'équité, le désintéressement de vos aspirations doit être trop évident à chacun, pour que vous réalisiez qu'on vous considère sérieusement comme un ennemi et qu'on va vous punir comme tel. Situation paradoxale : on t'inscrit au nombre des criminels d'Etat particulièrement redoutables, et, au tréfonds de toi-même, tu continues de croire à ce que raconte cet Etat. Ce sera plus tard seulement, quand tu te trouveras au cœur de la machine, dans un camp, là où les représentants du pouvoir rejettent le masque devenu inutile, là où les principes sur lesquels l'Etat repose se révèlent sous leur aspect le plus pur, ce sera là seulement que tu commenceras à rougir, en comprenant à quel point ta contestation restait servile. A qui n'est pas passé par les camps (j'entends ce genre d'esprits portés à la révolte romantique), il manque de considérer ce système en adulte, c'est-à-dire comme un ennemi impitoyable, hypocrite et sans scrupule, qui punit féroce-ment la moindre marque de hardiesse, serait-ce chez un jouvenceau qui joue à l'opposant. C'est la prison qui enseigne l'amour de la liberté. Si l'on ne te casse pas les reins ou si tu ne te laisses pas inoculer l'esprit de conformisme, tu rougiras de ton bon garçonnisme de naguère. Il vient un moment où, cible permanente pour les coups de pied au cul et incapable de feindre, tu constates qu'on ne peut pas rester un homme et se garer les fesses, car, pour qu'ils cognent moins fort, il faudrait te trahir

toi-même. Reste à encaisser, stoïquement, ou répondre à chaque coup de pied de toute la force de ton poing. A la première concession de ta part, ils en exigeront d'autres, toujours et toujours plus grandes, jusqu'à ce que tu aies cessé d'être toi ; alors, ne commence pas. Le commandant Nikoulouchkine, mon deuxième policier instructeur, disait avec une grimace de dépit : « Avec vous autres, qui sortez des camps, impossible de travailler ! » Le contraire serait étonnant. L'arsenal des moyens pour mettre en condition un inculpé n'est pas très riche : le régime cellulaire avec mouton, le magnétophone dissimulé dans le mur, falsifier les témoignages de tes amis, déformer tes paroles sur le procès-verbal, jouer sur certains détails de ta vie intime, agiter la promesse d'un adoucissement de la peine ou la menace d'une condamnation à mort, et encore une douzaine de trucs non moins usés. Pourquoi, demandera-t-on, ont-ils besoin de tes aveux et de ton repentir, quand ils disposent d'assez d'éléments pour te faire condamner à telle peine qui leur convient ? Parce que le dossier n'atteindra pas à la perfection, si tu n'as pas été réduit en l'état de pécheur repentant. La question du droit moral de juger qui ne pense pas comme vous restera en suspens. A moins qu'il y ait là une survivance inconsciente de cette croyance populaire moyenâgeuse que seul est vraiment coupable l'accusé qui a avoué ? L'aveu seul suffisait alors pour condamner, et l'on est en droit de tenir Vychinski pour le théoricien de l'Inquisition du moyen âge soviétique. A quoi il faut ajouter le caractère religieux de l'Etat totalitaire, où l'adversaire politique est moins un délinquant qu'un hérétique. Et aussi, peut-être un fond de mauvaise conscience qui ne tolère pas de se trouver publiquement convaincue de saloperie.

... Oui à mes instants de sang-froid, je me suis dit qu'une évasion ainsi organisée équivalait à un suicide. Mais je n'ai pas renoncé pour autant à tout faire afin de nous épargner la corde. Après m'être vainement efforcé de convertir Dymshitz à l'idée d'ajourner l'entreprise, j'ai adressé la même proposition aux deux êtres qui m'étaient les plus proches. Tous mes arguments furent accueillis par des exclamations de désespoir indigné : « Un an ? Encore un an ? » Aujourd'hui, je m'accuse de scrupules démocratiques morbides, de n'avoir pas osé dire tout net qu'à partir du moment où tout le poids de cette entreprise reposait en fait sur mes épaules, il me fallait pleins

pouvoirs et droits pour la mener à bien. Dans un pays comme le nôtre, rester démocrate c'est creuser sa tombe.

Ce qui fait aussi que personne ne tremblait à l'idée d'une arrestation, c'est que tous avaient accepté la mort d'avance : il était convenu que, si un chasseur d'interception voulait nous forcer à atterrir sous la menace d'ouvrir le feu, nous refuserions d'obtempérer.

Un jour, Josif et Izraïl se brouillèrent à propos des méthodes de recrutement. Le fatalisme de Josif le poussait aux choix tragiques, alors qu'Izraïl tenait pour un principe fondamental de miser sur la réussite. Le premier voulait qu'on dît à chacun : « Les chances de succès sont pratiquement nulles. Les probabilités se partagent entre la mort et la prison ». L'autre, estimant le succès suffisamment assuré, préférait ne pas faire peur par avance aux volontaires possibles. Ce fut Josif qui, cette fois, l'emporta. Mais nous nous sommes épuisés à aplanir les désaccords et à chercher des compromis. L'éternel juste milieu, tiède refuge dans les situations normales, affaiblit, exténué quand, au lieu de débats, il faudrait un ordre. Il y a des moments où mauvaise dictature et bonne démocratie se valent : lorsque, faute de temps et de savoir s'y prendre, on n'arrive pas à organiser cette démocratie et à l'assouplir.

... A propos de l'antisémitisme dans le pays, Dymshitz raconte notamment l'histoire du conducteur d'autobus qui avait clamé : « Hitler n'en a pas fusillé assez ! » Le procureur Soloviov affecte de prendre l'épisode pour une anecdote. Puis il se lance dans l'apologie stéréotypée du peuple soviétique, lequel, puisqu'il est soviétique, ne peut pas être antisémite. Seigneur, comme ils crèvent de fierté d'être à tel point démocrates qu'ils ne nous envoient pas au crématoire ! Comment ? On ne te matraque plus à longueur de journée, et tu n'es pas content ? Le fond de leur raisonnement, c'est que le misérable troupeau qu'on a cessé — très provisoirement — de coller au mur pour un oui ou un non, devrait se sentir libre, parce que le joug lui pèse moins. Et c'est aussi la douloureuse indignation de Maliouta Skouratov¹ quand son souverain bien-aimé lui suggéra paternellement d'un peu moins, pour quelque temps, couper les têtes.

1. Le chef des *opritchniki* au temps d'Ivan le Terrible. (N.d.T.)

Tout de même... Pourquoi ce fait divers laisse-t-il indifférent ? Serait-ce faute qu'on lui attribue une signification politique et sociale concrète ? (Même incident peut survenir dans à peu près chaque pays ; ce qui compte, c'est donc le caractère spécifique des manifestations d'antisémitisme, et non un fait d'antisémitisme.) C'est seulement en cataloguant les réactions d'antisémitisme à tous les niveaux d'une société donnée, en démontrant que, dans cette société, elles ne sont pas le fruit du hasard, mais inhérentes à l'essence de l'Etat, c'est seulement en opposant ces réactions à chaque cocorico officiel sur le thème de l'égalité et de la fraternité, qu'on cesse de proférer des lieux communs. Haine religieuse traditionnelle ? Oui. Peur paléolithique de l'Autre, et hostilité à l'Autre en tant que personification de l'incompréhensible, donc de l'ennemi potentiel ? Certainement. Projection sur l'Autre du salaud qu'on porte en soi ? Cela va de soi. Moyen à la portée de tous pour s'affirmer soi-même ? Oui. Et une douzaine de « oui » encore. Mais ce qui me paraît le plus spécifique, c'est la haine de l'intellectuel, Juif et intellectuel étant inséparables dans l'imagerie populaire : dès mon enfance, j'ai entendu plus d'une fois employer indifféremment l'un et l'autre terme comme insulte, qu'il s'agisse d'intellectuels non-juifs ou de Juifs non-intellectuels. Si, comme l'assure Lénine, le prolétariat russe fait l'histoire universelle, le mépris des mains blanches et des lunettes sous le chapeau est dans la loi des choses. L'essentiel étant finalement le rejet d'un individu qui n'a sa place ni dans les baraques, ni dans les dortoirs, ni même dans les palais en aluminium de l'avenir.

Cette histoire d'autobus, Dymshitz la racontait avec une émotion qui n'était pas de frime. Autrement dit, il n'a pas besoin, lui, du piment de l'analyse pour réagir. Retournons la question : quand ce fait divers ne laisse-t-il pas indifférent ? Apparemment, quand on se croit encore l'objet, sinon d'affection, au moins d'une neutralité sans préjugés, quand on n'a pas encore recraché les pilules de la propagande, quand on n'a pas appris encore à distinguer la façade de l'envers. Alors, pareille histoire vous révolte. Alors elle paraît monstrueuse. Mais, si — comme c'est le cas pour le procureur — l'attitude de toutes les couches sociales envers le Juif n'a rien d'un secret, si cette attitude est aussi la vôtre, qu'y a-t-il de monstrueux

à ce qu'on sympathise avec Hitler ? Qui n'a pas entendu la phrase dix fois et constaté l'indulgente réaction du public qui a eu la chance de ne pas naître Juif ? L'esprit de pogrom n'est localisé ni dans l'espace ni dans le temps. On peut parler d'une rémission de la pandémie des pogroms sous sa forme paroxystique, mais non de sa disparition. La charge émotive qui est à l'origine des pogroms demeure diffuse dans les masses, elle s'y accumule en secret et, un jour, elle explose de toute sa puissance d'horreur préhistorique. Or il n'est pas de terrain plus favorable que la Russie aux pogroms : aussi bien télé-guidés que spontanés. Le régime ne s'y oppose pas ; bien au contraire. Il s'efforce seulement de leur conférer une forme non classique, car il redoute les pulsions de masses. (A la différence des manifestations du 1^{er} mai, le pogrom se joue sans répétitions.)

Quand on parle de l'antisémitisme de l'élite du Parti, ne pas s'arrêter seulement sur son caractère viscéral. Curieusement, l'antisémitisme commence à être encouragé d'en haut après qu'on a renoncé à l'espoir, originellement sincère, de la révolution universelle. Quand il se révèle qu'on a mis à tort sur la solidarité du prolétariat mondial, les « Guides » se rendent compte que leur seul appui réel, c'est leur peuple, et qu'il faut bien lui passer ses petites manies.

22 décembre.

Pas eu le cœur, hier, à consigner mes impressions : le procureur a requis la mort. Pour Dymshitz aussi. Quinze ans pour Iourka et Josif, quatorze pour Mourjenko. Dix ans même pour Silva. Pour moi, ça ne fait pas de doute : le verdict répondra aux vœux du ministère public. Il s'agit d'une grande opération politique, où notre sort ne compte pas. Dans un jeu pareil, nous ne sommes mêmes pas des pions : les pions, ce sont les juges et le procureur. Pour autant que, membre du *vulgum pecus*, je n'ai pas accès à la moindre information politique objective, je peux seulement échafauder des conjectures sur les facteurs qui vont décider de nos sorts. Mais, ici, les prémisses relèvent à tel point de la spéculation que l'application de la peine, en ce qui me concerne, est aussi probable que sa remise.

23 décembre.

Finis comoediae : verdict demain à 18 heures. Toute la soirée à ma disposition, plus la journée de demain.

... Le premier à réclamer le châtement suprême — pour tout le monde d'ailleurs — avait été l'accusateur public Miednogov, que j'ai surnommé Miednolobov¹. Mais je m'étais figuré qu'il ne conférerait aucune signification macabre à cette locution figée. Quelle erreur !

Détail curieux et même significatif : tout au long des débats, ce Miednolobov voulait savoir pourquoi nous avions d'abord fixé au 2 mai la date de l'opération. On le lui explique : jour férié, possibilité qu'un groupe assez nombreux fasse le voyage de Léningrad sans attirer l'attention, chances de rentrer chez soi de même au cas où le départ serait ajourné, etc. Ce qui ne l'empêche pas, avant-hier de bramer :

— Ce n'est pas un hasard s'ils avaient mis dans leurs plans de commettre ce forfait hideux précisément le 2 mai : ils voulaient gâcher la fête du prolétariat mondial. Et ce n'est pas pour rien qu'ils avaient ourdi ce noir dessein pour l'Année Jubilaire, quand l'univers entier célèbre le centenaire de la naissance de Vladimir Ilitch Lénine !

Après sa harangue, mon avocat Louri vient à moi :

— Alors ?

Moi. — Quel imbécile ! J'espère qu'en requérant le « châtement suprême », il ne songeait pas à la peine de mort ?

Louri. — Sûrement pas.

Moi. — La fête du prolétariat mondial et l'année jubilaire, c'était fruité, hein ? L'an prochain, ce sera le congrès du Parti, autre festival des prolétaires du monde entier. Avec toutes ces solennités, on ne sait plus en quelle année on vous laissera trahir la patrie !

Louri. — Le fait est que vous avez mal choisi votre moment :

1. *Miednogov* : jambe de cuivre. *Miednolobov* : front de cuivre, au sens de « tête de buse ». L'« accusateur public », auxiliaire bienveillant du ministère public, requiert au nom de « l'opinion ». Généralement désigné par la « collectivité » — personnel de l'entreprise, organisation à laquelle appartient l'inculpé, etc. —, il n'a pas de statut juridique. (N.d.T.)

avec la mort de Nadéjda Kourtchenko¹, l'assemblée générale de l'O.N.U...

Moi. — Il est en effet curieux que ç'ait été le moment choisi par l'O.N.U. pour adopter une résolution condamnant les détournements d'avions. Tant qu'il n'y avait pas eu de cas en U.R.S.S., elle ne bronchait pas, l'O.N.U. Mais, là, quelques pressions appropriées l'ont remise au pas.

Louri. — Pardon : il y avait eu des cas. Ne serait-ce que l'an dernier...

Moi. — Et avant encore il y a dû en avoir, mais pas si scandaleux que le nôtre, de sorte qu'on a pu écraser. Dans l'affaire dont vous parlez d'ailleurs, l'un — plus exactement l'une — s'en est tirée avec quatorze ans, et l'autre avec quinze. Malgré échange de coups de feu et des morts.

L'entretien reprend après le réquisitoire du procureur Soloviov.

Louri. — Je ne m'y attendais pas !... Personne ne s'y attendait !... C'est sans précédent !... Ne vous désespérez pas : je suis sûr que le verdict n'ira pas jusqu'à la peine de mort. Ce serait trop scandaleux.

Moi. — Du moment que le procureur a requis la mort, je crains que les juges obtempèrent.

Louri. — Pour ne rien vous cacher... Oui, il n'est pas exclu que les juges vous condamnent à mort. Mais, je vous l'assure, sûrement et seulement pour vous faire passer par toutes les affres de l'attente. Après quoi vous serez gracié.

Moi. — Espérons. Mais je ne signerai pas de recours en grâce. Du moins pour le moment. Ensuite... Si la tremblante carcasse a le dessus, je ne dis pas... Mais je voudrais bien rester un homme.

Louri. — Les choses n'iront peut-être pas si loin... Que dis-je ! Non pas peut-être, mais certainement.

Moi. — Vous les connaissez mal. Certes, je comprends que nos vies sont le cadet de leurs soucis : dans la manœuvre en cours, elles n'entrent pas en considération. Mais c'est justement pourquoi je ne vois pas ce qui les empêcherait de nous flinguer.

1. Hôtesse de l'air, tuée lors du détournement sur la Turquie d'un avion soviétique. (N.d.T.)

Louri. — Il n'y a jamais eu de cas pareils.

Moi. — Et puis après ? Rappelez-vous Rokotov et Faïbouchenko qu'on a flingués en attribuant un effet rétroactif à je ne sais plus quelle loi.

Louri. — Il n'y a plus que les spécialistes qui s'en souviennent. Votre cas est tout autre.

Moi. — En 1963-1964, dans les camps spéciaux, on fusillait pour un rien. Vous ne me croyez pas ? Oh, ça se faisait très discrètement. Surtout pour tatouages antisoviétiques sur la figure. Et, là encore, par interprétation abusive de la loi : d'après l'article 77, paragraphe 1. Et les tentatives d'évasion qui se payaient vingt-cinq ans — article 58, paragraphe 14 : sabotage et terrorisme économique —, c'était il y a longtemps ?

Louri. — Les temps ont bien changé... Vous avez pensé à votre déclaration finale ? C'est très important, désormais.

Moi. — Je ne battraï pas ma coulpe ni, bien entendu, ne me reconnaitrai coupable, sauf aux termes de l'article 83. Vous avez remarqué que le procureur m'a qualifié de russe ? Vous figureriez-vous que ce soit seulement par scrupule légaliste ? Moi, je suis sûr que c'est calculé. Condamner deux Juifs à mort, c'est gênant ; mais un Juif et un Russe, ça permet de dire qu'il n'y a pas de discrimination. J'en parlerai dans ma déclaration finale.

6 mai.

Le 31 décembre, vers 22 heures, annonce de la commutation de ma peine de mort et transfert dans la cellule 199. Le 13 janvier, communication de l'arrêt du tribunal de Léninograd : je suis maintenu dans le quartier des isolés en cours d'instruction jusqu'au procès de Butmann et ses complices, où je dois déposer. Au début d'avril, transfert dans la cellule 197, où je suis toujours.

Pendant l'instruction, j'avais tâché de finasser au minimum. En m'en tenant à une règle simple : feu vert pour tout ce qui me concerne ; sur autrui, motus. Règle comportant des exceptions. Voici, par exemple, un homme, que je sais pas bête ni tombé de la dernière pluie, et qui se lance dans ce qu'ils appellent des aveux sincères. Larmes de repentir ? Ou manœuvre,

dos au mur, de quelqu'un qui, sans se laisser abattre, zigzague sur le sentier ombreux des demi-aveux pour cacher un fait important et que je puis ignorer ? Dans le second cas, je puis confirmer tel ou tel point, s'il ne porte pas préjudice à un tiers. On m'avait lu des passages des interrogatoires de Butmann et de Mikhaïl Korenblit. Quoique ébahi par le côté *mea culpa* de leurs aveux, j'y crois déceler un clin d'œil et confirme ce qui ne met qu'eux et moi en cause, espérant jouer ainsi leur jeu. Après quoi, ayant pris connaissance de toutes les pièces du dossier, je découvre qu'il s'agissait, hélas, d'un véritable acte de contrition. De sorte que me voilà porté sur la liste des témoins. Ce qui est bizarre. Dymshitz, en effet, affirme que Butmann et Korenblit étaient au courant de notre projet, alors que je prétends le contraire. Serais-je donc témoin à décharge ? Ahurissant. La notion de témoin à décharge étant aussi incompatible avec celle de procès pour crime d'Etat qu'un acquittement pour pareil crime, la morale du bagne tient tout témoin pour un complice actif du système : un personnage aussi odieux que le mouchard, le brigadier, le répartiteur de tâches ou le planqué. Mais voici beau temps que je ne pêche plus par obéissance passive aux préceptes, d'où qu'ils viennent. Et il n'est pas exclu — le Diable a plus d'un tour dans son sac — que je sois vraiment témoin à décharge. Ils avaient bien permis aux familles d'assister à notre procès. (Seigneur, la Bête, n'aurait-elle plus les reins assez solide pour vous liquider dans l'ombre, de sorte qu'il n'y ait plus qu'une carcasse blanchie pour témoigner de sa « justice », mais sans les hurlements de la victime, les plaies béantes et les geysers de sang qui fume ?)

... M'incruster dans la Grande Maison¹ a un sens, vu ce qui m'attend ailleurs : un travail tuant, le crétinisme agressif de mes compagnons de cellule, du hareng qui pue, les caprices de l'administration et autres gentillesse soviétiques. Alors qu'ici... C'est mon cinquième mois d'isolement. (Je suis au régime spécial : on ne pourrait admettre en ma compagnie que des criminels aussi dangereux, aussi endurcis, et il n'y en a pas dans l'établissement.) Je lis du matin à la nuit. Je touche chaque mois un colis de cinq kilos. Je fume des cigarettes. De quoi peut encore rêver un zek ? Chaque jour hors du camp, c'est

1. L'immeuble et la prison du K.G.B. à Léninegrad. (N.d.T.)

vingt-quatre heures de gagnées sur le pouvoir. J'entretiens désormais de tels rapports avec le camp socialiste que prison et vie me sont devenus synonymes, et les journées sans qu'on me traque me font l'impression d'un heureux hasard, d'une chance éphémère dont je sens très bien que ça ne peut pas durer.

Ah, qu'ils sont loin, les temps et les pays enrobés de voiles roses, où les quatre murs d'une prison, le seul fait d'avoir perdu la liberté, semblaient le malheur suprême ! La détention, ici, c'est un tel amalgame de tous les moyens pour martyriser l'homme, que la non-liberté, le simple arrachement à la vie normale, n'apparaît plus comme un mal. Et voilà bien pourquoi, le quartier des isolés a tout, pour moi, de la villégiature, cette année surtout où je me trouve débarrassé de la quotidienne torture de cohabiter avec tel ou tel. (Si je ne me trompe, c'est dans Sartre : *L'Enfer, c'est les autres.*) Dostoïevski a dépeint une fois pour toutes ce qu'il y a de plus atroce dans l'existence du bagnard : la vie en commun, l'impossibilité d'un coin où se réfugier, même un instant. Aujourd'hui, pourtant, l'arsenal des méthodes de torture s'est incomparablement enrichi, avec, en premier lieu, et conformément à l'inhumanité profonde d'une expérience sociale prétendant à instaurer le paradis sur terre (si possible lors du prochain quinquennat, et réalisé avant terme), la pression permanente, ne répugnant pas aux plus ignobles trucs, exercée sur l'âme, la conscience, l'intelligence, prétendument afin de vous amender, en fait pour tâcher de vous amener au degré zéro de la morale et de l'esprit.

La mise au secret (si l'on ne vous fait pas crever de faim, si l'infâme charabia de la radio — à la centrale de Vladimir, il était impossible de la débrancher — ne vous rend pas fou, et si l'on vous donne à lire autre chose que Kotchérov et consorts), la mise au secret, oui, c'est du luxe, c'est presque ce chalet Monrepos dont le Diable de Boulgakov fait don au Maître et à Marguerite pour prix de leurs souffrances.

J'étais d'abord sur le point de leur envoyer une note comme quoi je refusais de participer à la parodie de justice que sera le procès de Butmann et de ses amis. A froid, j'ai fait réflexion que rien ne me pressait de partir pour le camp. Devant les juges, une fois le terrain tâté, je saurai bien trouver une interprétation utilisable par la défense quant au rôle de Butmann et de Korenblit dans notre affaire.

12 mai

Le courage des détenteurs de passeports étrangers m'émerveille : c'est le courage de l'ignorance. Si une invraisemblable chance me sourit un jour, je ne me contenterai pas de ne plus jamais remettre les pieds dans le camp socialiste : on ne me verra dans aucun des pays qui lui sont limitrophes. J'en ai rencontré, de ces gens qui, vers 1940, avaient débarqué en Pologne ou en Lettonie faire visite à des parents. Car Dieu sait qui on ne rencontre pas dans les camps ! On me dira : nous vivons à une autre époque. Laissons ce refrain aux imbéciles qui apprennent l'histoire pour trois copeks dans les éditos de la *Pravda*.

... J'avais tout de même raison, dans ma discussion avec Butmann, quand je l'assurai que détourner un avion (ou, au moins, tenter de le détourner, pourvu que ça s'ébruite) ne serait pas seulement une bien belle chiquenaude dans le cerveau ankylosé des démagogues du Kremlin, qui nient l'existence même d'un problème de l'émigration, mais une chance de liberté pour des milliers de personnes. J'avais raison, mais mon argumentation n'était pas mieux fondée que la sienne : pour nous, comme pour le reste du *vulgum pecus* soviétique, la machine du Kremlin relève du mystère de l'appareil à sous. Je disais blanc, parce que la situation entre-deux-chaises d'émigré de l'intérieur m'était devenue intolérable. Il disait noir, parce qu'il se refusait à risquer le coup. (Pour des tas de raisons, que je crois personnelles. Mais qui, en pareil cas, n'invoque pas l'intérêt général ?) Nous avons glissé nos jetons dans la fente. C'est moi qui ai gagné. Le jeu nous revient un peu cher...

Quand il n'y a pas de moyen légal d'arriver à vivre normalement, seul un coup de tête insensé peut faire sauter le verrou de l'illégalité légalisée, et l'on joue le tout pour le tout. Sorte d'acte où, hélas, le sens moral risque toujours de s'é mousser, parce qu'on doit transgresser les bornes qui, dans un Etat normal, délimitent les formes normales d'existence. Pour redresser un bâton (hélas, encore hélas), il le faut plier de force. Pour calculer un coup de tête, il faudrait être un sage, ou une canaille, car c'est toujours une explosion de désespoir. On le voit bien au camp. (Nulle part autant qu'en captivité on ne pénètre aussi à fond la nature d'un régime en quelque pays

que ce soit.) Le zek réduit au désespoir se tranche les oreilles, se fait tatouer sur le front *Esclave du P.C.U.S.*, saute dans la zone de tir des sentinelles. Et, si ce n'est pas un cas isolé, la discipline va s'adoucir. Pas pour longtemps. Pas assez longtemps. Bientôt, l'arbitraire effréné, les répressions, les vexations recommencent. Jusqu'à la prochaine explosion. Ce pays ne consent à des réformes qu'aux prix du sang.

13 mai.

Le commandant Gorchkov, le nouveau chef du quartier des isolés, et son adjoint Vessélov font la ronde du matin. Je demande quand le procès Butmann aura lieu. Ils répondent qu'ils l'ignorent. Je réplique qu'il ne s'agit pourtant pas d'un secret militaire.

Gorchkov joue habilement au brave type : on ne saisit pas du premier coup. Après la bagarre avec mes gardiens, il m'avait fait comparaître : il voulait savoir ce qu'étaient les papiers que j'avais si vigoureusement défendus. Je réponds qu'il s'agit de brouillons de lettres, que j'étais nerveux, que je trouvais intolérable de voir le premier flic venu y mettre son nez. Il va, dit-il, être obligé de me mettre au cachot. Pas résigné encore à avoir tout perdu après m'être tiré indemne de tant de perquisitions (le pire regret, c'était les notes du tout début de 1971, quand le chaos de mon cœur déverrouillé s'épanchait en phrases d'une aisance, d'un naturel inaccoutumés), la figure encore en sang et l'épaule douloureuse, je réclame ma déportation immédiate : il transige.

14 mai.

Après la promenade du matin, embarquement en panier à salade à destination du tribunal. En route, réussi à échanger quelques mots avec Josif Mendélévitch malgré les hurlements du soldat d'escorte. Nous sommes trois au total : moi dans le compartiment commun ; Josif dans le box de droite ; et, dans le box de gauche, le propriétaire d'une paire de souliers très gros calibre, dépassant sous la portière. Ce doit être

Maftez¹. Je demande : « C'est toi, Boris ? » Silence. Ils ont apparemment effrayé à mort ce géant. En liberté, il donnait l'impression d'un type courageux, posé, lucide ; témoin à notre procès, il a bafouillé comme une lamentable chiffie. Combien ont lâché de la sorte, une fois entrés dans le bureau de celui qui instruisait leur affaire ! Ce qui joue là, c'est surtout le sentiment qu'absolument plus rien ne vous protège, l'affolante prise de conscience d'une réalité désormais concrète : à savoir qu'on n'est plus rien dès qu'il s'agit de la prétendue sécurité de l'Etat. Bien rare qui, face à tous les moyens mis en œuvre pour le lui faire accroire, aura la force de ne pas se prendre pour un zéro. Phénomène étonnant : plus l'homme en liberté était respectable, et plus il se sentira perdu dans le malheur. Plus il inspirait le respect quand il se trouvait de l'autre côté des barbelés, et plus il va devenir lèche-cul, lèche-plat et lavette sous les verrous. Le hasard en avait fait un homme, mais pas vraiment intégré au système soviétique. Il n'en avait pas saisi la nature. Il n'avait surtout jamais compris que le pouvoir n'a plus de prise dès que l'âme est forte et qu'on préfère mourir que se laisser bafouer.

— A ton avis, me demande Josif, on ne s'est pas trop mal conduit ?

— Pour un premier contact, c'était même épatant.

Je le pense comme je le dis.

Il n'y a guère, j'en suis sûr, qu'un type sur cent auquel le K.G.B. n'arrive pas à faire avouer tous les péchés du monde et verser des larmes de repentir ; on doit même convenir que cette institution obtient là des résultats remarquables. Mais plus l'homme s'est honteusement conduit à l'instruction ou devant ses juges, et plus il se montrera intraitable au camp. (A condition, bien entendu, que les larmes versées au banc des accusés aient été seulement instant de faiblesse chez une âme forte, et non le début d'une carrière de salaud.) Il prend sa revanche du knock-down de ses nerfs...

Il me plaît Josif. Il ne se plaint pas, m'explique-t-il : ayant su à quoi il s'exposait, il écope pour ce qu'il a voulu. C'est Mourjenko et Fédorov qu'il plaint. Nous tombons d'accord

1. Note de l'édition russe : Libéré le 2 août 1971. Aujourd'hui en Israël.

qu'ils sont victimes pour l'exemple. Paradoxe exceptionnel : ils écopent parce qu'ils ne sont pas Juifs. Je confie à Josif que, comptant attraper quinze ans, j'avais décidé de faire la grève de la faim (une vraie, qui pourrait durer des mois), afin de protester contre le fait qu'on nous eût jugés pour trahison ; je l'aurais annoncé dans la salle d'audiences, aussitôt après la lecture du verdict, sûr que d'autres suivraient. C'est la condamnation à mort qui m'a désarçonné : il me paraissait un peu absurde de répondre par une grève de la faim au châtement suprême...

En me préparant au rôle de témoin, j'avais pesé mes réponses à toutes les questions possibles du ministère public. Il n'y en a pas eu, pas une seule. Les deux procureurs — Ponomariov et Katoukova — avaient dû comprendre qu'il valait mieux ne pas s'y frotter. C'est à peine si j'ai pu aller jusqu'au bout de ma déposition. Deux fois, la jugesse m'a dit que ça suffisait, et je lui ai répliqué, les deux fois : « Je n'ai pas terminé. »

18 mai.

... Elle a drôlement changé, la Tchéka. Je ne parle pas des années trente et quarante, où, à l'instruction, on vous rossait à mort et cœur-joie, pour mieux construire le communisme. Mais, il y a encore dix ans, vous n'y constatiez pas le cynisme d'aujourd'hui, ce cynisme d'ex-serviteurs fanatiques d'un culte sanglant, devenus maintenant simples fonctionnaires du temple abandonné par leur dieu. Dans le cabinet du policier instructeur, on n'entend plus parler de l'immense bonheur d'être citoyen soviétique, ni de cet avenir radieux de l'humanité au nom duquel on peut et l'on doit tout supporter, etc. (La part de sincérité entrant dans ces homélies est une autre paire de manches.) Désormais, les propos qu'ils vous tiennent ont le style des dialogues de bonnes femmes dans une cuisine d'appartement collectif : « Le pot de terre ne doit pas se frotter au pot de fer » ou « Faut jamais péter plus haut que son nez ».

Le capitaine Totoïev y va encore plus franc :

— L'autre jour, je m'expliquais avec des trafiquants de devises. Il y avait, dans le lot, un garçon de ton âge : plein aux as, des nanas à gogo, et quelles nanas ! Là, je comprends :

ça vaut de risquer la taule. Mais toi ? Toute une vie, maintenant, sous les verrous, tu te rends compte ? Et pour quoi, je te prie ? Pour t'être collé une idée en tête, te voilà qui dégustes et qui empoisonnes l'existence aux autres. Non, jeune homme, vous ne savez pas vivre, et c'est ce qui a fait de vous un gibier de prison.

Décidément, il y a quelque chose de pourri au royaume de Danemark. Et la continuité historique aussi bat de l'aile. L'inquisiteur qui doute de l'existence de Dieu, qui ne fait plus que s'acquitter consciencieusement de ses fonctions pour gagner sa croûte, qui a perdu son zèle à servir l'Absolu, c'est là signe irréfutable que la religion à laquelle il appartient entre dans une phase nouvelle ou que l'heure a sonné d'inaugurer un nouveau culte. Quant aux fidèles, ils se donnent les coudées franches. Les menaces traditionnelles (type : « Je t'apprendrai à faire le zigue : la prison n'est pas pour les chiens ») restent assurément en honneur, mais elles ne plongent plus l'hérétique dans l'épouvante. Il n'est pas rare de voir ricaner à la face des idoles qu'on encensait hier à tour de bras en beuglant des hosanna. Qu'on ne parle pas, ici, de nihilisme : c'est simple indifférence à l'idéologie en général, et à celle des officiels en particulier. Un pauvre petit dieu ayant commis la gaffe énorme de donner des verges pour se faire fouetter, la liturgie s'est révélée du toc, et sinistrement ennuyeuse. Mais pas question d'une transmutation des valeurs. A mon avis, il faudra même très longtemps l'attendre : faute que l'histoire ait donné le goût de penser par soi-même ; et, aussi, parce que la Russie, ce n'est pas seulement Moscou et Léningrad. Les signes de « désidéologisation » alarment manifestement nos Guides, mais ils sauront prendre le vent et sortir de l'impasse. Rafistoler les vieilles idoles ne suffira évidemment pas. Il faudra une explosion de patriotisme, une surchauffe durable des passions, des purges sérieuses et inculquer avec vigueur l'idée que, désormais, le bonheur général est tout proche. Ressorts grossiers, mais infailibles, si souvent essayés dans la pratique qu'il n'y a pas besoin d'être futurologue, prophète ou spécialiste du cœur humain pour hasarder pareille prédiction, et même sur un ton catégorique, bien qu'il vous soit inhabituel...

21 mai.

En route pour la Mordovie. Itinéraire : Gorki, Rouzaïevka, Potma et le pénitencier d'Oudarny.

3 juin.

Me voilà arrivé. J'ai quatorze ans à passer en ce lieu.

DOSSIER

LES PRISONNIERS POLITIQUES OUEST-ALLEMANDS ACCUSENT

Viktor Kleinkrieg

LES COMBATTANTS ANTI-IMPÉRIALISTES FACE A LA TORTURE

Il faut reconnaître que la torture est pratiquée afin de permettre aux rapports de propriété de se perpétuer. Bien sûr, en disant cela nous perdons beaucoup d'amis. Ceux-ci s'opposent à la torture, mais aussi ils pensent que l'on peut maintenir les rapports de propriété sans faire usage de la torture. Ce qui n'est pas vrai.

Bertolt BRECHT.

« *Travailler* : du latin populaire, torturer avec le tripalium (vers 1080) ;

travail : l'état de celui qui souffre, qui est tourmenté. »

(Tiré du dictionnaire *Le petit Robert*.)

Les textes qui suivent, s'ils constituent une dénonciation des tortures exercées légalement par les autorités judiciaires de la République fédérale d'Allemagne, se veulent surtout un témoignage sur la résistance de ceux qui sont victimes de ces pratiques : les prisonniers politiques. C'est pourquoi le document

politique essentiel de ce dossier est constitué par la « Déclaration faite à l'occasion de la grève de la faim », en mai 1973, par plus de 80 prisonniers politiques. Cette grève de la faim, commencée le 8 mai (jour anniversaire de la victoire sur le fascisme nazi) a duré jusqu'à la fin du mois de juin. Les autorités ont tout fait pour briser cette grève, la seconde, menée en même temps et collectivement par des prisonniers politiques. Elles n'ont pas hésité à mettre en jeu la vie de prisonniers en essayant de briser leur grève de la faim, en les privant pendant plusieurs jours de toute nourriture liquide. (Si le corps humain peut résister plusieurs semaines, sans que cela ait des répercussions profondes pour la santé, au manque de nourriture solide, il ne peut, au-delà de quelques jours, résister à la privation de liquide : la mort est alors fatale — cf. l'article de K. Croissant dans ce dossier, sur la grève de la faim de B. Braun.) La grève de la faim, bien que menée dans beaucoup de prisons de R.F.A., a été tout d'abord systématiquement passée sous silence par la presse allemande, à de très rares exceptions près, et cela malgré les grèves de la faim de soutien entreprises dans plusieurs villes par les membres des « Comités contre la torture des prisonniers politiques », malgré aussi les nombreuses déclarations faites à la presse par les avocats, et malgré la grève de la faim à laquelle participèrent les avocats des prisonniers. Cet acte collectif de résistance des prisonniers politiques soumis à la torture par l'isolement, s'il a été soutenu par de rares groupes de l'extrême gauche, a surtout placé ceux-ci dans l'embarras. Beaucoup ont essayé de parler à cette époque des mauvais traitements dans les prisons mais ils ont souvent nié qu'il existait un traitement spécial, réservé aux seuls prisonniers politiques. Ils ont été les premiers à souligner que l'isolement est également pratiqué contre des prisonniers dits de « droit commun » ; toutefois ils n'ont pas voulu voir ou pas cru nécessaire de dire que ces traitements envers les prisonniers « de droit commun » sont occasionnels, la plupart du temps conçus comme « punition » par l'administration d'une prison. Ils n'ont pas été capables de reconnaître que, pour les prisonniers politiques, ces traitements sont la règle, qu'ils sont pratiqués systématiquement, qu'ils font l'objet de recherches scientifiques destinées à les perfectionner et surtout que des traitements spéciaux, dénoncés par beaucoup pour ce qu'ils sont vraiment :

des tortures, s'insèrent dans une stratégie globale des pays impérialistes pour combattre — en détruisant l'identité politique des militants ou en les exterminant physiquement — les mouvements de libération. L'attitude de groupes se disant « spontanéistes » et qui ont refusé de publier dans leur organe ¹ la déclaration des prisonniers politiques, montre bien la difficulté qu'éprouve une certaine gauche à admettre dans son pays un type de lutte remettant en question leur « attentisme ». Nous y reviendrons plus loin. Malgré ce boycott par la droite et par la gauche, la grève de la faim a été menée collectivement environ un mois et demi, elle s'est achevée par une conférence de presse donnée à Paris dans les locaux de l'A.P.L. ² par les avocats des prisonniers politiques, et par une manifestation devant l'ambassade d'Allemagne avec la participation des membres des groupes suivants : A.R.M. (Association contre la répression médico-policière), Cahiers pour la folie, G.I.A. (Groupe d'information sur les asiles), Comités contre la torture envers les prisonniers politiques en R.F.A., I.Z.R.U. (Informationszentrum Rote Volksuniversität -Heidelberg — Centre d'information université populaire rouge), The Mental Patient Union (Grande-Bretagne).

L'initiative de dénoncer les tortures vient donc d'abord des prisonniers politiques eux-mêmes. C'est pourquoi elle est indissociable de leur résistance, qu'elle soit individuelle face à l'armée de bourreaux en vert ou en blanc, ou qu'elle s'exprime collectivement dans des grèves de la faim ou d'autres actions. Nous avons donc non seulement voulu dénoncer, en les décrivant, les conditions de détention, démasquer la « collaboration » de savants et donner la parole aux avocats diffamés, poursuivis dans leur travail de défenseurs ; mais surtout laisser s'exprimer les prisonniers politiques en publiant certaines de leurs lettres.

1. *Wir Wollen Alles*.

2. A l'occasion de cette conférence de presse, un certain nombre de personnalités ont signé un appel demandant qu'il soit mis fin à l'isolement des détenus politiques et que ceux-ci soient traités comme des détenus de droit commun. Parmi les premiers signataires figurent M^e Leclerc, MM. Michel Foucault, Jean-Paul Sartre, Philippe Sollers, Marcellin Pleyne, M^e Jean-Jacques de Felice et le C.A.P. (Comité d'action des prisonniers). Cf. *Le Monde* du 1/7/1973.

Il n'est toutefois guère possible de situer la lutte de ceux qui aujourd'hui sont emprisonnés et torturés sans évoquer leur praxis avant leur emprisonnement, et leur conception de l'action révolutionnaire. Par ailleurs, nous serons amené à nous demander pourquoi la dénonciation de la praxis de ces groupes a pu pénétrer jusque dans les rangs d'organisations gauchistes.

Les prisonniers politiques en R.F.A. appartiennent presque tous à la R.A.F. (Fraction armée rouge) ou au S.P.K. (Collectif socialiste de patients de l'université de Heidelberg).

La R.A.F., que la presse de Springer (ministre officieux de la propagande de la R.F.A., diffusant un quotidien de masse du niveau de *Minute*, c'est-à-dire fasciste (*Bild-Zeitung*) à des millions d'exemplaires) a appelée la « bande à Baader » (du nom d'Andreas Baader, l'un des premiers membres du groupe connu), que la presse « réformiste » a appelée groupe Baader-Meinhof, se définit elle-même dans un de ses premiers écrits, *Sur la conception de la guérilla urbaine* :

« S'il est vrai que l'impérialisme américain est un tigre en papier, cela signifie qu'il peut être finalement vaincu. Si la victoire sur lui est devenue possible, si on le combat dans chaque coin de la terre de façon à le forcer à diviser ses forces et s'il est possible de l'abattre à cause de cette division, si la thèse des communistes chinois est juste, il n'existe alors aucune raison pour tenir quelque pays ou quelque région que ce soit hors de la lutte anti-impérialiste sous prétexte que les forces de la révolution sont faibles alors que celles de la réaction y sont fortes³. »

La R.A.F. se situe donc bien en tant que « fraction » dans la ligne anti-impérialiste du mouvement étudiant allemand. Le S.D.S. avait mobilisé et organisé ses étudiants sur des thèmes anti-impérialistes comme la manifestation contre le chah d'Iran à Berlin, le 2 juin 1967, au cours de laquelle l'étudiant Benno

3. Tiré de *La « bande à Baader »* (éditions Champ Libre). Malgré les guillemets, encore une fois « bande » : le marché et l'échange des marchandises ont leurs lois, tant pis donc si l'on contribue à diffamer un groupe révolutionnaire en le qualifiant de bande et en évoquant à son propos sur la couverture la « bande à Bonnot ». Rappelons en passant que la bourgeoisie, par la bouche de toutes sortes de collabos, a parlé il n'y a pas longtemps de « bande de rebelles » à propos des combattants vietnamiens.

Ohnesorg a été assassiné par un membre de la police politique, du nom de Kuras (celui-ci a d'ailleurs eu de l'avancement depuis).

Les actions entreprises contre le quartier général des forces américaines installé à Heidelberg et Francfort se situent directement dans la ligne de la campagne du S.D.S. contre l'impérialisme américain, et de ses campagnes de soutien au F.N.L. La méthode de lutte employée est, elle, différente, plus directe ; elle constitue, du fait des dégâts en matériel et en hommes, un coup direct porté contre les bases de l'impérialisme dans les métropoles. Ici ce ne sont plus des révolutionnaires désarmés qui sont les victimes d'une répression plus forte, mieux organisée et légale : on passe d'une situation de dénonciation verbale, ou l'on se plaçait sur la défensive, à une situation de réponse à la violence, en attaquant les centres de commandement de l'occupant américain. Le pouvoir de décision est renversé. Ces actions de la R.A.F. ont montré qu'il était possible de porter des coups sensibles à l'ennemi là où il se croit le plus fort et le plus en sécurité, dans les métropoles qu'il domine pour l'instant. Ce n'est plus seulement le camp révolutionnaire qui pleure ses victimes et condamne les bourreaux protégés par ce qui ose s'appeler justice ; à partir de ces actions de la R.A.F., l'ennemi est amené à compter lui aussi ses « victimes ». Pour les combattants de la R.A.F., l'anti-impérialisme n'est pas seulement une activité de colloques et de séminaires ou de « comités de soutien aux luttes du peuple x », mais d'abord la prise de conscience de la nécessité de remettre en question le monopole des armes de la bourgeoisie.

Ces actions de la R.A.F. contre les installations américaines en 1972, posent à la gauche extra-parlementaire un certain nombre de problèmes. Le S.D.S. s'est dissous et les organisations d'extrême gauche se trouvent dans une phase nouvelle : certains veulent construire le parti marxiste-léniniste ou trotskyste de demain, d'autres se lancent pour des années dans des programmes de recherches théoriques à partir des œuvres économiques de Marx, en se déclarant incapables de toute praxis politique, d'autres encore envoient leurs militants se rapprocher des masses en travaillant dans les usines et en y créant des groupes d'entreprise, d'autres encore se spécialisent dans un secteur donné des luttes : luttes pour le logement et luttes

contre la spéculation comme à Francfort, avec occupation de maisons, soutien aux émigrés en lutte contre les conditions de travail et de logement plus dures que des ouvriers allemands, etc.

Le décalage entre ces groupes et le niveau de conscience des masses est encore très grand ; l'impact de la propagande bourgeoise est fort : s'il existe dans beaucoup de cas, chez l'ouvrier allemand, une conscience d'être exploité, c'est d'abord la résignation qui domine. Le nazisme, l'après-guerre, l'interdiction du K.P.D., la chasse aux sorcières communistes, les fautes du K.P.D. aussi, les erreurs évidentes de la R.D.A., créent encore aujourd'hui un climat favorable à l'anticommunisme. Toutefois l'euphorie du miracle économique est bien terminée. Ce miracle avait été rendu possible grâce à l'apport de main-d'œuvre qualifiée et de techniciens réfugiés et aussi grâce à l'apport énorme en capitaux provenant de la surexploitation d'une armée de réserve de plusieurs millions de travailleurs étrangers maintenus dans des conditions de vie dégradantes, et grâce enfin à la solidarité capitaliste qui s'exprima par le plan Marshall en vue d'établir un bastion de l'impérialisme américain en Europe.

Dès l'automne 1968, les premières grèves sauvages ont lieu dans l'industrie métallurgique, la représentativité unique des syndicats est remise en question. La canalisation de la lutte des classes par le moyen des accords de salaires renouvelables seulement dans le cadre de discussions bilatérales — où siègent d'un côté les représentants de syndicats corrompus, liés directement au pouvoir et n'ayant plus rien de commun avec leurs camarades en usine, de l'autre côté les représentants du patronat des grands trusts Siemens, A.E.G. Krupp, Mercedes, Volkswagen — commence à être refusée. Ce sont les mêmes qui ont mis au pouvoir le fascisme nazi.

Le représentant du patronat de la métallurgie au cours des négociations en 1973 dans le cadre des accords de salaires pour l'industrie métallurgique de Bade-Wurtemberg était d'ailleurs un ancien SS, chargé de la politique économique dans les territoires occupés à l'Est, aujourd'hui président de la fédération du patronat de la métallurgie. Le trait d'union entre le nouveau fascisme et le fascisme nazi passe par la table de négociation syndicale. Hier on parlait d'extermination et de colonisation de pays conquis, aujourd'hui on parle de réforme.

A partir de 1968, on assiste effectivement à une prise de conscience de certaines parties de la classe ouvrière ; les thèmes de lutte rappellent ceux des autres pays européens, en particulier dans l'industrie automobile: refus des cadences, du travail à la chaîne, lutte contre les petits chefs, totalisation des luttes : maison, transport, fabrique, critique de la division du travail, discussion sur la multinationalité, sexualité. L'influence de la Gauche Prolétarienne en France, de Lotta Continua et de Potero Operaio en Italie, est évidente sur les groupes spontanéistes allemands. Les limites de ces groupes, leurs difficultés par rapport au problème de leur origine intellectuelle et de classe, sont les mêmes que celles des groupes français. Leurs actions de soutien ou exemplaires se situent toujours à la limite de la légalité et de l'illégalité bourgeoise. Ils n'arrivent pas à vaincre la résignation des avant-gardes ouvrières qui ont du mal à se reconnaître en ces groupes, finalement sans identité politique propre, antidogmatiques souvent par réaction contre l'organisation, vaguement anti-révisionnistes et ayant rompu avec la tradition anti-impérialiste du mouvement étudiant dont ils sont issus, du fait que cela n'intéresse pas ou peu les travailleurs.

Les actions anti-impérialistes de la R.A.F. sont donc peu soutenues par ces groupes « spontanés » qui souvent préfèrent de manière plus subtile ou directe s'associer à la propagande bourgeoise. Certes, il ne parleront pas de terrorisme mais ils souligneront la différence au lieu de souligner le coup porté à l'adversaire commun. C'est ainsi que le groupe « Revolutionärer Kampf » de Francfort, intervenant à l'époque surtout à l'usine automobile Opel à Francfort-Rüsselsheim, déclarait dans un tract distribué aux travailleurs de cette usine et que je cite de mémoire :

« Nous ne verserons aucune larme sur le colonel américain tué, sans doute responsable de la mort de beaucoup de Vietnamiens, mais nous pensons que beaucoup plus que les quelques bombes la lutte organisée des masses peut porter un coup au système. »

Pourtant cette critique était la moins directe, en apparence la plus solidaire, en réalité la plus subtile, car au lieu de pleurer sur le fait que la R.A.F. a opéré en dehors du « mouvement » — comme le groupe l'a fait dans une critique de

la R.A.F. prononcée au cours d'un teach-in du Secours rouge à Francfort — il avait la possibilité d'être cette charnière entre luttes d'entreprise et luttes directes contre les bases du pouvoir. Au lieu de se faire propagandiste de la lutte anti-impérialiste, ce groupe « révolutionnaire » contribua à isoler davantage la R.A.F. des « masses ».

La résignation de la classe ouvrière, le fait qu'elle n'entrevoit aucune possibilité de libération réelle du fait de la disproportion entre l'énormité de l'appareil répressif à tous les niveaux et la faiblesse des forces révolutionnaires, ne peuvent être dépassés par la dénonciation subtile, venant de « gauchistes », du seul groupe essayant de montrer par la pratique qu'il est possible de porter à l'adversaire des coups qui n'aient pas seulement une valeur symbolique ou verbale mais celle d'exemples à suivre.

Les « marxistes-léninistes » et « trotskystes » constructeurs de parti, de même que les « spontanéistes » attendant la grande prise de conscience des masses, ont adopté l'opportunisme des sociaux-démocrates que Lénine dénonçait déjà dans *L'Etat et la Révolution* :

« La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses *cette* idée — et précisément celle-là — de la révolution violente est à la base de *toute* la doctrine de Marx et Engels. La trahison de leur doctrine par les tendances social-chauvines et kautskistes, aujourd'hui prédominantes, s'exprime avec un relief singulier dans l'oubli par les partisans des unes comme des autres de *cette* propagande, de cette agitation.

« Sans révolution violente il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois. »

A l'origine de cette différence entre la R.A.F. et la plupart des groupes gauchistes allemands et européens, on trouve une différence de réponse au problème du sujet révolutionnaire. La R.A.F. déclarait en 1972, dans une brochure intitulée : *Mener la lutte anti-impérialiste — construire l'armée rouge*, dans un chapitre consacré au sujet révolutionnaire, que nous citerons entièrement :

« Le problème de l'opportunisme n'est pas résolu du fait que Negt⁴ se soit démasqué. La définition du sujet révolution-

4. Oskar Negt, professeur de sociologie à Hanovre, a traité les membres de la R.A.F. de « desperados » lors d'un meeting en faveur d'Angela Davis.

naire n'est pas terminée du fait que l'analyse du système conduit à la constatation que les peuples du tiers monde sont l'avant-garde et par la transposition de la notion léniniste de l'aristocratie ouvrière sur les masses dans les métropoles. Au contraire elle commence là !

« La notion de travailleurs salariés de Marx, ne caractérise plus seulement la situation d'exploitation des masses dans les métropoles. Il faut constater que l'exploitation dans le domaine de la production crée un degré jamais atteint de fatigue physique et d'usure psychique et les progrès de la division du travail ont amené une augmentation énorme de l'intensité du travail qui va en s'accroissant. Il faut constater que l'instauration de la journée de travail de huit heures a été la condition de base de l'augmentation de l'intensité du travail et que, de ce fait, le système a accaparé la totalité du temps libre de l'être humain. A l'exploitation physique en fabrique vient s'ajouter l'exploitation de la pensée et des sentiments, des aspirations et des utopies — au despotisme des capitalistes en usine s'ajoute le despotisme des capitalistes dans tous les domaines de la vie, par les *mass media* et par la consommation massive.

« Avec l'introduction de la journée de huit heures, correspondant à la domination de vingt-quatre heures du système sur le travailleur — par la création du pouvoir d'achat des masses, des échelles mobiles — le système a remporté une victoire sur les projets, les besoins, les alternatives, la fantaisie, la spontanéité, en un mot sur l'être humain dans sa totalité.

« Le système a réussi dans les métropoles à plonger les masses si profondément dans sa propre merde, qu'elles ont apparemment perdu leur vision d'elles-mêmes en tant qu'opprimées et exploitées ; de sorte que pour elles l'auto, une assurance-vie, un contrat d'épargne-logement leur font accepter tous les crimes du système et que, mis à part l'auto, les vacances, la salle de bains, elles ne peuvent rien se représenter et espérer.

« *Nous concluons à partir de cela que le sujet révolutionnaire est tout un chacun qui se libère de ces contraintes et refuse sa participation aux crimes du système. Que chacun de ceux qui trouvent leur identité politique dans les luttes de libération des peuples du tiers monde, chacun de ceux qui se refusent,*

qui ne marchent plus, chacun de ceux-là est : sujet révolutionnaire, camarade.

« Cela signifie que nous devons analyser la journée de vingt-quatre heures du système impérialiste. Nous devons démontrer dans tous les domaines du travail et de la vie de cette société comment s'effectue en eux l'accaparement de la plus-value, à propos de l'exploitation en usine comme partout ailleurs. Trouver la clef.

« En postulant : le sujet révolutionnaire sous la domination de l'impérialisme dans les métropoles est l'être humain dont la journée de vingt-quatre heures correspond à vingt-quatre heures de domination par le système, nous ne faisons que définir les limites à l'intérieur desquelles l'analyse de classe peut être effectuée, nous n'affirmons pas que le postulat est déjà l'analyse elle-même.

« Il est vrai que ni Marx, ni Lénine, ni Rosa Luxemburg, ni Mao n'ont eu à faire aux lecteurs de *Bild*, au téléspectateur, à l'automobiliste, à l'élève conditionné psychologiquement, à la réforme universitaire, à la publicité, à la radio, à la vente par correspondance, à l'épargne-logement, à « la qualité de la vie »⁵, etc., c'est un fait que le système se reproduit dans les métropoles par ses offensives répétées sur la psyché de l'être humain, de manière non pas ouvertement fasciste mais par le biais des rapports marchands.

« Déclarer que des couches entières de la population sont perdues pour la lutte contre l'impérialisme du fait qu'elles ne pouvaient encore être prises en considération dans l'analyse du capitalisme par K. Marx, est à la fois sectaire, absurde et pas marxiste pour un sou.

« C'est seulement si nous réussissons à concevoir notre journée de vingt-quatre heures dans la relation impérialiste-anti-impérialiste que nous serons en mesure de formuler nos problèmes et de les présenter de telle manière que notre formulation puisse être comprise par chacun, que nos actions seront perçues non seulement comme celles de la R.A.F. mais également notre propagande, notre langage, nos mots. Servir le peuple !

5. Thème électoral de Willy Brandt.

« Si les peuples du tiers monde sont l'avant-garde de la révolution anti-impérialiste, ce qui signifie la grande espérance, objective, d'une libération des êtres humains par eux-mêmes, notre devoir est d'établir la relation entre la lutte de libération des peuples du tiers monde et les aspirations de libération partout où elles apparaissent dans les métropoles : dans les écoles, les universités, les usines, les familles, les prisons, les bureaux, les hôpitaux, les administrations, les partis, les syndicats, partout. Contre tout ce qui, dans ce rapport nie, opprime, détruit : la consommation, les *mass media*, la cogestion, l'opportunisme, le dogmatisme, la domination, le paternalisme, la brutalité, l'isolement de l'individu.

« Il s'agit de nous ! Nous sommes les « sujets révolutionnaires ». Celui qui commence à lutter et à résister est l'un d'entre nous.

« La question de savoir quelle est la partie du système la plus facile à combattre, la plus faible, ne peut être résolue que par nous-mêmes, non pas selon le principe : l'un après l'autre, mais dans la dialectique de la théorie et de la praxis. »

Voilà ce qui différencie la praxis de la R.A.F. de celle d'autres organisations ; le sujet révolutionnaire n'est plus projeté, espéré, éduqué, forcé, attendu, agité, missionarisé ; le sujet révolutionnaire est l'étudiant de Francfort ou de Paris, le travailleur de B.M.W. ou de Renault. Celui qui ne peut plus vivre sous la domination destructrice de ce système et qui se pose le problème de savoir comment écarter l'oppresseur définitivement, sûrement. Non pas celui qui attend et continue à collaborer, non pas celui qui verse des larmes sur les révolutionnaires chiliens sans se demander en quoi l'échec de l'Unité Populaire le concerne aujourd'hui. Non pas celui qui, avec la gauche opportuniste, se contentera de voir un succès dans un échec (comment une action collective de réappropriation peut être « récupérée » par la restitution du « trésor de guerre » afin d'avoir à nouveau SON « outil de travail »), mais celui qui a compris, comme George Jackson, que le fascisme aujourd'hui se cache sous le masque du réformisme.

Le système de domination actuel peut se permettre le luxe d'une gauche, d'une extrême-gauche qui se contentent de dénoncer la répression, le nouveau fascisme, le racisme, tous les crimes du système. Tant que la résistance sera verbale, tant

qu'elle continuera à raffermir la bonne conscience gauchiste, tant qu'il sera possible de se compromettre avec le système tout en écrivant, tout en lisant un hebdomadaire ou des quotidiens gauchistes, en militant dans telle ou telle organisation sans se poser le seul problème qu'un révolutionnaire a à se poser : comment s'organiser pour la libération du joug impérialiste ? tant que toute trahison ne sera pas conçue comme une trahison à soi-même (parce que « soi-même », cela ne peut signifier que « soi-même » libéré de toutes dominations), il sera possible au système de se perpétuer par nous, à l'aide de nos contradictions, à l'aide de notre militantisme de salon, de notre radicalisme verbal. Ce qui différencie la R.A.F. de la plupart des groupes gauchistes, c'est cette absence d'attentisme béat malgré tant d'avertissements : le coup d'Etat du Chili, celui de Grèce, les bruits répétés de coup d'Etat militaire en Italie, le formidable déploiement de forces en France contre l' « adversaire intérieur », l'organisation militaire de la bourgeoisie anglaise devant les difficultés de reproduction du capital anglais. La gauche vit toujours dans l'illusion que la bourgeoisie abdiquera un jour volontairement, du fait de la poussée des masses. Pourtant en mai 1968, d'un côté il y avait plus de dix millions de grévistes, de l'autre côté tout aux plus quelques centaines de milliers de mercenaires, paras, gendarmes, légionnaires, C.R.S. et autres bandes fascistes armées. Et pourtant la révolution ne se fit pas, les dix millions cédèrent devant les mercenaires armés et les promesses de réforme. Cela paraît banal mais aujourd'hui encore l'on parle beaucoup de l'acquis, réel certes, de Mai 1968 mais très peu de l'échec réel lui aussi. On en a fait un mythe, presque un alibi, « j'en étais... ».

La presse gauchiste parle souvent de nouveau Mai 1968, jamais ou presque jamais on ne parle de dépasser Mai 1968. Il suffit de refaire mieux. Pourtant on ne fait ainsi que reproduire l'illusion qu'entretiennent depuis plus de cent ans tous les opportunistes : la prise du pouvoir par une grève insurrectionnelle. Illusion, illusion à la peau dure. Mais les illusions font vivre et ce sont les mêmes qui en deviennent gras et les mêmes qui en crèvent.

Il importe d'ailleurs de se demander pourquoi non seulement la presse bourgeoise française n'a pas beaucoup parlé de la R.A.F., ce qui va de soi, mais pourquoi les gauchistes ont

déformé la réalité ou carrément diffamé. Citons quelques exemples :

— Krivine, dans son ouvrage récent *Questions à la Révolution*, se contente de parler de « pratique nihiliste ».

— *La Cause du Peuple*, dans un numéro de début 1973, parlait de « la bande à Baader, groupe petit-bourgeois isolé des masses », en disant, en passant, la même chose de « Septembre Noir ».

— L'organe de l'O.R.A. (organisation révolutionnaire anarchiste) publiait également un article reprenant les thèses de la provocation dirigée par l'Etat.

— Un certain Sandozfi sans doute pour ne pas perdre la bonne « étoile » protectrice de ses amis sociaux-démocrates allemands, n'hésitait pas à parler dans un article paru dans le *Nouvel Observateur* d'actions à la « Bonnie and Clyde »⁶.

Ces réactions ne s'expliquent que par le fait que ces groupes, du moins les moins compromis d'entre eux, se sont trouvés remis en question par la praxis de la R.A.F., du fait justement de sa définition du sujet révolutionnaire. Fini la fonction alibi des gauchistes-attentistes se parant du titre de nouveaux-résistants mais attendant que les masses viennent leur donner le signal pour passer à l'action. Ces groupes en réalité se cachent derrière les masses, par peur de la lutte, de la vraie, celle où l'on se trouve dans un camp ou dans un autre et où il n'est plus possible de rester avec un pied dans l'autre camp. Leurs diffamations ne viennent que s'ajouter à celle des idéologues bourgeois, elles ont pourtant une autre résonance, parce que destinée à un public de gens qui en ont marre et qui ne demandent souvent qu'à lutter. Les Ebert et Scheidemann d'aujourd'hui ne sont plus seulement dans le camp social-démocrate, ils sont dans le camp gauchiste, car dire aujourd'hui d'un groupe qu'il est isolé des masses, c'est contribuer à créer les conditions nécessaires à cet isolement.

En guise de réponse, nous leur citerons la lettre de Jonathan à George Jackson, de juin 1969 :

6. Seul Jean-Paul Sartre déclarait, dans une interview accordée au *Spiegel* en 1972, « que l'un des seuls groupes allemands qu'il considérait comme vraiment révolutionnaire était la fraction armée rouge ».

« Une chose est bien claire, c'est que nous nous trouvons devant un besoin d'organiser certaines défenses à petite échelle, *maintenant*, contre les abus les plus flagrants du système. J'entends cela dans un sens militaire. La période de l'activité désordonnée, des émeutes et des marches de protestation, de l'agitation/éducation purement politique, tire à sa fin. La violence de l'opposition l'a menée à sa fin. Nous ne pouvons plus hausser le niveau de conscience d'un seul millimètre sans une nouvelle orientation tactique. A eux seuls, les passe-temps politiques à long terme n'ont pour nous aucun intérêt pratique.

« A mon avis, cette idée revient à supposer qu'un jour, dans un avenir lointain, nous produirons une puce de trois cents kilos pour lutter contre le Tigre de Papier. Il ne faudrait pas trop y compter. Nous sommes là à attendre le moment où toutes les victimes du capitalisme se dresseront indignées pour détruire le système, et pendant ce temps nous nous faisons croquer par familles entières quand l'envie en prend à cet animal-là. Il n'y aura pas de super-esclaves. Il va falloir que, parmi nous, certains prennent leur courage à deux mains et fassent un plan révolutionnaire très dur pour mener des représailles violentes et sélectives. Nous avons le nombre pour nous si les Blancs qui sont en faveur d'un changement révolutionnaire peuvent empêcher cette affaire de dégénérer en guerre de races. L'image des Etats-Unis en Tigre de Papier est exacte mais il y a fort à faire pour détruire ce Tigre et je suis d'avis que s'il y a fort à faire pour croître, le plus tôt on commencera mieux ça vaudra. » (Cité d'après *Devant mes yeux la mort*, Gallimard.)

Ne pas se poser le problème de l'organisation militaire, celui du contre-terrorisme (dans le sens de réponse au terrorisme quotidien du nouveau fascisme dans les métropoles) après l'assassinat de Pierre Overney en France, celui de Georg von Rauch, Petra Schelm, Thomas Weissbecker par la police du nouveau fasciste Genscher, ministre de l'Intérieur de la R.F.A., membre du parti « libéral », après le coup d'état du Chili et tant d'autres exemples devant nos yeux, c'est préparer la défaite, permettre à l'ennemi d'établir plus solidement sa domination meurtrière sur des millions d'êtres humains. Aller sans armes au massacre ou prendre le « risque » d'organiser notre libération ? Telle est l'alternative.

La bourgeoisie a toujours essayé et essaie encore de discrè-

diter, de déclarer fou, de psychiatriser celui qui se prépare à l'affronter militairement. Elle agit là de manière conséquente. Le propre du système capitaliste est d'inverser la réalité, de présenter la réalité exactement sous l'apparence de son contraire. C'est ainsi qu'Engels remarquait déjà que, dans plusieurs langues, le patron s'appelle « donneur de travail » alors qu'il prend le travail du salarié, et l'ouvrier « preneur de travail », alors qu'il donne son travail et par là permet au patron de devenir plus riche (en allemand Arbeitgeber et Arbeitnehmer). De tout temps terroristes et terrorisme ont été des termes employés pour désigner ceux qui combattaient contre des systèmes de terreur ; les résistants au nazisme étaient désignés par la Gestapo comme « terroristes », les combattants algériens étaient qualifiés de « terroristes », les tortionnaires comme Massu, Bigeard et autres étaient les « pacificateurs ». Celui qui remet les choses en place est fou, il est en tout cas dangereux, il faut le détruire ou le neutraliser en détruisant son identité politique, en en faisant un collaborateur passif (collaborateur quand même, comme tous ceux qui se contentent d'attendre des lendemains qui chantent). Parler aujourd'hui de la nécessité de s'organiser face aux « bandes armées du capital » relève de la folie, aller droit au massacre c'est être normal. Entre les deux l'opportunisme gauchiste qui *sait* mais qui attend les conditions objectives. C'est ainsi que le pouvoir veut éviter à tout prix qu'en Europe se propage la guérilla urbaine. Le meurtre de l'éditeur italien Giangiacomo Feltrinelli, en 1972, montre que les terroristes des services secrets ne reculent devant rien. La disproportion entre les forces dites « anti-terroristes » des différents pays impérialistes et la réalité encore en développement des mouvements de libération, pratiquant la guérilla urbaine, est énorme. Elle montre bien que l'adversaire a peur de voir se développer sur « son » terrain des « foyers » de guérilla. L'adversaire fera tout pour gagner du temps, la lutte idéologique, l'infiltration dans la gauche (cf. à ce sujet le livre du général anglais Kitson, l'un des responsables de la contre-guérilla en Irlande, paru à Londres aux éditions Faber and Faber, en 1972, sur l'infiltration de groupes gauchistes et de syndicats).

La violence ouverte, la torture intensifiée, perfectionnée, l'appareil idéologique et l'appareil policier utilisés pour poursuivre les membres de la R.A.F., étaient sans rapport avec

le nombre réel des membres du groupe. Ils témoignent aujourd'hui de la peur de la bourgeoisie de voir se développer une forme de lutte qu'elle ne mésestime point, justement du fait que quelques victoires, même symboliques, sur l'appareil militaire, policier ou idéologique, peuvent amener les masses à surmonter leur résignation et à se poser la question : comment nous organiser nous-mêmes face à l'appareil terroriste qui nous détruit chaque jour davantage ? Cela, le système ouest-allemand veut l'éviter à tout prix, comme tout Etat sous la domination de l'impérialisme.

En France, la préparation psychologique de l'opinion à la lutte contre l'« adversaire intérieur » n'est pas seulement idéologique, elle est le reflet d'une peur réelle de la clique au pouvoir de voir remis en question son monopole des armes et celui de la violence, au profit de groupes armés de libération, formés de gens organisés autour de problèmes qui les concernent directement : conditions de travail, situation d'émigration, lutte pour l'avortement, lutte contre la vie chère, lutte pour un logement décent, organisations de patients, insoumission, etc, etc... L'intérêt idéologique du système est donc d'isoler par tous les moyens ceux qui, aujourd'hui, propagent la guérilla urbaine. Contre les groupes qui, en Italie, dans le Pays Basque, en Irlande, en Allemagne etc, ont choisi cette voie, la bourgeoisie s'est toujours servi de la thèse de la provocation fasciste, très vite reprise en cœur par les révisionnistes et opportunistes de tout bord. Leur argumentation : « Les actions violentes font peur aux masses et détruisent le travail politique accompli depuis des années. » Ces organisations, ou plus exactement leurs dirigeants, démontrent surtout par là qu'ils peuvent faire bon ménage avec le système, qu'ils peuvent continuer à bien vivre alors que tout est destruction, ils ont oublié la façon dont Marx parlait du capitalisme (*Le Capital*, Livre I) « comme se nourrissant à la manière d'un vampire aspirant le travail vivant ». Le processus de reproduction du capital est, dans son essence : transformation de force de travail vivante (intelligence, muscles, cœur, nerfs, sens) en travail mort, figé, en capital. Les marchandises sont précieuses parce que tachées du sang de ceux qui les produisent. A ceux qui répondraient que cela est rhétorique, citons les millions de morts des guerres impérialistes, les exterminés de la Commune de Paris, la liquidation massive des commu-

nistes indonésiens, celle des résistants chiliens pour ne citer que ceux-là, les victimes d'« accidents » de la circulation, prévus, planifiés dans la construction des voitures faites pour la casse, les victimes des « accidents » du travail parce que le respect de la « norme » de production est plus important que le respect de l'être humain, les morts à petit feu des prisons, l'assassinat régulier à petite dose par ces petits riens qui rendent la vie supportable, tout en rapprochant la mort, tabac, drogues, alcool, tranquillisants, excitants, etc. Toute l'économie impérialiste est économie de mort, sous tous ces aspects, même les plus innocents, les plus agréables. Pourtant, ceux qui se dressent contre ce système et refusent d'attendre d'être libérés, les plus opprimés, ceux-là sont fous qui refusent cette économie raisonnable de la mort calculée à l'ordinateur, prévue par les trusts multinationaux et cautionnés par les réformistes de tous bords.

Les membres de la R.A.F. sont poursuivis en tant que membres d'association de malfaiteurs alors qu'ils n'ont fait que répondre aux crimes de l'association de malfaiteurs la plus efficace et la plus puissante du monde impérialiste. Là où les conditions de vie deviennent chaque jour plus insupportables, là où ça bouge tous les jours, en France par exemple, le système a recours à des armes idéologiques très puissantes ; non seulement il produit des films où la collaboration avec les fascistes est excusée, expliquée, rendue sympathique (cf. *Lacombe Lucien* de Louis Malle), mais il imagine des situations, dessine une image des groupes armés comme bandes de desperados, de « débilés » en liberté (comme le fait Chabrol dans son dernier film-collaboration *Nada*) et surtout essaie parmi les groupes de gauche de multiplier les soupapes de sûreté. La colère sera toujours plus verbale, l'adversaire sera toujours sous-estimé, Marcellin est pour la plupart des publications gauchistes un maniaque de l'ordre, il n'apparaît jamais comme l'instrument remplaçable à tout moment d'un système de destruction, à la limite on en rit, l'humour aussi peut être un tampon de la haine, il résorbe. L'adversaire est minimisé ou présenté comme tout-puissant, inébranlable. Le ton oscille entre la complicité amusée de ceux qui « savent » et le défaitisme complice de ceux qui décrivent la machine sans chercher la faille. Résultat : on se

sent ou très fort ou trop faible, jamais menacé et jamais capable de se défendre.

Autres aspects : la guerre à l'organisation. Une critique fondée du bureaucratisme, du stalinisme et d'autres déformations de la pensée révolutionnaire conduit à rejeter toute idée d'actions organisées dépassant un certain cadre. La force du peuple réside dans sa capacité à s'organiser autour des problèmes qui le touchent directement : logement, conditions de vie, insoumission et lutte contre l'armée bourgeoise, aliénation de la famille et de la sexualité, lutte d'atelier ; en luttant contre les formes que revêt la domination impérialiste sur sa vie, il refuse la collaboration, cela ne veut pourtant pas encore dire que, par là, il est capable de s'insérer dans la lutte directe contre le pouvoir à l'origine de son aliénation. A partir d'un certain niveau de conscience, à partir d'une certaine expérience d'organisation, il est nécessaire d'apprendre à analyser la nature de la domination impérialiste dans les métropoles : le nouveau fascisme. Cela veut dire que l'arme que constitue la rupture de l'isolement de l'individu sera émoussée s'il n'est fait un apprentissage de la lutte. Cela signifie :

a) Se donner les catégories permettant d'analyser la société dans laquelle on vit, c'est-à-dire la critique de l'économie politique selon les principes définis par Marx. Apprendre à les appliquer à la société qui est la nôtre, étudier à l'échelon mondial la domination impérialiste : le pillage des pays producteurs de matières premières, les mécanismes d'exploitation de la force travail, etc.

b) Etablir le lien entre sa lutte et sa vie personnelle, condition première pour être en mesure de *résister* même à la torture, trouver son identité politique, en groupe effectuer un contrôle réciproque et solidaire les uns par les autres, se débarrasser des besoins artificiels créés par le système : besoin de posséder l'autre dans la sexualité, besoin d'évasions, alcool, drogues, passe-temps. Apprendre à se libérer dès maintenant collectivement dans la lutte, être en mesure de persuader sans être sectaire du fait de l'identité entre vie, rapports humains et lutte pour la libération.

c) Commencer à se poser le problème de groupes militaires autonomes de gens qui se connaissent bien, s'y préparer : armes, infrastructures, appropriation d'argent, etc.

L'ennemi utilise dans toutes les occasions l'isolement ; une des formes éprouvées est l'isolement groupusculaire, la stagnation.

Les groupes étant bloqués par le problème-clé, celui des conditions de la révolution, seule l'auto-organisation débouchant sur l'action armée de harcèlement peut porter des coups dangereux au système. Il ne s'agit pourtant pas d'un problème technique et il serait dangereux de vouloir commencer des actions armées sans créer les conditions d'efficacité des actions d'un groupe. La première condition est l'identité politique de ses membres, levier permettant d'agir sans crainte d'être repris dans les mécanismes récupérateurs de la machine à broyer impérialiste.

« Identité politique :

« Afin de maintenir le rapport entre les forces productives développées et les conditions de production systématiquement et violemment sous-développées au profit de la perpétuation de l'accumulation du capital, il est nécessaire de maintenir la soumission des besoins humains aux « lois naturelles » de la production et de la destruction capitaliste.

« Chez l'individu cette contradiction s'exprime par la séparation et l'opposition entre raison et émotion. La cohabitation, si possible sans heurt, de ces deux expressions de la vie artificiellement séparées, est la condition de l'apathie, l'ordre des ateliers de fabrique dans lesquelles la force humaine de vie est transformée rationnellement en matière inorganique (en capital).

« La « raison » du capital s'exprime dans la rationalisation des entreprises, le développement des forces productives, l'intensification de l'exploitation et la perpétuation par la violence des rapports de production. L'individu isolé est déterminé dans sa rationalité par la rationalité du capital, qui l'affronte comme « force de la nature », il est confronté quotidiennement avec elle et de ce fait elle lui apparaîtra comme étant « rationnelle ». Sa contestation de la violence destructrice de vie ne sera donc d'abord qu'une contestation ressentie, une contestation émotionnelle. La « raison » étant l'élément dominant, ces « faux pas » émotionnels seront rationalisés par l'individu et « disparaîtront » sous formes d'ulcères d'estomac, d'affections biliaires, de troubles de la circulation, de calculs rénaux, de crampes de

toutes sortes, d'impuissance sexuelle, de rhume, de maux de dents, de maladies de la peau, de mal de dos, migraines, asthme, accidents du travail et d'automobile, insatisfaction etc., ou alors les émotions se déchargent dans les relations humaines, dans le manque de passion (sérieux), dans la psychose, etc.

« Cette violence de la « raison » est la mort rampante sous la forme réactionnaire de la maladie. Les besoins de ce type de victimes du système deviennent le point central, — le point de départ, le moteur du travail politique devenant agitation, organisation socialiste autonome de patients se définissant à partir de la maladie. (...) » (Traduit de *Aus der Krankheit eine Waffe machen*, Trikont Verlag, Munchen, par le collectif socialiste de patients de Heidelberg.)⁷.

La guérilla urbaine et sa préparation passent par la prise de conscience de la domination du capital sur le « soi » qui n'est possible que sous la forme de collectifs où l'individu n'est plus livré à ce qu'il croit être lui-même. Elle ne peut être commandée d'en-haut par une organisation décidant du jour au lendemain de pratiquer la guérilla, elle ne peut qu'être l'expression de groupes autonomes qui luttent en fonction d'un besoin concret et humain, elle ne peut donc être l'œuvre que de groupes de gens que réunit un besoin commun de changement lié directement à leur vie. Il ne s'agit donc pas de changer la stratégie de groupuscule mais de remettre en question l'organisation groupusculaire dans la mesure où celle-ci ne fait que reproduire les « besoins » de carrière, de prestige, d'individus qui croient être des révolutionnaires et qui ne sont en fait que la relève du pouvoir, lequel n'est pas mis en question. La lutte anti-impérialiste efficace, comme elle a été menée par la R.A.F. et le S.P.K., n'est donc envisageable qu'en se situant soi-même à l'intérieur de tous les conditionnements du capital sur l'être humain. Cela aussi la rend désagréable à certains de ceux qui se nomment gauchistes mais qui sont devenus des caricatures de révolutionnaires professionnels, des fonctionnaires travaillant pour leur organisation mais ne s'insérant pas dans le cadre d'une organisation où des individus apprennent ensemble à lutter contre l'impérialisme là où il se manifeste d'abord : sur chacun de nous pris

7, *Faire de la maladie une arme*, éditions Champ Libre,

isolément. Cette arme-là est la plus forte qui soit, l'individu unifié avec le seul besoin réel non produit par le capital, celui de se libérer, travaillant collectivement avec ses semblables.

Pour briser cette arme-là le capital fait appel à l'une des armes les plus anciennes du monde : la torture. Elle est utilisée partout où des êtres humains se sont dressés contre l'impérialisme. Elle est organisée, enseignée par les spécialistes de la contre-révolution ; c'est ainsi qu'aux Etats-Unis on enseigne la torture à tous les pays où la C.I.A. arrive à maintenir sa domination : Amérique du Sud, Grèce, Turquie, Afrique du Sud, Israël, Asie etc. etc. Sa fonction est à la fois destructrice (elle essaye d'obtenir du prisonnier politique des renseignements sur son organisation et le détruit humainement en essayant de détruire son identité politique) et d'intimidation. Dans certains pays elle est un mode de gouvernement par la terreur, par exemple au Brésil ou en Iran. Si elle est un mode de gouvernement, elle crée, de même que les conditions d'exploitation, sa propre destruction en tant qu'elle est génératrice de résistance de la part d'individus placés devant l'alternative fautive : mourir ou « vivre » en esclave, et qui choisissent de lutter pour pouvoir vivre. Les tortures pratiquées en R.F.A., par l'isolement, en laissant des prisonniers très gravement malades sans soins (cf. le cas de Katharina Hammerschmidt)⁸, à l'aide de psychodrogues, de suppression de nourriture liquide, d'alimentation forcée, de psychiatrie, veulent être des tortures propres, moins spectaculaires, ne laissant que peu ou pas de traces ; elles n'en sont pas moins des tortures semblables par leurs effets à celles utilisées dans tous les pays sous la domination de l'impérialisme. Elles nous montrent que le système du nouveau fascisme (cf. l'article d'A. Glucksmann dans les *T.M.*, n° 310 bis, « Nouveau fascisme, nouvelle démocratie », supplément du n° de mai 1972) a reconnu

8. Katharina Hammerschmidt, emprisonnée en détention préventive à Berlin depuis le 30 novembre 1972, est atteinte d'une tumeur maligne affectant la gorge et les poumons. Elle a été délibérément laissée sans soins de septembre à fin novembre 1973.

Bien qu'elle eût été examinée par les médecins de la prison conscients de son état, les autorités judiciaires ont refusé sa libération, invoquant des raisons de sécurité.

Elle a été libérée, le 30 novembre 1973 et immédiatement transportée à l'hôpital. La tumeur cancéreuse n'était plus opérable. Elle l'aurait été quelques semaines plus tôt.

dans les partisans appliquant la méthode de la guérilla urbaine des ennemis si dangereux pour lui qu'ils l'obligent à jeter son masque réformateur, pour montrer son visage véritable, celui d'un système de domination au service de Siemens, A.E.G., I.T.T., Dow Chemicals, General Motors, Fiat, Volkswagen, Citroën, Pechiney et autres associations de malfaiteurs. Il a de plus en plus de mal à garder son apparence démocratique ; c'est ainsi que dans le numéro du *Spiegel* du 11 février 1974, l'on pouvait lire un article annonçant l'arrestation de membres présumés de la R.A.F. ou d'une autre organisation de guérilla urbaine, un éloge du film « contre-guérilla » de Chabrol, et un article sur « l'alimentation forcée de membres de l'I.R.A. en grève de la faim contre leurs conditions de détention. » Cet hebdomadaire collaborateur n'a jamais cru bon de dénoncer les pratiques de torture dans son pays. Alors, entre un écrivain expulsé d'U.R.S.S. (bien que des milliers d' « écrivains » moins connus, travailleurs étrangers, soient expulsés d'Allemagne ou de France chaque mois sans un mot de protestation), et des pages de viols publicitaires pour « tous les goûts », on lâche du lest : « les méchants Anglais, les méchants Russes, ils torturent, eux... »

Décidément, ils commencent vraiment à avoir peur. Après l'armée de flics en uniforme, faisons donner ceux des rédactions, mais surtout pas de combattants anti-impérialistes chez nous.

A propos de la séparation faite entre tortures physiques et tortures psychiques, on pouvait lire dans *Rote Volks-Univeristät*, N° 12, édité par le groupe IZRU de Heidelberg, en juillet 1973 : « La séparation faite entre tortures psychiques et tortures physiques n'est possible que sur la base d'un jugement faussé par l'idéologie bourgeoise, qui est tout au plus capable de reconnaître les aspects directs de l'utilisation de la violence, mais n'est pas capable de la discerner sous ses formes variées, subtiles et quotidiennes. Si les formes brutales de l'exploitation dans les pays colonisés apparaissent comme ce qu'elles sont : extermination non cachée de force de travail « bon marché », dans les métropoles l'obligation de vendre sa force de travail est le plus souvent perçue comme « liberté ». Liberté pour quoi et pour qui ? La séparation entre tortures physiques et tortures psychiques est fondée sur la différence des méthodes de torture employées. Les différentes méthodes de torture constituent un

tout indivisible du fait de leur essence commune, de leur fondement commun : l'extermination.

« Fonctionnellement, ces méthodes sont interchangeables. Il y a un rapport entre mode d'exploitation et méthode de torture employée. Là où, comme dans les pays colonisés, la production de la plus-value absolue est la forme dominante de la production de plus-value, le processus de production prévoit la destruction rapide de la force de travail employée, du fait de l'existence d'une main-d'œuvre abondante. En l'occurrence, le meurtre quotidien et la mort par la faim font partie de l'idéologie dominante de la contre-révolution.

« Par contre, la torture par l'isolement pratiquée chez nous est la forme d'utilisation de la violence correspondant à une exploitation à long terme et optimale de la force de travail. Cette forme d'exploitation correspond « à la contrainte muette des conditions économiques » (Marx), rendue possible par la forme subtile de la contrainte idéologique.

« De même, le choix de l'utilisation de différentes formes de torture est lié au développement de la lutte des classes. Il est évident qu'en face de la résistance massive contre les conditions de vie meurtrières et leurs masques, la contre-révolution impérialiste est obligée d'utiliser des méthodes directes de violence afin d'obtenir des résistants emprisonnés aveux et renseignements.

« La conduite de la guerre contre-révolutionnaire exige de briser l'identité politique des combattants révolutionnaires afin d'empêcher des actes de solidarité sur les lieux de travail, dans les prisons ou autres domaines de la vie. Conditionnée par la dominante idéologique de la conduite de la guerre contre le peuple dans les métropoles, la contre-révolution est obligée d'avoir recours à des méthodes silencieuses, la torture est alors présentée hygiéniquement, pas d'empreintes digitales, pas de traces de sang, de plaies ouvertes, aseptique et sans odeur. L'apparence de respect de la constitution démocratique et humanitaire doit être respectée.

« La torture, quelle que soit sa forme, ne peut être interprétée par l'arbitraire des organes de l'exécutif ou de certains de ses fonctionnaires. La torture est l'organisation scientifiquement planifiée de l'application de la violence. Les psychiatres,

psychologues, sociologues, et médecins préparent les méthodes adéquates et les perfectionnent continuellement.

« La torture est une science.

« La torture est l'une des formes les plus brutales de la violence contre-révolutionnaire, elle permet de définir la notion de « science bourgeoise » du fait de son organisation systématique et de ses fondements théoriques. (...)

« Les méthodes de torture utilisées dans les colonies portugaises sont étudiées et perfectionnées dans les métropoles. (...)

« La torture face à laquelle l'individu paraît être livré sans défense, est sans effet si les individus comprennent que la vie dans ces conditions meurtrières n'est possible qu'en tant que résistance collectivement pratiquée contre elle. L'isolement devient une arme si le prisonnier politique fait acte de résistance en entreprenant une grève de la faim, et que les autres prisonniers se solidarisent avec lui, ce qui signifie : mise au même régime de tous ceux qui résistent et passage de l'isolement à la révolte solidaire et collective de la prison. Il est erroné de croire que la violence de ces conditions de domination disparaît si on lui cède, la violence de la « prison extérieure » est alors échangée contre celle de « la prison intérieure » (= sentiment de culpabilité, haine de soi, idée de « se » flinguer, apathie, honte, peur.)

« Ce qui est nouveau dans les tortures des prisonniers politiques en R.F.A., c'est le fait qu'elles ont l'apparence de la justice. Sous ses formes les plus connues, la torture est l'expression *organisée* de l'arbitraire des organes de l'exécutif ; en R.F.A. c'est la justice qui est directement responsable des tortures par l'isolement des prisonniers politiques. Ces tortures ordonnées par la justice sont l'expression *du fascisme « légalisé »*. (...)

« La torture par l'isolement est ordonnée centralement par la plus haute instance judiciaire, le Bundesgerichtshof (Cour fédérale de justice). Les décisions du Bundesgerichtshof permettent aux juges des tribunaux d'instances inférieures (« juges indépendants »), d'être couverts dans leurs décisions de torturer. Ces juges essaient de se débarrasser de leurs responsabilités en se référant aux décisions du Bundesgerichtshof. La séparation de la responsabilité caractérise également le fascisme.

« La lutte contre la torture par l'isolement des prisonniers politiques de la R.F.A. est, de la même manière que les actions de résistance pour lesquelles les prisonniers politiques sont détenus et torturés, partie de la lutte mondiale contre l'impérialisme. »

*« Nos défaites d'aujourd'hui
Ne prouvent rien sinon
que nous sommes trop peu
nombreux
dans la lutte contre l'infamie
et de ceux qui nous regardent
en spectateurs nous attendons
qu'au moins ils aient honte !*

Bertolt BRECHT
Contre les objectivistes.

« Dans la phase actuelle de l'histoire, personne ne peut plus contester qu'un groupe armé, si petit soit-il, a plus de chance de se transformer en une grande armée du peuple qu'un groupe qui se limite à répandre des principes révolutionnaires. »

Trente questions à un Tupamaro.

Le 18 février 1974

Viktor KLEINKRIEG.

(Traduit de l'allemand par Pierre Gillet.)

LA TORTURE PAR PRIVATION SENSORIELLE

En médecine générale, on recourt à l'isolement aussi bien pour la prévention — par exemple dans les maladies infectieuses telles la tuberculose ou la variole — que pour favoriser le processus de guérison, par exemple après un accident grave ou une opération compliquée. L'isolement est alors toujours considéré comme un mal nécessaire, autant que possible de courte durée, et tout est mis en oeuvre pour aider le patient à quitter le plus vite possible l'hôpital ou le pavillon de quarantaine.

Il n'en est pas ainsi en psychiatrie ou en justice. La prétendue science psychiatrique a développé un nombre considérable de méthodes pour isoler des hommes sous divers rapports. Ainsi, l'interdiction ou la censure du courrier et des lectures est un phénomène normal, de même que la réduction ou l'interdiction des visites, habituelle dans les hôpitaux psychiatriques. Les cures de sommeil ou d'insuline sont des méthodes artificielles pour isoler les hommes pour longtemps sous le prétexte de les « calmer ». Souvent les patients sont conditionnés de telle façon qu'ils ne veulent plus quitter leur isolement ; le vide auquel ils devraient retourner leur paraît trop insupportable.

L'électrochoc est une forme brève mais intensive d'isolement qui ressemble à la crise d'épilepsie. La branche de la psychiatrie qui s'occupe de traitement physique travaille à la recherche de méthodes d'isolement de plus en plus parfaites. En psychiatrie, la guérison ressemble de plus en plus à la répression de l'activité humaine.

En justice — dans la mesure où la peine de mort et les châtiments corporels reculent — toutes les formes d'isolement sont utilisées dans la prévention, dans les interrogatoires et comme punition. Ces différentes fonctions se recourent. La

punition sert à la prévention générale et particulière, doit intimider, inspirer la terreur et la répandre. La peur et la terreur à leur tour servent à extorquer des aveux ou même à imposer une conduite pré-établie lors du procès. Sous couvert d'enquête et d'interrogatoire, on isole de plus en plus de gens, ce qui peut, par une forte réduction de leurs facultés de perception, les mener à perdre leur capacité de penser par eux-mêmes.

Le viol de l'environnement immédiat du prisonnier se fait d'une manière extrêmement subtile et perfectionnée, dont l'analyse approfondie a été menée scientifiquement.

Au centre de cette analyse se trouve le concept de privation sensorielle que j'aimerais maintenant éclairer par quelques remarques générales.

On entend par privation sensorielle une réduction très forte de la perception par laquelle l'homme s'oriente dans son environnement. Donc : isolement de l'environnement en affamant la vue, l'ouïe, l'odorat, le goût et le toucher.

Les sens de l'homme perçoivent en premier lieu les changements de l'environnement, leur nourriture est faite d'une suite ininterrompue de changements.

La différenciation, l'enregistrement et l'acheminement de ces changements vers le cerveau, sont les fonctions physiologiques de nos organes sensoriels à l'état de veille. Dans le sommeil, au contraire, les impressions doivent être beaucoup plus intenses pour pouvoir être enregistrées et élaborées, ce qui implique en revanche une fatigue exagérée de la perception sensorielle.

Les fonctions d'auto-direction et de déploiement de l'organisme humain dans son milieu sont alimentées, en première instance, par la perception sensorielle de ce milieu changeant.

La constitution et la conservation d'un milieu artificiel qui se distingue, d'une part, par sa constance et son immuabilité et, d'autre part, par des stimulations dosées arbitrairement — même dans le sommeil — finissent par atrophier les organes de sens et conduisent à une désintégration et à une désorientation extrême de l'individu ainsi isolé, de la même façon qu'une immobilisation forcée de longue durée aboutit à une atrophie de la musculature, à une ankylose des articulations et à des déformations osseuses. Nous avons vu cela récemment sur les photos et les rapports des prisonniers des cages à tigres sud-vietnamiennes.

Un isolement total plus efficace que les cages à tigres.

Par la paralysie des fonctions motrices dans les cages à tigres — d'après les modèles classiques — on avait atteint ce qui, par l'interruption des fonctions sensorielles (sources et bases d'une transformation active du milieu) peut être obtenu de façon plus subtile et plus approfondie grâce à la privation sensorielle.

D'un autre côté, les sens privés de leur nourriture deviennent particulièrement sensibles à des changements même minimes du milieu et les transmettent comme signaux très amplifiés au cerveau. Cela peut se traduire par des réactions disproportionnées de peur, de joie ou de colère. De toutes façons, la désorientation de l'individu, produite par la privation sensorielle, conduit avec certitude, à plus ou moins longue échéance, à des réactions disproportionnées aux stimulations du milieu.

Mais il serait erroné de conclure à partir de telles réactions qu'une sorte de « noyau de la personnalité » apparaîtrait à nu dans la situation de privation sensorielle : celle-ci produit seulement une déformation de la personnalité.

Dans des conditions normales, les stimulations du milieu sont perçues et vécues comme parties d'un courant continu de changements du milieu ; elles peuvent être intégrées dans un contexte systématique et élaborées. Pour la personnalité produite par la privation sensorielle, cela est rendu impossible.

La destruction de l'identité d'un individu soumis à la privation sensorielle se manifeste par les effets conjoints de la désorientation progressive, des tendances hallucinatoires et des désordres des fonctions végétatives (augmentation de la faim, de la soif, du besoin de sommeil, du besoin d'uriner...)

Dans la nature, la seule situation comparable à celle de l'homme totalement privé de ses sens, est celle de l'homme perdu dans le désert et qui voit des mirages. Mais dans le désert, au moins, les changements naturels du jour et de la nuit se produisent encore avec leurs variations de lumière et de température, que l'homme égaré peut enregistrer avec ses sens et sur lesquelles il peut et doit se régler.

De tels repères manquent à l'homme isolé artificiellement. Il est soumis à un régime d'arbitraire sur lequel il ne peut se

régler et qu'il ne peut absolument pas changer, un régime qui semble même annuler les lois naturelles de la succession du jour et de la nuit, du chaud et du froid, du bruit et du silence.

Fonction-clé de l'isolement acoustique.

Plus que tout, un isolement acoustique presque total, interrompu tout au plus par de rares éruptions de vacarme, a ici une fonction-clé.

Des changements ou une structuration de l'échelle acoustique sont, dans la nature, les indices soit de phénomènes météorologiques (vent, tonnerre, pluie), soit de la présence d'autres êtres vivants.

Ce n'est pas pour rien que la langue — et la musique — est comme moyen acoustique de communication la forme la plus vieille et la plus développée de l'échange d'informations entre les hommes. On ne peut séparer ni historiquement ni techniquement le travail en commun, la vie en commun et la communication acoustique. Cela vaut aussi bien pour l'histoire de l'humanité que pour le développement individuel de l'être humain dès la naissance. Le fonctionnement vital complet de l'organisme du nouveau-né se manifeste pour son entourage d'abord acoustiquement : le bébé crie. Et les parents, le médecin ou la sage-femme perçoivent immédiatement la nouvelle vie par l'acoustique. Il ne faut pas oublier que l'ouïe — en anatomie aussi — est étroitement liée au sens de l'équilibre, est une base extrêmement importante de l'orientation et que la suppression de la faculté d'orientation par rapport à la pesanteur est l'un des symptômes majeurs aussi bien de la crise d'épilepsie que de l'électrochoc aigu.

En résumé, on peut dire que la privation sensorielle par l'installation d'individus dans un environnement complètement artificiel et constant est à l'heure actuelle le moyen le plus adéquat de la destruction de la substance vitale spécifique de l'être humain.

Par la privation de nourriture au sens traditionnel, on peut détruire la vie humaine aussi bien qu'animale, exactement comme par un coup de feu ou la chambre à gaz. La privation

sensorielle, par contre, est un moyen de destruction de la substance vitale spécialement adapté à l'organisme humain (si l'on excepte les méthodes modernes de gavage de l'animal de boucherie). La privation sensorielle — parce qu'elle ne peut être appliquée que dans des conditions fabriquées par l'homme — est à la fois la méthode la plus humaine et la plus inhumaine de destruction progressive de la vie. Utilisée pendant des mois et des années, elle est le meurtre parfait pour lequel personne — ou bien tous, sauf la victime — n'est responsable.

Prendre conscience de cette responsabilité ne signifie pas seulement accuser ceux pour qui l'exercice de la violence fait partie de la routine quotidienne ; cela signifie aussi dévoiler les recherches faites dans les instituts scientifiques en vue de perfectionner l'isolement des prisonniers et des patients. Ce n'est pas le Kapo maniant l'instrument de torture préfabriqué qui est le principal coupable dans le système de torture moderne, mais ceux qui, connaissant les implications, mènent la recherche fondamentale à partir de laquelle la méthode du système se développe.

La recherche scientifique sur les effets de la privation sensorielle n'a été entreprise systématiquement qu'il y a quelque vingt ans. Les méthodes de recherche et d'expérimentation ont été développées à partir de notions intuitives qui avaient été appliquées bien avant. Les précurseurs des « cellules d'isolement » dans lesquelles on exerce la privation sensorielle, ne sont pas seulement les cages à tigres, les quartiers d'isolement des hôpitaux psychiatriques, les prisons et les camps de concentration mais, déjà bien avant, les casemates et les caves dans lesquelles on murait les hommes, les « oubliettes ». Du siècle dernier vient aussi un riche arsenal de cellules sur lesquelles repose encore notre système carcéral actuel. Dans les prisons à cellules, il y a en général quelques cellules compètement séparées des autres quartiers, dans lesquelles on garde certains prisonniers. L'envoi dans l'une de ces cellules, appelées en Hollande *Dovencel* (à peu près : marmite), n'est généralement pas décidée par un tribunal mais par le personnel pénitentiaire. Ainsi, j'ai vu un garçon de seize ans qui, lorsque j'ai fait sa connaissance, était depuis sa onzième année enfermé dans une cellule complètement isolée d'une maison de correction. Pendant des années, ni la lumière du soleil ni les bruits du dehors ne lui étaient

parvenus. Il n'avait de contact qu'avec ses gardiens. Il n'avait de lumière artificielle que quand cela leur plaisait. Les bruits ne lui parvenaient même pas quand on ouvrait la porte de sa cellule. Celle-ci était située très profondément sous le sol et, pour les conditions de l'époque, très bien construite.

La « cellule silencieuse » en R.F.A.

Vers la fin des années cinquante, des cellules spéciales d'expérimentation ont été bâties, surtout au Canada et aux Etats-Unis : les *silent rooms* (Heron, Baxton, Scott, Salomons, etc.). C'est seulement beaucoup plus tard que de telles recherches ont été entreprises en R.F.A. Dans ce pays on trouve la « cellule silencieuse » la plus perfectionnée au « Laboratoire d'étude clinique du comportement » de l'hôpital universitaire de Hambourg-Eppendorf. Là on ne fait pas qu'observer et mesurer les réactions corporelles des sujets d'expérience, mais on étalonne des tests dans la *camera silenta*. Sur la base de telles recherches, on classe les réactions des hommes en différentes catégories.

A chaque fois, on remarque que, sous l'effet intense ou prolongée de la privation sensorielle, les phénomènes suivants apparaissent de manière constante, en plus de la peur et des réactions de panique : troubles de la perception et de la connaissance (hallucinations, autoscopie, falsifications illusoires) et troubles des fonctions végétatives telles que sensation de faim déformée (renforcée), troubles du rythme du sommeil, douleurs cardiaques fonctionnelles, déséquilibres moteurs, tremblements et convulsions comme avec l'électrochoc. Dans l'expérience hambourgeoise (Jan Gross entre autres) on a construit une forme simplifiée de classification des types de personnalité humaine sur la base de ces observations et des procès-verbaux des tests. Les réactions aux expériences ont été divisées en trois catégories :

a) Catégorie des réactions animales ;

b) Catégorie des structures de base de la personnalité, telles qu'elles sont formées et plus ou moins stabilisées par la disposition et le premier développement, et qui en tous cas résistent plus longtemps à une situation de *stress* que celles de la catégorie C ;

c) Catégorie des réactions aux stimulations de milieu aussi bien social et culturel que physique.

Les déformations de la personnalité amenées par des situations expérimentales planifiées sont présentées comme des caractères de personnalité inhérents à l'organisme humain.

Dans ces conclusions, ce qui pourrait être tout au plus une hypothèse de travail pour des recherches plus poussées, est transformé en affirmation dogmatique sur les structures de la personnalité. Ainsi, l'on affirme que les réactions des sujets sont une indication quant au « noyau essentiel de la personnalité ».

On donne ainsi carte blanche au juge pour soumettre les gens qui lui sont « confiés », à la privation sensorielle, afin de dégager la personne « réelle », bien qu'en réalité il ait devant lui une personne terriblement diminuée par les conditions de détention.

Ce qui est remarquable dans l'expérience hambourgeoise, c'est aussi que l'on n'analyse pas seulement les effets de la privation sensorielle sur les sujets d'expérience, mais que l'on teste aussi comment on pourrait produire les mêmes effets par des moyens chimico-pharmaceutiques sur des gens qui ne seraient pas enfermés dans une cellule d'isolement aussi perfectionnée. On espère ainsi, par des préparations très spécifiques, rendre superflue la structure compliquée de la *camera silenta*, des « oubliettes » modernes, et obtenir les mêmes résultats avec un comprimé que l'industrie pourrait sans façons fabriquer massivement.

Sjef TEUNS.

P.S. — Le professeur Jan Gross, directeur des recherches au « Laboratoire pour l'étude clinique du comportement » de Hambourg-Eppendorf, a répondu à l'exposé ci-dessus qu'il n'accepterait pas que les résultats de ses recherches soient utilisés « à des fins militaires ».

Avant son déménagement de Prague à Hambourg, en 1968, le professeur Gross a travaillé à un contrat de recherche militaire.

L'un de ses plus proches collaborateurs a participé comme rapporteur à un congrès de l'O.T.A.N., à Monte-Carlo, au printemps 1972.

S. T.

XXX

NOUVEAUX PERFECTIONNEMENTS SCIENTIFIQUES DES TECHNIQUES DE TORTURE

I. - PRIVATION SENSORIELLE ET LAVAGE DE CERVEAU

Les prisonniers politiques sont gardés des mois et des années dans un isolement total et systématique. Ils n'ont pas le droit de parler à d'autres prisonniers, toute tentative dans ce sens est punie par un isolement plus grand. Ils font la promenade seuls, souvent les mains liées. Il n'y a aucun contact visuel avec le monde extérieur et il y a souvent des contrôles nocturnes, ce qui aboutit à une privation de sommeil.

Les conséquences de l'isolement sont connues depuis longtemps. Le psychiatre américain Engels écrit en 1967 :

« Chez les prisonniers qu'on isole, on remarque les faits suivants : difficultés à discerner la réalité, apparition d'hallucinations visuelles ou auditives, tendances à mal interpréter les stimuli du monde extérieur, y compris ceux de son propre corps, réduction des capacités logiques et rationnelles de penser ainsi que d'établir des relations entre différents domaines, apathie, dépression, repli sur soi-même interrompu de crises paniques désorganisées. Si cet état se prolonge, il peut se terminer par la mort. »

Depuis 1972, la Deutsche Forschungs Gemeinschaft (D.F.G.) de l'Université de Hambourg a institué un domaine de recherche spécial (Sonder Forschungsbereich 115, par la suite appelé D.F.B. 115), intitulé : « Recherches sur l'agressivité ».

Un des directeurs responsable de ce projet est le directeur

de la clinique universitaire psychiatrique, le professeur Jan Gross. Il est connu comme spécialiste dans la recherche sur la « privation sensorielle ». Gross a déjà fait dans les années 1960 des expériences semblables à Prague. Il part des expériences faites sur des êtres humains par les Américains dans les années 1940 (lavage de cerveau). Il a particulièrement étudié les expériences de Hebb et Scott. Ceux-ci avaient complètement isolé de toutes relations avec le monde extérieur des étudiants en psychologie qui avaient une position relativement négative par rapport au spiritualisme. Enfermés dans une cage insonorisée de la grandeur d'une armoire, les étudiants portaient des lunettes qui ne laissaient filtrer qu'une lumière diffuse. Ils ne savaient pas depuis combien de temps ils se trouvaient déjà dans cette cage, ni combien de temps ils devaient encore y rester. La satisfaction de leurs besoins (manger, déféquer, parler) ne se faisait que par l'intermédiaire du directeur de l'expérience. Dans cette situation de total isolement, on donnait, en tant que stimulant occasionnel, de la propagande spiritualiste aux cobayes.

Les expériences ont montré que les cobayes devenaient « beaucoup plus tolérants » au spiritualisme qu'auparavant.

L'intérêt de Gross pour les recherches américaines donne des renseignements sur ses propres intentions. Il fit lui-même, avec Svab, à Prague, en 1966, des expériences sur des pilotes qu'il observait six heures durant dans une « camera silens » dans de semblables conditions :

« Dans notre modèle de relation entre « quasi-patient » et « quasi-médecin », devaient apparaître deux prénomènes : il s'agit premièrement d'une relation où l'une des personnes est dépendante de l'autre, et deuxièmement d'une relation où *l'une des personnes peut manipuler l'autre*. Nous pensons aussi que la grande suggestibilité des cobayes peut être due à l'isolement, puisque dans cette situation les capacités à contrôler le monde extérieur sont limitées ou mêmes bloquées, ce qui rend les sujets plus fortement dépendants d'informations transmises par celui qui conduit l'expérience. Cette dépendance unilatérale du cobaye vis-à-vis de l'expérimentateur est, dans le cas de l'isolement sensoriel, plus forte que dans d'autres situations ; *c'est pourquoi nous nous sommes décidés à nous en servir comme modèle de relation patient-médecin.* » (Gross et Svab dans la revue *Nerven Arzt*, n° 40, 1969, pp. 21-25.)

Dans un article destiné à un cercle très restreint de lecteurs, Gross et Svab appor­taient les précisions suivantes : « Cet aspect [possibilité d'influencer quel­qu'un par l'isolement] peut sûre­ment jouer un rôle positif en poé­nologie (science de la punition), à savoir quand il s'agit de *rééduquer* un individu ou un groupe et quand l'utilisation d'une telle dépendance unilatérale et d'une telle manipulation peut efficacement influencer le processus de rééducation. »

Dans leur communication de Prague, les deux psychiatres critiquent particulière­ment les tortures inhumaines — pensent-ils à des tortures humaines ? — avec recours à la violence physique ou morale employée aussi bien par le *nazisme* que sous le *stalinisme*. Et cela pour une raison bien objective : avec les méthodes de l'ancien fascisme, on a produit des aveux mensongers ! Gross et Svab mettent en garde contre les aveux mensongers, ils veulent de vrais aveux. Avec leurs expériences de 1966, Gross et Svab veulent surmonter les « écueils » de l'interrogatoire pour mettre à jour des méthodes d'interrogatoire plus efficaces :

« En criminologie aussi, à l'occasion d'interrogatoires d'accusés ou de témoins, l'emploi de la dépendance envers l'interrogateur pour obtenir des aveux ou des renseignements appartient à la technique traditionnelle. Pourtant, les découvertes lors des expériences de privation sensorielle rendent attentif aux sérieux dangers qui résultent de l'emploi inconsidéré de pareilles pratiques. La suggestibilité renforcée de l'individu isolé peut être un obstacle à la vérité de ses déclarations. Il peut arriver que l'instructeur constate plutôt ce qu'il veut entendre que ce qui a eu lieu. Il n'est absolument pas question ici d'une tentative de l'instructeur d'obtenir un aveu mensonger ou l'auto-accusation de l'interrogé, comme c'était le cas des méthodes d'interrogatoire illégales dans le passé. Ce sont là de dangereux écueils dans la pratique de l'interrogatoire. Ce ne sont là que quelques exemples où l'emploi des résultats de recherches sur la privation sensorielle, sur l'isolement social peut être utile à la problématique de la criminologie et de la poénologie. »

Le moment de l'isolement social d'une part et, d'autre part, la stimulation sensorielle limitée qu'il permet, sont les deux éléments de la torture par isolement infligée aux prisonniers politiques, tel que la décrit Gross en 1967. Le but est des aveux

vrais et une rééducation par les méthodes de l'isolement social et de la stimulation : lavage de cerveau. Gross critique la torture du passé, celle du fascisme et celle du stalinisme. A la place des vieilles méthodes de torture il en développe de nouvelles, plus efficaces, plus douces, plus propres, plus déguisées. Il ne critique pas les nouvelles méthodes de torture employées en Algérie, au Vietnam, aux Etats-Unis, en R.F.A., en U.R.S.S. Ils les fait progresser. C'est à la fois une torture « humaine » et une torture « légale ». En un mot, l'alliance de la recherche avec le nouveau fascisme qui vient du ministère de l'Intérieur — légalement.

II. - RECHERCHES SUR L'AGRESSIVITÉ

La recherche sur l'agressivité, commencée à Hambourg, en 1972, par la Deutsche Forschungs Gemeinschaft (D.F.G.), a pour titre : « Aspects psychosomatique, psychodiagnostique et thérapeutique de l'agressivité ». Ce projet de longue durée sera financé jusqu'en 1975 à raison de 2 800 000 DM. Tous les instituts et cliniques psychiatriques, psychanalytiques et psychosomatiques de Hambourg-Eppendorf et Barmbeck, sont conjointement associés à ce projet. Il est révélateur de remarquer l'intérêt qu'y porte l'O.T.A.N.

Un des directeurs, le professeur Meyer, a assisté en juillet 1973, à Monte-Carlo, à des journées organisées par l'O.T.A.N. sur la recherche sur l'agressivité. Sa participation a été financée par le Sonder-Forschungs-Bereich 115 (S.F.B. 115). Il y avait là des représentants des Etats-Unis, du Canada, de l'Angleterre, de la Norvège et de la Pologne. Des thèmes fondamentaux sur l'agressivité furent traités : « Comportement agressif chez les enfants, les adolescents et les adultes. — Quelles sont les couleurs qui influencent le comportement des êtres humains quand ils doivent punir des partenaires d'expérience au moyen d'électrochocs fictifs ? — Quel langage employer pour qu'un être humain y réagisse plus ou moins agressivement. » Etc.

Après avoir fait ses premières expériences avec des étudiants, le « laboratoire d'isolement » de Hambourg les continue maintenant, dans le cadre du S.F.B. 115, avec des soldats. « Environ six mois avant le début des expériences, un prétest est effectué avec une classe de recrues. Ce prétest fait jouer toutes les

variables de la personnalité, en particulier l'agressivité. » (S.F.B. 115, description du programme de recherche.)

On présente aux soldats « un modèle d'agressivité », c'est-à-dire qu'on met au point des méthodes avec lesquelles on peut les rendre agressifs. L'application d'une telle recherche est déjà comprise dans la situation même des soldats : on les enferme et les isole dans des chambrées de huit lits, dans des bunkers, des chars, des sous-marins, des cabines de pilotage. « L'intérêt de cette recherche n'a pas besoin d'être explicité », est-il dit dans le S.F.B. 115.

Les psychiatres savent bien que l'agressivité se développe pendant l'isolement : « Des privations physiques, psychiques et sociales provoquent d'importantes frustrations qui peuvent mener à des réactions d'agressivité (S.F.B. 115). »

« Privations physiques, psychiques et sociales » signifient que l'on supprime certains stimuli sensoriels et qu'on submerge le patient avec d'autres : pendant le travail à la chaîne, à l'hôpital, dans les banlieues de béton. A la chaîne, les ouvriers produisent du rebut, à l'hôpital, les patients renversent leur table, dans les banlieues de béton les adolescents cassent les fenêtres des Maisons de Jeunes.

Le psychiatre Gross et le psychologue Kempe voient les choses de la manière suivante :

« La tendance actuelle est avant tout *d'éliminer* si possible tout danger de la vie des citoyens. Cette planification et cette sécurisation monotone la vie de l'homme... La confrontation avec l'inhabituel, l'imprévisible, le danger est une expérience que, dans notre société, il n'est presque plus possible de faire. D'où, dans les situations critiques, des réactions fausses, de panique. » La recherche psychiatrique doit dès lors « avoir pour but le développement de techniques thérapeutiques propres à réduire l'agressivité destructive, à écarter les inhibitions névrotiques de l'agressivité et à permettre une expression intégrée à la réalité des impulsions agressives (S.F.B. 115) », c'est-à-dire, on s'en doute, ajuster celles-ci à la réalité des banlieues de béton, du travail à la chaîne, de l'isolement graduel.

Ce qu'il faut « empêcher », c'est le rejet de cette réalité par l'individu. Dans la maladie, dans le non-mouvement, dans le « suicide », cette attitude de rejet s'exprime comme « refus de la mise en valeur » : 1 200 suicidés par an ne sont pas

exploitables. Ce qu'il faut supprimer aujourd'hui, ce n'est pas la personne qui proteste, mais *la protestation elle-même*.

« Pour le domaine de la psychologie clinique du S.F.B. 115, le but central est la mesure de l'agressivité. » Cela se fait au moyen de tests psychologiques permettant de sonder la structure psychologique du cobaye. Il est révélateur que les psychiatres s'intéressent aussi à « l'hostilité, à la peur, à la pensée schizo-phrène, à l'espoir et à la volonté de réussir ». Mais ce à quoi ils s'intéressent plus particulièrement, ce sont les mesures biochimiques... Ils veulent mettre en relation les résultats de ces dernières mesures avec ceux des mesures physiologiques et psychologiques, afin de compléter et de vérifier les méthodes psychologiques à l'aide des résultats en physiologie et biométrie ; cela pour développer un système de mesure plus simple. Cela leur permettrait alors de juger, d'une manière purement quantitative, le comportement prétendument agressif d'individus ou de groupes entiers, et d'ordonner des techniques thérapeutiques aussi rapides que nombreuses. En d'autres termes, ils sont à la recherche de substances chimiques permettant la manipulation de la protestation et de la résistance. Ils ne sont manifestement pas satisfaits du valium.

A Hambourg, le point primordial de la recherche sur l'agression est l'observation du comportement humain en situation de privation sensorielle totale. Sous le titre « Agression en situation d'appauvrissement de stimulations et ses correspondants biochimiques et physiologiques », se cache un large domaine de recherches dont les résultats sont nécessaires au perfectionnement de la torture par isolement dans les prisons de la R.F.A. et du monde entier. Les expériences pratiquées sur des cobayes humains au « Laboratoire d'études cliniques du comportement » sont à même de répondre aux questions posées par l'isolement.

La « camera silens » a été construite lors de la reconstruction de la clinique psychiatrique universitaire de Hambourg. C'est une pièce sans fenêtre dans laquelle aucun bruit extérieur ne peut parvenir. Elle garantit ce que les savants appellent la « privation sensorielle ». Cette privation sensorielle peut encore être renforcée par le « white noise », torture pratiquée en Irlande du Nord : douze haut-parleurs hi-fi peuvent produire un bruit continu qui étouffe tous les autres bruits produits par le cobaye lui-même dans sa cellule. Cris, chansons claquement

de doigt. Un cobaye s'exprimait ainsi, après deux heures d'isolement : « Je crois qu'à la longue on ne peut pas se détendre ici. A un moment ou à un autre, ça vous énerve qu'il n'y ait absolument rien. Pas un bruit qu'on puisse écouter ; rien qu'on puisse regarder, avec quoi on puisse s'occuper — rien ; on ne peut pas supporter ça longtemps. »

En fait le cobaye n'est pas seul : il est continuellement observé par le directeur de l'expérience. Un micro enregistre sur magnétophone tout ce qu'il dit. « Comme l'individu qui subit le test ne possède, dans de telles conditions, pas ou presque pas de possibilités de tester la réalité de ce qui l'entoure, il est relativement facile, par des instructions, des événements simulés et d'autres choses semblables, d'instaurer des situations qui seraient, sinon, très compliquées à atteindre (S.F.B. 115). »

Une caméra à infra-rouge fait des photos à l'insu du cobaye, une sonde magnétique enregistre tous ses mouvements. Un émetteur placé à l'intérieur de l'estomac en transmet les contractions. On enregistre aussi la respiration. On procède à un électrocardiogramme, à un électroencéphalogramme, au contrôle du pouls. Tous ces enregistrements passent sur ordinateur.

Les psychiatres veulent compléter, sur une plus grande échelle, des résultats jusqu'à présent fragmentaires pour découvrir des moyens fiables de description des états psychiques. Les expériences de deux heures faites autrefois avec des étudiants sont poursuivies aujourd'hui, sur une durée de six heures, avec des soldats.

Les chercheurs partent de l'hypothèse que l'isolement est « frustrant » : les agressions qui se renforcent au cours de l'isolement sont libérées. Mais il y a une chose qu'ils ne savent pas encore aujourd'hui : combien de temps peut-on supporter cette isolement ? Les savants allemands reculent encore devant une prolongation du temps d'expérience. Les Américains, eux, ont été plus loin : ils ont fait durer les expériences quelques jours, jusqu'à ce que les cobayes n'en puissent plus. En R.F.A., il y a quelques limites à ne pas dépasser : on craint le parallèle avec les expériences faites par les nazis. Mais ces difficultés sont tournées en remplaçant l'élément durée de l'expérience par l'intensité et l'ampleur.

Le point principal de la recherche sur la torture est formulé au chapitre « Conclusions escomptées » :

« Ce qui caractérise les expériences de privation sensorielle est un besoin de stimuli sensoriels qui croît avec la durée de l'expérience et qui se manifeste à presque tous les niveaux.

« La frustration engendrée par la répétition de ces « conditions » provoque des agressions qui peuvent s'exprimer presque uniquement par le canal verbal.

« Il est possible de comparer les conditions qui provoquent une forte agression verbale avec des variables physiologiques permettant de mieux déterminer la situation de validation que le permettraient les expériences faites auparavant.

« Il faut citer sous ce rapport J. Fahrenberg (1967) p. 75 : « Un producteur de stress n'est pas ce que l'expérimentateur prend pour tel ; mais, au contraire, ce que le sujet reconnaît comme tel. Ce n'est pas tant la situation d'excitation mais la constitution psycho-physiologique de l'individu qui est importante : dans ce dernier point, l'analyse de la signification des impressions est, elle aussi, d'une grande importance (S.F.B. 115). »

Pour le programme d'analyse, les psychiatres ont mis au point une échelle graduée permettant de mesurer le comportement. A côté des procédés d'analyse et de contrôle physiologique et bio-chimiques, deux autres procédés de mesure sont importants :

- 1) l'analyse de la production verbale ;
- 2) l'analyse des impulsions et du comportement du sujet.

Les mouvements de la personne isolée sont mesurés par une « sonde de Forster ». C'est un instrument de mesure très précis qui enregistre, à l'intérieur d'un champ magnétique, tous les mouvements du cobaye. Ceux-ci sont classés plus tard d'après leurs différences et leurs significations. Ces mesures ont une grande importance parce que, à part la parole, les cobayes n'ont que le mouvement pour se défendre contre l'isolement. Le mouvement est pour une personne isolée un moyen de résister, les psychiatres essaient de prévoir l'intensité et la durée de la résistance en observant les mouvements du cobaye et en joignant ces dernières observations aux autres mesures. Quand les conditions de l'isolement réduisent les possibilités de mouvement, le cobaye immobilisé et isolé est contraint de s'exprimer, « ce qu'il peut faire exclusivement par le canal verbal ».

Le processus ainsi conçu a pour but évident de faire que

toute expression de vie ne se manifeste que dans la parole, dans la communication avec le directeur de l'expérience — ou avec son magnétophone, c'est-à-dire sur le plan où il est le plus facile de mesurer et de contrôler la personne isolée. L'instrument d'analyse du canal verbal est la méthode d'analyse du contenu linguistique faite par Gottschalk et Gläser. « Le procédé mis au point par Gottschalk depuis 1958 a l'avantage d'être applicable à toute communication fixée par écrit : qu'il s'agisse de lettres, de transcriptions, d'associations libres, de dialogues psychothérapeutiques ou de compte-rendus de rêves » (S.F.B. 115).

On applique cette méthode pour d'autres raisons aussi :

« Cette méthode peut être enseignée à des techniciens sans qualification particulière, c'est-à-dire à des gens qui ne sont ni médecin ni psychologue : aux gardiens de prison, aux procureurs. »

Les différentes expressions s'analysent ainsi :

— « conditions provoquant une forte agression » : condition d'isolement et d'immobilisation ;

— « mesure des réactions verbales, sans stimuli » : la personne immobilisée doit commencer à parler d'elle-même, y étant obligée par les conditions suscitant l'agression, on renonce dans ce cas aux stimuli ;

— « convient mieux pour déterminer la situation de validation » : la véracité de l'énoncé est mieux sauvegardé quand il n'est pas falsifié par des stimuli que lors des expériences faites jusqu'ici.

— comparaison aux « variables physiologiques » (on ne parle pas ici des variables chimiques mais elles font aussi partie du programme du S.F.B. 115) : elle permet de vérifier les paroles des personnes isolées.

En 1967, Gross travailla à une méthode qui devait forcer le cobaye à « un énoncé juste » au moyen de stimuli et de suggestions. En 1972 le S.F.B. 115 a dépassé ce stade : l'énoncé de la personne isolée et immobilisée est faussé par les interventions suggestives du directeur de l'expérience. Cela doit être évité maintenant.

Le perfectionnement vient du fait qu'il ne faut employer l'isolement qu'en le dosant d'après la constitution de chaque individu. Pour cela les chercheurs observent le cobaye sans

faire appel au langage, ils analysent son état et son évolution pour découvrir le moment où il sera prêt à utiliser le « canal verbal ». Gross et Kempe s'intéressent déjà depuis longtemps à la résistance des personnes soumises à l'isolement ; ils ont même rédigé un catalogue de ces actions de résistance.

En fait, le but non avoué de ces recherches est la mise au point de nouvelles drogues. Dans le cadre de la mesure de l'agressivité (comprise comme le résultat visible de la résistance), les mesures biochimiques sont les plus importantes ; quand les savants auront su réduire l'agressivité à un processus chimique, le deuxième stade de la recherche — c'est-à-dire la mise au point d'une hormone contre l'agressivité — ne sera plus difficile à atteindre.

L'emploi de cet isolement « chimique » pourrait alors perfectionner tortures et lavages de cerveaux.

De telles recherches ne peuvent être faites sur des prisonniers politiques, car ceux-ci sont capables de déjouer les techniques d'oppression psychiatrique : la torture par isolement n'a pas réussi jusqu'à présent à vaincre la résistance de ces derniers.

Mais les prisonniers politiques sont livrés à l'appareil judiciaire qui a le pouvoir et les moyens de renforcer la durée et l'intensité de l'isolement. Deux d'entre eux ont été soumis pendant respectivement six et neuf mois à l'isolement le plus poussé pratiqué jusqu'à présent en R.F.A. Non seulement ils ont été isolés socialement, mais de plus leurs cellules avaient été aménagées afin de ne laisser passer aucun son. Le but de la machine judiciaire est évident : amener le prisonnier à se comporter de façon contrôlable.

« Les conditions de détentions doivent être adaptées à l'état corporel et psychologique d'un condamné. » Méthode qui est perfectionnée par les psychiatres de Hambourg : « ce n'est pas tant la situation d'excitation qui importe, mais la situation psychosociologique de l'individu. » La force de la torture par isolement vient de ce qu'elle est méthodique et effective. Mais sa faiblesse provient de la nécessité de la déguiser. Dans la mesure où nous l'avons dévoilée, nous pouvons la combattre, nous pouvons rompre le silence de la presse, de Genscher (ministre de l'Intérieur), de Gross (psychiatre), et de Martin (procureur général).

Christian Sigrist

DE HEIDELBERG AU CAP VERT

« En apprenant la nouvelle des attentats à la bombe de la R.A.F. contre les installations du quartier général américain à Francfort et Heidelberg¹, nous avons spontanément bondi de joie. Enfin l'on entreprenait quelque chose contre les bases de l'impérialisme en Allemagne fédérale. »

Il ne s'agit pas ici des réactions verbales d'une secte petite-bourgeoise, mais de phrases tirées du rapport d'un combattant appartenant à un mouvement de libération des territoires occupés par les Portugais. Il avait, avec des camarades de lutte, appris la nouvelle alors qu'il se trouvaient dans une de bases d'appui de la guérilla. Alors que pendant des années ils avaient entendu parler de la R.F.A. comme de l'un des pires ennemis des peuples africains — en tant que fournisseur d'armes de la puissance coloniale portugaise — les guérilleros, pour la première fois, pouvaient reconnaître en Allemagne fédérale un acte qu'ils qualifiaient de résistance effective à l'impérialisme.

Je fis remarquer que leur appréciation des activités de la R.A.F. était différente de celle de groupes marxistes en Allemagne fédérale, ce à quoi le camarade africain répondit : « Dans une situation de lutte, on perçoit différemment. »

Il n'est pas possible de se demander comment résister à l'aggravation des actes répressifs de la justice de classe envers les

1. L'attentat en question a été commis au printemps 1972.

prisonniers politiques sans définir le contenu des actions pour lesquelles ces personnes sont torturées.

Contrairement à toutes les tendances traitant la R.A.F. et d'autres groupes combattants en criminels, il importe de constater que leur motivation a été incontestablement politique et leur action anti-impérialiste.

La participation de la République fédérale d'Allemagne au système de répression de l'impérialisme américain, le rôle actif joué par le capital ouest-allemand dans la stabilisation du système d'exploitation raciste en Afrique du Sud, la complicité du gouvernement fédéral avec les criminels de guerre portugais ont rendu intolérable qu'on en reste à la simple protestation verbale ; la réponse à la violence provocatrice de l'impérialisme a été la contre-violence ; celle-ci ne peut être comprise sur le plan de son efficacité que symboliquement.

Les attentats contre les installations du quartier général américain ont amené une intensification du potentiel de répression, du moins sur le plan de son utilisation par la propagande journalistique, du fait que les intérêts de la plus grande puissance impérialiste étaient directement touchés et que la poursuite des actions aurait fait comprendre aux masses le caractère de provocation de la présence des impérialistes.

Il ne s'agit pas ici de criminalité « ordinaire » mais de types de comportements politiques que l'on criminalise. Pour le démontrer faisons une hypothèse :

Si la R.A.F. n'avait pas été la R.A.F. mais simplement une association de malfaiteurs, se trouverait-il quelqu'un pour croire qu'un tel appareil de *search and destroy* aurait été mis en branle ? L'énergie répressive utilisée à l'heure actuelle pour opprimer les prisonniers politiques est purement politique, elle ne s'explique que comme type de réaction impérialiste.

S'ils appartenaient à une bande dans le sens « commun » du terme, beaucoup de ceux qui sont emprisonnés aujourd'hui pour des raisons politiques seraient bien mieux traités, ne serait-ce que du fait de leurs origines bourgeoises.

La violence de la répression ne peut pas non plus être expliquée par la réaction à la combinaison : actions politiques et « criminalité ».

Faisons une seconde supposition : quelles auraient été les

réactions de l'appareil d'Etat s'il y avait eu en R.F.A. une association de malfaiteurs d'extrême droite ?

Il est difficile de se l'imaginer. Apparemment, le système politique et économique de la République fédérale ne peut engendrer une déviation réactionnaire avec des aspects terroristes ; les groupes combattants d'extrême droite tiennent plus du *happening* politique dans un club de tir. Cela nous amène à conclure qu'en R.F.A. les tendances fascistes sont intégrées par la société, que le fascisme est « dépassé » institutionnellement. Et où cela se voit-il plus directement que dans la superstructure judiciaire ? (...)

La spécificité de la répression au stade de l'impérialisme réside dans son caractère scientifique.

C'est, à grande échelle, la concentration de nouveautés scientifiques à des fins de destruction, garantissant un maximum de mobilité et d'efficacité dans la liquidation des mouvements anti-impérialistes. Cela signifie une utilisation de l'ensemble des techniques scientifiques : de la météorologie à l'anthropologie.

A une échelle plus réduite, l'utilisation de la science signifie l'utilisation de drogues agissant sur le psychisme dans les camps de concentration et prisons ainsi que la méthode d'isolement total des prisonniers. Ces deux moyens de répression permettent, à la différence des méthodes de torture conventionnelles, une destruction *sans traces* des structures de la personnalité et des formes sociales de la vie. Ce n'est pas un hasard si ces deux méthodes sont utilisées aussi bien dans les colonies portugaises que dans les prisons ouest-allemandes.

Dans un camp de concentration des îles du Cap Vert les prisonniers sont totalement isolés pendant plusieurs mois. Ils ne reçoivent ni livre ni courrier. Dans les cellules ne pénètre aucun être humain. Certains prisonniers sont enfermés pendant plusieurs mois, seuls, dans des citernes. Les prisonniers qui étaient relâchés après deux années d'isolement, n'étaient, du fait des graves ravages psychiques subis, plus capables d'actes de résistance politique. (...)

Christian SIGRIST.

Klaus Croissant

LA JUSTICE ET LA TORTURE PAR L'ISOLEMENT *

Andreas Baader
Gudrun Ensslin
Manfred Grashof
Ulrike Meinhof
Werner Hoppe
Irmgard Möller
Bernhard Braun
Brigitte Monhaupt
Jan Carl Raspe
Verena Becker
Holger Meins
Inge Viet
Horst Mahler
Carmen Roll
Rolf Heissler
Katharina Hammerschmidt
Dr Wolfgang Huber
Dr Ursula Huber
Siegfried Hausner
Ingrid Schubert
Irene Görgens

Gerhard Müller
Brigitte Asdonk
Hans Jürgen Bäcker
Monika Berberich
Eric Grusdat
Astrid Proll
Heinrich Janssen
Klaus Jünschke
Dieter Kunzelmann
Marianne Hoppe
Dieter Zerbs
Roland Otto
Edgar Wolz
Manfred Schneider
Franz Hübler
Peter Paul Zahl
Stefan Heidebrand
Rolf Pohle
Heinz Brockmann
Wolfgang Grundmann

et plusieurs autres prisonniers en détention préventive ou en application de peine font depuis le 8 mai 1973, c'est-à-dire

* L'auteur de ce texte est l'un des défenseurs des détenus politiques.

depuis vingt-cinq jours, une grève de la faim illimitée. Ils sont décidés à la continuer jusqu'à ce que leur juste revendication : suppression de la torture par l'isolement, soit reconnue.

Pour Horst Mahler, Ingrid Schubert, Eric Grusdat, Heinrich Janssen, Irene Görgens, Brigitte Asdonk, Monika Berberich et Hans Jürgen Bäcker, la détention dans l'isolement dure depuis deux années et demie, pour la plupart des autres prisonniers depuis plus d'une année. De nombreux détenus, en prévention ou en application de peine, se sont associés à cette grève de la faim, ayant compris que leur détention est une répression politique.

Les institutions de l'Etat et de la justice nient avec une détermination bornée que ces prisonniers sont des prisonniers politiques. Face aux moyens d'information, on affirme qu'en République Fédérale il n'y a pas de prisonniers politiques. Cette affirmation cherche à tromper l'opinion publique. Ceux qui gouvernent cet Etat, les hauts fonctionnaires qui tiennent les leviers de commande, n'ignorent pas du tout qu'il y a en réalité des prisonniers politiques en R.F.A., que le nombre de ceux-ci augmente continuellement et que de nombreux détenus prennent conscience du caractère politique de leur détention.

Le traitement « spécial » infligé aux prisonniers politiques, comparé aux conditions de détention des prisonniers de droit commun, démasque l'impudence du mensonge officiel.

D'après l'article 119, paragraphe 3, du code de procédure pénale (*Strafprozessordnung*), texte de base sur les conditions d'application de la détention préventive, les conditions de détention ne peuvent être renforcées que dans la mesure où cela est nécessité par les buts de la détention préventive ou par le maintien de l'ordre à l'intérieur de la prison. Dans les faits, les conditions de la détention préventive pour les prisonniers politiques dépassent de loin les cas de renforcement de la détention prévues par la loi. Les prisonniers politiques sont maintenus en permanence dans l'isolement, à la demande du procureur et par décision judiciaire. Dans le détail, les mesures d'isolement se fondent sur les décrets concernant les conditions de déroulement de la détention préventive, instructions administratives émanant des ministères de la Justice des « länder », mais n'ayant pas caractère de loi.

Ces mesures d'isolement comportent dans la règle :

1. Stricte détention individuelle ; c'est-à-dire que le prisonnier est isolé à l'intérieur de la prison pendant des mois et des années, isolement renforcé par la mise en place d'un grillage fin s'ajoutant aux barreaux devant les fenêtres ou de plaques de béton empêchant le prisonnier d'avoir tout contact visuel avec l'extérieur.

2. Le prisonnier est condamné à faire sa promenade quotidienne seul. Etant déjà isolé dans sa cellule, il ne peut entrer en contact avec d'autres prisonniers au cours de sa promenade.

3. Exclusion de toutes activités collectives, y compris des services religieux et de la douche prise en commun.

4. Censure politique des livres, journaux, revues et toutes autres sortes d'imprimés. A cela s'ajoute pour beaucoup de prisonniers la restriction rigoureuse du courrier et des visites, d'une manière jusqu'à présent jamais pratiquée dans l'histoire de la justice d'après la guerre.

Ces prisonniers ne sont autorisés à recevoir du courrier que de leurs parents les plus proches, de leurs avocats et des services publics, toutes les autres lettres sont renvoyées à leurs expéditeurs, si elles ne sont pas, comme dans beaucoup de cas, simplement ouvertes, au mépris du secret de la correspondance, garantie par la Constitution. Ils ne peuvent écrire qu'à leurs parents les plus proches, leurs avocats, aux services publics. Tous les autres envois sont retenus.

Ces prisonniers ne peuvent recevoir de visite que de leurs parents les plus proches, de leurs avocats et d'autorités dans l'exercice de leurs fonctions. Tous les autres visiteurs sont refoulés.

Plusieurs prisonniers, comme Wolfgang Grundmann, Manfred Grashof, Klaus Jünschke, voient tous les imprimés, y compris les quotidiens, censurés par décision judiciaire. Les textes en rapport direct avec les procès à caractère politique ou attaquant ceux qui dans cet Etat possèdent le monopole de la violence, sont découpés. Souvent les prisonniers reçoivent des journaux ou imprimés presque entièrement découpés.

Une censure renforcée de tous les écrits politiques est pratiquée pour tous les prisonniers politiques par les magistrats

ou les gardiens. Cela aussi est une mesure d'isolement permanente.

Toutes ces mesures, de par leur nature et leur caractère systématique, doivent être définies pour ce qu'elles sont : traitement inhumain et torture ; de par leurs formes elles correspondent à la définition des traitements spéciaux infligés à des êtres humains et enfreignent l'article 3 de la Déclaration des droits de l'homme et l'article premier de la loi fondamentale (la constitution de la République fédérale d'Allemagne).

Or selon l'article 5, paragraphe 3 de la Loi fondamentale (*Grundgesetz*), personne ne peut être favorisé ou défavorisé du fait de ses opinions politiques.

La pratique quotidienne dans les prisons aboutit à l'interdiction sous le couvert des notions « d'ordre libre et démocratique » d'« ordre constitutionnel » et du règlement des prisons alors que, correctement appliqués, les textes constitutionnels garantissent la liberté d'expression et d'information et interdisent la censure. Pour le fonctionnaire appliquant la censure politique il y a identité entre l'ordre constitutionnel auquel il doit se référer dans ses décisions et l'ordre social au pouvoir dans cet Etat. La fonction de la justice devient pour tout un chacun évidente lorsque des juges et des gardiens de prisons faisant fonction de censeurs confisquent des livres ou revues socialistes ou de la littérature marxiste ou tout simplement orientée à gauche ou encore lorsque ces personnages dénoncent des « tendances extrémistes » ou « de lutte des classes ». Cette fonction n'est donc pas de protéger l'ordre constitutionnel mais de protéger la domination capitaliste et la complicité impérialiste d'un ordre social où l'un des articles essentiels de la constitution de la R.F.A. est réduit à une phrase cynique :

« La République fédérale est un Etat fédéral démocratique et social. » (Article 20, *Grundgesetz*, Paragraphe 1.)

La justice politique ne protège pas le système constitutionnel mais l'ordre social, c'est-à-dire le système de domination d'un Etat qui est un des meilleurs alliés de la puissance principalement responsable de l'assassinat massif pratiqué au Vietnam et de l'oppression qui détruit des vies humaines dans les pays du tiers monde.

La protection de ce système de domination entraîne la répression de tous les socialistes conséquents avec eux-mêmes.

C'est pour cela que la justice pratiquant la censure politique foule aux pieds les libertés garanties par la Constitution, dès qu'elles sont exercées par les prisonniers politiques qui ont d'un Etat démocratique, d'un Etat social, d'un Etat de droit une autre conception que celle des gens qui ont le pouvoir dans cet Etat.

La justice politique méprise ses propres lois si elle entrevoit dans le respect de la loi un danger pour le système de domination existant, même si celui-ci est injuste, exploiteur et destructif.

Si l'existence du pouvoir réel est remise en question, on s'aperçoit rapidement de la fragilité de la façade de l'Etat de droit bourgeois et des garanties juridiques de sa Constitution. On s'aperçoit alors que les organes institués précisément pour protéger et garantir l'Etat constitutionnel l'attaquent ouvertement et massivement et il devient évident que le droit n'est que l'expression du pouvoir établi et des rapports de force.

La justice réprime la résistance des prisonniers politiques contre les structures du pouvoir en R.F.A. en mettant en doute leurs facultés mentales, en préparant (ou en ayant recours à) leur psychiatrisation. La procédure contre le S.P.K. (Collectif socialiste de Patients de Heidelberg) en est un exemple. Pour la préparation du procès, le tribunal du Land à Karlsruhe a posé au directeur médical de la prison-hôpital de Hohenasperg la question suivante :

« En supposant qu'une personne refuse l'ordre économique et juridique de la République fédérale d'Allemagne, et qu'elle se place consciemment en opposition avec ses structures économiques et enfreint la loi pour les changer, est-il possible d'après les règles reconnues de la psychiatrie d'affirmer sur ce seul fait que cette personne souffre de troubles de la conscience, est malade de l'esprit ou est atteinte de faiblesse mentale ? »

Le directeur médical a répondu à cette dangereuse question de manière évasive...

Indépendamment de cette demande, les institutions judiciaires, en l'occurrence le procureur de Karlsruhe, ont procédé un mois auparavant au transfert de quatre membres du S.P.K., Eckehard Bleck, Siegfried Hausner, Heinz Mühler et Werner Schork, contre leur volonté et par l'utilisation de la violence,

à l'hôpital prison de Hohenasperg afin de les psychiatriser de force.

Dans une lettre adressée par le procureur de Karlsruhe à l'avocat de Hausner, il est dit de manière lapidaire :

« Par la présente je vous informe que votre client Siegfried Hausner sera transféré à l'hôpital pénitentiaire de Hohenasperg afin d'examiner sa responsabilité pénale. »

Contrairement aux prescriptions du code de procédure pénale, ces mesures ont été prises sans décision juridique. Le procureur a dû renoncer à cette psychiatrisation après les protestations des défenseurs et des membres du S.P.K. concernés qui avaient refusés toute participation aux tentatives de psychiatrisation par des médecins de la prison.

Aux protestations légales des prisonniers comme, par exemple, une grève de la faim, l'on répond par la tentative de psychiatrisation de force.

Siegfried Hausner avait commencé, le 18 janvier 1973, une grève de la faim contre l'isolement qu'il subissait depuis son arrestation. Le lendemain déjà, le médecin du pénitencier de Karlsruhe le menaçait de transfert au Hohenasperg s'il ne cessait pas la grève de la faim. En effet, Hausner a été transféré à l'hôpital prison un jour après. Le 23 janvier 1973, un médecin, Frau Dr Kulicke, lui annonça qu'on allait le psychiatriser. Les détails de son séjour sont tirés des observations faites par son avocat au cours de sa visite du 29/1/1973. Il décrit la cellule 46, de sinistre réputation, dans laquelle Hausner était enfermé. Je cite une lettre de son avocat au tribunal de Karlsruhe, datée du 31/1/1973 :

« Dans la salle qu'occupe Hausner, huit personnes sont enfermées. Il n'y a pas de casier, mais des boîtes en carton afin que les prisonniers puissent y déposer leurs affaires. Des traces de sang sur les murs qui pourraient provenir du fait que des prisonniers se cognent la tête contre le mur.

« Ni chaise, ni table ; dans la salle, les internés ne peuvent donc que vivre au lit.

« Comme les autres prisonniers, Hausner porte l'uniforme de l'hôpital-prison, qui par ses rayures rappelle celui des prisonniers des camps de concentration. Vers 17 heures l'on retire à Hausner ses vêtements, ainsi que

son stylo à bille, ce qui fait qu'après cette heure il ne peut même pas s'occuper à écrire. Cigarettes et tabac lui ont été confisqués à son arrivé.

« Le 26/1/1973, l'après-midi, Hausner a été alimenté pour la première fois par la force. Un tuyau de caoutchouc lui a été mis dans le nez, par le tube digestif jusqu'à l'estomac. Après que Hausner se refusa à donner son urine pour l'analyser le médecin le menaça de le sonder.

« Le soir du 26 janvier 1973, Hausner déclara qu'il cesserait sa grève de la faim le lendemain. Il refusa d'abord de prendre le liquide alimentaire qu'on lui présentait. Le médecin Frau Dr Kulicke prit alors la sonde et la fit passer par une narine, pendant que deux gardiens lui tenaient la tête. Hausner a donc été obligé à boire de force. »

A l'accusation de psychiatrisation forcée, le tribunal du Land à Karlsruhe répondit le 14/2/1973, par écrit :

« Le tribunal n'a pas ordonné ou autorisé un examen psychiatrique. Il n'a pas eu lieu. D'après le rapport de l'hôpital du Land, les médecins ont voulu se faire une image de l'état psychique du malade, du fait qu'ils le soupçonnaient de troubles psychiques. »

Il ne peut être reconnu de manière plus nette que l'on essaie de soumettre un prisonnier à un examen psychiatrique contre sa volonté et sans la décision judiciaire exigée par la loi.

De manière générale, l'emprisonnement par l'isolement et les mesures prises par les instances de l'Etat pour l'appliquer et pour briser la résistance légale de prisonniers, atteignent une telle ampleur que l'opinion publique ne peut plus rester silencieuse. Plusieurs prisonniers sont nourris par la force. Citons le cas d'Andreas Baader. Dans un communiqué de ses avocats, Golzem, von Plottnitz, Riedel et Koch, adressé le 23 mai 1973 à la presse, on peut lire :

« Bien que Baader se trouvât en bonne condition, le 22/5/1973 vers midi, le médecin de la prison, le Dr Degenhart, de Kassel, arriva dans sa cellule avec un commando de dix gardiens afin de lui faire ingurgiter par la force une solution à l'aide d'un tuyau gros comme le pouce. Trois fois Baader réclama une cuillère afin de prendre

la solution de son plein gré. Malgré cela le médecin ordonna aux gardes de le tenir et lui passa le tuyau par la bouche, la gorge et le tube digestif en lui tenant le nez fermé. Baader vomit et faillit s'étouffer. Le tuyau lui ouvrit la gorge et le tube digestif et il vomit du sang. Après cette torture, le Dr Degenhard lui fit trois piqûres intraveineuses et il perdit conscience pour huit heures.

« Dans la matinée du 22/5/1973, Baader avait reçu la visite de l'un de ses avocats, Koch, du collectif d'avocats de Francfort. L'avocat put s'assurer de l'état de santé, relativement bon, du prisonnier. Lorsqu'il se rendit l'après-midi à nouveau dans la prison pour continuer sa visite, Koch apprit par le gardien chef que le médecin avait prescrit à Baader de rester strictement allongé. Une visite d'avocat n'était de ce fait pas possible. L'avocat demanda à être reçu par le directeur Metz qui refusa.

« En tant que défenseurs d'Andreas Baader nous constatons : Andreas Baader ne fait pas seulement l'objet de tortures psychiques, dans la prison de Ziegenhain (Hessen), mais il est torturé physiquement selon des méthodes copiées dans les moindres détails sur celles des régimes fascistes de Grèce, Espagne, Portugal, Turquie et Brésil. Une alimentation par la force, malgré la promesse de s'alimenter volontairement faite par le prisonnier, est une torture.

« Nous exigeons la punition du médecin de la prison, le Dr Degenhart, et de ses aides. »

Après ce traitement, le 24 mai 1973, Andreas Baader a été placé dans une cellule « sèche » et privé d'eau pendant plusieurs jours (continuation des tortures précédentes).

Bernhard Braun, emprisonné au pénitencier de Munich-Stadelheim, a aussi été menacé d'être privé d'eau, mais du fait d'une plaine portée par son avocat contre le directeur de la prison, cette mesure n'a pas été appliquée.

Le tribunal de Munich a refusé la mesure de privation d'eau potable demandée par le directeur de la prison le 21 mai 1973.

« La privation d'eau potable serait selon l'avis du juge d'instruction une atteinte injustifiée au droit fondamental du prévenu à l'intégrité de sa personne (article 2, paragr. II : *Grundgesetz*). Cela ressort aussi du jugement porté sur cette mesure d'un point de vue médical. D'après

l'expertise du médecin du tribunal du Land une privation d'eau potable ne serait envisageable que théoriquement et elle serait médicalement irresponsable même pour une courte durée. La privation de liquide aurait des effets néfastes sur la santé même sous contrôle médical. Du fait de l'apparition de troubles graves de l'équilibre minéral l'on pourrait s'attendre à des délires, des crampes, des syncopes, provenant de troubles de la circulation et finalement à la mort par déshydratation. Du fait de ces conséquences dévastatrices, cette mesure de dessèchement est incompatible avec l'article 2, par ; II, Grundgesetz.

L'article 2, par. II de la Grundgesetz exige une base légale pour des interventions concernant le droit fondamental à la vie et à l'intégrité du corps. L'article 119, paragraphe III. St.-PO (*Strafprozessordnung* = code de procédure pénale) ne peut être reconnu comme fondement légal du fait de l'importance de l'intervention.

« Cette mesure n'est pas non plus justifiable par les principes généraux du ministère fédéral de la santé, ni par l'expertise du médecin auprès du tribunal du Land de Furth.

« Les deux expertises voient dans la privation d'eau potable un excellent moyen pour faire cesser une grève de la faim mais ne se posent pas le problème des conséquences de cette mesure ¹. »

Si malgré tout cela le dessèchement est pratiqué dans d'autres prisons sur certains prisonniers, cela prouve à quel point la justice et le système pénitentiaire de R.F.A. sont disposés à la torture. Celui qui dans une situation aussi alarmante garderait le silence serait coupable de complicité avec des mesures inhumaines que le système au pouvoir réserve à ceux qui ne peuvent plus longtemps supporter son inhumanité.

Klaus CROISSANT.

1. Cette décision du tribunal a été annulée le 5 juin 1973 après l'exposé de Klaus Croissant, par le Tribunal du Land (instance supérieure de Munich). Braun a été placé dans une cellule sèche.

DOCUMENTS

I. MESURES SPÉCIALES POUR L'ISOLEMENT

Maîtres
Kurt Groenewold, Franz Josef,
Degenhard et Wolf Dieter Reinhard
Avocats
2000 Hambourg 19
Osterstrasse 120

Objet : Instruction de l'affaire Manfred Grashof et Wolfgang Grundmann.

Me rapportant à votre lettre du 27-3-73 — KG/SU/793 — que le tribunal de Kaiserslautern m'a fait parvenir pour que j'y donne suite, je vous transmets les instructions suivantes : l'accusé Grashof fait l'objet des décisions judiciaires ci-après :

- 1) 24.3.72 juge d'instruction du B.G.H. ¹ :
 - a) mains liées derrière le dos lors des déplacements à l'extérieur de la cellule ;
 - b) heure de loisirs prise individuellement ;

1. B.G.H. : Bundesgerichtshof : Cour fédérale de justice : la plus haute instance de justice pénale en R.F.A.

c) interdiction de participer aux manifestations collectives, service religieux compris ;

d) pénètre dans sa cellule accompagné de deux gardiens.

La plainte ayant trait à l'interdiction de participer aux manifestations collectives a été repoussée par décision du Landgericht de Kaiserslautern datée du 6.2.72.

2) 12.4.1972 — juge d'instruction au B.G.H. :

Les agents du B.K.A.² ont toujours l'autorisation de demeurer auprès du prévenu durant les visites de ses parents.

3) 12.4.72 — juge d'instruction au B.G.H. :

Le prévenu est dispensé des menottes à l'intérieur des bâtiments de la maison d'arrêt de Hambourg.

En ce qui concerne l'heure de loisir, le port des menottes est maintenu jusqu'à nouvel ordre.

4) Electrophone à piles autorisé, à la condition expresse que la maison d'arrêt se charge de procurer l'appareil et les disques au prévenu.

5) 12.9.72 — Tribunal de Kaiserslautern :

Le prévenu ne sera autorisé à recevoir des visites et du courrier que des membres de sa famille ; les journaux, les périodiques, les livres et autres objets imprimés devront être contrôlés par l'établissement pénitencier de Zweibrücken.

6) 22.12.72 — Tribunal de Kaiserslautern :

Confirmation de la décision communiquée par téléphone : tous les articles concernant l'instruction et les procès des complices du prévenu devront être découpés dans les journaux dont la lecture est autorisée.

7) 23.12.72 — Landgericht de Kaiserslautern :

Le recours engagé par le prévenu contre l'article N° 6 a été repoussé.

8) 16.1.73 — Amtsgericht de Kaiserslautern :

Interdiction d'utiliser un poste de télévision personnel.

9) Landgericht de Kaiserslautern :

Le recours engagé par le prévenu contre l'article N° 8 a été repoussé.

10) 5.10.73 — juge d'instruction du B.G.H. :

Autorisation de fouiller d'une manière approfondie le pri-

2. B.K.A. Bundes Kriminalamt : Police judiciaire fédérale dont le modèle est le F.B.I. américain.

sonnier, ses effets, et sa cellule, particulièrement avant et après chaque visite ; observations répétées au cours de la nuit, en actionnant brièvement le commutateur de la cellule.

11) 29.3.1973 — Amtsgericht de Kaiserslautern :

Avant et après les visites de l'avocat, on devra procéder à une fouille plus complète du prévenu et de sa cellule. On s'en dispensera avant et après les visites de la famille.

12) 28.3.1973 — Amtsgericht de Kaiserslautern :

Le prévenu a la permission d'effectuer la promenade quotidienne en compagnie d'un prisonnier en détention préventive qui sera choisi par l'établissement pénitencier mais ne devra pas faire partie des complices du prévenu ni être soupçonné des mêmes délits. Les décisions N° 11 et 12 ont également été prises à l'égard du prévenu Grundmann.

Du reste, votre demande concernant le prévenu Grundmann n'a pas été satisfaite, cette affaire passant actuellement devant le B.V.G.

signé Tagliobor
Le Staatsanwalt

Arrêté

« A la demande de la maison d'arrêt de Karlsruhe les mesures suivantes ont été arrêtées à l'encontre de Lutz Buhr et seront applicables dès son retour de l'hôpital pénitencier de Hohenasperg :

- 1) cellule individuelle,
- 2) promenade individuelle,
- 3) bain individuel,
- 4) interdiction d'assister aux activités de loisir, *service religieux inclu,*
- 5) contrôle journalier et approfondi de la cellule,
- 6) fouille approfondie du prévenu à effectuer par deux gardiens avant chaque présentation au juge et lorsqu'il quitte sa cellule,
- 7) port des menottes pendant chaque présentation et lorsqu'il quitte sa cellule,
- 8) au moins deux agents seront requis pour pénétrer dans la cellule,

9) hors de sa cellule le prévenu doit être sous la surveillance permanente de deux agents qui se tiendront à proximité,

10) après les visites des avocats et défenseurs, le prévenu devra être soumis à une fouille approfondie à laquelle devront assister deux agents,

11) au cours des visites, le prévenu n'a pas le droit d'accepter ou de donner des fruits ou autres objets,

12) le prisonnier n'a pas le droit de conserver dans sa cellule plus de dix livres et dix journaux (ou magazines).

Ces mesures sont nécessaires, car le prisonnier actuellement en détention préventive continue à manifester l'intention de troubler l'ordre de l'établissement. Il y a lieu de redouter une tentative d'évasion ; il tend à se livrer à des actes de violence qui justifient le renforcement des mesures de sûreté.

Un recours pourra être engagé contre cet arrêté — il devra alors être déposé par écrit au greffe de l'Amtsgericht de Karlsruhe.

signé Waetke
juge

Arrêté

concernant la procédure engagée contre
Werner Hoppe
né le 7.2.1949 à Hambourg.

Le prisonnier en détention préventive fait l'objet des mesures de sécurité suivantes :

- 1) interdiction de participer au service religieux,
- 2) interdiction de participer aux activités collectives,
- 3) promenade individuelle.

Pour les points 2 et 3 on se limitera à une interdiction d'une durée d'un mois. Ensuite la décision sera reconsidérée.

Motifs

Après la mise en application de l'arrêté du 12.7.1973 stipulant la suspension des mesures de sécurité ordonnées aupa-

vant, il s'est avéré que de nouvelles mesures de sécurité doivent être prises.

Le prisonnier trouble le service religieux du 12.7.73 en conversant à voix haute avec d'autres prisonniers et ignorant les divers rappels à l'ordre de l'aumônier. Il réclame le droit de profiter du service religieux pour prendre des contacts avec les prisonniers et discuter avec eux. Hoppe et les autres prisonniers ayant contribué au désordre n'obtempèrent pas à l'ordre de quitter la salle. Hoppe demanda mêmes aux autres prisonniers, sans grand succès il est vrai, de procéder à un vote afin de décider s'il devait se retirer ou non. Comme les autres perurbateurs refusaient de quitter les lieux, l'aumônier n'eut pas d'autre possibilité que d'interrompre la messe. Le comportement du prisonnier en détention préventive Hoppe constitue non seulement une grave infraction au règlement de l'établissement, mais montre aussi que Hoppe a tenté, en misant sur la solidarité des autres prisonniers, de protester publiquement contre les ordres répétés de faire silence et de les ignorer. Il est à craindre que le prisonnier en détention préventive tente de pousser les autres détenus à se révolter contre le règlement de l'établissement. Ces inquiétudes sont fondées sur le fait qu'il partage les idées des groupes de l'extrême gauche qui se sont donné pour but de combattre et de détruire l'ordre protégé par le G.G.³ — partout et par tous les moyens. Sur le fait, aussi, que le prisonnier en détention préventive n'a plus, comme par le passé, enfreint tout seul le règlement intérieur mais qu'il s'est ligué avec les autres détenus pour organiser un soulèvement commun.

Les mesures arrêtées sont indispensables. Les mesures décrites aux points 2 et 3 sont temporaires et seraient suspendues si le détenu donnait l'impression de vouloir à l'avenir respecter le règlement intérieur.

Le Président de la Grosse F.K. 7
von Gerkan
Juge siégeant au Landgericht

3. Grundgesetz : Loi fondamentale (Constitution de la R.F.A.).

Remarques

La décision précitée du 12.7.73 avait été prise notamment à cause des dommages physiques et psychiques qui avaient résulté d'un internement par isolement de plus de deux ans. Depuis la dernière décision, Hoppe est encore plus isolé qu'auparavant. Il est plongé dans le vide sonore : toutes les cellules situées à côté, au-dessus et au-dessous de la sienne restent inoccupées.

En ce qui concerne la démarche de Hoppe demandant aux autres détenus de voter pour décider s'il devait rester ou non au service religieux, demande qui serait restée « sans écho », il faut noter qu'aucun prisonnier n'a exigé qu'il s'en aille. Dans toutes les prisons, les services religieux ont toujours donné aux prisonniers l'occasion de prendre des contacts et de discuter entre eux.

TEMOIGNAGES DE PRISONNIERS

EXTRAITS DE LETTRES

Le chef écume l'Amérique. Les prisons et le marché des techniques de sécurité pour les prisons. Ce qu'il trouve bien on le construit ici. La « prison modèle » Klingelpütz est un bon exemple. Pas de meilleures conditions de vie pour les prisonniers, mais plus de sécurité pour l'ordre, le calme et la relégation. Le prévenu est une chose dans les dossiers, un numéro ; dans l'existence, un cobaye à la limite de la vie.

Les moyens : d'abord les techniques d'administration : cela va du psychiatre à la violence ouverte. Si celle-ci ne suffit pas, il y a, à la prison de Reinbach, une survivance du moyen âge à disposition : les oubliettes. Quinze jours d'obscurité par exemple.

Ensuite les techniques de construction : la prison est à 80 ou 90 % séparée visuellement et acoustiquement du monde extérieur (bâtiments bas, hauts murs, unités complètement fermées sur elles-mêmes, échelonnement : les gars difficiles au milieu, les autres autour). Les unités fermées sur elles-mêmes sont isolées les unes des autres, en partie visuellement, en partie acoustiquement. Chaque unité est comme une cage à lapin, deux étages — il n'y a pas de vis-à-vis et quand on regarde par la fenêtre de la cellule on voit le rouge monotone du mur arrière de la maison d'en face (tout est d'un rouge monotone). Cela évite d'avance les « conflits limités ». La taule est contrôlable, la rébellion plus facile à combattre. Contre les hommes, l'arme de l'isolement, la méthode Ossendorf.

Isolement. L'ensemble de la prison : tant de bâtiments séparés. L'ensemble du bâtiment : tant de cellules séparées. On peut encore augmenter cet isolement : stricte garde au secret. Refus d'accorder des faveurs. Refus d'accorder des droits reconnus. D'une façon générale : le meurtre à crédit. Pour la propagande : un émetteur dans la maison, Big Brother qui peut t'atteindre toujours et partout, même quand la radio de la cellule est arrêtée, même quand tu dors. Il y a eu huit suicides à Ossendorf cette année : huit meurtres.

La police de l'émigration, la justice, les flics ne sont que des complices.

La plus grande vacherie après mon arrestation : une fois en ma présence, une autre fois derrière mon dos, ils ont raconté à mes parents, mes deux sœurs et mon frère, ce que j'avais fait, ce que je pourrais avoir fait, ce qui pourrait encore arriver, ce que je pourrais empêcher. Bref, on torture ma famille dans le but de me faire parler. Les femmes s'effondrent et se mettent à pleurer. Toute la famille essaye de me persuader. Et je dois me taire devant tous les mensonges et les calomnies. (Mes parents croyaient aux autorités — ergo, tout ce que disaient les flics était vrai.) (En Iran, des parents (par exemple frère ou sœur) sont torturés physiquement pour forcer les prisonniers à parler (voir une « Lettre de prison » dans *Résistance*, N° 1, septembre 1972) tout à fait dans cette ligne dans le B.Z. me diffamant comme traître.)

En plus de cela, pendant cinq jours, toutes sortes d'obsta-

cles pour m'empêcher de contacter mon avocat. D'autres brigades pendant les premières semaines : pas de livres, pas de journaux les premiers dix jours, pas d'argent pour les besoins de base (tabac, etc.). Au fur et à mesure, ils renforcent les mesures de sécurité ; cadenas supplémentaire, la nuit un gardien devant la cellule et dans la cour un gardien armé. [...]

Au moment de mon transfert à Cologne, les « mesures de sécurité » ont été terriblement renforcées : lumière continue, grillage-moustiquaire devant les fenêtres, mesures disciplinaires (pour des vétilles, par exemple à cause de deux piles électriques que je n'avais pas le droit de garder mais qui avaient été négligées par les gardiens lors du contrôle d'entrée) ; fouille en allant et en revenant de la promenade ; pendant celle-ci, trois gardes, dont un armé ; manœuvres pour terroriser ma famille pendant les visites en nous faisant espionner par quatre flics ; ils m'ont enlevé ma radio malgré la permission donnée par le juge ; ils m'ont aussi enlevé mon thermo-plongeur... En gros voilà à peu près les faits.

La torture par l'éclairage continu, l'usage du grillage-moustiquaire

Lumière continue ; plus tard, à partir de janvier 1973, réveil toutes les heures. La torture résulte de la conjonction entre la situation d'isolement et la lumière continue avec réveil toutes les heures. « Les pensées sont libres », cela n'est vrai que sous réserve. Il faut pour cela un minimum d'autonomie physique et psychique. Si cette autonomie est réduite par la lumière continue et le réveil toutes les heures, par exemple, l'existence se réduit à la simple respiration. De plus, l'éclairage continu combiné avec le réveil nocturne est l'expression d'un pouvoir de domination totale, c'est l'usure du combattant par la démonstration permanente de la « toute puissance » du système impérialiste. Si cette permanence du contrôle est dirigée contre le prisonnier — tactique d'usure du foyer de guerre civile couvant à l'intérieur du prisonnier — le grillage moustiquaire est un moment de l'encercllement du prisonnier, le point sur l'i de l'isolement.

La torture larvée

La torture comme somme de petits terrorismes : la promenade, attaché — l'inspection quotidienne et méticuleuse de la cellule — le palpage à chaque sortie de cellule, etc. Cela aussi c'est de la torture, mais celle qui ne fait pas de gros titres.

La violence nue

La nouveauté, ça a été la brutalité : deux flics font irruption dans la cellule et m'attrapent par le bras ; avant même que je puisse me rendre compte de ce qui m'arrive, ce type de la « Soko »¹ qui a un défaut de prononciation est devant moi et veut lire une décision du tribunal. Je me laisse tomber et pendant ce temps la cellule se remplit de matons (l'un est armé d'une matraque, les autres sont pour la plupart des « armoires »). La suite est difficile à décrire. Pendant qu'ils me ligotent, celui qui a la matraque me frappe le genou et la jambe gauche, un autre essaie de me briser la nuque ; je me fais tout à fait l'impression d'être une grosse hélice entourée de cinq petites (les cheveux). Les menottes sont serrées jusqu'à l'os. On me traîne au cachot et on me jette sur le bas-flanc. Le type de la Soko essaie toujours de lire son papier. Je gueule : « Je m'en fous ! Fous-moi le camp, rat ! » La réponse ne se fait pas attendre, il me relève en me tirant par les menottes qui se serrent si fort que je hurle, et il me rejette tête la première sur le bas-flanc. Quelques temps après ils me traînent chez le coiffeur. Pendant qu'on me coupe les cheveux, la barbe et les favoris, j'entends des cris horribles qui viennent d'une autre cave. Facile à deviner : Ulrike ! On me tord le bras et j'avance de mon plein gré. D'abord je dois retourner dans la cellule. Les pieds et les mains attachés, les menottes toujours au poignet, j'arrive enfin dans la salle où dix témoins attendent que je fasse mon entrée. On me photographie. Ils m'ont arrangé une coiffure

1. Sondekommission « Baader-Meinhof » : groupes policiers spécialisés dans la lutte « anti-terroriste ».

comme jamais de ma vie. Pour sûr je n'ai jamais eu cette gueule-là, que ce soit avant ou après mon arrestation.

Toute l'affaire se joue entre environ 10 h 30 et 12 h 30. Tous ceux de la Soko qui voulaient m'interroger sont là, sauf W. Pour la prison il y avait S. et la clique des inspecteurs et évidemment un paquet de matons.

Résultats : c'est enflé à la place des liens. Le dessus de la main est encore insensible (les nerfs sont engourdis). Quand je bouge la tête ça craque et ça fait mal. Sur le crâne, j'ai une bosse.

*
**

L'arrestation

« T'as eu de la chance que Schorsch ait eu la main sûre. »

Quatre journées d'identification.

Défilé des auxiliaires « neutres » : curé, médecin.

« Vous pouvez tranquillement me... » — « Ce que vous dites ici reste entre nous... »

Expérience : ne pas « céder » d'un pouce, pas de cigarette, pas de café, rien. Car de toute façon, on ne voudrait pas les voir. A chaque « faiblesse » ils croient déceler une piste possible, ils reviennent, ils recommencent. Chaque mouvement humain est perçu, à cent pour cent, comme une faiblesse, dans la cervelle d'un flic ; ils ne peuvent plus penser autrement.

Le quatrième jour, ma mère est amenée par quatre flics pour m'identifier. T. en personne se plante entre nous, nous interrompt : « Vous ne pouvez qu'améliorer votre situation... » etc. Il veut commencer un interrogatoire, je l'ignore. Il nous interrompt de nouveau. Je l'engueule : « la ferme ». Il bondit de sa chaise, se rue sur moi comme s'il voulait me frapper. Se rend compte que cela pourrait nuire à sa réputation auprès de ma mère, le bon oncle qui ne veut que mon bien.

Moi : « C'est toi ou moi ». Je me lève. Il sort et me laisse seul avec elle. Pas étonnant, elle l'appelait tous les mois pour lui demander s'il n'avait pas encore de mes « nouvelles » ou des trucs de ce genre.

Il n'arrive pas à faire des photos ressemblantes et pas du tout d'empreintes digitales. Au téléobjectif, le pull remonté, le col de manteau dressé etc., de l'extérieur de la cellule... Ils vous arrachent la tête en tirant les cheveux. Puis : les yeux fermés, faire des grimaces. Tu peux être sûre d'une chose : bien que leur étant totalement livré, tu ne feras rien volontairement, ils n'auront rien de toi. Du fait de cette fermeté tu es toujours aux aguets ici en taule : d'où viendra la prochaine attaque ? Ils peuvent tout faire avec toi ; en dehors de la machine il n'y a rien.

Il est bon d'écrire. De tout noter. De comprendre, de définir tout ce qu'ils font avec toi, chaque saloperie, chaque ruse, de façon à émousser à chaque fois le tranchant de leurs armes.

L'anesthésie forcée

« Ils viennent me chercher dans la cellule vers 6 heures. Cellule sèche. « Vous devez rester à jeun. » Je n'ai pas compris pourquoi. Bêtise ? Je ne sais pas exactement. Je crois que d'une certaine manière je ne voulais pas le savoir. Je ne peux pas l'expliquer exactement. Je ne peux que dire que je n'ai jamais réussi à m'imaginer ce qu'ils me feraient la prochaine fois, après m'avoir de nouveau menacé « d'utilisation directe de la violence ». Ce qu'ils ont fait. Je me suis fait apporter un livre.

Ensuite le service de santé. La table gynécologique pour s'allonger. Partout des liens de cuir, trente-quarante centimètres de large. Je suis debout, face à cette chose. Derrière moi deux « armoires à glaces », surveillent la porte. Devant moi trois flics, un médecin, la « sœur ». Ils papotent tous. Je m'imagine qu'ils veulent m'attacher afin d'avoir huit mains de libre, de façon à amener mes mains en position pour prendre mes empreintes digitales. (Auparavant ils avaient essayé, sans succès, à cinq, sans me lier, pendant des heures.) Je ne sais pas du tout ce qu'ils ont pu raconter. Je réfléchis fébrilement à ce qui va m'arriver. Ils se précipitent sur moi, me jettent sur la chaise. Je donne des coups de pieds autour de moi. Après m'avoir attaché les jambes et la taille, quelqu'un, venant par derrière me prend la tête et la presse vers le bas, me collant au même moment le masque d'anesthésie sur la figure. Naturellement ma respiration est très forte. J'ai peur de mourir, je veux rester

éveillée, me raidis contre les liens, ce qui fait que je respire plus fortement encore ce truc.

Je me réveille dans une chambre de malade. Le brouillard. Ils sont autour de mon lit. En ce qui les concerne, les matons, pas de désorientation. J'ai compris tout de suite : des flics. Mais il m'a fallu un moment pour comprendre comment j'étais arrivée sur ce lit de malade. J'ai dû leur demander, car je ne comprenais pas ce qui était arrivé. Je vais aux chiottes, à mi-chemin je vomis dans un lavabo. Le porc avait triplé la dose d'éther. Le soir encore ils devaient me soutenir, je voulais toujours sortir du lit dans mon brouillard. Je ne pouvais plus bouger la mâchoire, le cou était égratigné. Ils restaient sur place pour m'empêcher de sortir. Je disais toujours vouloir retourner dans la cellule.

Puis il ont voulu causer. Je n'ai pas échangé dix phrases avec eux pendant ces dix semaines. Pas un mot. Je n'ai pas parlé avec les gardiennes, dès le début ; après j'en avais encore moins envie. Je ne *pouvais* par parler avec elles. Je connais toutes les savantes analyses, « leur situation est aussi contradictoire » etc., et les analyses sont justes. Leur limite : ces analyses ne comprennent pas que justement ces contradictions sont instruments de terreur — du moins dans certaines situations. Non, *toujours*. Elles te désarment. C'est évident : les contradictions institutionalisées, arrangées pour affaiblir la victime de l'institution, la désarmer, et lui enlever la haine. Et la *haine* contre les porcs est la seule forme que prend la vie en taule.

Tu remarques comme il est important de ne pas parler au fait qu'ils fêtent chacun de tes mots comme une victoire — en réalité comme soulagement de leurs consciences de tortionnaires et d'assassins. Tu les aides à porter une partie de leur responsabilité, tu dois te faire leur complice. Tu dois leur montrer ton accord avec tes propres tortures. Ils veulent la victoire totale — et comme cela ils l'auraient. Et justement cela tu le *sais* et tu comprends entre autres choses, peut-être pour la première fois, ce que les savantes analyses ne savent *pas*.

Après deux semaines ils m'apportent des livres sans que je leur demande. Ils m'amènent chez le médecin parce que je ne parlais pas. Je n'ai parlé avec eux que lorsque (après mon transfert) j'ai pu parler avec d'autres détenus par la fenêtre. Là, cela était possible. Pourquoi ? Parce que la lutte prend une

autre direction, parce que les contradictions redeviennent importantes dans ce contexte différent.

On raconte de M.C. dans le bled (Aichach) que leurs voisines ont demandé aux gardiennes si l'on réinstaurait le système des camps de concentration. Elles ont expliqué à M. qu'elles ne savent pas à l'avance ce qu'elles feront. Elles doivent exécuter. La question de leurs voisines leur était désagréable car elles voulaient sortir de leur réputation de geôlières. *Inspecteur social !*

La taule

Aichach est une vieille prison. En forme de croix. D'une tour ronde vitrée, à la hauteur du premier étage, il est possible de voir tous les couloirs de cellules. Il n'y a pas de pofonds, on marche sur un bâti en fer.

Dans la tour même il y a une cellule de sécurité, la veilleuse toujours allumée, sans interrupteur. Un haut-parleur que l'on ne peut entendre plus d'une demi-heure sans que la tête se mette elle aussi à vibrer. La cellule n'ayant pas d'interrupteur il faut appeler la gardienne si l'on veut entendre les informations. Les deux cellules voisines sont destinées à emmagasiner du papier hygiénique et autres articles de nettoyage, elles sont donc vides. Les cellules en dessous et au-dessus aussi sont vides.

A l'heure de la bouffe, un tabouret est mis devant ma cellule, trois gamelles, un couvert en plastique. Le maton se place à côté du tabouret. Les filles de service s'amènent avec la casserole ; remplissent les gamelles, disparaissent au coin, cinq mètres plus loin. La trappe s'ouvre, la bouffe y est jetée, le couvert aussi. Une demi-heure plus tard elles reviennent chercher la bouffe et le couvert. Le tabouret aussi est enlevé.

Avant que je sorte de la cellule, un gardien de la section des hommes est toujours appelé. Les couloirs sont évacués, du fait que les prisonniers veulent me voir, ils épient par les fissures.

Dans la cellule un lit de fer rabattu le jour. Deux planches faisant office de table et de banc, sont détachées du mur. La fenêtre, la partie inférieure à deux mètres cinquante du sol —

un long bâton pour éteindre la lumière. Du verre canelé. Pour regarder par la fenêtre sur la cour, ou sur le bâtiment des hommes qui se trouve en face, il faut grimper sur l'armoire boîteuse. Dans la liste des actes punis par le règlement interne on peut lire « est monté sur l'armoire ».

Le gros mec style patron, vient une fois par semaine et me dit que je dois avoir un « ordre féminin ». Comme il ne me donne pas de grand balais, j'arrête au bout d'une semaine et demie de le réclamer. La bouffe étant immangeable, je refuse de nettoyer les gamelles.

Une fois par semaine quelques bonnes femmes passent devant ma fenêtre pour la promenade (à sept heures du matin), elles y tapent et trois ou quatre me saluent du poing ou font le signe de la paix. Les gardiennes d'esclaves les chassent très rapidement.

Je me réjouis, comme s'il s'était passé quelque chose. »

*
**

Une autre taule

« (...) La taule est un bâtiment moderne avec toutes les chicaneries possibles ; autrement dit, construit selon les toutes dernières découvertes de la torture. Il est possible d'isoler tous les prisonniers les uns des autres. Chaque cellule est fermée sur elle-même : aucun contact par le corridor, vers le bas etc... Les cellules d'à côté et d'en dessous ont été transformées en débarras : aucun contact non plus dans ces directions. Des grilles en béton, et chez les prisonniers politiques il y a en plus une grille métallique contre les mouches. Les fenêtres (fenêtres à bascule, vitre incassable) peuvent s'ouvrir de la largeur d'une main. D'où, mauvaise lumière toute la journée (du néon) et mauvais air : toute la journée, mal de tête. Le cellule contient : un lit de fer, un casier métallique, une chaise, une table, un W.C., un lavabo, un haut-parleur, un radiateur, et les tubes au néon, qu'on peut commander soi-même de 6 h à 22 h. Grandeur : environ 2 m sur 4 m. Les réclamations à cause de la lumière et de l'air restent sans réponse.

Emploi du temps quotidien

La porte de la cellule s'ouvre cinq fois par jour. Toujours aux mêmes heures. Petit déjeuner, temps libre, distribution des journaux, déjeuner, dîner. On peut régler sa montre de cette manière. Jamais de changement. Rhythme meurtrier qui vous tape sur le système. L'heure libre, quand elle a lieu, est à 7 heures du matin. Seul avec trois matons, non armés (du moins je ne vois pas d'armes). La cour de promenade est au bout du monde, dans le coin le plus retiré, d'ailleurs tous les prisonniers travaillent. Le vendredi, douche seul sous surveillance. Auparavant, fouille complète. Pendant ce temps-là, la cellule est mise sens dessus dessous. Le mardi, on a un ticket d'achat où il faut faire une croix devant les choses dont on a besoin. Ce qui n'est pas inscrit sur le ticket, on doit le commander à part. Les autres prisonniers peuvent faire leurs achats eux-mêmes et choisir eux-mêmes. Tous les trucs sont vachement chers. On nous traite selon toutes les règles de l'exploitation (p. ex. une livre de pommes : 80 Pfennig, env. 1,50 F).

Les journaux

On ne peut pas appeler ça des journaux. Ils sont déchirés à qui mieux-mieux. Ils pourraient venir directement du marchand de chiffon. En général, les articles les plus importants manquent. Strack dit que tous les articles qui touchent d'une manière ou d'une autre les procès de la R.A.F. doivent être découpés pour la sûreté de la procédure. Il semble qu'il y a toujours et partout des procès contre la R.A.F. — car il y a tous les jours des articles découpés. A l'occasion d'une comparaison j'ai pu vérifier qu'il manquait des articles qui n'avaient absolument rien à voir avec la R.A.F. Pure brimade, donc, destinée à nous désorienter.

Journaux de gauche

N'en vois pas la couleur. J'ai une permission pour trois journaux de gauche, commandés il y a trois mois déjà. Jusqu'à

aujourd'hui je n'ai encore rien reçu. Le flic de la sécurité fait chaque fois des difficultés : ou bien l'expéditeur ne correspond pas parce que son nom est écrit à la main ou bien une quelconque invention. On veut à tout prix empêcher que je sois au courant de ce qui se passe au dehors : désorienter et démoraliser. Qu'ils aillent se faire foutre. Les réclamations sont absolument inutiles. J'en ai déjà fait en masse. Toujours le même refus cynique. (La réclamation pour la fenêtre a été rejetée « pour que je ne tombe pas par la fenêtre ».) Il en est de même pour tout.

Commande de livres

Au bout de six mois j'ai reçu pour la première fois des livres, quoiqu'ils aient été autorisés depuis longtemps. J'ai donné au flic de la sécurité une liste de bouquins qu'il accorda et promit de commander. Quand, au bout de quatre mois, aucun des livres n'était encore là, je me suis inquiété. Tout à coup, le même flic me dit qu'il fallait que je les commande moi-même. Ce que j'ai fait. Pourtant il a renvoyé les livres parce qu'ils n'étaient pas « autorisés ».

Courrier des avocats

C'est la première fois que le courrier de mon défenseur a été ouvert par Strack ou par l'avocat général, quoiqu'il ait été distinctement écrit dessous : Courrier de la défense. Ils essayent ainsi d'avoir des informations qu'ils n'obtiennent pas de nous parce que l'on ne veut rien avoir à faire avec ces saloperies d'impérialistes. Il semble qu'ils regardent notre courrier depuis ces derniers temps seulement. La semaine dernière ils ont saisi une lettre de B. sous prétexte qu'il n'y avait pas (malgré l'en-tête) de courrier de la défense à l'intérieur. B. a porté plainte contre cela pour non-respect du droit, etc... Ils font tout pour rendre notre défense impossible. Dans d'autres prisons, les avocats peuvent aller et venir en semaine quand ils le veulent. Ici impossible. Les heures de visite sont réglées par les matons. Il va sans dire qu'elles ne suffisent pas. En outre, on doit se

déshabiller complètement avant et après chaque visite de l'avocat. Pendant ce temps-là la cellule est passée à la loupe.

Courrier et visite

Aussitôt après mon transfert de Hambourg, il y eut pour moi un arrêt du courrier et des visites, à l'exception de la famille. Vraisemblablement mon frère n'appartient pas à ma famille, car ils l'ont vachement couillonné. Il a d'abord dû attendre des heures pour l'autorisation. Et quand il l'a obtenue enfin, le temps de visite était terminé. Et il a dû s'en retourner sans avoir « accompli sa mission ». La réclamation que j'ai déposée à la suite de cet incident n'a jamais été prise en considération. Je n'ai plus eu de visites depuis juin dernier. Le courrier à ma famille est repoussé de semaine en semaine et non transmis parce qu'il est diffamatoire ! La diffamation consiste dans le fait que j'écris à mes parents qu'on fait des expériences sur les prisonniers politiques pour voir combien de temps un homme supporte la terreur fasciste. Ceci est un fait objectif qu'ils veulent cacher à l'opinion publique.

La confrontation

C'est de la rigolade. Deux jours avant, la « Soko » (commission spéciale) est venue pour me dire qu'il fallait que je me fasse couper les cheveux et la barbe. J'ai refusé. Peu après, ils sont venus à plusieurs et m'ont traîné chez le coiffeur. J'ai encore refusé car ils ne m'avaient montré aucune décision écrite de ce genre. Ils me sont alors tombés dessus ; l'un d'eux me ligotait, l'autre me tirait par les jambes, puis ils m'ont attaché les mains à la chaise, m'ont pris la tête en tenaille et ont serré. Je ne pouvais rien faire. Après cela, je ressemblais naturellement à l'image qu'il leur fallait de moi : le coupable. En tout cas, je n'avais jamais eu cette tête-là auparavant. Deux jours après, la confrontation. D'abord les mains liées derrière le dos, traîné ensuite dans un grand gymnase aux portes duquel étaient installés des flash, qu'ils ont fait fonctionner jusqu'à

ce que je ne puisse plus rien voir. Puis il m'ont traîné au milieu de la salle, et j'ai dû rester là trente secondes debout. Ça n'a pas été difficile aux gens d'identifier un type à qui on avait attaché les mains dans le dos et qu'on avait « arrangé » à « leur goût ». La procédure fut renouvelée deux mois plus tard.

Les transports

De Hambourg à ici : j'ai été conduit les mains dans le dos à Fuhlsbüttel en auto, de là par hélicoptère. J'ai tout le temps été ficelé au sol, comme un chien. Les types de la « Soko » n'ont fait que rire de mes réclamations. »

*
**

LA GRÈVE DE LA FAIM

8.5 Début de la grève de la faim. Revendication aux flics de la sécurité : fin de la torture.

10.5 Première tentative de division des matons. M. et K. ont soi-disant arrêté leur grève. Mensonge. Les matons veulent un peu trop vite lâcher du lest. Je m'en fous. Du 10.5 au 13.5 on a le soir du cacao sucré. Sinon une ou deux fois du thé. D'où refus des boissons.

14.5. Pour la première fois visite d'un « docteur ». Consultation refusée. Ce n'est pas la grève qui est la cause de la maladie, mais la torture. Donc ce n'est pas la grève qu'il faut supprimer mais la torture. « Arrêtez la torture, ensuite en bouffera. »

15.5. Le « médecin » vient à 6 h 30. Il veut me surprendre dans mon sommeil. Et en profiter pour se faciliter la tâche. (En général, le « médecin » vient toujours à 9 h.) Refus de la consultation pour les mêmes raisons.

18.5. Le « médecin » revient avec une suite nombreuse (trois types en blouse blanche et cinq en vert.) D'abord refus de la consultation, ensuite autorisation de prendre la tension

(elle est, paraît-il, inférieure de 80 à la normale). Première menace de me forcer à manger avec une canule. Sorte d'intimidation. Il veut voir comment je réagis. Rien.

19.5. Transport à Berlin (pour le procès Kunzelmann). A 11 heures. L'établissement file de la bouffe aux flics. Blabla dans l'avion pour me convaincre de bouffer. (« Mais mangez donc, les autres le font aussi, en secret, personne d'autre que nous ne le verra, nous ne vous trahirons pas. ») Première tentative d'interrogatoire par provocation. Ils perdent leur temps (« On parle pas à ces gens-là »). Arrivé à Berlin l'après-midi. Là, aucune réaction à la grève de la faim jusqu'à mercredi, si ce n'est l'essai de nous aguicher avec des trucs comme des oranges, des yaourts, de la viande, etc.

23.5. Retour ici le mercredi après-midi. Suis tout de suite réquisitionné par le « médecin » et son assistant flic. Ils veulent me forcer à la canule, sans décision du tribunal. Refusé.

25.5. Premiers symptômes. Douleurs aiguës à l'estomac et pisse brune. Venue du « médecin » — renvoyé. Le soir, de nouveau du cacao sucré, refusé.

26.5. Douleurs à l'estomac de plus en plus aiguës. Mes jambes sont comme paralysées. Accès de vertige. Je peux à peine me tenir sur mes deux jambes. Le soir, de nouveau du thé sucré — refusé.

27.5. Venue du « médecin ». Renvoyé. La nuit, violentes douleurs d'estomac. Je bouffe une verre de confiture. Ça va mieux.

28.5. Je bouffe petit déjeuner et déjeuner. Sch. (maton) court raconter à toute la taule et à K. et M. que j'arrête la grève. Qu'ils aillent se faire foutre. Mensonge. Sch. veut pousser de cette manière les autres grévistes à arrêter. Ils avaient fait de moi le noyau de la grève. Ils voulaient transférer M. à Karlsruhe. Pendant ce temps, c'était chez moi les grosses propositions : ils voulaient me convaincre de suivre un examen « intensif » (ils parlaient de test pour le foie, d'électrocardiogramme, de radio). Ça voulait dire que je devais quitter la prison. Pour où ? Facile à deviner. (Cf. Hausner.) Mais comme j'avais interrompu la grève plus tôt, la consultation n'était plus aussi importante. Ça montre clairement leur intention. Il y a là un lien direct avec le transfert de M. On est soi-disant les grévistes les plus désa-

gréables et ils veulent nous envoyer à l'asile. « L'asile pour les révolutionnaires. »

31.5 Le « médecin » passe déjà à 6 h avec une sonde et sans décision du tribunal, pour une « consultation ». Refus. Le soir, à nouveau ce thé sucré dégueulasse. Refusé.

1.6. Me sens faible. Peux pas tenir sur mes jambes. Je suis tout de suite saisi de vertige. L'après-midi, arrivée de la décision de m'administrer de force la nourriture. C'est Strack qui l'apporte. (Elle est datée du 24.5. — elle a mis un temps inhabituel pour parvenir jusqu'ici — intentionnellement. Les matons voulaient sciemment me laisser ainsi « gigoter ».) Le soir je me suis effondré en voulant éteindre la lumière. J'avais par à-coups. Ils doivent savoir qu'un homme qui vit habituellement de pain et d'œufs ne peut pas faire une grève d'un mois sans se détruire.

(Je bouffe pas beaucoup car cette bouffe pleine de graisse me dégoûte. Elle me donne envie de dégueuler.)

3.6. Pour la première fois la sonde. Procédé vachement brutal. Le type a fait ça si brutalement que la sonde n'a pas pu passer par le nex. Ça a saigné toute la matinée. (Blessure des muqueuses). Ensuite il a fallu passer la sonde par la bouche. Ça allait mieux mais c'était pas encore ça. Ça me donnait envie de vomir.

4.6. Le « médecin » est venu à 9 h. Je me suis laissé, « de mon plein gré », nourrir de force. Quoiqu'à la suite de la terreur de la veille, j'aie eu encore le nez blessé, le « médecin » voulait absolument me faire passer la sonde par le nez. Toujours des chicaneries. Je lui ai demandé si c'était plus facile par le nez ou par la bouche, il m'a répondu : par la bouche.

5.6. Le « médecin » vient à 9 h. Veut de nouveau me nourrir de force. Refus. D'abord, parce que j'ai besoin de rien, ensuite, parce que je veux pousser le mécanisme à fond, comme ça a été fait la semaine dernière avec M., pour voir ce qu'ils font. Je crois qu'ils ont l'intention de me faire un « examen intensif » — c'est-à-dire m'envoyer à l'asile psychiatrique. Hier, Sch. m'a volontairement donné l'information suivante qui m'a étonné. Il disait que l'aumônier était intervenu en notre faveur et que quelque chose changerait bientôt. Mais quoi ?

Dans les endroits où l'on n'arrive pas à instaurer la torture par l'isolement, parce qu'il y a trop de prisonniers politiquement

conscients et pas assez de cellules d'isolement, les flics et les geôliers se rabattent sur les méthodes fascistes bien éprouvées : coups et injections pour ceux qui se défendent le plus, menaces, intimidations, punitions collectives pour les autres.

Le 28.4.73 on a appliqué dans la prison de femmes de la Lehrterstrasse des méthodes de camp de concentration.

Ça commence comme ça :

La camarade I.V. souffrait de troubles de la circulation et risquait à chaque instant de tomber en syncope ; elle demanda une infirmière pour avoir la permission de prendre l'air pour quelques minutes, elle savait qu'après elle irait mieux. L'infirmière se rendit bien compte qu'elle allait mal mais lui refusa l'autorisation de sortir en lui proposant à la place des pillules, que I. naturellement refusa.

M., une des pires gardiennes, arriva à la rescousse et fit remarquer à I. qu'elle poussait et que de toute façon elle voulait recommencer à semer la merde. I. eut alors une crise et tomba dans les pommes. Les gardiennes la traînèrent dans sa cellule. Quand elle revint à elle, elle vomissait et saignait du nez, elle n'en avait ras le bol d'être traitée comme une chienne, elle se mit à démolir sa cellule et à foutre ses fringues par la fenêtre ; elle s'arrêta au bout d'un moment et s'allongea sur son lit ; au moment où elle allait s'endormir quatre ou cinq matons venus exprès de Moabit, lui tombèrent dessus, l'enchaînèrent et la traînèrent au cachot.

Ils avaient serré les chaînes à tel point qu'I. en eut les bras et les jambes blessés, ils la frappèrent aussi dans les reins et au sexe. Malgré sa syncope, on l'enferma au cachot, trou sans air et sans lumière où il faisait plus de trente degrés ; elle y resta jusqu'au lendemain matin, lundi, et ne reçut aucun soin.

Une autre camarade, K.H., avait appris en gros ce qui était arrivé à I. et déclara à la gardienne qu'elle voulait la voir. Elle n'en reçut pas l'autorisation. Elle alla voir V.B. dans sa cellule pour discuter de l'affaire. En revenant à sa cellule, elle discuta avec la gardienne sans que ça dégénère en bagarre. Les matons lui tombèrent dessus, la passèrent à tabac, lui donnèrent des coups de pied et l'enchaînèrent sauvagement aux bras et aux jambes. Un des flics lui enfonça un torchon mouillé dans la bouche, un autre la ficela dans une couverture où elle faillit étouffer. L'un d'eux demanda une seringue et on lui balança

une piqûre bien qu'elle se débattît ; c'était un puissant anesthésiant car elle s'évanouit aussitôt et ne revint à elle que quatre ou cinq heures plus tard. Elle avait des bleux aux jambes et aux bras, le visage enflé, mal au crâne, et elle vomit. Son bras gauche était complètement paralysé et l'est encore aujourd'hui.

V.B. avait également exigé de voir I., ce que les bonnes femmes refusèrent. Elle donna alors des coups de poing contre la porte ; un groupe de matons se précipita dans sa cellule et lui cogna la tête contre le mur. Pendant que trois flics la tenaient, le quatrième la frappait avec une serviette mouillée et nouée : ça ne laisse pas de trace. Le même flic, la tirant par les cheveux, lui bourra le visage de coups de poing. Les autres l'enchaînèrent en serrant à bloc, la balancèrent sur son lit et se jetèrent sur elle de tout leur poids, si bien qu'elle faillit étouffer. Pendant ce temps-là, les gardiennes vidèrent la cellule et une infirmière lui planta une seringue de tranquillisant dans les fesses. Elle s'évanouit et se réveilla neuf heures après. La camarade A.R. qui avait appris cette saloperie et qui évidemment protesta aussitôt, eut droit elle aussi à une piqûre dont elle ressentait encore l'effet deux jours plus tard.

Les autres prisonnières qui se mirent à crier, à hurler et à tambouriner aux portes, eurent droit elles aussi à l'expédition punitive envoyée par la directrice. Le repas fut distribué par quatre à cinq gardiennes protégées par trois ou quatre flics. La promenade, la télé, ainsi que toutes les occupations à l'extérieur des cellules furent supprimées à la plupart des prisonnières. Entre temps, un grand nombre d'entre elles fut puni par la direction.

*
:

LETTRE DES PRISONNIERS POLITIQUES AUX AVOCATS

« Ne plus rien avoir à perdre. »

Cette phrase est de l'or en ce qui concerne les individus. Personne, à part les quelques paysans, les ouvriers avec leur petit lopin de terre à la campagne, personne en dehors

des salauds n'a plus aujourd'hui une vache ou un potager, même pas un morceau de pain qui viennent d'autre chose que du travail salarié, que celui-ci soit productif ou bien même improductif. Chacun vit de la main à la bouche, il n'y a plus, en tout et pour tout, que des prolétaires d'un côté et des capitalistes de l'autre, plus leur armée de larbins managers, politiciens, journalistes, etc. Autrement dit, il n'y a plus *un seul* homme qui ait quelque chose à perdre en dehors de ses chaînes ; historiquement, voilà tout simplement la situation. Mais rien n'attache autant, justement, que ces chaînes : la consommation, les relations humaines, la famille et Brahms, les histoires de cul, le microcosme dans les cages à lapin, les exercices de voltige sur l'échelle du prestige, les carrières de la peur, les espoirs réifiés, la relation passive à la maladie, les projets de vacances, les dettes ; et le premier pas vers — le cas échéant, dans — l'action révolutionnaire, c'est de se dégager de tout cela. Ceux dont vous dites ou qui disent d'eux-mêmes qu'ils n'ont plus rien à perdre, ont effectivement déjà gagné quelque chose : ils se sont rendu compte que les chaînes enchaînent et rien de plus, ce qui est déjà, au niveau de la prise de conscience, une lueur de liberté. Le « rien n'avoir à perdre que ses chaînes » de Marx est une déclaration historique-matérialiste au sujet de la classe. Reportée aux individus la phrase n'est qu'une idiotie. L'identité révolutionnaire ce n'est justement pas l'individu nettoyé, débarrassé de tout, mais celui qui a déjà gagné quelque chose : la conscience dont, à condition que la résistance s'y ajoute, découle la liberté d'action et, par l'action collective seulement, la possibilité de faire usage des deux. Reconnaître qu'on n'a « plus rien à perdre », cela signifie avoir déjà réalisé l'une des conditions nécessaires pour avoir plus — jusqu'à ce que l'on ait *tout*.

Si vous croyez ce que vous dites, si vous trouvez la merde insupportable, alors qu'est-ce qui vous retient ? Mais le problème est justement que si peu de choses avancent, ou même démarrent, bien que les signes du temps soient à la révolution et à rien d'autre.

« *La prison est partout dans le système.* »

La prison est bien ce qu'il y a de pire pour tous les hommes. Celui qui est là-dedans ne peut vouloir qu'une chose, en sortir et on ne peut absolument rien dire contre cela. Dehors c'est *la rue...* Accumulez, accumulez ! C'est là la loi de Moïse et des prophètes, et pas : détruisez, détruisez.

Mais la prison a pour *but* la destruction, la discipline, la terreur ; la prison est une partie vitale du système, mais justement une *partie*. Le camp de prisonniers dans la guerre de la bourgeoisie contre le peuple, autrefois nécessaire pour forcer le peuple dans les centres d'accumulation, et amener enfin l'histoire au point où *l'on peut se passer de lui*. Voilà la raison du « nouveau fascisme », voilà pourquoi il y a de plus en plus en plus de résistants et de moins en moins de « lumpen » en prisons.

Le principe de la guerre de peuple, c'est la supériorité à long terme de la volonté révolutionnaire des masses, contre la supériorité technique des mercenaires. La prison c'est ce principe poussé à l'extrême : tant de flics par prisonnier, le monopole des armes, l'accumulation (impossible partout ailleurs) de matériel logistique en rapport avec le nombre des prolétaires. Serrures, verrous, serrures de sûreté, grilles, murs, talkie-walkies, autos, portes d'acier, pistolets mitrailleurs, plus la guerre psychologique.

Si partout dans le système on était confronté à *cet* appareil, on n'aurait pas besoin de former l'armée rouge. Les porcs auraient raison ; seuls quelques fous malades auraient d'autres idées en tête que le suicide.

Si les gens dans le « Märkischen Viertel »⁴, à l'usine, au bureau, reconnaissent : « Mais c'est une prison », alors c'est une métaphore pour l'absence de vie, la volonté de sortir, de ne plus supporter le despotisme des porcs, de ne plus danser sur leur musique. C'est ainsi que l'on commence à penser en communiste.

Mais si l'on s'endort sur cette prise de conscience, alors elle devient fausse. Parce qu'avec un nouveau nom on n'a rien

4. Grand ensemble à Berlin-Ouest.

gagné. Parce qu'il s'agit de changer le monde et que pour cela les différences de terrain sont très importantes. La phrase « partout dans le système c'est la prison » célèbre le terrain de l'ennemi au lieu de l'occuper pour l'anéantir.

La nuit tous les chats son gris, partout c'est la prison, cela c'est la nuit de la philosophie, la théorie sans la pratique qui ainsi devient très vite fausse.

Le fait qu'ils nous aient privés pour le moment de notre capacité d'action ne doit en aucun cas faire oublier qu'il ne s'agit pas d'interpréter le monde d'une manière nouvelle, mais d'agir. Et ce qui définit la situation c'est la défaite de la gauche dans la défaite de la R.A.F. Evidemment, la révolution « est la seule forme de guerre ou la victoire ne peut être préparée que par une série de défaites ». Mais si nous nous contentons de répéter la formule débile « partout dans le système c'est la prison », alors les porcs continueront leurs saloperies pendant deux mille ans.

A propos de « la taule c'est la torture » et à propos justement de la torture.

Si les protestations contre la torture peuvent avoir une fonction, alors que ce soit celle-ci : protection de l'initiative révolutionnaire, de la gauche anti-impérialiste en train de s'organiser effectivement contre des moyens et des méthodes précis pour forcer les gens à parler. La vie et la santé des prisonniers sont comprises la dedans.

Evidemment la taule c'est la torture comme la chaîne, comme tout cela. Seule la violence peut nous en tirer. Seule la violence nous libérera.

Les associations pour les droits de l'homme (Amnesty International, etc.), peuvent se charger d'une fonction politique concrète, mais il ne s'agit pas seulement de dénoncer l'inhumanité de la chaîne et des cadences, il ne s'agit pas de dénoncer l'inhumanité de la prison ! RIEN NE PEUT REMPLACER LA LUTTE ARMEE.

Il ne s'agit pas du tout non plus de « redéfinir le concept » mais il faut faire savoir publiquement que l'on torture dans les prisons de la R.F.A. Il faut sensibiliser l'opinion à la tor-

ture, faire connaître les nouveaux moyens sans oublier les anciens. Et Amnesty un jour ou l'autre comprendra que le capital n'opère pas sans la justice et que les combattants révolutionnaires en Angola n'opèrent pas sans les combattants révolutionnaires en R.F.A. Alors il risque d'y avoir pour Amnesty quelques « crises » parce que cette prise de conscience les contraindra à faire quelque chose comme un pas qualitatif, parce que la contradiction entre capitalisme et droits de l'homme leur pétera à la gueule. Vendre la souffrance en se parant du nom prestigieux « d'antifasciste » — ce qui est d'ailleurs tout à fait en accord avec l'idéologie autorisée et même souhaitée par le système — sera alors un peu plus difficile. Parce qu'il s'agit-là de la lutte du prolétariat, du front des forces populaires sans lesquelles le prolétariat ne peut combattre son anéantissement, ni les droits de l'homme être arrachés.

La torture. Le mot est pourtant clair : dépasser les limites de la capacité de souffrance des hommes, anéantir les prisonniers physiquement et psychologiquement.

Là où c'est le cas, le bavardage doit cesser. Parler encore à ce moment-là des souffrances c'est une fois de plus faire bon marché des prisonniers.

Il y a la littérature sur la torture, du point de vue des salauds, des tortionnaires : le sadisme. Du point de vue des victimes : le « kitsch ». Il y a peu de chose écrites effectivement du point de vue des victimes (par exemple Henri Alleg en 1958 sur la torture en Algérie : froide description des salopries). Même chose dans les rapports des associations pour les Droits de l'homme. De toute manière, la fonction de « révélateur » qu'avaient les rapports sur la torture il y a encore dix ou quinze ans, leur publicité mondiale, tout cela, c'est fini depuis qu'on torture partout dans le monde : C.I.A., paras, green-berets, flics-criminels du Brésil, etc...

Et devant l'opinion mondiale une presse qui s'autocensure à presque 100 % : évidemment qu'on torture « partout », mais en aucun cas dans son propre pays...

Il n'y a pas que les opportunistes qui se cassent la gueule. Nous n'avons absolument aucune raison de sous-estimer à quel point les porcs sont résolus à nous bousiller, à se débarrasser

de nous, et les moyens qu'ils ont pour cela. Ils peuvent bousiller n'importe qui et n'ont aucun scrupule.

Martin ⁵ les leur enlève. Et quant à la protection que vous, les avocats, avez pu exercer pour nous jusqu'à présent, elle est sacrament insuffisante et la politique de Martin veut obligatoirement que vous soyez « liquidés ». C'est pour cela aussi que se forment les comités contre la torture. Pourquoi appeler la taule torture ? C'est pourtant bien suffisant que la taule soit la taule et le système le capitalisme.

Les larbins scientifiques-alibis du système ne détruisent ni l'un ni l'autre. Nous, le peuple, nous le ferons.

Et pour cela nous devons être protégés contre la torture.

Elle fait évidemment partie de la contre-stratégie du « programmes de lutte contre la guérilla » du système. Dans l'avenir on torturera plus, pas moins. Et puis il y aura bien d'autres meurtres-suicides, d'autres tentatives de meurtre. Et cela dans la mesure où ils tiennent leurs troupes de terreur du Bundesgenzschutz prêtes ; ce que Khulmann est allé chercher là est aussi vieux que les Notstandsgesetze ⁶...

Le nouveau fascisme n'est justement pas Hitler et Himmler mais est produit par le système, ici et maintenant, dans toutes les métropoles. C'est pourtant cela que les gens ne voient pas et que prouve Glucksmann. Et si l'on doit faire du pathos alors :

*Celui qui a pris connaissance de sa position
Celui qui est vaincu, qu'il se relève
Celui qui est perdu, qu'il lutte
Comment pourra-t-on l'arrêter ?*

B. Brecht.

L'identité du sujet révolutionnaire — le noyau indestructible — c'est la dialectique matérialiste.

5. Martin : Generalbundesanwalt : Procureur général : grand inquisiteur chargé de l'enquête et de la poursuite de la R.A.F.

6. Législation d'exception pour l'état d'urgence.

*
**

DÉCLARATION DES PRISONNIERS POLITIQUES EN GRÈVE DE LA FAIM
PENDANT LE MOIS DE MAI 1973

Notre grève de la faim de janvier-février a échoué. Les promesses faites par la « Bundesanwaltschaft » de supprimer notre isolement était de la merde. Nous sommes à nouveau en grève de la faim.

Nous exigeons :

MEME TRAITEMENT POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES QUE POUR LES AUTRES PRISONNIERS !

LIBRE INFORMATION POLITIQUE POUR TOUS LES PRISONNIERS Y COMPRIS LA PRESSE D'EXTREME GAUCHE.

Ni plus ni moins. Immédiatement. Nous ne nous laisserons pas avoir par des manœuvres du genre : « Du calme, le temps travaille pour toi. »

Avale ta merde ou crève ! C'est la loi du système, celle du profit, celle qui intimide, menace, paralyse, transforme en chien chaque enfant, chaque femme et chaque homme. L'alternative, dans ce système, se résume à cette saloperie : ou s'écraser sous le diktat du capital (la chaîne dévore des hommes et recrache le profit ; le bureau dévore des hommes et recrache la domination ; l'école dévore des hommes et recrache la marchandise force de travail ; l'université dévore des hommes et recrache des programmeurs) ou alors crever de faim, se clochar-diser « se » flinguer.

Celui qui refuse cette alternative, qui après dix, quinze ou vingt ans de socialisation-dressage au profit du procès de production capitaliste est toujours une « forte tête », « gueule » encore, sait encore utiliser ses poings pour résister ;

celui qui ne supporte pas les cadences infernales devient dingue, tombe malade ;

celui qui au lieu de cogner son chef cogne sa vieille et ses mômees plutôt que de se laisser étouffer par la loi des bandits et des assassins (Springer fait 100 millions de marks de bénéfice net par an — mais « honnêtement ») ;

celui qui développe même des idées de pouvoir ouvrier et de contre-violence, qui organise et fait de la politique révolutionnaire, est traité comme un criminel ou un fou.

Depuis l'époque de nos arrière-grands-pères, depuis les débuts de la société capitaliste, celui-là se fait choper par l'asile, l'hospice, la prison, la maison de correction, les juges, les flics, les psychiatres et les curés.

Celui qui ne se laisse pas imposer comme un fait naturel la guerre inavouée menée par la bourgeoisie contre le peuple, se retrouve pris dans les meules de la violence déclarée, les camps de prisonniers du système.

Là aussi, le tri recommence : l'un est « resocialisable », ce qui signifie que, privé de sa colonne vertébrale, il est encore récupérable pour le processus d'exploitation capitaliste, tandis que l'autre, qui ne l'est pas, on l'écrabouille.

Au milieu de tout cela quelques prisonniers-alibis du système, hommes d'affaires condamnés pour fraude et les quelques porcs SS.

La rationalité du système a toujours été de terroriser et d'anéantir ouvertement une partie du prolétariat dans le cas extrêmes (Treblinka, Maidanek et Sobibor) pour briser la résistance de la grande majorité du peuple contre l'exploitation (la prison et les camps d'extermination étant l'avant-dernière et la dernière mesure à l'encontre de toute forme de résistance), cela on le sait, c'est organisé et toujours voulu. Les prisons deviennent d'autant plus importantes pour ce système que la révolte du peuple est plus forte, que la morale du système, son idée de la propriété sont fichus, et que l'armement du peuple n'est plus une simple utopie — mais une contre-violence effective.

Les salauds ont les prisons bien en main, plus il y a de réformes plus les mailles du filet du système pénitentiaire se ressèrent. Ils ont tous les moyens : violence, isolement, transfert, corruption, privilèges, semi-liberté et « prison ouverte », réduction de peine, mouchards, tortures, grâce, etc... Ils ont la chaîne justice/police/incarcération/psychiatrie ; ils ont les *media* (journaux, télévision, radio) ; contre les tensions provoquées par

l'incarcération (meurtre-suicide) : passage à tabac, mise au pain sec et à l'eau, chaînes et cellules capitonnées ; pour les lavages de cerveau : la psychiatrie/ les fics thérapeutes/ le valium et la violence visqueuse et sournoise.

L'humanisme des porcs se résume en un mot : *hygiène*. Le programme de réforme des sociaux-démocrates en une phrase : étouffer les révoltes dans l'œuf par une *différenciation* de mesures disciplinaires.

Le *prisonnier politique* qui saisit politiquement son histoire, qui agit et est traité en conséquence, qui décèle dans l'inhumanité de sa situation l'inhumanité du système, qui sent la haine et la révolte, qui agit solidairement et *exige* une conduite solidaire, celui-là on l'isole, c'est-à-dire qu'on le démolit socialement.

En face de lui tout l'appareil judiciaire se fout depuis toujours des Droits de l'Homme et de la Constitution — parce que l'on ne peut pas le manipuler et que si on ne l'abat pas froidement on n'arrivera pas à s'en défaire.

Resocialisation = manipulation plus dressage.

On contraint ceux qui ont été sélectionnés pour cela à vivre entre des murs, des matons, des règlements, des promesses, des menaces, des espérances, des craintes, des privations aussi longtemps qu'il faudra pour qu'ils acceptent la merde et qu'ils ne puissent plus agir autrement que de derrière des grilles : ça c'est le dressage.

La collaboration du prisonnier est évidemment souhaitée et fait partie du processus qu'elle abrège et rend irréversible. Car il y a une chose que le prisonnier perd complètement dans l'affaire et qu'il doit perdre : le respect de soi ; c'est ça la manipulation.

Plus ils manient la saloperie de manière libérale — discrète-légère-gentille-sournoise-visqueuse-dégueulasse bref plus *psychologique* — plus complète est la destruction de la personnalité du prisonnier.

L'ennemi mortel des psycho-flics, c'est le prisonnier politique — car pour que les psychos-salauds puissent agir il ne faut pas que les prisonniers percent leurs masques de médecin,

de travailleur social derrière lesquels se cachent le pantin, le goret, le criminel : or le prisonnier politique perce ces masques.

Aujourd'hui on nous isole : demain ce sera le camp de concentration, la « solution finale ». Reform-Treblinka. Reform Buchenwald. Nous exigeons une *libre information politique pour tous les prisonniers*, parce que c'est la condition de leur politisation, de leur prise de conscience. Tout de ce qui est d'actualité dans les prisons : paie au tarif normal, culture/formation, protection des familles, autogestion, etc... — parce que, sans auto-organisation des prisonniers, c'est la poudre aux yeux réformiste, parce que, intégrée dans des promesses de réformes, la dimension politique mobilisatrice serait fichue et intégrée à la dictature des salauds et des gardes-chiourme.

Ce dont nous avons besoin c'est de la solidarité des camarades, pas seulement en parole mais en fait. Notre grève de la faim est notre seule possibilité de résister solidairement dans l'isolement. Mais sans la force, sans la violence de la rue, sans la mobilisation des citoyens antifascistes (citoyens dont la docilité est encore nécessaire aux salauds), sans leur mobilisation pour défendre les Droits de l'Homme et lutter contre la torture, notre grève de la faim seule ne suffira pas et nous resterons impuissants.

NOUS NOUS TOURNONS VERS VOUS CAMARADES, AVEC NOS REVENDICATIONS.

Ce que nous vous demandons c'est de soutenir, d'imposer nos revendications — maintenant — à l'heure où vous le pouvez encore, avant d'être vous-mêmes prisonniers.

Et se borner à parler de la torture, camarades, au lieu de la combattre, ce n'est pas notre intérêt, ce serait confirmer la fonction dissuasion de la terreur.

Vos actions de janvier et de février : manifestation à Karlshure, cassage de gueule de Jessel¹ ; *go-in* à la Nord Deutsche Rundfunk et chez quelques salauds de magistrats, quelques pierres dans la sphère privée, c'est excellent. Pas de *teach-in* pas de *go-in* au Pen Club, rien sur le syndicat des écrivains, rien à l'adresse des églises, qui entre-temps réagissent à la

1. Médecin particulièrement sadique d'une prison de Hambourg.

torture et à propos des Droits de l'Homme, pas de manifestation à Hamburg, Munich, Berlin, Francfort ou Heidelberg, sans parler d'actions plus militantes — ça va pas.

Confrontons les salauds à leur propre loi. Mettons leur sous le nez la contradiction entre ce qu'ils prônent : la protection de l'homme, et ce qu'ils font : sa destruction.

Le 22 février 1973, le Generalbundesschwein Martin a avoué qu'ils ne peuvent pas résoudre cette contradiction : « *Les conditions de détention sont chaque fois adaptées à la situation physique et psychique des prisonniers* » ! C'est vrai. On règle automatiquement l'arrivée d'oxygène, on nous donne à bouffer trois fois par jour — et pour ce qui est du nombre de visites de parents, on peut évidemment jeter de la poudre aux yeux quand on part du zéro absolu. La plus haute instance juridique au service de la clique des exploiters parle d'extermination ; cela explique tout ; le programme est en marche. Faisons pression sur les salauds, vous de l'extérieur, nous de l'intérieur.

TOUT LE POUVOIR AU PEUPLE !

Unissons toutes les forces du peuple contre le système de : profit/pouvoir/violence/famille/école/fabrique/bureau/taule/maison de correction/asile.

QUATRE-VINGTS PRISONNIERS POLITIQUES EN GREVE DE LA FAIM

8 mai 1973.

(Les textes constituant ce dossier ont été traduits de l'allemand par Pierre Gillet, Jacqueline Hostein et Micheline Rousseau.)

Les « Comités contre les tortures » en R.F.A. projettent d'organiser dans le courant de 1974 un CONGRES ANTI-IMPERIALISTE INTERNATIONAL CONTRE LA TORTURE. Pour tous contacts, s'adresser à : Jürgen Roth, Hermannstrasse 8, 6 Frankfurt, Allemagne fédérale.

LES SEXISTES CHRONIQUES

« L'INDEPENDANCE DE L'U.D.R. N'EST MALHEUREUSEMENT QUE CELLE DE LA FEMELLE AYANT CONGENTALEMENT BESOIN D'UN PROTECTEUR ET N'ABANDONNANT UN TEMPS OU TOUT A FAIT LE TENANT DU TITRE QUE POUR S'OFFRIR A CELUI QUE SONDAGES OU COMBINAISONS DESIGNERAIENT POUR SUCESSEUR PUTATIF. »

(Bertrand Fessard de Foucault, *Le Monde*, 1/1/1974).

Dans le couloir du métro « Nation », une inscription tracée au feutre, comme on commence à en voir un peu partout :

GREVE DES FEMMES.

La réponse ne s'est pas fait attendre : quelques jours plus tard, on pouvait lire :

TANT PIS, ON VIOLERA.

Cette inscription était signée du sigle d'« Ordre Nouveau ». Mais c'est, dans une langue à peine différente, le même réflexe qu'exprimèrent les étudiants de la faculté Tolbiac, devant l'évocation du même projet de « grève des femmes » :

« **TANT PIS, ON IMPORTERA.** »

*
**

ACCES LIBRE ET EGAL

Dans le programme de Provins (avril 1973), Pierre Messmer définissait ainsi la politique du gouvernement en matière d'emploi féminin :

« L'accès libre et égal de toutes les femmes à tous les emplois sera non seulement un principe mais une réalité aussi étendue que possible. »

Pour illustrer ses bonnes dispositions, il ajoutait immédiatement :

« Le travail à temps partiel, si utile pour beaucoup de Françaises, a déjà été encouragé et réglementé. Le mi-temps ou la formule des horaires libres seront généralisés au profit de toutes les mères qui le souhaitent. »

Nous voilà averties : de larges perspectives professionnelles s'ouvrent — au moins à mi-temps — à toutes celles qui sauront assumer (à temps plein) leur féminité.

Secrétaires d'aujourd'hui, nous apprend ainsi (n° 152) « deux grands principes » d'horaires « libres » (eux !) que toute secrétaire devrait garder en tête :

« 1) S'HYPNOTISER SUR LES AIGUILLES DE LA PENDULE. Le matin, elles seules comptent : lorsqu'elles indiquent 9 h, ce n'est pas le temps d'arriver ; c'est le temps d'être à sa table de travail, toute prête, à la disposition du chef.

2) OUBLIER COMPLETEMENT LES AIGUILLES DE LA PENDULE. Le soir, c'est le travail seul qui compte ; tout travail urgent doit être terminé quelle que soit l'heure.

La même revue nous rappelle aussi que chaque patron.

« ... a SA secrétaire qui doit avant tout avoir été dans sa maison la plus parfaite « bonne à tout faire » qu'il ait jamais trouvée. « Bonne à tout faire » ! Je ne sais trop si nous rencontrons sur ce terme qui est pourtant exactement celui qui doit être employé pour une VRAIE secrétaire. « Bonne à tout faire » qui ne se pique de rien. « Machine à écrire » qui mène à tout, même aux fonctions les plus hautes... Savoir aussi téléphoner... Il y a un art de la conversation téléphonique qu'il faut apprendre, cultiver. »

« Bonne à tout faire », mais c'est magnifique ! C'est tout autre chose que la quelconque secrétaire ; c'est « L'INDISPENSABLE... »

Mais, secrétaire, « bonne à tout faire » ou caissière, une femme ne devra jamais oublier que, pour son patron-

maquereau comme pour ses clients-flics, elle reste au premier chef marchandise, c'est-à-dire PUTAIN. L' « Opération-Sourire » lancée par Euromarché à l'automne 1972 nous apprend que :

« Euromarché vous accueille avec le sourire de ses caissières.

Grâce à ce sourire, vous allez gagner des milliers de cadeaux (...) Voici comment !

Avec cette carte en main, et avant de régler vos achats, regardez la caissière. Elle est souriante ? Vous votez pour elle.

Vous inscrivez sur la carte-réponse son nom et — très important — son numéro (...) Déposez votre carte sourire dans l'urne.

Chaque semaine, des cartes sont tirées au sort, et vous pouvez gagner. »

Des clients-surveillants (bénévoles et tout à la fois intéressés) pourront donc vérifier, pour le plus grand bien de la direction que dans ce magasin toujours bondé et ouvert jusqu'à 22 heures (sa publicité le clame), les caissières ont appris, comme le leur enseignaient déjà *France-Soir* et R.T.L., à « garder le sourire » en même temps que leur féminité et (surtout), leur emploi.

C'est un sourire « libéré » (selon les impératifs de leur directeur) qu'afficheront — même à leur corps défendant — les élèves de l'Ecole des Hôtesses de l'Air. L'une d'elles, interviewée par le journal féministe belge *Et ta sœur* (décembre 1972) raconte :

« Nous continuons à poursuivre nos études, mais certains soirs nous pouvons aller poser pour un photographe. Et le directeur a dit que cela nous permettrait de gagner beaucoup de fric. Une fille a demandé au directeur : « J'espère qu'on ne devra pas poser toute nue ? » Alors le directeur s'est fâché et il a dit : « Il faut vous libérer, montrer la beauté de votre corps, c'est la libération de la femme. »

Heureusement, il reste des patrons qui ont encore de la moralité :

Une femme raconte : *« J'ai un préavis. Pendant deux nuits, je n'en ai pas dormi. J'aurais préféré crever que changer de boulot. On m'a rappelée et on m'a dit que*

ça devait me servir de leçon : je fumais pendant les heures de travail.

— *Les hommes et les gamins de quatorze ans peuvent fumer dans cet atelier, rien n'est inflammable.*

Le patron m'a répondu : « *Je ne veux pas que ma maison devienne un bordel. Ça fait mauvais genre, les femmes qui fument.* »

MAIS, remarque cette femme, ÇA NE FAIT PAS MAUVAIS GENRE QUE LES FILLES SOIENT MOINS BIEN PAYEES QUE LES GARÇONS ! »

(Extrait du *Petit livre Rouge des Femmes*, éd. Vie Ouvrière, Bruxelles 1972.)

*
**

ACCES INTERDIT

Dans le compte rendu de la « 4^e semaine de la pensée marxiste à Bruxelles en 1973 », que publie le *Cercle d'éducation populaire* sous le titre *Sexualité et morale d'aujourd'hui*, une correspondante a relevé les tabous que la législation belge dresse devant le travail féminin en expansion :

A l'office du lait :

« *Sont réservés aux candidats du sexe masculin les fonctions d'inspection de l'Office national du Lait, parce que la nature des missions confiées à ces agents, notamment dans le domaine répressif, justifie l'exclusion des personnes du sexe féminin.* »

La notion de « répression » serait-elle donc masculine ?

A l'inspection des Services agricoles :

« *Réservés aux hommes parce que les titulaires de ces emplois ont fréquemment à visiter les fermes et les étables, à parcourir les champs en toute saison et à assister au travail des machines agricoles.* »

On peut s'étonner, dans ces conditions, que le métier de fermière, trayeuse de vaches, faiseuse de moissons, etc... ne soit pas interdit aux femmes. Mais nous n'en n'avons pas terminé :

« ... *La météo est aussi une fonction masculine, parce que le météorologiste a pour tâche : de tirer avec la précision nécessaire l'établissement, la conservation, la reproduction et la diffusion des étalons fondamentaux (!) et des unités de mesure.* »

Enfin à l'inspection des denrées alimentaires, on « protège » les femmes :

« *L'exclusion des candidats (sic !) féminins est fondée sur toute une série de fonctions répressives exigeant divers efforts physiques importants. Ces agents sont exposés aussi parfois à des situations difficiles, exposés à l'opposition, aux quolibets, et même aux menaces et aux coups.* »

Que devient, dans tout cela, la Charte signée par 52 nations au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et selon laquelle ni la race ni la religion NI LE SEXE ne devaient entraîner de discrimination de l'emploi ?¹

D'autres métiers sont interdits aux femmes, sinon en droit, du moins dans les faits, notamment la politique. Nous avons relevé dans trois journaux pourtant politiquement distincts, à savoir *Le Nouvel Observateur* (24-12-1973), *Jours de France* (fin 1973) et *France-Soir* (11-1-1974), une même attitude à l'égard des femmes politiques. Avant toute chose, elles sont des femmes ; c'est-à-dire, pour les journalistes, que l'on commencera à décrire leur aspect physique, leur corps, et leur vie de famille. Florence d'Harcourt est : « *grande, mince, blonde et avant tout mère de famille.* » (J.D.F.) Quant à Anne-Marie Dupuy, directeur de cabinet au secrétariat général de la présidence de la République et qui vient d'être promue conseiller d'Etat, *France-Soir* nous la présente comme suit :

« *LA PREMIERE FEMME CONSEILLER D'ETAT AIME AUSSI LE BATEAU ET LE SKI.*

Souriante, les yeux noisette, un teint de blonde, des cheveux châtains coiffés sobrement en rouleau, toujours

1. Ce qui ne signifie évidemment pas que nous demandons un « libre et égal » accès aux fonctions de répression (fût-ce à l'Office belge du Lait)... Mais nous ne pouvons nous empêcher de nous demander comment les hommes, eux, s'accommodent si bien et depuis si longtemps d'en avoir la jouissance.

vêtue de tailleurs classiques ou de robes strictes aux couleurs discrètes.

M.F. Garaud (*Le N.O.*) : « respire l'amitié chaude... Il faut pourtant contempler le cou. C'est par lui, puissant et souple, que se trahit la Walkyrie guerrière, âpre au combat. Qui est cette élégante égérie ? Une « provinciale » ambitieuse, intelligente et rouée tout bonnement. Elle a deux enfants, un mari avocat à la cour de cassation, et, comme la plupart des adeptes de Pompidou, une profonde volonté de puissance. »

Viendrait-il jamais à l'idée d'un journaliste politique, de trouver pertinent, pour exposer le « Programme commun de la Gauche », de raconter à ses lecteurs la vie de famille de Marchais ou Mitterrand, ou de « contempler leur cou » ? Ça ne ferait pas sérieux, n'est-ce pas ?

Dans *le Nouvel Observateur*, où Marie-France Garaud devient, au fil de l'article, Marie-France « tout court » (une femme n'a pas de nom !), le journaliste, par le choix de son titre, affirme en toute netteté l'incompatibilité entre une femme et la politique, puisque M.-F. Garaud est : « L' « homme » qui gouverne la France. »

COURS PETITE SŒUR, LE VIEUX « MONDE » EST DERRIÈRE TOI.

Le mythe du « libre et égal accès des femmes » à « tous les emplois » est sérieusement mis à mal par la lecture des pages d'offres d'emploi des journaux. Mais, parmi les grands quotidiens parisiens, seul *Le Monde* a la sollicitude (ou la franchise) de publier une rubrique spéciale « Emplois féminins »². *Le Monde* regroupe les quelque 50 types d'emplois proposés par les autres journaux en 4 rubriques : « Offres d'emploi », « Emplois régionaux », « Emplois féminins » et « Représentation ». Autrement dit : les V.R.P., les femmes, les ploucs et...

2. Aux Etats-Unis, où la loi poursuit la discrimination sexuelle en matière d'emploi, de telles rubriques sont interdites et sanctionnées. Aux Pays-Bas, l'Etat fut poursuivi et condamné à la suite de la parution d'une offre d'emploi où il réclamait un « collaborateur masculin ». (*Le Monde*, 18 février 1973.) En France les femmes ne disposent, pour lutter contre la discrimination dans l'emploi (et ailleurs) que du préambule de la Constitution ; *Le Monde* n'est pas seul à en faire peu de cas...

les gens « normaux » (mâles parisiens à la recherche d'un emploi fixe).

Nous avons découvert que les femmes ont droit à cette rubrique spéciale depuis, exactement, le 14 septembre 1971. A cette époque, la rubrique est intitulée « Carrières féminines ». On y trouve le contingent prévisible de secrétaires, sténodactylos, infirmières et laborantines, ainsi qu'une nouvelle « carrière » :

« J.-F. vingt ans minimum *BLONDE VISAGE DOUX* ayant très *BEAU BEBE* entre 8 et 13 mois, blond, souriant pour photos publicitaires. »

C'est sans doute devant l'impossibilité de classer comme « carrière » un certain nombre d'annonces telles que :

« *JNE FEMME sans spécialité, études secondaires, dynamique, avec voiture.* »

(2 octobre 1971)

ou :

« *Cherche EMPLOYEE DE MAISON, deux enfants...* »
(*Idem*)

que les responsables de la rubrique optent peu après pour le titre actuel. Cela leur donne toute liberté pour proposer des « emplois féminins » tels que :

« *ALLEMAGNE. PDG société import fabricant de matériel électronique et jouets rech. pour siège ds. petite ville pittoresque près de Hanovre SECRET. DIRECTION discrète, efficace. Désireriez-vous parfaire le français de votre patron. Désirez-vous parfaire votre allemand. C.V et photo (perdue) à...* »

(*idem*, 3 octobre 1971.)

Depuis, « *Le Monde* » du travail est manichéen, d'un côté les femmes : secrétaires, sténo-dactylos, assistantes, collaboratrices, infirmières, etc... De l'autre les hommes : en majorité ingénieurs, cadres, directeurs commerciaux, P.D.G., quelquefois techniciens, programmeurs, et même... des MARIS :

« *Si vous êtes cadre supérieur, si votre femme ne travaille pas, si elle est passionnément attirée par les antiquaires ou les puces, si elle a un goût immodéré des recherches de qualité (...) demandez-lui de nous écrire (...) travail à mi-temps possible.*

(*id.* 13 juin 1973.)

A croire que l'existence d'une case « emplois féminins » a contribué à masculiniser tout emploi ne relevant pas de nos dispositions « naturelles » à taper sur des claviers ou panser des malades (dans *Le Figaro* et *France-Soir*, les annonces mixtes : collaborateur (trice), etc... sont nettement plus fréquentes).

A croire aussi que la seule existence de cette rubrique ouvre des perspectives insoupçonnées aux demandes des employeurs et/ou à l'imagination des annonceurs. Deux exemples trouvés récemment en résumé à eux seuls l'esprit :

UNE CONTRACTION

ECONOMIQUE

entraîne toujours des phénomènes en chaîne qui, tous, touchent à l'emploi en établissant une ségrégation de fait

- Au niveau des secteurs industriels : les gros consommateurs de matières premières touchés.
- Au niveau des catégories de personnels : les personnels d'exécution du secteur secondaire sont les premiers atteints, puis, en cas d'accélération de la récession

LES PERSONNELS FEMININS.

SEUL

LE SECTEUR TERTIAIRE offre des garanties de pérennité en cas de contraction et de remarquable résistance en cas de récession. Dans tous les cas, il offre à

LA FEMME

une irremplaçable possibilité de se réaliser dans la mesure même où un grand secteur industriel tertiaire impose des qualités foncières qui sont généralement celles de la femme : sensibilité, intuition, sens inné des relations, adaptabilité, plasticité, sociabilité, courage intellectuel.

NOUS SOMMES

- un grand tertiaire (le premier)
- une grande entreprise (la première de son secteur)

un département professionnel **EN CREATION** (réservé dans une large part et à tous les niveaux de la hiérarchie à des personnels féminins), une véritable activité de relations humaines dans un créneau de classes moyennes et dirigeantes, promoteurs des produits de marketing qui « collent » à la sensibilité féminine, dans ce qu'elle représente de plus authentique ; créateurs des plus larges possibilités de responsabilité dans le management.

SI

- Vous avez 21 ans au moins,
- Êtes de nation française,
- Avez une format. second.
- Êtes totalement libre à partir du 7-1-74,
- **POUVEZ REELLEMENT** faire face aux contraintes d'une activité dense, constante et particulièrement dynamique,

NOUS OFFRONS un stage rémunéré, une bourse d'intégration, une véritable formation continue, une titularisation rapide, de réelles possibilités de responsabilité dans la création et le management de notre nouveau département, des moyennes de gains mensuels allant de 2500 F (début après stage) à 8000 F (management exclusif).

NOUS RECEVONS pour vous informer le 4-1-74, de 9 h. à 15 heures, 25-27, rue Danielle-Casanova, Paris 2^e.

LA COMMUNICATION

est aussi rare et difficile que

LA CREATION

La communication est toujours difficile entre les hommes. Il semble qu'elle l'est de plus en plus. Mais d'une façon plus particulière, le phénomène semble encore plus important lorsqu'il s'agit de communiquer avec des

FEMMES

- Nous avons analysé avec minutie et une méthode rigoureuse les écueils de la communication avec les postulantes que nous rencontrons ;
- **Au niveau de notre annonce** : elle est mal lue, parfois à peine parcourue. On se déplace comme on va faire du shopping, sans motivations équilibrées et solides ;
- **Au niveau du contact** : l'absence de réalisme devant les impératifs de la vie active est étonnante : tout se passe comme si le combat de la femme pour son émancipation était truqué au départ ; ou aspire — quand on n'exige pas — aux avantages pouvant être consentis à des hommes dans une carrière déterminée mais on refuse — souvent avec mépris — les contraintes correspondantes. Il y a

là un déséquilibre dont les psychologues nous disent qu'il conduit aux névroses et psychoses individuelles ou collectives.

NOUS NE SOMMES PAS UNE ORGANISATION HOSPITALIERE

constituée de sociologues, psychologues ou psychanalystes. Nous n'avons ni la formation, ni les moyens, ni la capacité, ni la possibilité de nous attaquer avec efficacité à un problème de cette importance.

NOUS CHERCHONS A RECRUTER DES JEUNES FEMMES

adultes, réalistes, équilibrées et capables de prendre en main leur propre destin en assumant leurs responsabilités :

- Lorsqu'elles choisissent un métier (toute possibilité, tout avantage, toute perspective est équilibrée par une contrainte correspondante) ;
- Lorsqu'elles l'exercent (il s'agit alors de demeurer fidèle à son choix).

SI NOUS POUVONS COMMUNIQUER NOUS OFFRONS

LA CREATION

au sein d'un groupe de sociétés, brillantes, du point de vue dimensionnel comme du point de vue réputation et solidité, d'un département professionnel dont nous réservons la moitié à des personnels féminins à tous les niveaux de l'organigramme. CERTES, notre profession est difficile du point de vue des contraintes qu'elle impose (psychiques, santé robuste ; psychiques, bon équilibre ; tendances, relations humaines de contact ; impératifs techniques, horaires décalés et tardifs ; activité : distribution-vente de produits de marketing hautement sécurisants puis — très vite — management des personnels de distribution).

MAIS, il s'agit d'une carrière exaltante sur les plans responsabilité, réalisation de la personnalité, initiative, diversité, densité. Une car-

rière que nous prenons en charge : formation rémunérée, intégration assistée, formation permanente (promotions rapides (titularisation en moins de 6 mois, cadre supérieur en moins de 8 ans), assiette des rémunérations laissant une large place à l'efficacité et permettant, pour une activité des rémunérations mensuelles et une personne moyenne, MINIMALES allant de 2.500 francs pour la débutante à 5.000 francs pour la professionnelle confirmée puis à 8 000 francs pour la jeune manager.

ESSAYONS DE COMMUNIQUER

Rendez-nous visite le 25 janvier, de 9 à 15 heures, au : 25-27, rue D.-Casanova, Paris-2^e.

Nous ne vous demanderons pour nous recevoir et vous informer :
— Que d'avoir 21 ans minimum ;
— Une formatoin secondaire ;
— La nationalité française ;
— Une pleine disponibilité à partir du 28 janvier 1974.

Après une enquête prudente qui ne nous poussa pas au-delà du porche de l'immeuble, nous avons découvert que cette mystérieuse entreprise s'appelait — faut-il s'en étonner — LA PATERNELLE³.

On peut se demander si l'apparition soudaine de cette rubrique n'est pas une façon élégante pour *Le Monde* de se

3. Pour être honnête, il faut signaler que *Le Monde* n'a pas le monopole des annonces sexistes, et que le sexisme n'est pas seul reproche que l'on puisse faire à ses annonceurs. C'est ainsi que le même annonceur (apparemment spécialiste du recrutement des démarcheurs en assurances) a fait passer simultanément six pavés du même genre, répartis sur trois journaux en deux jours, soit environ 25 000 à 30 000 NF d'investissement. Dans *Le Figaro* du 24 janvier, on trouve — mais ici dans la rubrique « marketing — cadres commerciaux », une annonce, également interminable, qui dit notamment :

« JEUNE FEMME qui voulez réellement sortir des SENTIERS BATTUS (...) sans préjudice sensible pour votre environnement familial ou personnel (...), des préjugés de formation, d'éducation, ou de classe n'ont jamais pu vous entamer », etc.

Et trois autres annonces, adressées aux « hommes jeunes ou jeunes femmes » témoignent exactement du même cynisme, du même mépris et de la même prodigieuse violence à l'égard des candidats à l'embauche, fussent-ils des hommes.

débarrasser des femmes apparemment inemployées qui assailaient la rédaction de lettres et autres manifestations de protestation contre le sexisme ambiant. Dans l'état actuel de nos investigations, rien ne nous permet de l'affirmer encore avec certitude. Cependant, nous disposons d'ores et déjà de quelques indices de misogynie assez troublants ; tel ce titre de première page :

« LA C.E.E. DOIT-ELLE SUBVENTIONNER LES MENAGERES SOVIETIQUES ?

Lire p. 32. »

(*id.*, 26 avril 1973.)

qui nous renvoyait, p. 32, à un article ardu sur le problème posé par les stocks excédentaires de beurre dans la Communauté Européenne, mais ne soufflait mot des femmes soviétiques.

Ou bien encore, l'inquiétude que laissait poindre le correspondant du *Monde* à la découverte de :

« ... la façon dont (le nouveau cabinet grec) a été composé : de bric et de broc, au hasard des amitiés de femmes d'officier, et sans qu'aucun contact ait été pris avec des personnalités quelque peu représentatives. »

(*id.*, 29 novembre 1973.)

Enfin, et pour confirmer nos soupçons, on peut se demander à quoi sont employées les six femmes classées *CADRES ASSISTANTES* dans l'organigramme du *Monde* paru le 29 janvier 1974. Sans doute, à assister des cadres mâles !

Nous ne manquerons pas de vous tenir au courant des résultats de notre enquête. Mais nous sommes persuadées que nulles mieux que les « cadres assistantes », secrétaires, sténodactylos, ou les (rares) rédactrices du journal ne sauraient vous informer sur les derniers avatars et le vrai visage du sexisme dans *Le Monde*.

!*

**

UNE PRESSE DITE FEMININE (*suite*), ou :
LA LIBERTE DANS LES FORMES.

« Marie-Claire » nous aurait-il entendues ? Quatre mois après avoir servi de tribune au misogyne de service Villalonga

(cf. *Temps Modernes* de décembre) ce journal lance une grande campagne contre la misogynie (février 1974) et invite aussi ses lectrices à lui fournir tous les témoignages sur

« *la discrimination anti-féminine dont (elles) ont été victime ou témoin* ».

Nous ne saurions trop nous réjouir d'une évolution si favorable. Et nous n'en sommes que plus à l'aise pour signaler aux rédactrices (eurs) de « Marie-Claire » quelques citations trouvées (presque) au hasard des pages... du même numéro du journal :

« *L'ampleur peut être la meilleure ou la pire des choses : le bonheur d'aller à l'aise, souverainement libre de ses gestes, et le risque de se transformer en sac informel* » (p. 43).

« *Même le style très sport, très net, très classique a été touché d'un petit coup de grâce féminisante* » (p. 54).

« *Deux exemples de cette mode très féminine sans mièvrerie. Floue légère, pleine de charme (...)* » (p. 60).

« *Une vilaine chevelure c'est, pour les femmes, un petit purgatoire permanent (...)* L'assurance absolue que tous les jours, commenceront en tristesse et finiront en déroute » (p. 62).

« *C'est vrai. Il y a des nuits où l'on a envie de dormir en fille. Avec un semblant de chemise de nuit (...)* Quelque chose de court. De léger. De joli » (p. 82).

« **LUMILANE VOUS FAIT DES YEUX POUR ETRE VUE** » (Orlane, p. 19).

« *Vous lavez,
vous équeutez,
vous égouttez,
vous mélangez,
vous battez,
vous délayez.*

Ça, c'est avant la cuisson.

Et pendant ? (...)

Si on n'avait que ça à faire, on resterait facilement plantée là, devant le four. »

(Astra, p. 124 (environ !))

Alors nous demandons : le lancement par Marie-Claire d'un « livre blanc sur la misogynie » s'accommode-t-il si facilement du voisinage — et des fonds — d'une publicité et d'une litté-

rature qui ne voient dans les femmes que l'objet sexuel ou la cuisinière ?

Nous demandons aussi : la lutte contre une

« société qui repose tout entière (sic) sur le travail noir des femmes »

(Interview d'une correspondante agrégée de médecine, directrice d'un laboratoire et patronne de trois domestiques), (p. 35),

peut-elle ne pas remettre en question aussi l'aspiration inlassable à être professeur de Faculté « comme (on) l'avait rêvé enfant » (*id.*) ? Et peut-elle ne pas remettre en question l'obligation faite à des femmes qui refusent leur rôle « naturel » de gardienne du foyer, de se faire remplacer par d'autres femmes (« domestiques ») dans cette tâche ?

Si nous dénonçons dans cette rubrique — et ailleurs — la double image mère-vierge-cuisinière ou putain, si nous dénonçons la discrimination à l'encontre des femmes, ce n'est pas pour endosser cette autre caricature : celle de la « femme d'action », de la « femme à carrière », alibi et caution apparemment satisfaite d'un système qui n'en continue que mieux à opprimer toutes les autres. C'est parce que nous aussi nous croyons que

« le plus urgent pour toutes les femmes c'est de sortir de (leur) isolement ; de sortir de chez elles sans se culpabiliser, de se rencontrer, de s'associer sur n'importe quel problème qui les intéresse (...). (de) se rendre compte de l'indentité des problèmes que chacune essaie de résoudre dans son coin et pour elle seule ».

(Interview de Michèle Bordeaux, ex-doyenne, démissionnaire, de la faculté de Nantes, *id.*, p. 35).

*
**

Ont participé à la rédaction de cette rubrique : Cathy, Claudine, Dominique, Françoise, Jeanine, Josselyne, Liliane, Vicky.

Renée Saurel

THEATRE

« NICOMEDE » OU « NUCLEA » :

LETTRE OUVERTE A ROGER PLANCHON

Cher Roger Planchon,

Vous n'êtes pas de ceux qui, à l'issue d'une représentation, disent n'importe quoi à n'importe qui. L'auteur de *La Remise* et de *Le Cochon noir* a hérité de ses ancêtres paysans ardéchois la sagesse de ne parler qu'à bon escient. Nous savons aussi — vous nous l'avez prouvé — que vous êtes capable de garder le silence quand on vous le demande en haut-lieu. Notre amie Colette Godard, pour sa part, n'a point pour habitude de prêter aux hommes de théâtre des propos qu'ils n'ont pas tenus. Ces raisons, conjuguées, nous incitent à prendre au sérieux la profession de foi que vous avez faite après la représentation de *Tartuffe* au Palais des Arts et de la Culture de Brest. (Voir *le Monde* du 11 janvier). Après cette représentation, le débat prévu n'ayant pas eu lieu, vous-même et de jeunes spectateurs bretons appartenant au théâtre universitaire mais non étudiants — je souligne ce détail qui a son importance — vous êtes retrouvés dans un restaurant. On a parlé de *Tartuffe*, tel qu'il se présente dans votre seconde mise en scène, que je ne connais pas. (Mais vous me permettez de rappeler ici que j'avais beaucoup admiré et défendu la première.) Ensuite, vous avez posé la question : « *Pourquoi la plupart des grands metteurs en scène montent-ils des classiques ?* » et vous avez donné vous-même la

réponse. Je transcris ce que vous fait dire Colette Godard : « *Parce que, malgré leur forme anachronique, ils permettent, mieux que toute œuvre contemporaine, d'analyser le monde contemporain. Rosner a mieux parlé de la Tchécoslovaquie en montant Nicomède, qui traite des libertés dans un petit pays intégré à un empire, que n'importe quelle œuvre de circonstance.* » Et Colette Godard d'ajouter que les détracteurs (des classiques) se laissèrent convaincre...

Convaincus ? Le furent-ils vraiment ? J'espère bien que non, car, si cela était, votre responsabilité serait grande. D'autant plus grande que ces jeunes interlocuteurs bretons n'étaient pas des étudiants entraînés au maniement de la dialectique et capables de réduire à néant les sophismes du maître. Un maître que nous savons intelligent et dont la présence amicale, apparemment chaleureuse, ne laisse pas de fasciner.

Votre assertion concernant les classiques est doublement contestable. Tout d'abord, en l'assortissant de la remarque : « *Malgré leur forme anachronique* », vous laissez entendre que la forme et le fond sont dissociables, ce qui est faux. Ils ne font qu'un et, mis à part quelques chefs-d'œuvre classiques très connus, ayant été « étudiés en classe ». (*Le Cid, Cinna, Horace, Phèdre...*) l'anachronisme de leur forme, le « ronron » parfois soporifique de l'alexandrin font écran entre l'œuvre et le public moyen. Cela est d'autant plus vrai que le fossé va s'agrandissant — et vous le savez bien — entre la langue écrite et la langue parlée. Pour en venir plus précisément à ce *Nicomède* que vous citez en exemple, je n'ai pas vu la mise en scène de Jacques Rosner, mais, connaissant, le talent de ce dernier, je veux bien croire qu'il en a fait un très attachant spectacle. En revanche, je connais bien la pièce et ne crois pas que le spectateur d'aujourd'hui puisse spontanément penser au rapport U.R.S.S.-Tchécoslovaquie en lisant *Nicomède*. Qu'il y décèle, inscrite en filigrane sous le thème de l'impérialisme romain — et s'il est, comme dirait René Ehni, un spectateur « culturisé » — une allusion à la Fronde, qu'il reconnaisse en Nicomède, cet « astre naissant », ce Condé arrêté puis libéré par le pouvoir royal, soit ! Mais la Tchécoslovaquie ? Et d'ailleurs, si l'on accepte de jouer le jeu de la mise en scène « allusive », pourquoi l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie plutôt que les U.S.A. et l'Amérique latine, ou la Turquie, ou la Grèce ? L'Arménie, la Bithynie et la Cappadoce ne sont-elles pas partout aujourd'hui

où s'impose la loi d'airain de l'impérialisme ? Allons, cher Planchon, cela n'est pas sérieux et pourrait bien, s'adressant à de jeunes spectateurs, frôler l'abus de confiance.

Où donc est le Planchon qui, en 1956, montait, avec les dérisoires moyens du Théâtre des Marronniers, la pièce d'un jeune inconnu : *Les Coréens* et qui, pour cela, était en butte aux attaques des anciens du bataillon Bigeard, ex-« pacificateur » de la Corée ? Où donc est le Planchon qui mettait en scène *Paolo-Paoli* d'Adamov et « montait » avec cette pièce à Paris, contre l'avis de puissants conseillers ? Comment, confortablement installé dans le système, avez-vous pu à ce point perdre le sens de la solidarité professionnelle et surtout de la responsabilité, que vous néantisiez d'une phrase tout le répertoire contemporain, alors que vous-même, auteur, produisez, avec les deniers publics, votre sixième ou septième pièce ?

Loin de moi l'idée de faire table rase et de rejeter les classiques. Il faut au contraire souhaiter que, de nourriture de choix réservée à un petit nombre, ils deviennent le pain de tous. Et j'ai beaucoup aimé, jadis, Marivaux et Molière dépoussiérés — mais non distordus — par vous. Mais n'est-ce pas une imposture que de vouloir faire croire que la complexité extrême du problème de l'impérialisme moderne puisse être évoquée à travers une œuvre datant de 1651 ? Les classiques, cher Planchon, ne sont pas les « Centuries », réputées prophétiques, de Nostradamus...

Quand Vilar, au T.N.P., montait *Nucléa*, pièce du poète Pichette et que le bruit, en stéréophonie, des bombardiers porteurs de mort nous faisait courber la tête, il nous importait peu que la pièce fût ou non un chef-d'œuvre et que l'accueil de la critique fût mitigé. Vilar assumait pleinement la mission dont l'avait chargé Mlle Jeanne Laurent. Quand Jean-Marie Serreau — seul vrai disciple français de Brecht, ainsi que l'a justement dit Gilles Sandier — se vouait, au prix de quelles difficultés, aux œuvres des dramaturges francophones du Tiers-Monde, quand il consacrait ses dernières forces à la pièce d'un colonisé de l'intérieur, le poète breton Paul Keineg, il assumait, lui aussi, hautement sa mission et sauvait, pour la postérité, l'honneur du théâtre français. Ni Vilar ni Serreau, il est vrai, ne sont morts dans la peau d'un gros pédégé de la Culture. Nul ne pourra leur appliquer le mot terrible de Shakespeare : « *Cowards die many times before their death.* »

Aucune musique, enfin ne pouvait être plus douce aux oreilles du Pouvoir que les paroles prononcées par vous. Laissons-là, dans leur ghetto, les œuvres contemporaines présumées impuissantes à refléter le monde actuel et puisons dans la fonds des « chefs-d'œuvre éternels » ... Et vive l'humanisme, à condition d'avoir le tact de ne nommer ni les choses ni les gens par leurs noms ! M. Druon ne dit pas autre chose et l'on sait combien parcimonieuse est l'obole qu'il verse dans la sébile de ceux qui, à « Nicomède » préfèrent « Nucléa ». Vous ne pouvez l'ignorer et c'est la raison pour laquelle, à votre place, j'aurais eu au moins la pudeur de me taire...

« MIN FARS HUS », « LA MAISON DE MON PÈRE »

par Odin-Teatret. Scénario et mise en scène : Eugénio Barba. Conseiller : Peter Seeberg. Scénographie : par l'Ensemble d'Odin-Teatret. Adaptation scénique et jeu : Jens Christensen, Ragnar-Louis Christiansen, Tage Larsen, Else-Marie Laukvik, Iben Nagel Rasmussen, Ulrik Skeel, Torgeir Wethal.

De 1966, date de leur installation à Holstebro, à 1974, Eugenio Barba et son « laboratoire » n'ont produit que trois spectacles : *Kaspariana*, *Ferai* et *Min Fars Hus*. C'est que chacun d'eux a été élaboré durant de longs mois — une année en ce qui concerne *Min Fars Hus* — et que les autres activités : animation, séminaires interscandinaves, enquêtes sociologiques très poussées, requièrent un temps considérable. La notoriété de « Odin-Teatret » est maintenant mondiale. Devenu l'un des plus célèbres théâtres marginaux, il vient d'effectuer une tournée de longue durée, une autre équipe assurant à Holstebro, le travail administratif et culturel. Le danger du vedettariat et de la récupération, qui pèse sur toute entreprise théâtrale internationalement reconnue, ne me semble pas menacer « Odin ». La rigueur intellectuelle de son directeur, la qualité humaine des membres du groupe, la simplicité de la vie qu'on y mène, bref, toute une éthique qu'il faut accepter si l'on veut entrer et rester à « Odin », paraissent le préserver de toute compromission.

Min Fars Hus est déjà, pour « Odin », un vieux spectacle. A Rome, il a été donné sous les auspices de « Contemporanea »,

exposition qui se tint de novembre à février et comportait une dizaine de sections artistiques, dont une de poésie « *visiva e concreta* ». Nous ne sommes plus au temps de la Renaissance mais à celui où l'art est d'autant plus « *underground* » qu'il est plus authentique, donc plus gênant, et l'on peut voir un symbole dans le fait que l'exposition « *Contemporanea* » s'est tenue dans l'immense parking aménagé sous le parc de la Villa Borghèse, et qui, bien que très accessible, à deux minutes de la Vie Veneto, semble ignoré des Romains. Rampes, escalators, béton nu et, pour accueillir *Min Fars Hus* dans cet univers glacial, une salle rectangulaire, sans aucun aménagement, avec, au plafond, deux ouvertures en rosace masquées par un velum. Ce n'est pas le lieu rêvé, mais peu importe. « *Odin* » voyage léger, ne s'encombre de rien qui ne soit strictement nécessaire et l'intensité du spectacle fait vite oublier les inconvénients de l'endroit.

« *Min Fars Hus* » signifie exactement : « La Maison de mon père » et le travail est dédié à Dostoïevski. Il faut prendre le titre dans son ambiguïté : référence à la maison du père de l'écrivain, à l'enfance, mais aussi à l'Évangile selon Saint-Jean : « *Il y a plusieurs demeures dans la Maison du Père...* » Là est la source des deux tourments majeurs de Dostoïevski : l'un, plus ou moins enfoui dans les ténèbres de l'inconscient, est le remords du meurtre, non commis mais désiré, du père, l'autre, vécu dans une plus vive lumière, est le combat entre la foi et l'athéisme. Avec, entre eux, des interférences, des liens organiques. C'est dire qu'une fois encore « *Odin-Teatret* » justifie le nom qu'il s'est choisi. *Odin*, c'est le dieu scandinave des orages nocturnes, le chef de cette « *armée furieuse* » qui existe d'abord en chacun de nous et dont il importe de porter à la lumière du jour les pulsions ténébreuses, si l'on ne veut pas qu'un jour la révolution accomplie se referme comme un piège sur ceux qui ont lutté pour elle. De la révolution, Dostoïevski certes ne fut pas le héraut, il ne l'anticipa qu'avec grand effroi et eut le tort de croire que hors du christianisme il n'y a pas de morale possible. Mais quel écrivain, mieux que lui, quelle vie mieux que la sienne eussent permis une confrontation telle que « *Min Fars Hus* » ? Car c'est d'une confrontation qu'il s'agit et non d'une pièce « *sur* » ou « *d'après* » Dostoïevski. Quel romancier est plus riche de contradictions ? Inventeur du personnage polymorphe, il anticipe Adler et Freud, il est à la fois Alexis et l'athée Ivan, il effraie le Saint-Synode par

la rigueur de son argumentation athéiste, puis jure de livrer une ultime partie des « Karamazov » qui réhabilitera la foi et meurt avant de (ou pour ne pas ?) l'écrire...

A « Odin », le travail a commencé par l'étude de diverses biographies. Singulière famille, aussi loin que l'on remonte ! Des assassins — dont une femme — des assassinés, des protopopes. Le père de Dostoïevski se vantait d'être noble et de posséder le blason polonais « Radwan », la bannière d'Eglise. La première maison de l'enfance est une dépendance de l'hôpital de Borovsk, où exerce le docteur Dostoïevski, dont le portrait varie légèrement d'un biographe à l'autre. Avare, austère, lisant à ses enfants Pouchkine et surtout l'Histoire sainte. En 1831, le docteur réalise son rêve le plus cher, il acquiert un domaine de cinq cents hectares et quatre-vingts âmes. Il s'y retire en 1836, après la mort de sa femme. Devenu éthylique, en proie à des crises de fureur, à des hallucinations, il fait fouetter les serfs et s'en prend aux petites filles. On le trouvera mort, testicules broyés. Le scandale fut étouffé, le crime resta impuni. Il est tentant de penser que l'écrivain eut sa première crise d'épilepsie en apprenant la nouvelle de cette horrible mort. Freud, en tout cas, parle d'épilepsie affective. Avant de subir ce traumatisme, Dostoïevski avait perdu sa mère et dû supporter d'être séparé de son frère Michel, qu'il aimait tendrement. C'est sans Michel, refusé à l'examen, qu'il entre, à seize ans, dans le sinistre internat de l'Ecole du Génie militaire de Saint-Petersbourg. Il y passe quatre années d'une vie « répugnante », écrit deux drames (*Marie Stuart* et *Boris Godounov*) qui seront perdus ou détruits et en 1842 il est affecté, comme sous-lieutenant, au bureau des ingénieurs du génie. Quand il en démissionne, deux ans après, il est déjà criblé de dettes. La passion du jeu le dévore, la machine infernale, la machine à sous est en mouvement et comme Balzac il n'aura plus le temps de souffler. Il se frotte à la gent littéraire, se fait des amis, qui n'en sont pas, des ennemis qui, eux, lui seront fidèles. Le succès vient avec « Les Pauvres gens » puis reflue à la parution du « Double » et ses ex-admirateurs : Nekrassov, Tourgueniev, se moquent de lui. Il sue sang et eau dans cette cruelle initiation. Epilepsie, angoisse, peur de devenir fou, « horreurs mystiques ». La révolution de février 1848 se répercute dans l'intelligentsia russe, Bakounine parle au Congrès slave de Prague. En 1849, Petrachevski, dénoncé par Antonelli, est enfermé à la forteresse Pierre et Paul en même temps que

trente-quatre autres inculpés, parmi lesquels Dostoïevski. En octobre, le tribunal militaire prononce vingt-deux condamnations à mort. Stupeur de Dostoïevski, qui n'est accusé que d'avoir assisté à la lecture d'une nouvelle « révolutionnaire » et d'avoir lu lui-même en public une lettre de Biéliniski à Gogol... Le 22 décembre, les condamnés sont conduits en charrettes place Semenovskaïa. On lit le verdict, on attache les trois premiers condamnés à des poteaux, yeux bandés, le peloton se range, met en joue. La mise en scène est parfaite, le scénario au point : à la dernière seconde, on annonce que le tsar Nicolas I^{er} commue en peine de travaux forcés la sentence de mort. La décision avait été prise bien avant, mais le tsar s'était complu à l'ignoble simulacre. A Noël, c'est le départ vers le bagne d'Omsk, chaînes aux pieds, en uniforme noir et gris, un as de carreau jaune dans le dos, le froid est terrible et le long du parcours les femmes des « décembristes » remettent aux forçats Evangile et argent. A la sortie de la maison des morts, quatre ans après, Dostoïevski écrit à son frère Michel : « *C'est ma croix et je l'ai méritée* ». Sous-entendu : pour avoir désiré la mort du père. La constante affection de Michel, puis l'amitié vigilante du jeune baron Wrangel, nouveau procureur au tribunal de Semipalatinsk, où Dostoïevski est soldat de ligne pour quatre ans, rendent supportables ces années de semi-liberté. Le cycle des amours impossibles, des étranges relations triangulaires commence avec Marie Issaïeva. Quand elle est enfin libre et que Dostoïevski, grâce à Wrangel, a recouvré ces droits de noblesse auxquels il tient tant, il l'épouse, mais le soir même des noces l'épilepsie le frappe — ou lui sert de refuge ? — et Marie ne cache pas sa « *déception* ». Enfin, en 1859, Dostoïevski est autorisé à résider à Moscou ou à Saint-Petersbourg et il peut de nouveau publier ses œuvres sous son nom. Le nouveau règne commence : Alexandre II prépare l'abolition du servage et la libéralisation de la censure.

Il est évident que le travail d'Eugenio Barba et de ses camarades s'est nourri surtout de cette première partie de la biographie de l'écrivain. Elle contient les événements les plus déterminants. La suite : les voyages dans les pays occidentaux qui incarnent aux yeux de Dostoïevski le déclin de la civilisation matérialiste, les amours déchirantes, la mort de Marie, puis celle de Michel (1864), le second mariage avec la demoiselle sténographe, les dettes, la fuite devant les créanciers, les démêlés avec les édi-

teurs, tout cela certes importe, mais dès 1859 tout est joué. A partir de 1871, c'est la consécration, le renoncement au jeu, la retraite à Staraja Roussa, le voyage à Daravoïe, où de vieux paysans parlent du meurtre du père, la rencontre du philosophe Soloviev, ennemi du positivisme occidental, la visite au monastère d'Optina, que l'on retrouvera dans « Les Frères Karamazov ». Puis la mort, en 1881, et, un mois après, l'attentat qui tue le tsar.

Parallèlement à la biographie, l'œuvre romanesque ¹ a été explorée à fond. L'osmose entre la vie et l'œuvre, les diffractions du moi dostoïevskien ont été analysées. Les acteurs ont retrouvé le « *mal sacré* » chez Mychkine et Smerdiakov, le conflit avec le père démultiplié chez les Karamazov, le déchirement de Dostoïevski, allant de sa femme Marie à sa maîtresse Paulina Souslova, dans les personnages de Nastassia, d'Aglaé, de Dimitri, de Grouchenka, de Catherine Ivanovna, l'ambiguïté du rapport Mychkine-Rogojine, (que l'on se souvienne des deux hommes auprès du cadavre, déjà puant, de celle qu'ils aimaient, la veillant sous un Christ de Holbein...), ils ont fréquenté les « *démons* » et les « *simples* », les innocents que le peuple respecte et nourrit. Long séjour sur un « *territoire flottant* », qui allait conduire chacun des acteurs à une mise en question personnelle, pour déboucher sur la vision d'une société telle que l'on ne peut qu'en souhaiter la destruction. Mais pour la remplacer par quoi ? Dans ce spectacle, où le dialogue est presque inexistant, chacun des acteurs a « *inventé* » une langue, un « *russe* » compris de lui seul. Mais deux phrases sont dites en danois. D'abord, la « *dédicace* » : au début, l'actrice Else-Marie Laukvik paraît, jette une fleur blanche et dit : « *Dostoïevski, c'est pour toi !* » Ensuite, à l'acteur Torgeir Wethal qui demande : « *Qu'est-ce qu'une grande pensée ?* », la même Else-Marie répond : « *Transformer les pierres en pain.* » Et elle ajoute : « *C'est une grande pensée, mais pas la plus grande. Quand l'homme a mangé à sa faim, il se dit : maintenant, je suis rassasié, et maintenant que dois-je faire ?* » A chaque spectateur de trouver la réponse. « *Odin* » n'enseigne

1. La traduction récente de l'œuvre de Dostoïevski en langue danoise est due à M. Ejnar Thomassen. Elle comporte vingt volumes et son auteur, qui a travaillé six ans pour un résultat que l'on dit remarquable, a été fait docteur « *honoris causa* ». M. Ejnar Thomassen est âgé de quatre-vingt-douze ans.

aucun catéchisme, il se contente de mettre le spectateur en face de lui-même.

« *Il arrive parfois que l'on se remémore inconsciemment une foule de choses étranges, même au moment d'être conduit à l'échafaud* » écrivait Dostoïevski. Et il ajoutait, songeant à ce qui l'attendait au bagne : « *Près de moi seront des hommes et être un homme parmi les hommes et le demeurer toujours, quelles que soient les circonstances, voilà le véritable sens de la vie...* » Dès le début du spectacle, un homme s'avance, les yeux bandés. Dans la conscience d'un homme pantelant de peur, qui croit que d'un instant à l'autre son cœur va cesser de battre, ses yeux de voir, ses poumons de respirer, les images et les souvenirs ne s'ordonnent pas selon la logique d'une évocation paisible ni même selon la fantaisie du rêve éveillé. L'animal apeuré crie sans crier, la salve, pas encore tirée, a déjà fracassé le miroir. D'où l'incohérence, qui est vérité profonde, des séquences du spectacle structuré par Eugenio Barba d'après les suggestions des acteurs émergeant d'une longue imprégnation. Il y a invention, création, sympathie au sens littéral, mais aussi réflexion et distance critique. Il s'agit de ressentir et de comprendre, non de s'identifier. Et il importe peu que le texte, moins abondant que le chant (populaire sans folklore, ou psalmodie) et que la musique, nous demeure à peu près incompréhensible. Conduit jusqu'à sa pure essence, le théâtre ici se passe de discours et ce cloisonnement schizophrénique — chacun ignorant la « langue » de l'autre — est aussi significatif d'un état social. C'est aussi le contraire d'un théâtre d'illustration : Dostoïevski, on l'a déjà compris, n'apparaît pas dans le spectacle, pas plus que tel ou tel de ses personnages. Et pourtant les uns et les autres sont là, en incarnations protéiformes, fugaces. Le beau visage si pur de Torgeir Wethal ne peut être que celui de Mychkine ou d'Aliocha, ou du Christ, et en Else-Marie Laukvik l'innocente s'incarne aussi bien Matriochka qui se pend que la « *puante* », mère de Smerdiakov, engrossée au hasard d'un rut féodal... Tous les offensés, tous les humiliés, tous les « *simples* » que le peuple dit « *aimés de Dieu* ». L'alcool, la violence, l'orgasme, l'élan mystique, les terribles délices de cette épilepsie dont Dostoïevski écrit qu'elle lui fait subir la mort en pleine vie et le met en contact avec « *l'envers du monde* », la peur, la tendresse, la pitié, tout est là, fondu au creuset du travail en commun, et ce travail est admirable parce que chacun des acteurs

possède, outre l'intelligence et la sensibilité, un corps qui, entraîné sans relâche, devient l'instrument parfait d'un théâtre absolu. Ombre et lumière, chant et musique rythment le spectacle. On voit l'entrée de l'innocente, puis deux hommes au sol, dans les bras l'un de l'autre, Else-Marie Laukvik déchirer la chemise d'Iben Nagel Rasmussen dont les pétales tombent comme de la neige, on devine la violence d'un accouplement dans l'obscurité, un bal évoque la dernière fête donnée par les Karamazov et les paysans grotesques essaient d'imiter les nobles (chaussures et bottes servent ici à signifier le rapport entre les classes), l'Oiseau de feu volète (une bougie allumée dans un coupelle au bout d'une longue tige flexible), éclairant dans la pénombre un visage de Christ, un drap blanc souillé de sang séché — viol, parricide — se replie, un autre, noir, est étendu et ôté avec une précision rituelle, on respire l'odeur infecte de la bière que l'accordéoniste en sabots blancs boit goulûment, genoux ployés, buste droit, le bas du visage figé en un rictus (le jeu de l'acteur, U. Skeel, totalement dissocié, traduit l'aliénation du serf), on suit du regard le flûtiste aux yeux hallucinés et, pour finir, voici que réapparaît l'homme aux yeux bandés, cependant qu'un autre homme s'effondre, embrasse la terre et qu'on le mitraille de monnaie. Des centaines de pièces de tous les pays du monde, une « mitraille » symbolique qui écrase, qui tue l'homme et puis la musique se casse soudain et l'on entend le bruit des pas qui s'éloignent... Les acteurs, comme il est d'usage à « Odin » ne viennent pas saluer. Du spectateur, l'on n'a pas fait un voyeur (la pudeur, si peu à la mode, est l'une des caractéristiques d'Eugenio Barba), on ne lui a pas davantage demandé de « participer » par les moyens puérils qu'emploient certains de nos petits maîtres, mais il était là, tout près des acteurs, enfermé avec eux dans ce champ clos et pas plus qu'eux il ne pouvait échapper à la confrontation. Il n'y a pas de « palmarès » à établir, l'équipe entière est admirable.

On est naturellement en droit de se demander si un tel travail peut être intelligible et émouvant pour le spectateur qui ne connaît ni la vie ni l'œuvre de Dostoïevski. Il convient d'abord de rappeler que « Odin-Teatret » est un « laboratoire nordique pour l'art de l'acteur » et que son directeur ne croit pas à la possibilité d'un théâtre populaire dans les conditions de nos sociétés occidentales. Enfin, l'expérience de la longue tournée effectuée avec *Min Fars Hus* a montré que ce spectacle

trouvait un écho auprès du public le moins préparé, celui de l'Italie du Sud par exemple. Une feuille, rédigée en italien, a été distribuée à la fin du spectacle. On y explique que, renonçant au traditionnel débat, on prie le spectateur de faire connaître soit par écrit, soit par un dessin et en conservant l'anonymat s'il le désire, ses réactions. Les réponses collectées sont à l'étude à « Odin ». Il est question d'ailleurs qu'une partie de « Odin-Teatret » s'installe en mai prochain en Italie, dans cette région des Pouilles qui correspond à peu près à notre Lozère. C'est là qu'Eugenio Barba a ses racines, mais il n'entend surtout pas y revenir « *en missionnaire* ». Son groupe (tout le monde s'est mis à apprendre l'italien) et lui-même entendent établir avec la population un lien réel, loin du circuit officiel des « stable » subventionnés. Le théâtre en tant que « *produit fini* » intéresse moins Eugenio Barba que le travail d'éveil, d'incitation à la réflexion esthétique, éthique, politique et sans doute a-t-il raison de penser que ce public neuf de la région des Pouilles sera d'autant plus réceptif qu'il est moins vernissé de culture traditionnelle.



De Dostoïevski, il est question dans la livraison (numéro 3) que la revue *Obliques* consacre à Kafka. Dans un remarquable article, M. Jean Starobinski analyse les ressemblances et les différences entre les deux écrivains. A ses yeux, ils ont en commun le fait de construire (ou de détruire) le monde « *à travers le tourment personnel de leur vie* », le Bien, le Mal, l'existence ou l'absence de Dieu. Lutteurs obstinés, sinon adroits, ils n'ont cessé l'un et l'autre d'être aux prises avec quelque chose ou quelqu'un, combat sans merci qui fait d'eux, au degré absolu, « *les figures sacrées de la littérature moderne* », laquelle en compte peu. Ils ont aussi en commun la maladie, qui fut pour eux « *agent de sensibilisation* », la vulnérabilité à l'égard de l'inconscient collectif, la qualité du malaise qu'ils imposent à leur lecteur et, bien entendu, le conflit avec le père où se noue, dit M. Jean Starobinski, « *le tourment principal de leurs années de jeunesse, et où se surajoute la relation dramatique avec une autre figure paternelle, celle de Dieu* ».

Pris l'un et l'autre au « *filet du destin* », sans doute, mais M. Starobinski prend soin de noter la différence : des terribles

expériences de Dostoïevski, Kafka n'a rien connu, pas même le mariage, il n'a guère encouru de risques et « *pour toute maison des morts il n'a hanté que les grands bâtiments administratifs* ». Et il n'a jamais été cet homme « mitraillé » par l'argent qu'Eugenio Barba nous montre à la fin de son spectacle.

Comparant les œuvres, M. Starobinski note que les deux romanciers se défendent de devenir des philosophes spéculatifs et ne surajoutent jamais le problème métaphysique au récit, mais qu'au contraire : « *profondément mêlées et enchevêtrées dans une matière dense et triste qui est leur milieu vital, l'anecdote et la signification spirituelle du récit reçoivent l'une de l'autre un supplément d'opacité qui résistera à tout essai d'interprétation systématique ou de traduction rationnelle* ». En revanche, alors que les personnages de Dostoïevski cherchent fiévreusement à résoudre leur propre énigme et veulent régler leur vie sur quelque « *grande idée* », une telle intellectualité manque totalement à l'univers romanesque de Kafka.

C'est sur un texte de Bernard Groethuysen que s'ouvre ce numéro consacré à Kafka. Un beau texte où ceux qui ont connu Groethuysen, le retrouveront avec émotion : « *Aussi a-t-on peur de se réveiller et fait-on le mort. Car en se réveillant, il faudrait questionner quelqu'un ; il faudrait questionner tout le monde et c'est précisément ce dont on a peur...* » Un article : « Kafka en France », de Mme Marthe Robert, un entretien avec cette dernière sur le rapport de Kafka et du théâtre, un texte de Jorge Louis Borges : « Préface à la métamorphose », « La question des châteaux » traitée par Jean Pfeiffer, bien d'autres textes encore sont rassemblés dans ce cahier qui est, comme les précédents, bien mis en pages et superbement illustré. On y trouve, commentés par Henri Ronse, des dessins de José Quiroga et de fascinantes photographies de Prague, la ville dont Kafka disait : « *La petite mère a des griffes.* »

Renée SAUREL.

Christian Zimmer

TETES DE TURCS ET TETES DE BRETONS

Dès ses débuts ou presque, le cinéma fut salué comme un merveilleux moyen de rapprocher les hommes. Or, qu'en était-il exactement ? Y avait-il réellement réciprocité dans ce rapprochement ? La caméra était-elle vraiment ce pouvoir universel, à la disposition de tous, qui créait un nouveau type de rapports entre les hommes ? Evidemment non. Aux mains des sociétés industrielles avancées, des Etats-Unis et de l'Europe, elle servait en fait à une véritable colonisation par le regard, qui, cela va de soi, reflétait et prolongeait la colonisation politique et économique. Et l'organisation du marché prenait bien soin de ne pas aller à l'encontre de cette colonisation, en fermant par exemple les frontières du monde occidental au cinéma japonais, qui est l'un des plus vieux du monde. Le « regard » sur le Japon, c'étaient les cinéastes blancs, les studios européens ou californiens qui en avaient l'exclusivité.

Le cinéma, en somme, n'apportait rien de bien nouveau. Ce « rapprochement » entre les hommes, opéré à sens unique, était un leurre énorme. L'univers *différent*, l'homme lointain demeuraient plus étrangers, plus éloignés que jamais. Les cinéastes ne faisaient que prendre le relai des littérateurs, des peintres, des musiciens, qui dans le siècle finissant, avaient contribué à mettre au point ce système que l'on appelle l'exotisme. L'exotisme, qui est la vision néantisante qu'a la bourgeoisie occidentale de l'idée de *différence*. L'exotisme, qui est la négation même, l'occultation de la différence. Qui ne fait pas autre chose que ramener la différence, l'altérité à une catégorie nouvelle du même, ne pouvant les concevoir dans leur radicalité, mais

seulement en termes de *distance*. (L'étymologie est, comme souvent, trompeuse : si exotique signifie *extérieur, ailleurs*, ce sont l'extérieur et l'ailleurs *de l'intérieur*, c'est l'altérité, la différence *nommée* pour pouvoir être enfermée, maîtrisée, absorbée.) Désamorcée, neutralisée, la différence cesse ainsi d'inquiéter. Elle s'intègre à l'ordre du monde, qu'elle ne risque plus de perturber.

Rien de plus caractéristique de cette vision « exotique » qu'une entreprise comme « Connaissance du Monde », si proche de l'esprit qui fut longtemps, qui est encore celui du documentaire et du film d'exploration américains (les fameuses séries de Fitzpatrick, par exemple). A ceci près qu'il s'y ajoute l'alibi culturel, didactique, du conférencier, du magister en chair et en os, du professoratisme à visage découvert. Double satisfaction : le sentiment flatteur d'être enseigné par le spécialiste, le professionnel du voyage est conjugué avec la jouissance simple, élémentaire, accessible à tous, que procure la séduction naturelle de tout album d'images, de tout émiettement kaléidoscopique de l'univers. Le prestige attaché au magistère de l'unique, du détenteur du savoir, de l'expérience, se confond, sans les contredire, avec l'anonymat, la banalité de l'image touristique, du cliché d'amateur. J'ai tout à la fois la fierté d'apprendre de celui qui *sait* et le plaisir d'apprécier un florilège photographique que je pourrais avoir moi-même réalisé. D'où l'idéologie qui inspire inévitablement de telles entreprises : celle de la prééminence de la nature, immuable, éternelle, profondément une dans sa diversité (le divers n'est pas le différent, c'en serait même plutôt le contraire), source commune de toute existence, celle des hommes comme celle des choses, et par rapport à laquelle l'Histoire ne saurait donc être qu'un épiphénomène sans grande importance. Conception qui explique que l'individu soit vu ici comme objet, et bien rarement comme facteur vraiment agissant de l'Histoire. « Connaissance du Monde » ne fait pas de politique.

Or, de la politique, un film en provenance d'un pays colonisé par le regard, ou, il y a peu, colonisé tout court, en fait tout naturellement, pour la simple raison qu'il décolonise en quelque sorte en existant. Même si son discours ne nous surprend pas, il est à lire *différemment*, il a un *différent* sens parce que le lieu d'où il est parlé est situé sur un autre versant ; même si nous reconnaissons certaines choses que la vision « exotique » nous avait fait découvrir, celles-ci sont à interpréter

différemment, puisque l'exotisme est une façon d'appréhender une culture *autre* à travers, à l'aide de sa culture propre, c'est-à-dire avec des instruments inappropriés. En somme, il ne faut pas confondre un cinéma *différent*, qui, pour en subvertir complètement les formes, les signes, appartient néanmoins à notre culture (exemple : le cinéma de Carmelo Bene), avec un cinéma *de la différence*, qui, pour ressembler formellement au nôtre, n'est pas moins étranger à cette culture. Il ne s'agit que d'une question de méthode : les artistes révolutionnaires du Maghreb ou d'Afrique Noire écrivent encore leurs chants en français, les ex-colonisés utilisent le cinéma, cet art créé par l'opresseur colonialiste, mais cela ne veut pas dire qu'ils ne se débarrasseront pas un jour et de cette langue et de cet art, pour retrouver un langage foncièrement autonome, une unité véritable du dire et du dit.

La chose, en tout cas, est évidente : tenter une approche « exotique » de films comme *Umut*, du Turc Yilmaz Güney, *Le Charbonnier*, de l'Algérien Mohamed Bouamari, *Les Mille et une mains*, du Marocain Souhel Ben Barka, *Rites funéraires* et *Monsieur Shome*, des cinéastes indiens Pattabhi Rama Reddy et Mrinal Sen, c'est se condamner à en laisser échapper la totalité du sens. Car le projet de ces films n'est pas de nous montrer, de nous donner en spectacle le monde d'où ils sont issus, mais de résoudre les problèmes qui lui sont propres. Problèmes *historiques*, par conséquent. Le pittoresque des coutumes et des traditions, le folklore avec ses couleurs et ses rythmes ne sont pas ici comme des signes qui nous sont adressés de l'autre bord, pour nous séduire, pour faire vibrer en nous la corde de la fraternité universelle, mais au contraire des facteurs de rassemblement, de resserrement de l'épars, du disjoint, de reconstruction d'une unité perdue. Les thèmes de la préservation de la famille, de la collectivité, de la communauté ethnique ou linguistique sont présents dans tous ces films. L'aliénation religieuse y est surtout dénoncée, en fin de compte, dans la mesure où elle finit toujours par rompre, par disloquer la solidarité familiale, celle du groupe, ou celle de la nation, et où cette solidarité est fortifiée si on en secoue le joug.

Dans *Le Charbonnier*, la libération de la femme musulmane, la possibilité qui lui est offerte de travailler de son côté, hors du foyer, la placent par rapport à son époux sur un pied d'égalité qui resserre les liens familiaux au lieu de les distendre. Dans

Umut, au contraire, la confiance que met le héros dans le hodja l'amène à se lancer dans des entreprises désespérées qui l'éloignent longtemps de son foyer, privé en son absence, non seulement de toutes ressources, de toute chance, si mince soit-elle, de voir rentrer un peu d'argent, mais de cette simple *chaleur* de l'unité familiale, qui demeure à travers la misère et les discordes qu'elle engendre. Il y a une immense amertume dans le titre du film d'Yilmaz Güney, qui nous laisse entendre que « l'espoir » même qui reste au peuple turc se confond en somme avec son aliénation religieuse, confusion dont le plan final nous donne une image d'une terrible dérision : le héros, les yeux bandés, *aveuglé* volontairement, tourne en rond, interminablement, les bras en croix. Peut-on même encore parler d' « espoir », sinon par une espèce d'ironie tragique ? Yilmaz Güney lui-même préfère dire que le peuple turc n'est plus capable que d'une seule chose : *attendre*, véritable sens qu'il faut donner à ce mot d' « espoir ».

Dans *Rites funéraires*, de l'Indien Pattabhi Rama Reddy, il est encore question de la religion, ou, plus exactement, du respect de la loi des castes. En décidant de la violer et de procéder à l'incinération d'un brahmine qui, ayant vécu d'une façon indigne, n'avait pas droit à de telles funérailles, le chef religieux du village réintègre le défunt à la communauté et ressoude l'unité de celle-ci, ébranlée par le scandale causé par le disparu durant son existence et le conflit soulevé par sa mort parmi les habitants. Dans *Les Mille et une mains*, enfin, une séquence assez extraordinaire nous décrit le moussem des teinturiers de Marrakech. Nous voyons ces hommes accomplir à dos de mulet, avec leur famille, un voyage de plusieurs jours pour s'enfoncer au cœur du désert, où ils se rassembleront autour d'une tombe. Ils se mettront alors à danser, entrant peu à peu en transes, aux sons de la ghaïta que les musiciens se passent de bouche en bouche pour ne pas interrompre la mélodie. La scène n'en finit plus, la monotonie rythmique s'empare de nous comme elle s'est emparée des participants, les plus jeunes atteignant rapidement à la frénésie, les plus vieux, au contraire, cédant progressivement à la fatigue et se laissant tomber sur le sol, où ils n'épousent plus le rythme que de plus en plus faiblement. Moment et lieu essentiels : ceux d'un rassemblement au sens le plus fort du terme, de la reconstitution d'une unité ancestrale, immémoriale, autour d'un point central, originel, et

à travers la reconquête d'un rythme vital, fondamental, dont la monotonie n'a rien à voir avec celle du labeur quotidien, parce que celle-ci est aliénation et esclavage. Et, contrairement à ce qu'ont cru bien des critiques, le chatolement et la variété des couleurs — celles du bain où trempent successivement les écheveaux de laine — n'ont pas pour but d'égayer, de rendre attrayant un travail harassant et misérablement payé, mais d'en dénoncer les honteuses conditions. Cette « beauté », née de l'exploitation et de la misère, a le même goût amer, le même caractère cruellement dérisoire (voir les propos ampoulés de l'épouse européenne du patron marocain au cours de la brillante réception donnée dans leur propriété) que « l'espoir » laissé en partage au peuple turc dans le film d'Yimlaz Güney. Voir les choses autrement, ce serait retomber dans les illusions de cette vision « exotique » qui trahit complètement la réalité.

La recherche d'une identité, la sauvegarde d'une *dignité* (c'est le mot que clame l'étonnant prophète vagabond qui traverse le film de Ben Barka, disparaissant à la fin dans les flots de la mer, au terme d'une marche épuisante) ne peuvent donc être dissociées, ici, de la révolte, d'une volonté de rupture totale. Mais, paradoxalement, le retour aux sources, la conservation, voire la renaissance des traditions peuvent aider à la création d'un *homme nouveau*, comme dans certains films d'Amérique Latine. (On peut songer à ceux-ci en face des *Mille et une mains*, où deux scènes-clés, celle du moussem et celle de la colère du fils du teinturier Mohamed, piétinant avec rage les tapis de la somptueuse demeure du patron, reposent sur la même exploitation de la frénésie rythmique qui, après avoir exprimé la fête, exprime la révolte.) Et, si chez le Marocain Ben Barka, il est bien clair qu'il s'agit avant tout de s'insurger contre le néo-colonialisme de la grande bourgeoisie lié à la nature féodale du régime, le rejet de ce qu'il y a de plus aliénant dans la religion chez l'Algérien Mohamed Bouamari (qui nous montre, par exemple le « dévoilement » de la femme, ce qui a, souligne Hennebelle, dans l'état actuel de la société algérienne, un véritable caractère de provocation¹) s'accompagne d'un souci de préserver la structure ancestrale de la famille, voire de la consolider, de protéger la société rurale traditionnelle contre les mutations brutales du progrès, de dénoncer l'« européanisation »

1. *Ecrans* 74 n° 21, janvier.

trop complaisante, trop poussée, de certains éléments de la population. Mais, chez l'un comme l'autre, la volonté de changement demeure manifeste, et elle est traduite avec vigueur par la forme même du film. Ainsi, dans *Le Charbonnier*, une première partie, qu'on pourrait qualifier de descriptive, de phénoménologique, s'oppose avec netteté à une seconde, faite de visions subjectives, de rêves, d'images envahissant la conscience du héros. Nulle intention de transfiguration, de poétisation dans cette relation minutieuse de la journée du héros, fabriquant son charbon de bois dans la forêt, puis regagnant son foyer pour y prendre son repas et écouter la radio à la nuit tombante avant de s'endormir. Cette relation, qui distille le temps goutte à goutte dans un silence presque total, a quelque chose de pesant, d'insistant, presque de fastidieux, qui n'autorise guère le rapprochement que certains ont fait avec l'esthétisante *Ile nue* (dont le mutisme absolu apparaît très vite comme un pur procédé) et, si l'on veut — pourquoi pas ? — parler de « beauté » à son endroit, ce ne saurait être que celle de la *précision*. Car Bouamari ne cherche nullement à gagner notre adhésion sur le plan émotionnel, il se limite sévèrement à un réalisme à ras-de-terre, en deçà même de celui du documentaire, dans la mesure où il ne veut pas enseigner, mais seulement *poser* une réalité comme on pose le membre d'une équation. (L'accélération burlesque des premières minutes va dans le même sens : la réalité *est*, et elle a assez de force dans son énoncé même pour supporter n'importe quel style sans en être affectée.) Le contraste volontaire entre la pesanteur réaliste de ce premier « moment » de l'histoire, avec sa continuité linéaire, d'une part, et le caractère visionnaire, la discontinuité du second, d'autre part, donne en fin de compte au récit comme un mouvement de bascule, qui exprime bien les intentions profondes de l'auteur. La densité physique et temporelle, le poids de réalité et de quotidienneté de la phase initiale jouent comme un rôle de levier, de contrepoids, qui donne son élan à l'espoir, débloque l'imagination, libère l'esprit et l'ouvre au changement.

Mais est-ce seulement dans les pays du Tiers-Monde que ce problème de l'identité nationale, de l'unité ethnique et culturelle, apparaît lié à celui de la révolution, confondu avec lui ? N'est-ce pas cette même conjugaison que nous enseigne un film comme *Les Noces*, d'Andrzej Wajda ? La situation d'une nation comme la Pologne, sans cesse démembrée et déchirée au cours

de l'Histoire, n'est-elle pas sans analogie avec celle d'un pays colonisé ? Les colonisateurs de la Pologne s'appelaient peut-être Prusse, Autriche, Russie. Mais, et c'est là l'idée maîtresse du film de Wajda, la force nécessaire pour secouer leur joug ne pouvait se puiser que dans une union étroite de toutes les classes, dans une véritable alliance, en particulier, des intellectuels et de l'aristocratie avec le peuple. Ce sont là « les noces » dont nous parle le cinéaste : celles d'un poète venu de la ville avec une jeune paysanne, mais aussi celles des artistes, des penseurs, des propriétaires avec la population des campagnes, des riches et des privilégiés avec les couches laborieuses. L'action, qui se déroule en une nuit, aux environs de 1900, ne fait en apparence que décrire les réjouissances et festivités qui entourent le mariage. Nous baignons, ici encore, dans le folklore. Mais, si ostensible, si omniprésent soit-il, il est en fin de compte *intériorisé*, et peut-être en raison même de l'insistance que met apparemment Wajda à en étaler à nos yeux les aspects les plus voyants, les plus extérieurs, les plus séduisants (vision « exotique », en somme). Cette insistance se retourne en quelque sorte, parce qu'elle ne trouve pas de prolongement, comme c'est en général le cas, dans une action dont la teneur, dont l'esprit sont en harmonie avec le folklore lui-même, avec une optique « folklorique ».

Pour exprimer les choses simplement, on pourrait dire qu'il y a ici trop de folklore pour qu'il ne soit pas question de tout autre chose. Effectivement, Wajda nous tient un discours politique, qui dit l'échec de cette grande espérance d'unité, de cette alliance fondamentale, que la caméra tranfigure poétiquement en l'élargissant jusqu'aux dimensions d'un mariage de l'homme avec la nature, de noces entre l'esprit et la terre. On songe à ces fêtes primitives où le sentiment cosmique, tellurique, prend la place de la religion, et que Stravinsky a évoquées musicalement sous des titres significatifs : *Le Sacre du Printemps*, et, précisément, *Noces*. Mais, dans le film, cette exaltation, cet enthousiasme sacré, cette joie dyonisiaque, tout cela n'est que rêve d'une nuit, illusion, espérance irréalisable. Si la caméra de Wajda participe elle-même à cette ivresse, ne se contentant pas de la consigner, mais traquant, poursuivant les danseurs et les buveurs, collant aux corps, épousant leurs gestes, se faufilant entre les invités, sur les talons de tel ou tel, d'une pièce à l'autre de la ferme, ne relâchant pas une seconde son activité

futureuse, virevoltante, et donnant ainsi une extraordinaire sensation de chaude fraternité, de promiscuité étroite entre les personnages de classes différentes, exprimant aussi le miraculeux rassemblement communautaire dans un lieu unique et clos, rassemblement, fraternité qui apportent, les vapeurs du vin aidant, l'illusion que tout est possible, que la révolution est à portée de la main, c'est pour que la désillusion du petit matin, la rechute dans la réalité soient aussi brutales et aussi amères que l'auteur l'a voulu. Les rapports entre l'épaisseur charnelle de la relation d'un événement vécu (épaisseur qui doit beaucoup, chez Wajda, à l'attention portée au visage du peuple, à la diversité de physiologies qu'il recèle) et le caractère irréel, fantomatique que prend le film dans ses dernières minutes sont, en somme, inverses de ceux qui s'établissent, dans *Le Charbonnier*, entre réalisme et vision intérieure : comment s'en étonner, puisqu'ils expriment ici, sinon un pessimisme radical, du moins un certain désenchantement, un certain scepticisme vis-à-vis de la possibilité de révolution, et, surtout une interrogation douloureuse — à laquelle on a parfois reproché au cinéaste de se complaire — sur le rôle de l'artiste dans le processus révolutionnaire ? Mais la question que posait, il y a trois quarts de siècle, Stanislas Wyspianski dans la pièce qu'a adaptée Wajda, et que celui-ci repose à travers son style personnel, est la plus actuelle de toutes : comment l'intellectuel peut-il aller aux masses ? Et, si l'art ne peut avoir d'autre raison d'être que de dire la révolution, de chanter le sentiment national, l'espoir d'un monde meilleur, ne convient-il pas d'y renoncer, de s'en débarrasser, pour faire vraiment la révolution, travailler réellement à la création d'une nation, à l'instauration d'un monde meilleur ?

Si le film de Wajda se conclut sur une note amère et désenchantée, s'il nous parle de révolutions avortées ou écrasées (comme les tentatives successives des « Faucheurs », en 1793, en 1830, en 1848 et en 1863, auxquelles l'œuvre fait clairement allusion), le film de Mrinal Sen — l'un des jeunes cinéastes les plus engagés de l'Inde moderne —, *Monsieur Shome*, qui raconte aussi l'histoire d'une rencontre avec le peuple, d'un retour, au moins spirituel, à la terre, enchante par son optimisme discret, son caractère détendu, sa confiance en l'homme tout empreinte de tendresse. Monsieur Shome, le héros, est un important fonctionnaire tout imbu de son autorité, qui fera sa « révolution » personnelle, en rencontrant, au cours d'une chasse au canard,

une jeune paysanne, épouse de l'un de ses employés. Ni la minceur de l'anecdote, ni le style du film, marqué par la fantaisie — utilisation du dessin animé, recours à d'innocents truquages — et par une décontraction qui sert parfaitement le sujet, en faisant une large place à la simple présence de la nature, ne doivent cependant nous abuser : la politique n'est pas étrangère au propos de Mrinal Sen, et ce n'est certainement pas sans intention que celui-ci a fait de son personnage un Bengali (le film est parlé hindi), qui, au cours de sa partie de chasse, éprouve les plus grandes difficultés à communiquer avec le paysan qui lui sert de guide et de cocher. Quelques plans d'actualités renvoient du reste à la situation et aux problèmes sociaux contemporains.

Il n'y a pas grands rapports entre les problèmes de l'Inde et ceux du Japon d'aujourd'hui. Pourtant, on est tenté de rapprocher *Une Petite sœur pour l'été*, de Nagisa Oshima, du film de Mrinel Sen, non seulement parce que les deux œuvres sont des « films de vacances », que leur forme est semblablement libre et décontractée, mais parce que, dans les deux cas et surtout chez le Japonais, il faut lire un discours authentiquement politique derrière les méandres d'une aventure plaisante et d'insignifiante apparence. Les deux films, du reste, si on y réfléchit bien, se rattachent l'un comme l'autre à cette tendance *décolonisatrice* que nous avons définie en commençant, tendance qui semble inséparable de l'expression de ces thèmes privilégiés que sont le retour aux sources, aux origines, et la reconstitution des communautés ethniques et culturelles. Dans *Une Petite sœur pour l'été*, ce thème du retour aux sources proclame même à haute voix son sens caché, celui de *la recherche du père*, et c'est encore un rapprochement riche de signification que celui que fait surgir ici le souvenir de *Lo País*, film de Gérard Guérin consacré aux minorités françaises : l'œuvre s'ouvre et se ferme sur l'image du père, mais, la seconde fois, nous entendrons son fils lui parler *en langue d'oc*, et non plus en français, pour lui dire qu'il va demeurer au pays, qu'il renonce à retourner à Paris. L'unité linguistique et culturelle est ressoudée ; le jeune garçon s'est choisi une terre, une famille, une communauté, les vraies.

Anecdote lisible au premier degré, les rapports de parenté y recouvrant naturellement les rapports du héros à ses origines raciales et géographiques. De même, en un certain sens, qu'est lisible au premier degré le film de René Allio, *Rude journée*

pour la Reine, histoire, comme on l'a dit, d'une femme qui « se libère », c'est-à-dire qui se décolonise. Qui se décolonise de deux façons : d'une part, en cessant de vivre par procuration, de rêver les aventures des autres, des modèles culturels que lui imposent les mass media de caractère prétendument populaires (presse du cœur, cinéma commercial), et en vivant une aventure à elle, selon ses propres moyens, dans son milieu propre, d'autre part en transgressant la loi du mâle, en s'opposant à l'autorité masculine, ce qui lui permettra d'aimer librement l'homme qu'elle a choisi, de le choisir en somme une seconde fois, comme elle s'est choisi, d'une certaine manière, une famille, une communauté d'amour, d'élection, en favorisant la fuite de son beau-fils avec la femme qu'il aime et l'enfant qu'il a d'elle. Si une telle lecture épuise à peu près le sens du film, il n'est pas interdit néanmoins de se laisser encore ici tenter par un parallélisme entre le pouvoir tout-puissant du chef de famille, du paterfamilias, et le pouvoir centralisateur, hégémonique, de la capitale, l'héroïne, en prenant une initiative, en assumant jusqu'au bout un acte personnel, s'emparant en somme, comme le ferait une province, un département, du *pouvoir de décision*.

Cette lecture au second degré, en tout cas, il est non seulement permis, mais indispensable de la faire en ce qui concerne *Une Petite sœur pour l'été*. Si la signification politique du film se dissimule sous une apparence romanesque, divertissante, si l'œuvre *se déguise*, dans la pleine acception du terme, en blquette, en comédie sentimentale à imbroglïos familiaux, c'est dans la mesure où elle se veut pleinement *japonaise*, où elle refuse par conséquent d'être immédiatement, sans le moindre effort, accessible à un public européen, comme l'est le film qui se limite au plan le plus superficiel où se manifeste la *différence*, c'est-à-dire le *folklore*, le pittoresque (manifestation, nous l'avons vu, qui, en définitive, est en réalité occultation, négation de la différence). Oshima entend donc nous obliger, nous, spectateurs européens, à une démarche, à un trajet intellectuels, qui équivalent à la démarche, au trajet à accomplir pour rejoindre ou, au moins, tenter de rejoindre le *différent*. Le rejoint-on en effet jamais ? Mais l'essentiel est évidemment, on l'aura compris, dans l'accomplissement d'un effort authentique, dans un acte, un geste véritable pour *sortir de soi et aller vers l'autre*. Peu importe donc que l'on comprenne ou non exactement en quoi

les rapports entre les personnages correspondent aux rapports entre Okinawa, le Japon et les Etats-Unis : Oshima lui-même ne le sait peut-être pas d'une façon parfaitement claire, et l'incertitude où il nous laisse sur plusieurs points de l'intrigue le montre bien (l'origine du peuplement d'Okinawa est du reste toujours une question controversée, et le retour de l'île au Japon peut être considéré, non pas comme un retour à la mère patrie, mais comme une « troisième capitulation de la nation ryukyuvienne ² »). Le film nous parle d'une recherche du père, d'une recherche de l'autre (celui qui vous aimera, ou qui vous tuera, mais après vous avoir *reconnu*), et il vous invite, nous aussi, dans notre fauteuil, à partir à la découverte de l'autre sur l'écran, à cesser d'être des colonisateurs par le regard.



Aux *Serpents de la Lune des Pirates*, autour d'un travesti, trois ou quatre filles dansent et accèdent aux désirs des clients recommandés par le patron. L'une d'elles, S., vit avec le barman. Après la rallonge des soirées, ils rentrent ensemble. Lui s'endort. Elle, se douche, arrose ses plantes, garde les yeux ouverts. Elle ne réussit pas ou plus à mettre dans une parenthèse son gagne-pain, elle ne dort pas, ne rêve pas, ne s'éveille pas, et quand lui s'éveille, elle se refuse, pour ne pas tout mélanger et parce qu'elle ne *peut* pas. Le play-boy est incapable de comprendre ce désarroi. Aux *Serpents*, S. fait des caprices, le patron l'engueule, le travesti la défend, elle refuse de passer en scène, elle s'écroule, évanouie. Tout le contraire d'une dépression : une reprise en main de soi-même. Une acceptation d'avoir à choisir entre le faire semblant public et le faire vrai de sa vie privée. Elle est remise sur pied, elle part. Lucide, différente. Elle sait que ce sera dur, difficile et, d'abord, certainement solitaire. N'importe : à présent, elle *attrape le train*. « Elle sera libre de penser à ce qu'elle fera ³. »

« L'interprétation n'est pas ouverte à tous les sens. Elle n'est point n'importe laquelle. Elle est une interprétation significative, et qui ne doit pas être manquée. Cela n'empêche pas

2. Voir l'article de Max Tessier et les « Propos de Nagisa Oshima » dans *Ecrans 74*, n° 21, janvier.

3. Marcuse, « Vers la Libération », cité par J.-M. Palmier dans *Marcuse et la nouvelle gauche*, Belfond, 1973.

que ce n'est pas cette signification qui est, pour l'avènement du sujet, essentielle. Ce qui est essentiel, c'est qu'il voie, au-delà de cette signification, à quel signifiant — non sens, irréductible, traumatique — il est, comme sujet, assujéti ⁴. »

S. *sur-exposée* dans la succession des nuits blanches de la boîte de nuit — où se renforce toute question sur la sexualité : travail non défini, marché parallèle où se vend l'invendable, scène arrière-scène *primitive* où les cannibales sont en plus faux-monnayeurs.

S., bel appât dans le piège cruel du désir comme mort, de la dépense comme agonie.

Rêve éveillé. La vie est un songe : l'histoire vraie — cauchemar où va craquer la Terre car « le chaos... se reproduit incessamment en une prolifération qui va du Même au Même en le détruisant ⁵ » — est celle d'une perversion se *voulant* conversion dominée, déplacement de l'investissement des énergies. Mais le retour du refoulé succède au refoulement. « Les perturbations, les excitations, les résidus de la veille empêchent l'instauration de la paix et se transforment par une réinterprétation hallucinatoire. (S.) ne renonce pas aux objets habituels de satisfaction (le *bon pénis*), elle ne s'est pas accoutumée, elle n'a pas transformé la perturbation en satisfaction. Elle a seulement cru s'identifier à cette vie, l'avoir introjectée. Mais la vie perturbante n'est pas réellement devenue partie de son *moi*, et son monde intérieur a éclaté quand il s'est trouvé en passe de se pétrifier comme reflet du milieu et de ses catastrophes ⁶. »

S. croyait que c'était une vie correcte, comme peut être correcte l'image reflétée par le miroir et pourtant inversée. On n'a pas fini d'en rêver : tout geste authentique ne le brise-t-il pas ?

« Cuirassée... incapable de vivre la vie qu'elle sent au fond d'elle-même d'une façon réelle ou de s'épanouir... la voilà l'image sans cesse inaccessible, *Moi* qui s'évanouit comme les fruits de Tantale ⁷. »

Mais la pulsion perce la cuirasse. « *Wo es war, soll Ich*

4. Lacan *Le Séminaire Livre XI*, Seuil, 1972, p. 226.

5. Maurice B'anchot *L'amitié*, Gallimard, p. 209.

6. Cf. une bio-analyse, par Sándor Ferenczi dans *Thalassa*, Payot p. 145.

7. - 9. William Reich : *l'Ether, Dieu et le Diable*, Payot, p. 128.

*werden*⁸. » Crise vécue comme une expérience mystique puisqu'elle est déterminée, comme le dirait W. Reich, par l'existence d'un mur de séparation entre l'émotion et la sensation⁹.

Les serpents représentent les différents modes de vécu de la sexualité. Ils sont, ici, ces pénis qui *tuent*. Sur la Lune — Soleil noir de la mélancolie, aussi bien, dés-orientation absolu — le voyage est une variante du voyage vers l'autre monde. L'âme s'y absente de manière prolongée. Pendant la durée des visites à la Lune, le corps est sans âme¹⁰. Les morts tentent de séduire l'âme, l'appellent (ainsi, les copines, viendront à son chevet dire combien elles attendent S., Sahdji, le travesti, sous couleur de l'épauler, ne lui prêche que cynisme, dureté).

Le principe de réalité combat le principe de plaisir. La rencontre du réel vécue comme une *mauvaise* rencontre, sur le mode du trauma, l'aliénation paralyse tout mouvement, toute circulation d'orgone reichien. S. vit transgressalement le plaisir ; inauthentique, plus elle s'épuise, plus elle accroît le vide de la réponse, le désert. Dans le paradoxe du donnant-donnant, l'identité est trouée comme une notion périmée parce que sans retour. Pour le reste de la demande accumulée sur un plateau de la balance, aucune monnaie n'est en mesure de payer la *tare*. *Objet* constitué *de* et *dans* la dé-négation du désir, nul Autre ne peut lui advenir. Si ce n'est qu'elle-même prenne conscience du *là où* s'est nouée la frustration, coulé le désespoir.

Dans la comptabilité à forfait dont elle a fait son lot, le cercle des soirs, le cycle des nuits, le circuit fermé, tous ces ronds dessinent le zéro des satisfactions.

La *Lune des Pirates* navigue dans la nuit, il est néant du sujet, nuit deux fois nuit, béance ; nuit qui, cependant, a fui, s'est écoulée et au terme de laquelle S. ne *peut* dormir. Car la vie sexuelle est insatisfaisante (l'écran des voilages autour du lit symbolise la *figure voilée* de la sexualité). Car le rêve d'endormissement, le retour à l'avant-naissance, c'est encore la nuit des *Serpents* qui en fait office : grotte, matrice sans fenêtre donc hors du voir et l'heure est loupée¹¹. Car il est impossible d'ouvrir encore un temps pour rêver, l'âme est *là-bas*, le corps n'a pu réinvestir de sujet.

8. S. Freud : *Là où c'était, j'advierai*.

10. Voir Geza Roheim, *Les Portes du Rêve*, réédit. 1973.

11. Voir la *Quinzaine* n° 174, 1^{er} au 15/12/73, analyse de Dubuffet, l'Hourloupe, par José Pierre.

Et « Le Serpent qui nage dans les eaux où la Déesse lave son visage ¹² », c'est pour l'autre. Celle qui ad-viendra du fond de S. ? Qui sont les ombres qui passent sur le mur de la caverne? (préviennent-elles du point de non-retour?) ou plutôt sur le miroir de la loge, entre whisky et sueurs, où S. se maquille, se voit *se voir* mais se regarde *ne pas être regardée*, où elle effectue une descente aux enfers, le découvrant comme trompe-l'œil : impossible d'y assumer le glissement de l'objet au sujet se voulant (autre). Aux *Serpents*, les nuits s'éprouvent comme disparition de l'histoire du sujet ; et l'histoire se dévoile mais dans la glace, qui rend l'excès des nuits en réalité de lacune, de trou, de dépense sur mode de ruine. S. ne se cache rien et n'oppose pas de résistance, mais l'épouvante est telle qu'incapable de supporter physiquement ce qu'elle voit, elle se réfugie dans l'évanouissement.

S. se re-jette, sans trouver à se re-jeter vers l'origine puisqu'elle ne peut s'endormir. Elle vivra ce retour sur le mode de l'hallucination, se projetant au terme de la brisure amnésique consommée, requérant la mère couveuse (épisode de la visite) qui ne (la) quitte pas d'une semelle en disant : « Elle a tellement besoin de moi ! » Processus réparateur au milieu des processus de rupture et dans lequel S. (c'est encore elle qui fait le *meilleur* thé) « trouve le courage de juger et de conclure ¹³ », de s'évader, sauvée des eaux, de la naissance, du sevrage, à l'heure où, sur scène, Sahdji arrache ses oripeaux féminins sur les paroles d'un *song* qui crève le théâtre (les morts de la Lune, masque arraché, subissent l'angoisse de voir une âme s'échapper, qu'ils croyaient déjà des leurs). S. naît. Elle opère une percée. Elle désinvestit le temps passé, elle s'éloigne, elle marche droit devant soi, elle entend ses pas scandés, elle se découvre en mouvement, de jour, le visage nu, dans la solitude positive d'images ou plus exactement d'une traversée d'images qui ont tout leur temps, tout leur poids et qui disent la régénération spirituelle, *Moi, la vérité, je me déploie* — et hors de la chambre où tombent les tentures et les voiles qui cachaient mais où la fenêtre est victorieuse du miroir, la fenêtre par où l'on perçoit et qui *révèle*.

Christian ZIMMER.

12. Geza Roheim, op. cit.

13. Lacan, op. cit.

**trois collections
fondamentales**
dernières parutions

**Bibliothèque
d'anthropologie**
dirigée par Maurice Godelier

MAURICE GODELIER
**Horizon, trajets
marxistes en
anthropologie** 50,00 F

ERIC WOLF
**Les guerres
paysannes
au XX^e siècle** 45,00 F

BUFFON
De l'homme
préface de Michèle Duchet
24,00 F

MICHELE DUCHET
**Anthropologie
et histoire au siècle
des lumières** 40,00 F

Théorie
dirigée par Louis Althusser

LOUIS ALTHUSSER
**Réponse
à John Lewis**
30^e mille 9,50 F

BERNARD EDELMAN
**Le droit saisi par
la photographie**
série "Analyses" 17,00 F

PIERRE RAYMOND
**Le passage au
matérialisme**
série "Analyses" 45,00 F

J. DIETZGEN
**L'essence du travail
intellectuel**

suivi d'
**Ecrits
philosophiques
annotés par Lénine**

série "Textes"
Présentation et traduction
de J.-P. Osier 32,00 F

**Economie
et Socialisme**
dirigée par Ch. Bettelheim
et J. Charrière

MARCEL JANCO,
DANIEL FURJOT
**Informatique et
capitalisme** 26,70 F

CHRISTIAN PALLOIS
**Les firmes
multinationales
et le procès
d'international-
isation** 28,00 F

G. POSTEL-VINAY
**La rente
foncière dans le
capitalisme agricole**
36,00 F

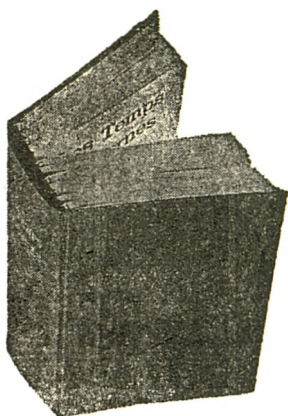
ALAIN LIPIETZ
**Le tribut foncier
urbain** 36,00 F

**FRANÇOIS
MASPERO**
1, place Paul Painlevé
75005 Paris
19, rue de l'Université 34 Mont-
pellier
6 bis, rue de Grassi 33 Bordeaux



RELIURE MOBILE

DOS ROND AVEC NERFS
DOS TOILÉ VIEUX ROUGE AVEC NERFS



Grain chagrin

Titre "**Temps Modernes**"
Imprimé en doré

★

POUR 6 MOIS - 12 TIGES

★

A nos bureaux. **8,00 F**

Envoi (y compris
emballage spécial) **9,00 F**

BULLETIN D'ABONNEMENT

Les Temps Modernes

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de } **SIX MOIS** aux
UN AN

TEMPS MODERNES, à partir du 1^{er} _____ 197 _____

- Ci-joint mandat-poste de
 - Ci-joint chèque de
 - Je vous envoie par courrier de ce jour :
 - * mandat-carte de
 - * chèque postal de
- Rayer les mentions inutiles.

	1 an	6 mois
France et Etranger	100,00 F	55,00 F
Etranger (suppl. port recommandé)	36,00 F	18,00 F
Abonnement pour étudiants	60, F	30,00 F

voir page II de couverture

_____ , le _____ 197 _____

Nom _____

(SIGNATURE)

Adresse _____

Détacher le bulletin ci-joint et l'adresser à M. le Directeur des TEMPS MODERNES
26, rue de Condé, Paris-6^e. C.C.P. 6999-04.

332

Directeur de la publication : Jean-Paul SARTRE
Imprimerie SIMPED-S.A., Evreux - Mars 1794.

SOMMAIRE

ROSSANA ROSSANDA. — Les intellectuels révolutionnaires et l'Union soviétique	1523
--	------



EDOUARD KOUZNETSOV. — Journal d'un condamné à mort.....	1557
---	------



DOSSIER :

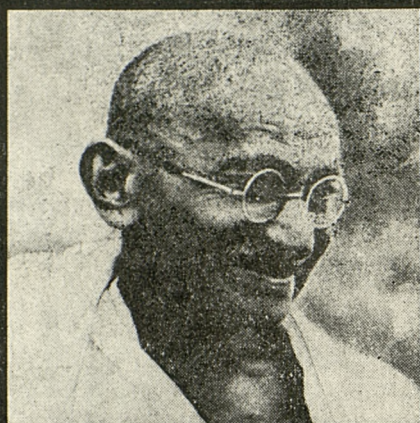
LES PRISONNIERS POLITIQUES OUEST-ALLEMANDS ACCUSENT

VICKTOR KLEINKRIEG. - Les combattants anti-impérialistes face à la torture	1593
SJEF TEUNS. — La torture par privation sensorielle	1618
XXX. — Les méthodes scientifiques de torture	1625
CHRISTIAN SIGRIST. — De Heidelberg au Cap Vert ...	1635
KLAUS CROISSANT. — La Justice et la torture par l'isolement	1638
— Des détenus politiques témoignent	1747



CHRONIQUES

Le sexime ordinaire	1679
RENEE SAUREL. « Nicomède » ou « Nucléa » : Lettre ouverte à Roger Planchon. « Odin-Teatret » à Rome	1691
CHRISTIAN ZIMMER. — Têtes de Turcs et têtes de Bretons	1703



**ERIK H.
ERIKSON**

La
vérité
de
Gandhi

Les origines de la non-violence

La recherche d'un psychanalyste occidental
à la poursuite de la réalité historique de Gandhi.

déjà parus du même auteur :

Luther avant Luther

Ethique et psychanalyse

Adolescence et crise

NOUVELLE
BIBLIOTHEQUE SCIENTIFIQUE

collection dirigée par Fernand Braudel

FLAMMARION